

Le Monde

## L'ENFER DE PLANTU

Le Monde double dans ce numéro un cahier spécial. Plantu, de 40 pages, une centaine de dessins, nous aide à mieux comprendre le travail matinal d'un journaliste. Dans l'attente et le secret de son atelier, à découvrir les productions, refusées ou non, des grands dessinateurs du monde de la presse. Le cahier de Plantu, en somme.



## Allemagne-France : la confusion nucléaire

L'atome provoque un débat dans la majorité à Paris, un conflit ouvert à Bonn et des tiraillements entre les deux pays

DISSENSIONS à Paris dans la majorité plurielle, conflit ouvert à Bonn dans la coalition de gauche : le dossier du nucléaire civil complique les relations entre la France et l'Allemagne et, dans ce dernier pays, menace la cohésion du gouvernement de Gerhard

Schröder. Pour autant, révèle *Le Monde*, des entreprises des deux pays n'en continuent pas moins leurs recherches pour concevoir le réacteur du futur, dont un premier exemplaire pourrait être construit en Russie.

Mardi 22 décembre, le chancelier

social-démocrate a dû adresser une sévère mise en garde à son ministre de l'environnement, l'écologiste Jürgen Trittin. Celui-ci venait d'annoncer la dissolution de deux commissions d'experts chargées de conseiller le gouvernement en matière de sécurité nucléaire. Dans une déclaration très vive, M. Schröder a accusé son ministre de « mettre en question » l'accord politique, sur lequel repose la coalition gouvernementale SPD-Verts, qui prévoit l'abandon progressif du nucléaire civil. Une précédente initiative de M. Trittin avait conduit Dominique Strauss-Kahn, le ministre de l'économie, à demander à l'Allemagne de respecter ses engagements en matière de retraitement des déchets avec la France. Dans un entretien à *La Tribune* du 23 décembre, Dominique Voynet, ministre de l'environnement, a réitéré sa volonté d'exprimer son opposition à l'atome.

### Malaise à l'Assemblée

Le premier trimestre de la session parlementaire, qui s'est achevé mardi 22 décembre, a été marqué par de multiples dysfonctionnements. Jean-Louis Gentile, directeur démissionnaire du cabinet de Jean-Marc Ayrault, président du groupe socialiste à l'Assemblée, évoque même la « méconnaissance totale du Parlement » par Maignon. p. 6

### Un préretraité, un nouvel embauché

Patronat et syndicats ont reconduit et étendu pour un an le dispositif qui autorise des départs en retraite anticipée en échange d'embauches. p. 26

### La stratégie de GEC

Le groupe britannique sépare ses activités civiles et militaires. Une annonce en forme de prélude à une future alliance stratégique. p. 14

### Détente au Pays basque espagnol

L'ETA maintient sa trêve et veut négocier avec le gouvernement de Jose Maria Aznar. p. 4

### Ces chirurgiens du cœur

Troisième et dernier volet de l'enquête de Dominique Le Guilleudoux sur les « médecins en état d'urgence ». Aujourd'hui, les miracles de la chirurgie cardiaque face à la maîtrise des dépenses de santé. p. 10

### Le tracé du TGV vers la Bretagne

Le projet de ligne à grande vitesse vers la Bretagne, qui mettra Rennes à une heure et demie de Paris, contourne Le Mans. p. 9

### Garry Kasparov en quête de jeu

Quasiment absent des échiquiers en 1998, le Russe, champion du monde depuis 1985, a l'intention de remettre son titre en jeu en 1999. p. 19

### Contre la vivisection

Grève de la faim en Grande-Bretagne, manifestations en Allemagne, l'utilisation des animaux pour la recherche, pourtant indispensable aux progrès de la médecine, suscite de plus en plus de réticences en Europe. p. 18

|               |    |                  |    |
|---------------|----|------------------|----|
| International | 2  | Communication    | 15 |
| France        | 6  | Tableau de bord  | 16 |
| Société       | 7  | Aujourd'hui      | 18 |
| Régions       | 9  | Météorologie     | 21 |
| Horizons      | 10 | Jeux             | 21 |
| Carrel        | 12 | Culture          | 22 |
| Abonnements   | 12 | Guide culturel   | 24 |
| Entreprises   | 14 | Radio-Télévision | 25 |

## Heureux comme Père Noël en France

LES FRANÇAIS sont les champions d'Europe du cadeau de Noël. Ils offrent en moyenne huit présents - un de plus que les Britanniques et trois de plus que les Allemands - pour un budget de 2 200 francs. « Même dans les milieux modestes, ne pas s'offrir de cadeaux reste exceptionnel, souligne l'Insee. Seulement 5 % des ménages disent le chef ex au chômage et 8 % des foyers ouvriers n'ont aucun cadeau de fin d'année. » Les vêtements arrivent en tête, suivis des équipements de loisirs, de l'argent liquide et des jouets. 90 milliards de francs sont dépensés dans cette période. Le phénomène serait lié à l'élargissement du cercle familial et à l'allongement de la durée de la vie.

Lire page 7

## A Knightsbridge, l'argent des autocrates n'a pas d'odeur

LONDRES

De notre correspondant à la City  
Le portier de service de Harrods, qui connaît son monde, ne bronche guère quand le client sort d'une voiture longue, noire, blindée comme un cuirassé, s'engageant dans la célèbre magasin de Knightsbridge entouré d'une cohorte de gardes du corps. Et pour cause : à l'heure où le général Pinochet est en résidence surveillée en attendant que la Chambre des Lords statue à nouveau sur son sort, on ne compte plus les dictateurs et autres autocrates au pouvoir qui font tranquillement leur shopping de fin d'année à Londres.

Des chaussures Church, des chocolats Godiva et des sorties de bain provenant de Harrods pour le président du Zimbabwe, Robert Mugabe. Des chemises Thomas Pink, des draps en coton à 3 000 francs pièce et un lit à 50 000 francs pour le chef du gouvernement pakistanais, Nawaz Sharif. Les vitrines richissimes des joailliers et des designers de mode italiens et américains de Bond Street, quartier plus feutré et plus élégant, pour le président du Mexique. Les

Christmas pudding du food hall de Fortnum & Mason pour les pinochetistes, puisque ce paradis du bon goût était le lieu de prédilection de l'ex-président, qui ne manquait jamais de goûter aux scones et autres muffins lors de ses escapades londonniennes. Les tailleurs de Savile Row aux tissus somptueux et aux coupes parfaites en fin, pour les princes saoudiens et les dignitaires du Golfe voulant échapper à la tourmente irakienne.

Ces messieurs semblent trouver dans les grands magasins de la capitale ce havre de paix et de volupté qui leur fait si tragiquement défaut chez eux. Rien de condamnable à première vue dans une ville cosmopolite à la mode, où l'argent coule à flots. Sauf que le Zimbabwe est confronté aux violations des droits de l'homme dans le Chiapas et à une dette publique considérable. Les sbires de M. Pinochet sont directement responsables de la mort et de la disparition de plus de trois mille personnes. Quant aux lettres de créances démocratiques de la plupart des

familles régnantes du Proche-Orient, elles laissent plutôt à désirer.

« Nous ne divulguons jamais l'identité de nos clients ou ce qu'ils nous achètent. » Sur le ton pincé qui sied à pareille institution, le porte-parole de Harrods indique qu'il existe en effet un service spécial, « l'Executive Suite », chargé du shopping personnalisé, « pour clients pressés, que quinqué, s'il en a les moyens, peut utiliser. » Quant aux concurrents du célèbre magasin, ils font preuve, lorsqu'on leur pose la question similaire, d'un mépris identique pour ceux qui, d'habitude, ne saisissent pas le sens du mot discrétion.

« By Appointment... to Her Majesty » : en levant les yeux sur le fronton de Harrods, le passant peut voir dans le brevet de fourniture de la Cour attribué à l'établissement des frères Fayet, comme une évocation de la fièvre acheteuse des autocrates à l'époque des fêtes. Faut-il une nouvelle fois - et à regret - donner raison à Napoléon quand il stigmatisait un « peuple de boutiquiers » ?

Marc Roche

## Un griot moderne



ABDOULAYE DIABATÉ

IL FÊTERA Noël au Théâtre Gérard-Philipe de Saint-Denis, au rythme des tambours d'Afrique, lors de la traditionnelle nuit malienne, en compagnie de plusieurs autres griots. Abdoulaye Diabaté, quarante-sept ans, est un griot moderne, chanteur et joueur de tambour, prolifique et polyvalent.

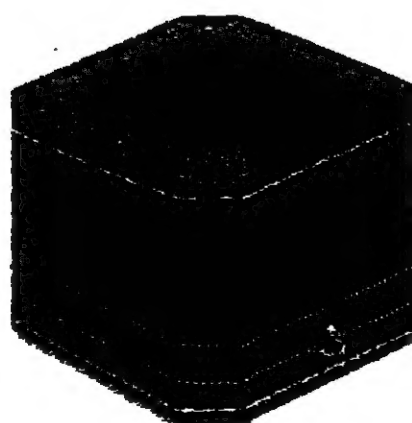
Lire page 22

Abonnements : 3 Dhs : Arabie Saoudite, 97 : Afrique du Nord, 15 : Asie, 45 : Europe, 2,25 : Canada, 2,25 : USA ; Canada : 2,25 F CFA ; Danemark, 15 DKK ; Espagne, 220 Ptas ; Grèce, 120 Drac ; Irlande, 120 Ptas ; Italie, 1,200 L ; Luxembourg, 45 F ; Malaisie, 15 Dhs ; Norvège, 140 Kron ; Pays-Bas, 3 F ; Portugal, 200 Esc ; Royaume-Uni, 1,10 £ ; Singapour, 200 F CFA ; Suède, 150 Kron ; Suisse, 2,10 Frs ; Tunisie, 2 Dhs ; USA, 2,25 \$ ; USA (Canada), 2,25 \$.

M 0147-1224-7,50 F



OFFRIR  
**Cartier**



## Claude Allègre a-t-il vendu son âme au diable ?

ON ALLAIT VOIR ce que l'on allait voir : l'histoire de la cogestion avec les syndicats, cause de la « mammothisation » de l'éducation nationale ; oublié, l'immobilisme de François Bayrou, qui n'avait que la conciliation et la réconciliation à la bouche. Claude Allègre, premier ministre de l'éducation nationale qui arrivait rue de Grenelle sans avoir peur de son ombre ou des manifestants, avait tout promis. Esprit libre et fort en gueule, dégagé d'ambitions politiques personnelles, l'ami du chef du gouvernement allait prouver le mouvement en marchant.

Dix-huit mois plus tard, que voit-on ? La comparaison entre M. Allègre et M. Bayrou s'impose une fois de plus. Non plus pour souligner le contraste, mais pour mettre en lumière un air familial. Dans un livre fameux, 1990-2000, *La Décennie des mal-appris* (Flammarion), M. Bayrou écrivait, avant de devenir ministre : « L'éducation nationale est un festin de pierre. Les puissances syndicales y sont statues de Commandeur. »

M. Allègre assurait, de son côté, dans *L'Age des savoirs* (Gallimard) en 1993 : « Lorsqu'on voit le rôle du SNES dans l'enlèvement de notre enseignement secondaire, on a beau être socialiste, donc en principe favo-

nable aux syndicats, on est révolté. » Faisant fi de son analyse, M. Bayrou s'était mis en tête de réformer le financement de l'école privée, autant par conviction que pour faire plaisir à ses amis politiques. Quelques mois plus tard, après une manifestation d'un million de personnes, le ministre de l'éducation rendait les armes et engageait un dialogue quasi quotidien avec le syndicat majoritaire du second degré, le SNES. Il a duré plus de trois ans. Un long bail sans accroc, mais aussi sans réformes majeures.

M. Allègre, lui, a voulu rompre de façon éclatante avec cette méthode. Son prédécesseur se voulait le ministre des enseignants ? Il serait celui des élèves et des parents. M. Bayrou ne parlait qu'au SNES ? Il ne lui adresserait pas la parole. Mais aujourd'hui, en se laissant photographier dans son bureau ministériel avec celle dont il avait pris soin de ne jamais prononcer le nom, Monique Vuillat, secrétaire générale du SNES, M. Allègre n'a pas seulement admis qu'elle avait une existence incarnée.

Sandrine Blanchard et Béatrice Gurrey

Lire la suite page 11



**EUROPE** En France et en Allemagne, les relations entre socialistes et Verts connaissent des tensions sur la question de la sortie du nucléaire. Après le revers subi par

Dominique Voynet, le ministre allemand de l'environnement, Jürgen Trittin, a été durement sermonné par le chancelier Schröder, qui l'a appelé à ne pas mettre en péril la coali-

tion. ● FRAMATOME et Siemens discutent avec Moscou du développement commun du réacteur du siècle prochain, l'EPR. La construction du prototype pourrait se faire

en Russie. ● LA RUSSIE est aujourd'hui le premier exportateur de centrales nucléaires. Elle a conclu des marchés en Chine, en Inde et en Iran, et négocie des contrats avec la

Libye et l'Indonésie. ● UN RAPPORT récent de l'Union de l'Europe occidentale dénonce les mauvaises conditions de sécurité du nucléaire civil et militaire en Russie.

## Bras de fer sur le nucléaire entre socialistes et Verts en Allemagne et en France

A Bonn, Gerhard Schröder a rappelé à l'ordre son ministre de l'environnement. Celui-ci avait remis en cause le respect des accords franco-allemands en matière nucléaire. « Le Monde » révèle que les industriels des deux côtés du Rhin envisagent la construction en Russie du futur réacteur EPR

TROIS MOIS après son arrivée au pouvoir en Allemagne, l'alliance entre les sociaux-démocrates et les Verts connaît sa première crise sérieuse sur l'un de ses dossiers-clés : le nucléaire. Mardi 22 décembre, le chancelier Gerhard Schröder a dû rappeler à l'ordre son ministre écologiste de l'environnement, Jürgen Trittin, le mettant en garde contre un risque d'éclatement de la coalition. Ce représentant de l'aile gauche des Verts avait décidé sans concertation de la chancellerie de dissoudre deux commissions d'experts chargés de la sécurité nucléaire. Et entendait interdire le retraitement des déchets, au risque de toucher à des engagements internationaux avec la France et la Grande-Bretagne.

Le chancelier a fermement rappelé qu'il entend imposer le respect des accords signés avec ses partenaires, répondant indirectement à la demande formulée par le ministre français de l'économie, Dominique Strauss-Kahn, dans une lettre à son homologue Werner Müller. Soulignant que la sortie du nucléaire civil se fera dans le consensus, M. Schröder a donné rendez-vous aux groupes parlementaires, le 26 janvier, pour entamer les discussions formelles et se dit « prêt à un accord ».

### ESCARMOUCHES

Auparavant, dans son annonce de leur dissolution immédiate, Jürgen Trittin avait reproché notamment à la Commission sur la sé-

curité des réacteurs nucléaires (RSK) et à la Commission sur la protection contre les radiations (SSK) de ne pas comprendre de membre opposé au nucléaire. Simultanément, il déniait l'existence du gouvernement français, qui, par la lettre de M. Strauss-Kahn, réclame le respect des contrats bilatéraux déjà signés. Il est ainsi demandé à l'Allemagne de reprendre début 1999 le rapatriement de ses déchets retraités en France, celui-ci ayant été interrompu avant l'été après un scandale portant sur la contamination des convois. Pour M. Trittin, cette lettre a été « commandée » par le lobby nucléaire. De plus, ajoutait-il, ce courrier n'aurait pas dû être adressé au ministre de l'économie, mais

à lui-même, M. Müller n'ayant pas compétence en matière nucléaire. La réponse du chancelier allemand a été menaçante. « Si l'on veut sortir du nucléaire dans un laps de temps envisageable et sans demandes de dédommagement qu'on ne puisse satisfaire, cela ne peut se faire que dans le cadre d'un consensus ». « Celui, ajoute-t-il, qui met ce principe en danger, remet en question l'accord politique (de coalition) auquel nous sommes parvenus ». Le 15 octobre, la nouvelle coalition avait conclu un accord sur l'abandon progressif de l'énergie nucléaire. Aucune date n'a été fixée pour l'arrêt des 19 centrales, qui fournissent 36 % de l'électricité outre-Rhin, mais l'objectif est de rendre cette mutation « irréver-

sible » sans avoir à verser de pénalités. M. Schröder mise sur les connaissances de son ministre de l'économie, ancien cadre de Veba, qui exploite des centrales nucléaires. C'était sans compter sur l'ardeur de son ministre vert. M. Trittin multiplie les escarmouches et souhaite aller très vite. Il a déjà élaboré une esquisse de projet de loi dans laquelle il interdirait notamment le retraitement des déchets. Le chancelier lui a donné jusqu'au 13 janvier pour revoir son projet, en lien avec M. Müller. Réagissant à cette querelle, la ministre française de l'environnement, Dominique Voynet, reconnaît dans un entretien à la Tribune du 23 décembre que la sortie

du nucléaire « demande beaucoup de temps, de dialogue social... La tâche est ardue, même si elle s'avère plus facile en Allemagne que dans notre pays ». Les Verts en France ont subi un revers au début décembre, le débat sur l'enfouissement des déchets radioactifs s'achevant à leur désavantage. D'autre part, la ministre a demandé une « prolongation du délai de l'enquête publique » sur le projet d'extension d'un laboratoire du Commissariat à l'énergie atomique (CEA) à Saclay (Essonne) et un « bilan approfondi de la situation de l'environnement du site vis-à-vis de la pollution radioactive » (Le Monde du 23 décembre).

Dominique Gallois

## Pendant ce temps, Framatome et Siemens imaginent le réacteur du futur avec Moscou

CONSTRUIRE le réacteur du futur dans le pays qui a conçu la centrale de Tchernobyl : c'est le conte de Noël - macabre, joyeux ou surréaliste, selon le point de vue - qui prend forme dans les milieux nucléaires européens. L'idée remonte à la réunion des ministres de l'énergie du G8, les 31 mars et 1<sup>er</sup> avril 1998, à Moscou. Lancée par les Russes, elle recueille l'attention des Occidentaux et, dès le mois de mai, une discussion plus concrète a lieu à Nijni-Novgorod entre les industriels promouvant le réacteur EPR (European Pressurized Water Reactor), à savoir Nuclear Power International (NPI), filiale commune de Framatome et Siemens, qui participent aussi en tant que tels à la discussion. EDF et, du côté russe, Minatom, le ministère à l'énergie atomique, ainsi qu'un institut de recherche, l'OKBM, semblent-t-il.

Moscou et les Européens ont tous deux intérêt à cette coopération. Du côté russe, l'accès à la technologie occidentale est la première motivation : la collaboration sur l'EPR pourrait venir en contrepartie à la fermeture de leurs dangereuses centrales, que réclament avec constance les Occidentaux. De plus, si la Russie prévoit de développer l'énergie nucléaire, elle ne dispose pas d'un modèle de réacteur aussi puissant que l'EPR, dont la performance affichée serait de 1 750 mégawatts (MWe).

### NORMES OCCIDENTALES

Du point de vue des industriels occidentaux, l'ouverture russe mérite examen. En effet, pour valider l'EPR,

il faut en construire un prototype. Or cela ne sera pas possible en Allemagne, et sans doute difficile en France, où l'opinion publique est plus sceptique que naguère sur le nucléaire. Une construction en Russie - voire en Ukraine, comme l'idée en a été évoquée lors de la visite à Kiev de Jacques Chirac en septembre - résoudrait ce problème. De surcroît, une coopération avec les Russes permettrait sans doute d'abaisser le coût de l'EPR.

Reste un problème majeur : la culture de sécurité russe est - c'est un euphémisme - très éloignée des normes occidentales. En construisant un EPR est-il réaliste ? En tout cas, l'idée d'un travail commun rebondit officiellement le 4 juin lors de la commission franco-russe, qui se réunit à Paris. Selon le rapport de l'Office parlementaire d'évaluation des choix technologiques, rédigé par le député (UDF) Claude Bimoux en juin 1998, le secrétaire d'Etat français à l'Industrie a été chargé, à l'issue de cette commission, de mener les négociations avec les partenaires allemands et les autorités russes « pour intégrer la Russie à la fois en qualité de partenaire à part entière du projet et de pays où pourrait être construit un EPR ».

En août, le sujet est de nouveau évoqué lors de l'inauguration en Slovaquie de la centrale de Mochovce, à laquelle assiste le PDG de Framatome, Dominique Vignon. Deux réunions de travail ont ensuite lieu en septembre et en novembre, toutes les deux à Moscou, avec les mêmes partenaires (NPI, Framatome, Siemens, EDF, Minatom). Une nouvelle



réunion est prévue en janvier 1999. Par ailleurs, un dirigeant de NPI, Ulrich Fischer, se rend début décembre à Bruxelles évoquer ces discussions avec Moscou devant la direction générale de l'énergie de la Commission européenne.

Les Russes, très motivés par cette éventuelle coopération, auraient proposé le site de Smolensk, près de la frontière biélorusse, pour y construire un EPR. Dans l'édition du 12 novembre de Nuclear Europe Worldwide, la revue de la European Nuclear Society, Evgenii Adamov, patron du Minatom, confirme la possibilité de recourir à des « réacteurs

### L'EPR, réacteur du XXI<sup>e</sup> siècle

L'EPR (European Pressurized Reactor) est un projet de réacteur avancé étudié depuis 1989 par Siemens et Framatome au sein d'une filiale commune, Nuclear Power International. Souvent appelé « réacteur du futur », il est censé être opérationnel vers 2010. Il aura des caractéristiques le rendant beaucoup plus sûr que les réacteurs actuels. Les industriels doivent rendre très prochainement aux gouvernements français et allemand un avant-projet détaillé permettant d'envisager la construction d'un prototype.

Cette décision ne devrait pas intervenir avant les prochaines élections européennes. Lors de la Conférence nucléaire européenne de Nice, en octobre dernier, EDF a indiqué que, pour maintenir la compétitivité du futur réacteur, sa puissance prévue a été portée à 1 750 mégawatts, au lieu des 1 500 initialement prévus. Ce qui en ferait le réacteur le plus puissant jamais construit.

étrangers, tels que l'EPR, sur le sol russe », pour remplacer les vieux réacteurs. A deux conditions : qu'ils fonctionnent avec du combustible russe, et que la part russe de l'investissement soit payée en nature, soit en fourniture d'électricité.

D'après nos informations, les partenaires occidentaux refusent toute modification de conception de l'EPR que pourraient demander les Russes. La question du financement d'une telle opération est par ailleurs le principal obstacle mentionné. Un enjeu crucial est d'analyser si la vente du courant produit pourrait équilibrer l'opération.

### COLLABORATION TECHNIQUE

La collaboration technique dans le nucléaire civil entre Occidentaux et Russes a déjà des antécédents. Framatome participe depuis 1996 à un consortium regroupant Minatom, divers centres de recherche russes, Ge-

neral Atomic et Fuji Electric. Il s'agit d'étudier en commun un type de réacteur refroidi à l'hélium, dit GT-MHR (Gas Turbine Modular Helium Reactor), qui présente des caractéristiques de sûreté intrinsèque : il accepte plusieurs types de combustibles (ce qui séduit les Russes qui ont beaucoup de plutonium militaire à évacuer) ; et il est d'une relative faible puissance (285 MWe), ce qui pourrait intéresser des petits pays ou des pays en développement. Le travail sur ce réacteur pourrait trouver un financement européen dans le prochain programme de recherche (5<sup>e</sup> MCR).

L'autre partenaire de NPI, Siemens, a lui aussi l'habitude de travailler avec les industriels russes. La compagnie allemande a effectué du travail d'ingénierie sur le prototype du nouveau réacteur VVER-640 que les Russes ont construit à Sosnovy Bor, près de Saint-Petersbourg. La firme d'Esslingen n'exclut pas de nouvelles coopérations sur ce réacteur, mais elle se place ici en position de sous-traitant. Elle a par ailleurs fourni le système de contrôle-commande des deux réacteurs que les Russes doivent construire en Chine, à Lianyungang.

Au total, la Russie, dont l'opinion publique n'a guère le loisir de s'interroger sur l'énergie nucléaire, et dont les capacités nucléaires restent grandes, est un partenaire - et un concurrent - que les industriels occidentaux ont appris à traiter sur un pied d'égalité.

H. K.

## Chine, Inde, Iran : le nucléaire russe s'exporte bien

SON PARC est considéré comme « peu sûr » selon les normes occidentales. Pourtant, l'industrie nucléaire russe développe une activité commerciale internationale intense et remporte plus de succès que ses concurrents occidentaux. Le développement des exportations est présenté par Yevgenii Adamov, en charge du ministère de l'énergie atomique (Minatom) depuis mars 1998, comme le meilleur moyen de résoudre les problèmes financiers de son secteur.

L'activité commerciale de Minatom est essentiellement tournée vers les anciens alliés de l'URSS et concrétise souvent des négociations engagées de longue date. Le financement de la construction de deux réacteurs de 1 000 MWe à l'Inde, discutée depuis 1988, a ainsi été un des thèmes de discussion de

la visite de M. Primakov à New Delhi cette semaine. Signé en juin, l'accord prévoit que ces réacteurs seront construits à Kudankulam, au Tamil Nadu (sud de l'Inde), pour un montant allant de 2,6 à 3 milliards de dollars. Cette somme s'insère dans une dette globale de l'Inde à l'égard de la Russie d'environ 14 milliards de dollars. Les experts estiment qu'en ce qui concerne les réacteurs, la moitié de la somme sera payée en devises, et l'autre en biens de consommation.

Fin novembre, Evgenii Adamov avait signé avec son homologue iranien un accord prévoyant l'accélération des travaux de la centrale de Bouchehr. Moscou s'est engagé en 1995 à achever la construction de deux réacteurs, entreprise par Siemens et interrompue par la révolution islamique de 1979. La vi-

sité de M. Adamov à Téhéran en novembre a également été l'occasion de lancer les études pour la fourniture ultérieure de deux autres réacteurs. La coopération russo-iranienne soulève l'hostilité des Etats-Unis et d'Israël, qui y voient un moyen pour l'Iran d'accéder à des technologies nucléaires militaires.

Le troisième gros contrat engrangé par les nucléaristes russes est celui de Lianyungang, près de Canton, en Chine. Signé en décembre 1997, il conclut une négociation amorcée lors de la visite de Boris Eltsine à Pékin en décembre 1992. Il concerne la construction de deux réacteurs de 1 000 MWe pour un montant estimé à 2,5 milliards de dollars. Les Chinois auraient obtenu de payer à 95 % en fourniture de céréales et de biens de consommation. Les travaux, commencés cette année, se heurtent à des difficultés géologiques imprévues. Les Russes collaborent aussi avec la Chine pour l'achèvement d'une usine d'enrichissement d'uranium.

### REACTEUR FLOTTANT

A côté de ces six réacteurs, qui donnent à Minatom un portefeuille de commandes bien plus important que ceux de ses concurrents (Framatome, Siemens, Westinghouse), des discussions sont enga-

gées avec la Kazakhstan, pour la fourniture éventuelle de trois réacteurs de 600 MWe, et avec la Libye pour la fourniture d'un réacteur de recherche. La Russie tente aussi de vendre des usines nucléaires plus « exotiques », tel ce réacteur flottant d'une capacité de 70 MWe, le KLT-40, dérivé des moteurs de brise-glace et dont un exemplaire pourrait être installé près de la ville minière de Pevek, à l'est de la Sibirie, en 2003. L'Indonésie était en discussion pour acheter une de ces barges avant que la crise économique ne mette un terme à ce projet, au printemps dernier.

Par ailleurs, la Russie propose des prestations moins visibles, mais très profitables, en acceptant d'entreposer et de traiter les combustibles usés de ses clients. Elle a ainsi commencé en septembre 1998 de recevoir un premier transport de combustibles usés provenant de Bulgarie. L'Ukraine recourt également aux capacités russes de gestion des déchets. Le contrat avec l'Iran contient de même une clause de reprise et de transformation des déchets produits par la centrale de Bouchehr.

Hervé Kempf  
(avec Françoise Chépaux  
à New Delhi)

## L'Union de l'Europe occidentale juge sévèrement l'aide à la Russie pour la sûreté nucléaire

ALORS que la situation des centrales nucléaires dans la CEI reste « réellement préoccupante », l'aide occidentale pour améliorer leur sûreté est peu coordonnée et « la Russie ne reconnaît pas aux accords et aux engagements auxquels elle souscrit un caractère vraiment contraignant » : c'est là une des conclusions principales du rapport que vient de publier l'Union de l'Europe occidentale, sous la signature de Josette Durrieu, sénateur (PS) des Hautes-Pyrénées et vice-présidente de l'UEO, l'organisation de sécurité européenne fondée en 1994.

### « RESTER VIGILANT »

Rappelant que douze réacteurs RBMK du type de celui de Tchernobyl sont toujours en activité en Europe de l'Est, M<sup>me</sup> Durrieu souligne que « la démotivation (des personnels) liée aux difficultés socio-économiques accentue le risque d'accident nucléaire sur ces sites civils ». Mais alors que de très nombreuses coopérations sont mises en place pour accroître la sécurité de ces installations, « le problème n'est

pas traité dans sa globalité ». Par ailleurs, la Russie ne joue pas vraiment le jeu. M<sup>me</sup> Durrieu relève que de nombreux traités relatifs au nucléaire n'ont pas été ratifiés par la Douma, le Parlement russe (traité Start II sur le démantèlement des armes, convention de Vienne sur la responsabilité en cas d'accident, convention de Londres sur l'immersion de déchets radioactifs). D'autre part, les programmes engagés ne sont pas toujours respectés : par exemple, la centrale de Kousk a redémarré en 1998, alors que le programme de sûreté - pour lequel les Occidentaux ont versé 180 millions de dollars - n'avait été accompli qu'à 70 %. « L'aide occidentale est nécessaire, mais il est indispensable de rester vigilant », indique le rapport de l'UEO. Enfin, celui-ci relève que l'amélioration de l'efficacité énergétique, en diminuant la consommation de matières nucléaires, contribuerait « évidemment à la diminution des risques inhérents à l'exploitation de l'énergie nucléaire ».

H. K.

### PARTICIPATION AUX ÉLECTIONS DES INSTANCES SCIENTIFIQUES DE L'IRD.

(INSTITUT DE RECHERCHE POUR LE DÉVELOPPEMENT, ex-ORSTOM)

Une disposition nouvelle de l'IRD (ex-ORSTOM) permet aux personnels des établissements de recherche et d'enseignement supérieurs qui en font la demande en fournissant à l'appui de celle-ci un dossier témoignant de leur implication dans la recherche pour le développement en coopération dans l'un des domaines scientifiques couverts par les commissions scientifiques sectorielles de l'institut, attestée par au moins une publication scientifique récente ou par une justification jugée équivalente par une commission ad hoc de s'inscrire sur les listes électorales de l'institut.

Tous renseignements et les dossiers de candidature à l'inscription sont disponibles au Bureau des élections de l'IRD (Fax : 01.48.03.77.89 ; mail : election@paris.irstm.fr). Attention : date limite des envois d'inscription : le 18 janvier 1999, terme de rigueur.

مكتبة الأمل



## L'identité européenne de défense n'est pas affectée par la crise irakienne

Le PS s'interroge sur « la cohérence » de l'attitude travailliste

Bagdad a réagi vivement aux déclarations françaises sur le contrôle international de son arsenal. Les États-Unis seraient prêts à accepter une augmentation des exportations

de pétrole irakien, selon la formule pétrole contre nourriture. L'attitude britannique amène le PS français à s'interroger sur l'avenir de la défense européenne.

LES BOMBARDEMENTS anglo-américains sur l'Irak ont-ils porté un coup à la récente initiative du premier ministre britannique Tony Blair en faveur d'une identité européenne de sécurité et de défense (IESD) ? Ce serait une amère déconvenue, quelques jours seulement après la signature à Saint-Malo d'une déclaration franco-britannique représentant un progrès substantiel dans la définition des principes d'une politique de défense commune. C'est pourtant l'avis d'Henri Nallet, qui négocie actuellement le Manifeste des socialistes européens en vue des élections, en juin, du Parlement de Strasbourg. « C'est à nos amis britanniques de nous dire quelle est la cohérence entre les déclarations faites lors de ce sommet et l'attitude qu'ils viennent de prendre à l'occasion de ce conflit », vient de déclarer le secrétaire national du PS chargé des questions européennes.

Les divergences franco-britanniques sur l'Irak ne datent pas d'hier. L'alignement des gouvernements britanniques, travailliste et conservateur, sur les positions américaines, quand il s'agit du Moyen-Orient, est une tradition qui remonte au moins à 1956 et l'affaire de Suez. De l'échec de l'expédition, Londres et Paris ont tiré des conclusions opposées. Dans la crise avec Bagdad, Tony Blair ne s'est pas contenté d'un discret suivisme. Il s'est montré aussi déterminé que Bill Clinton et s'est même fait le messager du président américain auprès de ses

collègues européens. Mais il se serait trompé d'en tirer des conclusions définitives sur l'attitude de la Grande-Bretagne vis-à-vis de l'Europe et en particulier de la défense européenne.

Pour plusieurs raisons. D'abord, en se coulant dans la tradition de la politique britannique, Tony Blair a donné des gages de fidélité aux « relations privilégiées » avec Washington. Quand il adhère à l'identité de défense européenne, le premier ministre britannique ne saurait être soupçonné de vouloir miner l'Alliance atlantique, contrairement aux Français auxquels les Américains prêtent toujours des arrière-pensées malignes. Ensuite, l'alignement sur les États-Unis au Moyen-Orient souligne d'autant plus la nécessité d'une action positive sur le continent pour un homme d'État qui veut aussi avoir une influence en Europe.

### UN AUTRE CHAPITRE

Enfin, et c'est la raison principale, la politique de sécurité et de défense européenne dont Français et Britanniques ont parlé à Saint-Malo n'a rien à voir avec les problèmes soulevés par la crise irakienne. C'est un autre chapitre. Il s'agit avant tout de doter l'Union européenne d'une capacité autonome de décision et d'action pour gérer des crises affectant directement sa sécurité, à proximité de ses frontières. Ce que l'on appelle

les « missions de Petersberg » (Le Monde du 10 décembre). Il s'agit aussi, dans le même temps, de redéfinir la place des Européens dans l'OTAN, qui reste la principale organisation de défense de l'Europe contre une éventuelle menace extérieure.

La politique de défense européenne n'a pas pour but de permettre à l'UE d'intervenir tous azimuts. Elle est incapable et ce n'est pas sa vocation. D'ailleurs, les divergences sur l'Irak n'ont pas empêché Français et Britanniques de poursuivre leurs entretiens pour faire avancer la mise en œuvre des principes énoncés à Saint-Malo alors que Bagdad était bombardée. Ces consultations bilatérales devraient s'ouvrir prochainement aux Allemands, même si Paris, Londres et Bonn veulent éviter toute démarche aux aléas de la diplomatie, pour ne pas effrayer leurs partenaires de l'UE.

Daniel Vernet

## Les Palestiniens, arbitres paradoxaux des élections israéliennes

Ils ne céderont pas aux cinq conditions posées par Benyamin Nétanyahou pour appliquer le mémorandum de Wye River

### JÉRUSALEM

de notre correspondant

Benyamin Nétanyahou maintiendra les cinq conditions préalables qu'il oppose à l'Autorité palestinienne pour justifier la suspension de l'application par Israël du mémorandum de Wye River. Et ce bien que la Knesset les ait rejetées lundi 21 décembre. Mardi, le porte-parole du gouvernement, Avigdor Bushinsky, a confirmé qu'un nouveau retrait des troupes israéliennes était exclu tant que les Palestiniens ne répondraient pas positivement aux demandes de Jérusalem. Israël exige notamment de Yasser Arafat qu'il s'engage à ne pas proclamer d'État palestinien indépendant à l'issue de la période d'interim ouverte par les accords d'Oslo et se terminant le 4 mai 1999. Les Palestiniens sont également invités à ne pas discuter les critères d'élargissement des prisonniers politiques palestiniens détenus en Israël.

Selon l'accord de Wye, Israël aurait dû évacuer une partie supplémentaire de la Cisjordanie le 18 décembre. Mais le premier ministre, en délicatesse avec ceux de son camp qui s'opposent à de nouvelles

concessions aux Palestiniens, a préféré tout arrêter, se réfugiant derrière cinq conditions nouvelles adoptées en conseil des ministres le 20 décembre et immédiatement rejetées par la partie palestinienne. Le lendemain, les députés israéliens les repoussaient à leur tour, estimant qu'elles ne pouvaient remettre en question les engagements contractés par leur pays. Le porte-parole de M. Nétanyahou juge que ce vote n'est « pas pertinent ».

### MESSAGE DE FERMETÉ

« Nous ne céderons pas là-dessus », a déclaré au Monde un collaborateur de Yasser Arafat. Les Américains comprennent fort bien notre position et la part de la responsabilité. Campagne électorale ou non, les Palestiniens, qui estiment avoir scrupuleusement honoré leur signature, n'entendent pas en démentir : le mémorandum de Wye doit être appliqué. Mais, bien qu'ils ne le disent pas officiellement, ils reconnaissent qu'il y a peu de chances que le processus sorte de l'ornière avant le scrutin. Les raisons qui ont poussé M. Nétanyahou à le suspendre n'ont pas changé avec la pers-

pective des élections, au contraire. Alors qu'il dénonce déjà à l'avance dans ses opposants des « amis des Palestiniens », suggérant qu'ils en sont les valets, le premier ministre fera l'essentiel de sa campagne en déviant un message de fermeté à l'égard de l'OLP et en affichant son refus de voir se créer un État, présenté comme un spectre menaçant la sécurité d'Israël.

Pour la gauche aussi, une importante partie des élections se jouera sur le dossier palestinien. Les responsables de l'Autorité s'attendent à faire l'objet de sollicitations diverses des partis de l'opposition israélienne. « On va nous demander de patienter, commente un dirigeant palestinien, de nous montrer responsables pour aider les forces de paix, pour ne pas donner d'arguments à la droite. » Une demande qui sera délicate à satisfaire, alors que la rue palestinienne, échaudée par l'accueil fait à un président qui, le lendemain, lance ses avions contre « un frère arabe » (irakien), est convaincue d'être la seule à avoir fait de douloureuses concessions.

Georges Marion

## Bagdad critique les propositions avancées par la France

LES IDÉES avancées par la France pour sortir de la crise entre l'Irak et la communauté internationale n'ont pas eu l'heur de plaire au régime de Bagdad, qui se livre à l'invective contre Paris.

Vendredi 18 décembre, le vice-premier ministre irakien avait accusé Jacques Chirac d'« opportunisme » et de « malhonnêteté », en lui reprochant d'« insulter l'intelligence des Arabes », après que l'Élysée et le quai d'Orsay eurent rappelé que le président irakien était le premier responsable de l'intervention contre son pays. Lundi, Tarek Aziz a accueilli franchement les propositions formulées la veille par M. Chirac pour sortir de la crise. Reprochant à ces propositions de manquer « de précision », il lui a « conseillé » de s'occuper plutôt du désarmement « en Inde, au Pakistan et en Israël » et, pour ce qui est de l'Irak, de « se concentrer sur la levée des sanctions ».

La presse irakienne a elle aussi critiqué la position de Paris. Sous le titre « l'opportunisme », le journal Babel, dirigé par Oudai, le fils aîné de Saddam Hussein, s'en est pris lundi à Hubert Védrine qui avait appelé à penser à un nouveau système de contrôle des armements irakiens : « personne ne vous a chargé de cette mission ».

### « DONNANT-DONNANT »

Dans l'entourage du président de la République, on n'est guère ému par ces réactions. On fait remarquer que, lorsque le chef de la section des intérêts français à Bagdad, Yves Aubin de la Messuzière, est allé présenter dimanche aux autorités irakiennes les propositions de Jacques Chirac, l'accueil a été « plu-

tôt positif ». Mais les dirigeants irakiens, estime-t-on, sont « entrés dans une phase où ils vont essayer de peser sur le système auquel réfère la communauté internationale ; ils vont demander plus, essayer de se servir des bombardements pour réclamer la levée des sanctions. Ils se cherchent des appuis et auraient aimé que la France se range à leur côté. Leur rêve est déçu ».

La France défend l'idée qu'il faut proposer au régime irakien un « donnant-donnant » qui lui promette « la sortie du tunnel », c'est-à-dire la levée de l'embargo, et lui impose les conditions pour y parvenir. Elle a relancé l'idée de procéder à un examen global des dossiers du désarmement irakien, afin de pouvoir passer à un système de contrôle continu, visant à empêcher son réarmement. Elle propose d'autre part un système de contrôle des revenus financiers de l'Irak, pour veiller à ce que ces ressources ne soient pas affectées au réarmement. C'est trop pour le régime de Bagdad, que les frappes aériennes ont paradoxalement débarrassé de l'Unscorm et qui réclame une levée des sanctions et l'arrêt de tout contrôle.

Les Américains et les Britanniques ont accueilli, dit-on, « avec sympathie » les propositions françaises, mais pour l'instant ils continuent de menacer de nouvelles frappes en cas d'incartade.

Quant à l'idée que la France n'aurait fait que s'attirer les critiques de part et d'autre, on la rejette vivement à Paris : « Pour nous il n'y a pas d'autre politique. Et si nous nous étions mis à dos le régime de Saddam Hussein, nous n'en ferions pas une maladie. »

## La DCA irakienne s'est montrée plus efficace que prévu

Le général Anthony Zinni, à la tête du commandement des forces américaines au Proche et au Moyen-Orient – et à ce titre responsable de l'opération « Renard du désert » –, a admis, pour la première fois, que certaines missions aériennes prévues au-dessus de l'Irak avaient dû être abandonnées en raison de l'intensité de la DCA adverse. « Nous ne voulions pas mettre la vie de nos pilotes en danger, a-t-il dit, face à des cibles qui n'étaient pas essentielles. »

Pour la première fois, une femme pilote américaine, le lieutenant Kendra Williams, vingt-six ans, a, avec son avion F-18 embarqué sur l'Enterprise, participé à des missions de combat. De son côté, George Robertson, le ministre britannique de la défense, a indiqué que 85 % des cibles choisies par Washington et Londres ont été atteintes et « 94 % des missions ont été réussies ».



## Le gouvernement italien a conclu un pacte pour l'emploi avec les partenaires sociaux

L'Etat prend en charge une baisse du coût du travail et des impôts

A quelques jours de l'avènement de l'euro, le gouvernement et les partenaires sociaux italiens ont conclu mardi 22 décembre un pacte social

### ROME

de notre correspondant  
Massimo D'Alema s'y était engagé : avant Noël serait signé le nouveau pacte social pour plus de travail et moins d'impôts. La promesse a été tenue. Les trente-deux organisations qui depuis quatre mois s'efforçaient à mettre au point ce nouveau contrat liant gouvernement, patronat et syndicats ont signé, mardi 22 décembre, un document de quarante-neuf pages qui scelle les rapports sociaux et les engagements des uns et des autres pour les quatre prochaines années.

Ce texte important est salué comme tel par tous les partenaires sociaux qui, sans réserve aucune, ont exprimé leur satisfaction. L'accord non seulement constitue un succès pour le nouveau gouvernement de centre-gauche mais représente un réel achèvement de la procédure de concertation mise en place il y a cinq ans, qui avait abouti au pacte social du 23 juillet 1993 qu'il fallait réviser et adapter. C'est désormais chose faite.

L'objectif est de relancer le système productif et de combattre le chômage qui, selon les derniers chiffres publiés mardi, atteint désormais 12,6 % de la population active. L'accord de 1993 a servi de

trame aux discussions pour la recherche d'une meilleure compétitivité grâce à une relance des investissements et à une fiscalité plus légère. Le nouveau pacte renforce la concertation en matière contractuelle par une double vérification annuelle : il réduit le coût du travail, notamment en transférant certaines charges des entreprises sur l'Etat et en décaissant les bénéfices réinvestis ; il favorise enfin le développement par un certain nombre de mesures incitatives. Il est prévu de dégager à cet effet 6 000 milliards de lires dans les deux ans (20,5 milliards de francs). Les charges des entreprises devraient baisser de 3 % d'ici à l'an 2003, tandis que le coût du travail se réduira de 1,2 %.

Giorgio Fossa, président de Confindustria (patronat) n'a pas caché sa satisfaction, qualifiant l'accord de « pas en avant pour mettre les entreprises et le pays dans les conditions de pouvoir être compétitives ». Côté syndical, Pietro Larizza, secrétaire de l'UIL (Union italienne du travail), faisait sarcastiquement remarquer que « si après tout cela les investissements ne repartent pas, ce ne sera pas de notre responsabilité ». L'accord prévoit en contrepartie une baisse des impôts

sur le revenu qui pourrait atteindre 1 % par un système « d'interventions graduées ». Elle concerne les classes moyennes, soit environ dix-sept millions de familles dont le taux d'imposition passera de 27 % à 26 %.

### PRÉVISIONS PRUDENTES

Si la lutte contre l'évasion fiscale donne des fruits suffisants, le taux pourrait passer à 25 %. D'autre part, 1 600 milliards de lires (5,5 milliards de francs) seront débloqués au cours des trois prochaines années pour la formation. Un ajustement de la politique des revenus sera effectué chaque année en fonction du taux d'inflation européen et une procédure décentralisée est prévue afin de favoriser l'emploi dans les zones prioritaires. La relance du Mezzogiorno reste un objectif affiché du gouvernement.

Le pacte social a « un caractère dynamique », a souligné Massimo D'Alema, précisant que « chacune des parties avait pris ses responsabilités ». Fait nouveau, celui-ci sera présenté au Parlement dans le courant du mois de janvier et aura donc pratiquement force de loi. Tous les syndicats ont applaudi au renforcement de la politique de concertation qui selon eux donne

vient alors que le chômage augmente. Certains déplorant que les propositions du gouvernement ne soient pas plus chiffrées.

plus de « crédibilité » à l'Italie au niveau européen et démontre qu'il est possible de « réaliser la redistribution du poids de la fiscalité sur une base plus équitable, de réduire le coût du travail et la pression des impôts sur les familles selon un équilibre que nous avions jugé nécessaire », souligne Sergio Cofferati, secrétaire général de la CGIL (Confédération générale italienne du travail).

La signature du pacte social et l'adoption, dimanche 20 décembre, du projet de loi de finances par le Parlement apportent une bouffée d'air frais au pouvoir. Qualifié par le gouverneur de la Banque d'Italie, Antonio Fazio, de « pas important », le pacte tombe à point, alors qu'il se confirme que le taux de croissance pour 1998 ne dépassera pas les 1,5 %. Les prévisions pour 1999 sont prudemment situées entre 1,9 % et 2,5 %. L'Italie a souffert des crises asiatique et russe. Elle reprend espoir en raison d'une reprise de la consommation intérieure, mais les dernières données de l'institut de la statistique (Istat) indiquent un accroissement du chômage en octobre, qui touche 2,9 millions de personnes. C'est le plus mauvais chiffre depuis 1992.

Michel Bôle-Richard

## Les signes de détente se multiplient entre l'ETA et Madrid

L'organisation basque veut parvenir à une paix durable

### MADRID

de notre correspondant  
Trois mois après l'entrée en vigueur de la trêve « unilatérale » décrétée par l'ETA, la paix semble vouloir se consolider au Pays basque. Dans un communiqué publié lundi 21 décembre, l'organisation séparatiste basque annonce s'être en effet adressée pour la première fois directement au gouvernement espagnol, à qui elle a non seulement annoncé qu'elle « maintenait en vigueur » la trêve qui est respectée depuis le 16 septembre, mais aussi proposé d'établir des « contacts directs » en vue de parvenir à une paix durable. L'ETA, qui se plaint « d'être désemparée depuis des mois à établir ces contacts directs » sans que la moindre tentative ait eu lieu en ce sens de la part du gouvernement, dénonce même à l'occasion « les manœuvres de ceux qui voudraient faire croire qu'un dialogue est en cours ».

Au-delà de la rhétorique calculée qui demande au gouvernement espagnol de « reconnaître le droit du Pays basque à décider de son futur », ce communiqué est indéniablement un geste, et sans doute un geste conséquent, pour ouvrir les possibles chemins de la paix. L'ETA, qui dans ses précédents communiqués ne s'adressait qu'au peuple et aux partis politiques basques, a donc franchi une étape supplémentaire en reconnaissant Madrid comme interlocuteur. Est-ce la conséquence de l'échec des tentatives multiples des milieux radicaux pour trouver, aux Etats-Unis, en France, en Belgique, en Italie ou en Suisse, un « parrain international » à la future négociation ? Quel qu'il en soit, quelque chose a bougé.

D'autant que, de son côté, le gouvernement, s'il a maintenu sa politique des « petits pas » et une prudence, jugée par certains plus qu'excessive, a lui aussi multiplié les signes de détente ces derniers jours. Vendredi 18 décembre, le président du gouvernement de centre-droit, José María Aznar, avait lui-même déclaré que « les conditions existent à présent pour voir se consolider cette situation de

non-violence au Pays basque ». Quelques heures plus tard, le gouvernement faisait également savoir que vingt et un prisonniers de l'ETA qui purgent leurs peines hors de la Péninsule, aux Baléares et Canaries, ou encore dans les enclaves espagnoles au Maroc de Ceuta et Melilla, allaient être rapatriés dans des centres de détention sur le continent.

**RAPPROCHEMENT DE DÉTENSÉS**  
Le rapprochement de quelque 500 détenus basques, disséminés dans toutes les possessions espagnoles, et leur regroupement au Pays basque restant une des principales revendications des milieux proches de l'ETA, l'annonce du gouvernement pouvait être interprétée comme un nouveau geste, si limité soit-il. On fait remarquer, dans l'entourage du ministère de l'Intérieur, que les vingt et un en question appartiennent au groupe le plus « dur » de l'ETA et totalisent des condamnations qui portent sur plusieurs dizaines d'années de prison.

Enfin, pour faire bonne mesure, le « doyen » des Euzkades (membres de l'ETA) en prison, Mikel Sarasqueta, a été remis en liberté lundi, pour « raisons de santé », après avoir purgé 20 ans de prison sur les 41 ans de condamnation que lui avait valu l'assassinat de trois policiers à Saint-Sébastien en 1978. Sur le plan purement politique, tout est encore à faire, et l'opposition socialiste a beau jeu de déclarer que « le seul communiqué de l'ETA qui peut l'intéresser sera celui dans lequel l'organisation terroriste annoncera la fin définitive de la violence et la remise des armes ». Mais là aussi quelque chose d'important a bougé : mardi, Henri Batasuna, le « vitrine politique » de l'ETA, a officiellement accepté l'offre de dialogue proposée par José María Aznar. HB s'est dit prêt à « approfondir avec sérieux, transparence et responsabilité » les contacts qu'elle a déjà esquissés avec le gouvernement. Un vrai pas vers la paix ?

Marie-Claude Decamps

## La mort suspecte d'un journaliste ternit l'image du régime burkinabé

ABIDJAN  
de notre correspondant  
en Afrique de l'Ouest

Au moment même où le président Blaise Compaoré était investi pour un second mandat, l'opposition burkinabé a décrié, lundi 21 décembre et mardi 22 décembre, deux jours de « deuil national », en hommage au journaliste Norbert Zongo, mort dans un étrange accident de voiture une semaine auparavant. « L'affaire Zongo » vient rappeler à l'opinion les aspects obscurs du régime au pouvoir au Burkina Faso.

Le journaliste est décédé dans la soirée du 13 décembre, avec trois compagnons, dans sa voiture, à une centaine de kilomètres de Ouagadougou, la capitale. Selon Aliou Ouedraogo, responsable d'une organisation des droits de l'homme, le véhicule a été carbonisé de l'intérieur et l'on a relevé des « impacts de balles » à l'arrière.

Zongo dirigeait *L'Indépendant*, un hebdomadaire très critique à l'égard du pouvoir. Son journal avait récemment mis en cause François Compaoré, le frère du chef de l'Etat, dont le chauffeur est mort en détention après avoir été accusé de vol par son employeur. Mais Norbert Zongo s'intéressait également à l'exploitation de l'or au Burkina et plus généralement à la corruption qui a gagné des secteurs de l'administration du « pays des hommes intègres ».

La mort du journaliste a déclenché une inévituelle vague de protestation. Des manifestations parfois violentes ont secoué Ouagadougou et Koudougou, la ville natale de Zongo. Ses obsèques ont été suivies par 15 000 personnes. Pour tenter d'apaiser les esprits, le président burkinabé a annoncé la formation d'une commission d'enquête indépendante. Pour l'instant, l'opposition a refusé d'y participer, rappelant que la précédente commission formée après l'assassinat

du dirigeant politique Clément Ouamarou Ouédraogo n'a jamais pu déjouer les coupables de ce meurtre commis à la grenade, en plein centre de Ouagadougou, au lendemain de la première élection de Blaise Compaoré, en 1991.

Cette affaire rappelle tristement le côté obscur du régime. Souvent cité en exemple pour la rigueur de sa gestion, le président Compaoré ne peut se défaire de la part d'ombre qui l'accompagne depuis son accession au pouvoir : rendue possible par l'assassinat de son prédécesseur, Thomas Sankara. L'alliance avec Charles Taylor, le chef de guerre libérien, devenu depuis président de son pays, les règlements de compte au sein des forces armées burkinabé, et les morts suspectes d'opposants empêchent M. Compaoré d'accéder au statut de sage de l'Afrique auquel il aspire.

Thomas Sotinel

## Le président tunisien, M. Ben Ali, prépare les conditions de sa réélection

### TUNIS

de notre envoyé spécial  
Une élection présidentielle aura lieu en 1999 en Tunisie et, pour la première fois dans l'histoire du pays, plusieurs candidats seront en lice. Mais n'importe qui ne pourra pas affronter le chef de l'Etat, Zine El Abidine Ben Ali, qui briguera un nouveau mandat. Pour pouvoir être candidat en 1999, il faudra être « le premier responsable de chaque parti politique » et exercer « directement cette responsabilité depuis une période qui ne soit pas inférieure à cinq années consécutives », a annoncé le président dans son discours anniversaire du 7 novembre (date de son arrivée au pouvoir). Depuis, le conseil des ministres a officialisé les souhaits de M. Ben Ali et introduit une restriction supplémentaire. Seront exclus de la compétition les « responsables » de formations politiques qui n'ont pas au moins un député à la Chambre.

Si l'on appliquait en France les règles tunisiennes, ni Jacques Chirac ni Lionel Jospin ne pourraient se présenter. Le seul « présidentiable » serait le secrétaire national du Parti communiste, Robert Hue. En Tunisie, en revanche, les nouvelles règles aboutissent à une esquisse de compétition. Chef du Rassemblement constitutionnel démocratique (RCD), le parti au pouvoir sous différentes appellations depuis l'indépendance de 1956, le président Ben Ali satisfait, bien entendu, à ces critères. Et avec lui trois dirigeants de formations aux allures de chapelles (ils totalisent moins d'une dizaine de députés à la Chambre sur un total de cent soixante-trois). Ces « candidats virtuels » envisagent-ils de débattre en direct à la télévision avec le président sortant ? « On n'osera pas le lui demander. Peut-être que ce sera possible avec ses collaborateurs », admet l'un d'entre eux,

dont le bureau est décoré de trois portraits du chef de l'Etat. « Ce qui importera, c'est la qualité du débat davantage que le résultat », tranche l'autre.

### L'ORDRE RÉGNE À TUNIS

Aucun Tunisien n'imaginerait une défaite du chef de l'Etat (élu avec 99,80 % des suffrages en 1994). Mais l'installation du pluralisme divise l'opinion. « La décision présidentielle brise un tabou qui nous a accompagnés depuis l'indépendance avec la candidature unique. Les candidats vont être obligés de critiquer le président. C'est un changement énorme », affirme le président de la Ligue tunisienne des droits de l'homme (LTDH), l'avocat Taoufik Berderbala. « N'oubliez pas les pesanteurs du monde arabo-islamique. La Tunisie est le plus démocratique

des pays arabes », renchérit Abderrahmane Tili, l'un des deux adversaires pressentis par le chef de l'Etat.

« L'élection est une mascarade. Les candidats qui affronteront Ben Ali le soutiendront depuis son arrivée au pouvoir. La Tunisie est une dictature. Les conditions minimales d'une vie politique ne sont pas réunies. C'est la pensée zéro sur fond de corruption », accuse un responsable politique sous le couvert de l'anonymat. « Le pouvoir tunisien parle de liberté mais il réprime. Il parle de droits de l'homme mais il torture », renchérit un avocat dans le collimateur du régime depuis des années, M<sup>re</sup> Bechir Essid.

De fait, l'ordre règne à Tunis. Les forces de sécurité sont omniprésentes. La presse n'en fait pas d'excuser le chef de l'Etat (à un point

tel qu'il est intervenu publiquement pour le déplorer). La justice est aux ordres, et les prisons sont pleines d'opposants. Le syndicat unique, l'UGTT – l'un des rares contre-pouvoirs des années Bouguiba avec la Ligue des droits de l'homme – est tenu en main. Pour avoir critiqué son fonctionnement interne, plusieurs de ses dirigeants sont aujourd'hui inculpés de « diffamation ». « On parle maintenant à notre sujet d'association de malfaiteurs », affirme l'un des responsables écartés, Abdelmajid Sahraoui, actuellement en liberté provisoire.

Quant au parti du président, le RCD, il sert – comme naguère – à quadriller la population. « Etre au parti, c'est obligatoire. Si tu n'es pas au RCD, tu es un opposant, résume un ouvrier de Jerissa, une ville minière. Quand un policier l'arrête, il

faut montrer sa carte du parti avant sa carte d'identité. C'est une protection. Tous les ouvriers de l'usine l'ont prise. » Lors des élections, « voter pour le RCD c'est automatique », ajoute le mineur. Rien d'étonnant dans ces conditions si le parti du président domine la Chambre des députés et contrôle la totalité des municipalités.

Confrontés à un régime policier mais qui assure une certaine prospérité économique, les opposants ont du mal à offrir une alternative. Des avocats, des journalistes, des universitaires, des syndicalistes résistent mais sans avoir réussi jusqu'ici à se regrouper pour offrir une alternative. Symbole de cette faiblesse, il a fallu plus d'un an de tractations pour qu'un Conseil national pour les libertés, animé par une trentaine d'intellectuels, voie le

jour cet hiver. A la faiblesse des effectifs viennent s'ajouter des clivages idéologiques. L'extrême gauche, bien implantée dans les facultés et qui sait pouvoir compter sur des militants décidés, a peu à partager avec les animateurs de « l'opposition de salon, l'establishment démocratique » dont se moque le journaliste Taoufik Ben Brik. Et que dire des islamistes dont les responsables, pour la plupart, crouillent en prison ou vivent en exil ? « Le régime a neutralisé tout le monde », constate un adversaire du président Ben Ali.

Bénéficiant de la mansuétude de la communauté internationale, le pouvoir tunisien peut se permettre de brouiller les cartes. Le président a fait voter récemment une loi qui réserve à l'opposition 20 % des sièges au minimum aux législatives et aux municipales prochaines. « C'est le prix de la soumission », note un intellectuel. A l'automne, le président Ben Ali a laissé s'amorcer une « refondation » du Mouvement des démocrates socialistes (MDS), jadis le principal parti de l'opposition. Dans le même temps, il aurait obtenu d'une centaine d'islamistes qu'ils signent des demandes de grâce individuelles en préalable à leur libération hypothétique.

Du fond de la prison pour femmes de Tunis où elle est incarcérée pour « appartenance à une organisation terroriste, outrage à magistrat... », une étudiante de vingt-six ans, Hafsa, a écrit quelques lignes à son fiancé sur la minuscule feuille de papier aluminium d'un paquet de cigarettes. Les caractères sont serrés, presque illisibles. Elle y parle d'amour, des « femmes caïds » qu'elle côtoie dans sa cellule, de l'argent de la prison. Jamais d'abandonner son combat politique.

J.-P. T.

Jean-Pierre Tuquoi

## Jerissa, création coloniale, en mal de touristes alors que la mine se meurt

### JERISSA

de notre envoyé spécial

Les agences de voyages boudent Jerissa. Pourquoi tourner le dos à la Méditerranée et envoyer les cars de touristes à deux pas d'une frontière algérienne incertaine ? Par goût de la nostalgie peut-être. Jerissa est une pure création française. Elle est née au début du siècle de l'exploitation du minerai de fer des montagnes environnantes. De cette époque d'avant l'indépendance subsistent quelques vestiges : des alignements de maisonnettes avec véranda et jardin, une église sans sacro, un boudoir mangé par l'herbe... Et, dans les cafés, une passion pour la belote et le rami. Il faisait bon vivre à Jerissa autrefois.

Aujourd'hui, la mine agonise. Les ingénieurs étrangers sont repartis. Le minerai s'épuise. Et les emplois fondent. De près de trois mille durant les « belles années », les effectifs sont tombés à guère plus de quatre cents. « La population de la ville stagne. Notre problème c'est d'attirer des entreprises pour prendre le relais

des mines de fer », dit Magid Khamassi, maire de Jerissa et directeur général de la CIOK, la cimenterie implantée à proximité. Avec ses six cents salariés, celle-ci a pris en partie le relais de la mine. Elle est bien la seule.

### ÉTABLISSEMENTS CLANDESTINS

La cimenterie de la CIOK sera privatisée en 1999. « Les ouvriers ne craignent pas les réductions d'emploi. Ils veulent être privatisés le plus vite possible. Ce sont les mauvais salariés qui seront licenciés », affirme M. Khamassi. Quel est le taux de chômage dans cette ville de 16 000 habitants ? « Impossible de le dire. Il n'y a pas de statistiques », ajoute le maire qui, comme tous ceux de Tunisie, appartient au Mouvement des démocrates socialistes (MDS), le parti au pouvoir.

Jerissa oublie peu à peu son passé colonial. A l'image des autres agglomérations tunisiennes elle a son avenue du 7 Novembre et son boulevard de l'Environnement. Elle a aussi une équipe de foot et un bar à alcool (un ham-

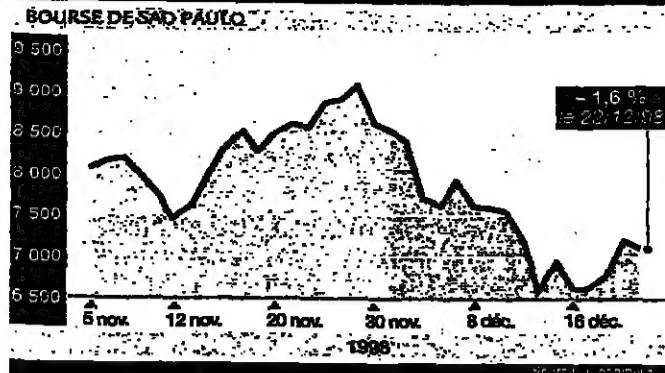
m désaffecté et anonyme à la sortie de la ville). Le soir venu, les ouvriers se retrouvent ici, sous un portrait du chef de l'Etat, pour noyer dans la bière et le vin des vies quotidiennes peut-être trop mornes. « Je travaille six jours sur sept à la mine. Je gagne 400 dinars par mois [l'équivalent de 2 000 francs], raconte un chef d'équipe rencontré devant une armada de canettes. Ici, ils ont pas d'avenir. Dieu merci, ajoute-t-il, moi, je peux encore boire de la bière ».

Officiellement, un seul bar a le droit de servir de l'alcool à Jerissa. Mais les établissements clandestins fleurissent dans les quartiers populaires, à en croire le propriétaire de l'ancien hammam. « Les clandestins vont s'approvisionner au magasin général. Eux, ne paient pas d'impôts », se lamente-t-il. « La police les utilise comme indicateurs », ajoute un consommateur.

مسكنات الأهل



## Le Brésil peine à appliquer les recettes du FMI



**BRASILIA.** Alors que les doutes grandissent sur la capacité du gouvernement brésilien de mettre en œuvre un programme de réformes, lié à une aide de 41 milliards de dollars du Fonds monétaire international, le président Fernando Cardoso devrait annoncer, jeudi 23 décembre, un remaniement de son cabinet. Depuis la signature de l'accord, il y a un mois, le Congrès a refusé de voter la réforme des retraites des fonctionnaires et la taxe sur les transactions financières qui permettraient d'atteindre les objectifs budgétaires imposés par le FMI. Il a clos sa session sans approuver le budget 1999. Depuis début décembre, la Bourse a perdu plus de 20 % ; les fuites de capitaux ont repris. Les réserves de changes déclinent à nouveau.

## Le pape rend hommage aux 37 missionnaires tués en 1998

**VATICAN.** Dans son discours de veille de Noël, le pape a rendu hommage, mardi 22 décembre, aux missionnaires « qui ont payé de leur vie leur fidélité à l'Eglise », en Afrique, en Asie et en Amérique. Selon l'agence Fides de la congrégation pour l'évangélisation des peuples, trente-sept missionnaires catholiques ont été assassinés en 1998. La majorité d'entre eux sont originaires du Congo, du Rwanda, de l'Inde et d'Amérique latine. Selon cette agence, plus de 200 millions de chrétiens sont persécutés dans le monde et plus de 400 millions subissent des discriminations religieuses. Les principaux accusés sont les régimes marqués par l'athéisme (Chine, Vietnam, Cuba, Laos, Corée du Nord) ou par « un fondamentalisme croissant » (Soudan, Pakistan, Egypte, Inde, Indonésie et Arabie Saoudite). — (AFP)

## Cinquante journalistes tués en 1998 dans le monde

**BRUXELLES.** Cinquante journalistes ont été tués en 1998 dans le monde, dont 10 d'entre eux en Colombie, a déploré, mardi 22 décembre, à Bruxelles la Fédération internationale des journalistes (FIJ). La Colombie affiche un triste record : 10 journalistes y ont été tués en 1998. Les pays latino-américains sont aussi dangereux : 6 journalistes sont morts au Mexique, 3 au Brésil et 2 au Pérou. La Russie (4 assassinats) et l'Iran (3) participent aussi à ce regrettable palmarès. — (AFP)

### EUROPE

■ **ALLEMAGNE :** un homme, présumé être le maître-chanteur qui menaçait la compagnie allemande des chemins de fer de sabotages, a été interpellé, a annoncé mercredi 23 décembre la police criminelle fédérale. La compagnie ferroviaire allemande (Deutsche Bahn) avait révéilé vendredi que des inconnus se réclamaient de l'organisation « les amis du rail » exigeaient d'elle 10 millions de deutschemarks. Selon le quotidien Bild, les chemins de fer ont été victimes de quatorze sabotages depuis septembre. — (AFP)

■ **IRLANDE :** trois membres de l'Ira ont bénéficié d'une libération anticipée, mardi 22 décembre, en République d'Irlande, dans le cadre de l'accord de paix d'Irlande du Nord. Ils avaient été condamnés dans les années 80 à quarante ans de prison pour le meurtre de policiers. Un quatrième devait être libéré mercredi. — (Reuters)

### PROCHE-ORIENT

■ **IRAN :** les autorités iraniennes ont démenti « vivement et officiellement », mardi 22 décembre, les accusations d'un procureur allemand, selon lequel la République islamique a commandité l'attentat commis en décembre 1988 contre un avion de la PanAm au-dessus de Lockerbie, qui avait fait 270 morts. — (Reuters)

■ **IRAN/ARGENTINE :** faute de preuves, l'Argentine a libéré une Iranienne, Nasrine Mokhtari, arrêtée au début du mois dans le cadre de l'enquête sur l'attentat de 1992 contre l'ambassade d'Israël, qui avait fait vingt-neuf morts, a annoncé mardi 22 décembre la Cour suprême d'Argentine. — (Reuters)

### ASIE

■ **CORÉE DU SUD :** des milliers de policiers ont pris d'assaut, mercredi 23 décembre à l'aube, le plus grand temple bouddhiste sud-coréen, le temple Choege, à Séoul, pour tenter de mettre fin à une longue rivalité entre deux factions de moines, provoquant des batailles rangées qui ont fait des dizaines de blessés. — (AFP)

■ **INDE/RUSSIE :** l'Inde et la Russie ont décidé, mardi 22 décembre, à l'issue de la visite à New Delhi du premier ministre russe Evgueni Primakov, de signer un accord de « partenariat stratégique ». Celui-ci, qui consistera à approfondir la coopération déjà en place, devrait être officialisé lors d'une visite en Inde de Boris Eltsine. — (Corresp.)

### AFRIQUE

■ **CONGO :** le gouvernement a affirmé mardi 22 décembre avoir défaits les miliciens Ninjas, fidèles au précédent régime, après plusieurs jours de bombardements dans deux quartiers de la capitale congolaise. — (AFP)

## Le Hezbollah libanais riposte à des tirs israéliens

**KYRIAT SHMONA (Israël).** Deux salves de roquettes tirées à partir du Liban-sud se sont abattues, mercredi 23 décembre, sur le nord d'Israël. Une nouvelle salve de roquettes, tirée à partir du Liban-sud, s'est abattue mercredi sur le nord d'Israël faisant quatre blessés. Au moment des tirs, les habitants de cette région étaient dans les abris à l'appel de l'armée, qui craignait la riposte de la milice chiite libanaise du Hezbollah à un raid aérien israélien qui, la veille, avait tué une mère de famille et ses six enfants près de Baalbeck (Est du Liban). Tsaïbi a présenté des « regrets » pour la mort des Libanais. Le gouvernement libanais a porté plainte auprès du Conseil de sécurité de l'ONU. — (AFP)

# Larry Flynt, « roi du porno », fait la morale aux ennemis de Bill Clinton

Il a engagé une croisade contre « l'hypocrisie » politique des élus républicains extrémistes

Larry Flynt a promis d'offrir une récompense d'un million de dollars à quiconque serait capable de prouver qu'il ou elle a eu « une rela-

tion sexuelle adultère avec un membre du Congrès ou un officiel important ». Après la démission, samedi 19 décembre, de Bob Living-

ston, président de la Chambre des représentants, le « magnat du porno américain » assure qu'« il y a d'autres têtes qui vont tomber ».

**WASHINGTON**  
de notre correspondant

On se souvient de Larry Flynt, le « roi du porno » américain, héros du film de Milos Forman, dont l'affiche — qui le représentait crucifié — avait été interdite par la justice française. Le microcosme de Washington n'avait pas prêté grande attention quand, en octobre, il avait publié une pleine page de publicité dans le *Washington Post* promettant une récompense d'un million de dollars jusqu'au 1<sup>er</sup> mai 1999 à quiconque serait capable de prouver qu'il ou elle a eu « une relation sexuelle adultère avec un membre du Congrès ou un officiel important ». Le directeur de la revue pornographique *Hustler*, qui se dit démocrate, voulait ainsi apporter son concours à la défense de Bill Clinton, persécuté selon lui par les républicains. Samedi 19 décembre, alors même que ces derniers frappaient le président d'impeachment, leur chef, Bob Livingston, *speaker* (président) élu de la Chambre des représentants, était contraint de démissionner après

avoir reconnu qu'il avait trompé — souvent — sa femme.

Plus habile que Bill Clinton, il a tout de suite reconnu ses fautes, mais il n'avait pas le choix : il se savait dans le collimateur de « Larry ». « Je suppose que je n'ai pas mesuré l'impact d'un million de dollars », a-t-il admis. Quant au magnat du porno, il a reçu plus de 2 000 coups de téléphone ; 48 pistes lui ont paru sérieuses et il a lancé ses limiers — journalistes d'investigation et anciens du FBI et de la CIA — sur une douzaine de cas, qui concernent des élus républicains et un démocrate. Comptant publier le résultat de cette enquête torride au début de 1999, il regrette évidemment que Bob Livingston lui ait volé son « scoop » par sa confession, tout en promettant du neuf : « Il y a d'autres têtes qui vont tomber. Peut-être jusqu'à une douzaine. Les enquêtes se poursuivent... »

Grand amateur de scandales en tous genres, Larry Flynt — qui est paraplégique depuis une tentative d'assassinat en 1978 — est mal placé pour jouer les professeurs de

morale. Il s'est pourtant lancé dans une croisade contre « l'hypocrisie » politique des républicains. Y a-t-il aussi de sa part de la jalousie face à la « concurrence déloyale » du rapport Starr ? Toujours est-il qu'il rejette les dénonciations des amis de l'*ex-speaker*, en déclarant : « C'est lui [Bob Livingston] qui s'est, le premier, vautré dans la fange. Je n'ai fait que le suivre. Je suis heureux si j'ai contribué à sa chute. Je pense que les brutes de la droite extrémiste comme lui représentent la plus grande menace contre notre forme unique de démocratie (...). Le sexe devrait rester une question privée, mais aux grands maux les grands remèdes. Regardez ce qu'ils font au président ! »

### RÉVÉLATIONS SALACES

Nul doute que Larry Flynt jubile en voyant le remue-ménage médiatique fait autour de lui, puisque les ventes de *Hustler* devraient grimper en flèche. Mais la concurrence promet d'être rude : le magazine *Internet Salon*, qui s'était distingué par des révéla-

tions à propos de Monica Lewinsky, a accusé, mardi, le républicain Dan Burton, déjà épinglé dans le passé pour une affaire d'enfant illégitime, d'avoir eu plusieurs aventures extraconjugales. L'intéressé a répliqué que *Salon* « est bien connu pour ses relations avec la Maison Blanche ». La grande presse, de son côté, reste relativement mesurée dans sa couverture de ce grand déballage intime.

Encore que ce soit elle qui ait fait ses choux gras des révélations salaces de « Ken » Starr, et qui, la première, a appris à ses lecteurs que des élus républicains, comme Helen Chenoweth et Henry Hyde (le président de la commission des affaires judiciaires de la Chambre des représentants qui a instruit l'impeachment contre M. Clinton), avaient fauté. Le grand public, lui, trouve dans tout ceci une confirmation de la haute idée qu'il se fait de la politique, mais il se délecte de ces révélations. Comme quoi l'hypocrisie est générale...

Patrice de Beer



La culture est vivante, elle se porte bien

France Culture



**PARLEMENT** Les députés ont interrompu leurs travaux, mardi 22 décembre, en adoptant définitivement les textes sur la réforme du scrutin régional et sur le « collectif »

**LA DÉMISSION** de Jean-Louis Gentile, directeur de cabinet de Jean-Marc Ayrault, président du groupe socialiste, vient clore un début de session particulière

ment agité pour la gauche. Selon ce bon connaisseur de l'Assemblée nationale, Matignon a fait preuve d'une « méconnaissance totale du Parlement ». Interrogé par Le

*Monde*, il évoque « une lassitude générale » dans les rangs des députés socialistes. ● **POUR L'ANNÉE 1999**, le gouvernement entend remédier à ces dysfonctionnements.

Lionel Jospin, qui a consenti à alléger le rythme des travaux parlementaires, a décidé de recevoir régulièrement les élus de gauche, qui demandent à être plus écoutés.

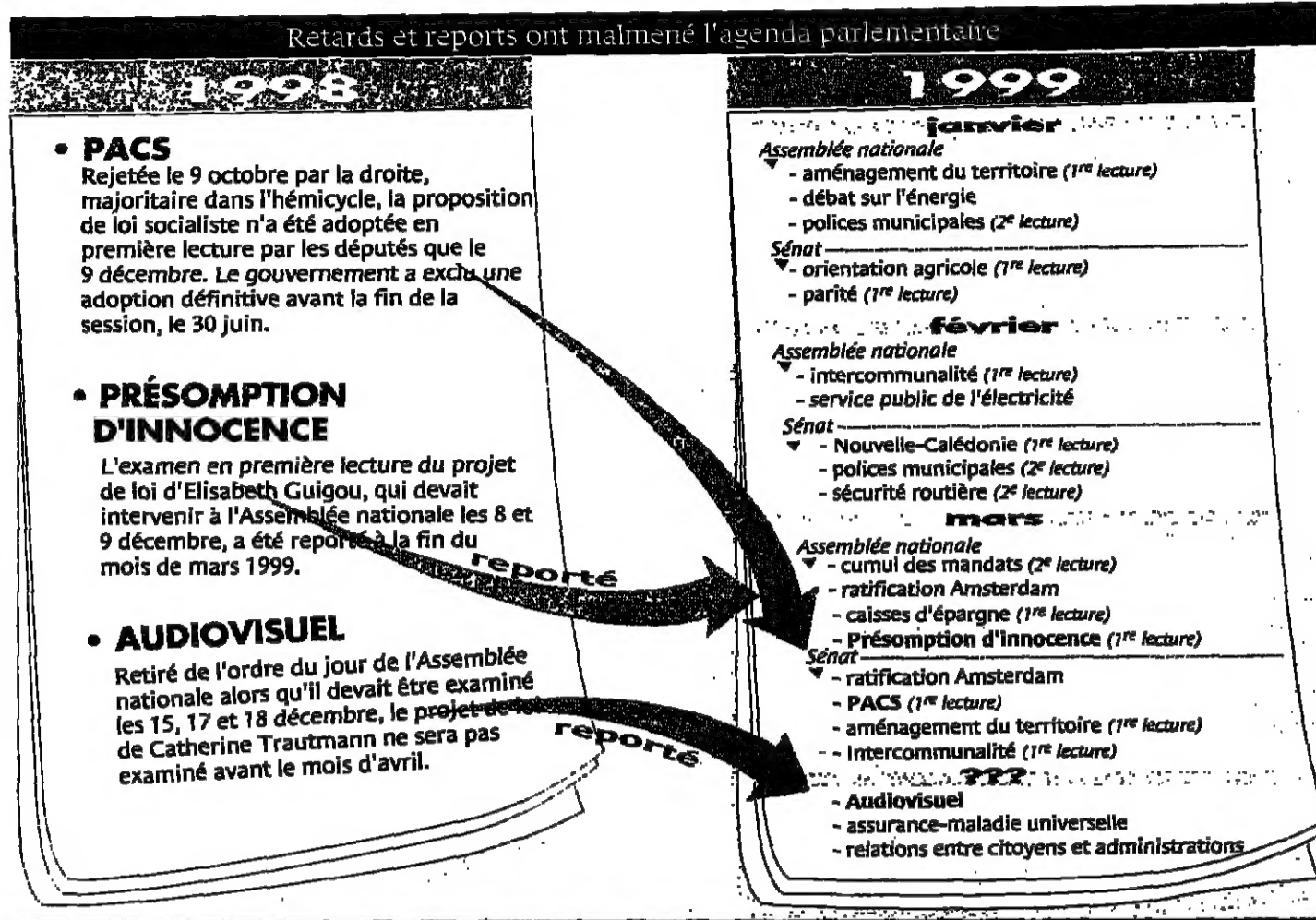
## Lionel Jospin veut remédier au malaise de sa majorité parlementaire

Après un début de session éprouvant pour la gauche « plurielle », le premier ministre a consenti à alléger le rythme de travail des députés. Il va s'efforcer de renforcer la concertation avant l'examen des réformes à l'Assemblée nationale

C'EST une carte de vœux très spéciale que Jean-Louis Gentile a choisi d'adresser au gouvernement, en cette fin d'année : « Méconnaissance totale du Parlement », « obstination », « très mauvais état d'esprit »... M. Gentile, directeur de cabinet de Jean-Marc Ayrault, président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, a confié au *Monde*, en des termes plutôt crus, les raisons qui l'ont conduit à démissionner de ses fonctions, le 20 novembre (lire ci-dessous). Ses critiques sévères sur la gestion gouvernementale des travaux parlementaires révèlent à quel point de tension en est arrivée la majorité, après un premier trimestre pour le moins agité. En adoptant définitivement, mardi 22 décembre, la réforme du mode de scrutin régional, le projet de loi sur les animaux dangereux puis le « collectif » budgétaire pour 1998, les députés, qui sont en vacances jusqu'au 17 janvier 1999, ont anticipé de vingt-quatre heures un repos bien mérité.

Le renforcement de la concertation au sein de la gauche « plurielle », défilante avant l'été, a pourtant porté ses fruits. Les rencontres régulières entre Daniel Vaillant, ministre des relations avec le Parlement, et les cinq chefs de file de la majorité, ont permis de passer sans encombre quelques caps difficiles : loi de finances, loi de financement de la Sécurité sociale, réforme du scrutin régional, révision constitutionnelle préalable à la ratification d'Amsterdam. Mais le rejet de la proposition de loi socialiste sur le pacte civil de solidarité, le 9 octobre, par manque de mobilisation des députés de gauche, a fait dérailler la machine parlementaire. L'ordre du jour s'en est trouvé bousculé et alourdi, tandis qu'une épine de Damocès était suspendue sur le groupe socialiste. L'idée que la droite puisse être de nouveau majoritaire dans l'hémicycle, ne serait-ce que l'instant d'un vote, a mis à mal les nerfs déjà fatigués de la majorité.

Ce lourd climat s'est doublé d'une erreur de parcours : en décidant, dans un premier temps, de maintenir la discussion du projet de réforme de l'audiovisuel public, prévue le 15 décembre, et de reporter le texte sur la présomption d'innocence, le gouvernement



n'y a pas que le travail parlementaire. Le gouvernement agit par ailleurs et prend des décisions pour répondre aux nécessités sociales des Français. » Simultanément, M. Jospin souhaite resserrer les liens avec les députés de la majorité, qu'il a décidé d'inviter « régulièrement » à déjeuner à Matignon, par groupes d'une vingtaine. Ces rencontres serviront à prendre le pouls de la majorité sur des textes-clés, avant leur passage au Parlement. De même que les débats à venir sur le service public de l'électricité, les deux projets de loi « pluriels » sur l'aménagement du territoire, soutenu par Dominique Voynet (Verts), et sur l'intercommunalité, défendu par Jean-Pierre Chevènement (MDC), font l'objet d'un examen attentif. « Il faut s'assurer que la sensibilité socialiste existe sur ces

textes », souligne le premier secrétaire du PS, François Hollande. Faute d'avoir obtenu un feu vert de Matignon pour souder le groupe socialiste autour d'un pôle jospiniste, M. Ayrault plaide pour que des liens plus étroits soient noués entre le gouvernement, le parti et le groupe, afin d'« anticiper les questions politiques qui peuvent se poser ». A titre d'exemple, le maire de Nantes évoque le dossier des retraites, qui retient l'attention de bon nombre de députés. Première échéance : l'examen, le 28 janvier, d'une proposition de loi UDF sur les fonds de pensions.

Le chef du gouvernement a également consenti à alléger le rythme des travaux parlementaires, réclamé sur tous les bancs de l'Assemblée. Désormais, les députés ne siégeront plus « que » trois jours par semaine, du mardi au jeudi, y compris pour examiner l'ordre du jour laissé à l'initiative du Parlement, précédemment inscrit le vendredi. Autre souci du gouvernement : éviter les sujets qui fâchent, au sein de la gauche « plurielle », à la veille des élections européennes, prévues en juin. Le projet de loi de ratification du traité d'Amsterdam doit être adopté par les deux Assemblées avant le mois d'avril ; la transposition de la directive sur la modernisation du service public de l'électricité fera l'objet d'une première lecture à l'Assemblée en février, la suite de la navette devant intervenir après le scrutin de juin.

Ces différentes initiatives s'inscrivent dans un contexte qui n'est plus celui de l'euphorie ayant suivi la victoire de la gauche, en juin

### Le bras droit de Jean-Marc Ayrault a préféré jeter l'éponge

« **DEVANT** la méconnaissance totale du Parlement et l'obstination de Matignon, j'ai dit que ce n'était plus possible : joint par téléphone sur son lieu de vacances, en Guadeloupe, Jean-Louis Gentile a expliqué au *Monde*, mardi 22 décembre, les raisons qui l'ont conduit à démissionner de ses fonctions de directeur de cabinet de Jean-Marc Ayrault, président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale. Sa démission, qui n'avait pas été rendue publique, remonte au 20 novembre. Cette décision, et les mots qui l'accompagnent, pèsent d'autant plus lourd qu'elle émane non pas d'un néophyte, mais d'un ancien du sérail, fin connaisseur des arcanes parlementaires.

Agé de soixante ans, M. Gentile est entré en 1966 comme administrateur à l'Assemblée, une « maison » qu'il n'a guère quittée depuis lors. Conseiller technique au cabinet de Louis Mermaz, président de l'Assemblée nationale, de janvier 1985 à avril 1986, il devient, de mai 1988 à décembre 1990, directeur de cabinet du ministre chargé des relations avec le Parlement, Jean Poperen. Son savoir-faire est alors mis à profit par le gouvernement de Michel Rocard, qui, ne disposant pas de majorité absolue à l'Assemblée, insiste pour le conserver à ce poste-clé. Directeur de cabinet du président de l'Assemblée, Henri Emmanuelli, de février 1992 à mars 1993, il rejoint M. Ayrault l'année suivante, comme chargé de mission. Lorsque le maire de Nantes devient président du groupe socialiste, en juin 1997, il prend tout naturellement la direction de son cabinet.

« Ça n'a jamais bien fonctionné, d'une manière générale », nous a-t-il confié, en évoquant « deux notes » adressées au premier ministre, « en novembre 1997 et en février 1998 », et qui seraient restées « sans réponse ». Compte tenu de l'interdiction faite aux députés de détenir plus d'une délégation de vote au moment d'un scrutin public, « la principale difficulté est de faire venir les parlementaires en

session », explique-t-il. Pour ce faire, « encore faut-il que les textes examinés intéressent le groupe. Nous avons plaidé pour l'inscription rapide à l'ordre du jour de textes sur la décentralisation, la loi d'orientation agricole ou l'intercommunalité. La réforme de la justice n'intéressait pas le groupe. L'audiovisuel ? Tout le monde s'en fou, sauf quatre ou cinq, qui avaient tendu un piège à Catherine Trautmann pour l'envoyer au casse-pipe ».

#### MÉCONNAISSANCE DES MÉCANISMES

« D'autre part, poursuit-il, c'était attirer les difficultés sur le groupe majoritaire que de ne jamais sanctionner l'attitude de l'opposition lorsqu'elle pratique l'obstruction. Utilisé avec parcimonie, le « 49-3 » [qui permet au gouvernement de faire adopter un projet de loi sans vote], que le premier ministre a toujours refusé d'employer, peut être, comme d'autres moyens de procédure, un signe pour dire qu'il faut laisser la majorité gouverner. » Or, sur certains textes, on s'est contenté de dire aux députés socialistes : « Venez, et attendez que ça se passe. » D'où un mauvais état d'esprit, et une lassitude générale. On ne peut concevoir que le gouvernement reste à ce point passif devant les initiatives de l'opposition. » « Tout cela, conclut-il, n'avait pas été pris en compte dans la stratégie parlementaire du premier ministre, qui n'a jamais été franchement parlementaire lui-même, et connaît très mal ces mécanismes. »

Tout en tirant ainsi sa révérence, M. Gentile se félicite que le premier ministre ait pris conscience qu'il fallait « moins charger la barque » et inscrire à l'ordre du jour des textes « plus concrets que sociétaux ». Invité à commenter la démission de son directeur de cabinet, M. Ayrault nous a indiqué, mardi soir, que M. Gentile, qui reste chargé de mission à Nantes, conservait son rôle de « conseiller politique » auprès de lui.

J.-B. de M.

### Les cafouillages de la gauche redonnent de l'air à la droite

LA DROITE respire... « Ce n'est pas tellement que nous soyons devenus géniaux, soupire un député RPR, mais, en face, ils sont devenus moins bons. » Face aux déboires de la gauche, l'opposition a donc retrouvé un peu d'oxygène et a découvert, au cours de cet automne, ce que ses électeurs affirment depuis plus de quinze ans : l'union - même relative - renforce son efficacité. Cette « géniale prise de conscience », comme le dit ironiquement le président du groupe RPR, Jean-Louis Debré, a tout de même mis plus d'un an à germer. Un an pendant lequel la droite a peu à peu fait son deuil de la dissolution-catastrophe du printemps 1997. Un an pendant lequel l'opposition a dû gérer ses propres ambiguïtés : comment contester la loi sur les 35 heures après avoir voté, deux ans auparavant, la loi Robien sur la réduction du temps de travail ? Comment critiquer dans l'hémicycle les emplois-jeunes lorsque tous les élus, fussent-ils de droite, sont assaillis dans leur circonscription de demandes d'emploi ? Comment, enfin, défendre les lois Pasqua contre les lois Chevènement, lorsque l'ancien ministre de l'Intérieur RPR appelle lui-même à la régularisation des sans-papiers et que le nouveau locataire de la Place Beauvau fait figure de ministre de gauche le plus populaire... dans l'électorat de droite ? Ces contradictions n'ont pas dis-

paru, mais elles ont été écartées. Le choc de la défaite de 1997 avait laissé affleurer les règlements de comptes et les reproches. L'automne 1998 a signé le retour à une certaine forme de calcul. L'acceptation du leadership unique de Jacques Chirac par l'ensemble de la droite parlementaire y est pour beaucoup, et la relative dilution de l'UDF a facilité les choses. Une meilleure organisation quotidienne a fait le reste. Lorsque M. Debré, Philippe Douste-Blazy et José Rossi ont annoncé, le 30 septembre, les nouveaux modes de fonctionnement de l'intergroupe réunissant les députés RPR, UDF et DL, ils ont, au fond, mis fin à une aberration qui traînait jusque-là la droite : les élus de droite ne se parlaient pas. Attaques désordonnées contre le gouvernement, votes contradictoires sur l'euro ou la réforme du Conseil supérieur de la magistrature, tout contribuait à leur désorganisation.

#### MENUS PLAISIRS

La divine surprise est venue, le 9 octobre, lorsqu'ils ont découvert, avec le PACS, que la gauche pouvait être encore moins bien organisée qu'eux. Forte de cette victoire, l'opposition s'est ensuite offerte le plaisir d'inquiéter la majorité. Lors de chaque débat déterminant, quelques minutes avant le vote, elle a ainsi fait entrer ses troupes

dans l'hémicycle, au dernier moment, afin de maintenir la gauche sur le qui-vive. Elle entend bien maintenir sa pression à la rentrée de janvier.

Les difficultés n'ont pas disparu pour autant. D'abord, parce que la droite reste prise dans ses contradictions, entre une aile nationaliste et distigiste, une tendance centriste et sociale, un pôle libéral. La victoire de procédure sur le PACS a tout juste servi à faire oublier le malaise de bon nombre de députés RPR ou libéraux, agacés à l'idée d'être confondus avec une Christine Boutin (UDF) qui n'hésite pas à déclarer dans une revue gay, *Ta-bloid*, « l'homosexualité est une abomination ». Ensuite, parce que l'opposition est... dans l'opposition. Ce qui signifie que ses chances de faire modifier les projets de loi qu'elle conteste ou de faire passer ses propres propositions sont infimes.

Nicolas Sarkozy a pu le mesurer. Il croyait, en étant à l'initiative d'une proposition de loi sur la non-rétroactivité des lois fiscales cosignée par l'ensemble des groupes de l'opposition, provoquer un débat politique. Il a découvert, le 20 novembre, que la majorité pouvait sans dommage lui infliger l'humiliation de devoir défendre sa proposition devant un hémicycle quasi désert.

Raphaëlle Bacqué



**MODÈS DE VIE** Toutes les études le confirment : les Français sont les Européens les plus attachés à la tradition du cadeau de Noël. Ils offrent en moyenne huit présents – un de plus

que les Britanniques et trois de plus que les Allemands – pour un montant de 2 200 francs. ● AU TOTAL, 90 MILLIARDS DE FRANCS sont dépensés au cours de ce grand rituel. Les vête-

ments arrivent en tête, suivis des équipements de loisirs, de l'argent liquide et des bijoux et jouets. ● LE DÉVELOPPEMENT DES CADEAUX serait en partie lié à l'élargissement du cercle familial,

par le jeu des remariages et de l'allongement de la durée de la vie. ● CERTAINS GRANDS MAGASINS proposent des services informatiques établissant des « listes de cadeaux personnalisés » en fonction de trois critères : âge, sexe et budget. ● ASSIETTES INCRUSTÉES DE COQUILLAGES, babouches en peau de bébé chameau, de la chaîne Nature et découvertes, qui proposent des produits à forte valeur ajoutée technologique qui leur sont étrangers ; de la diffusion de la pratique des cadeaux coûteux nécessitant des contributions multiples.

Largement délaissés au profit des biens d'équipement de la personne (bijoux, parfums, cosmétiques, vêtements...), les biens d'équipement de la maison (électroménager, hi-fi, ameublement) ne seront choisis ce Noël que par 11 % des Français, indique le cabinet Deloitte & Touche. Les cadeaux de Noël s'inscrivent pleinement dans les grandes tendances actuelles de la consommation : on offre de l'authentique, de la santé, du dépollué, de l'éthique et du technologique. Ce qui, à Noël, s'incarne en autant de produits artisanaux (achetés dans les multiples « expositions artisanales » organisées dans les galeries des grands centres commerciaux), de bougies à la cire d'abeille, d'huiles essentielles, de téléphones portables, d'ordinateurs multimédia, d'agendas électroniques... La grande soif de savoir et de savoir-faire est étanchée par les produits culturels (CD, DVD, livres, vidéo) ou permettant de s'adonner aux loisirs créatifs. Dans les milieux huppés, la tendance est d'offrir de l'immatériel, spectacles ou voyages, par

## Les Français sont les champions d'Europe des cadeaux de Noël

Ils offrent en moyenne huit présents – un de plus que les Britanniques et trois de plus que les Allemands – pour un budget total de 2 200 francs. Au cours de ces dernières années, le jeu des remariages et l'allongement de la durée de la vie ont élargi le cercle familial

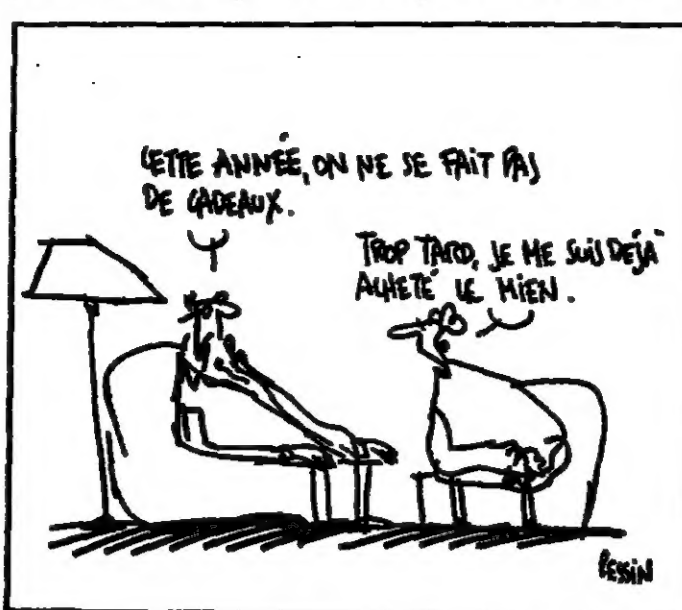
UN PEU PLUS d'argent, beaucoup plus d'optimisme. Des records d'achats de cadeaux de Noël seront battus cette année, pressent Robert Rochefort, le directeur du Crédoc, organisme scrutateur des conditions de vie des Français. 82 % des Français prévoient, en cette fin d'année, des dépenses égales ou supérieures à 1997, confirme une enquête réalisée par le cabinet Deloitte & Touche pour l'hébdomadaire LSA. Un Français sur cinq dépensera même 750 francs de plus que l'an passé. Du coup, les distributeurs se mettent à croire au Père Noël, misant à 83 % sur une hausse de leurs ventes et bénéfices. « Euphorie de la fin d'année », s'interroge Deloitte & Touche. Climat de confiance, au moins.

Largement plus sereins que les Allemands ou les Britanniques – 64 % des Français prévoient une amélioration de la situation économique en 1999 quand les Allemands ne sont que 38 % et les Britanniques 14 % –, les Français se montrent plus généreux, s'apprêtant à offrir huit présents – un de plus que les Britanniques et trois de plus que les Allemands – pour un montant global de 2 200 francs, précise encore l'étude. « Même dans les milieux modestes ou se trouvant dans une passe difficile, ne pas offrir de cadeaux reste exceptionnel, notait l'Insee dans une enquête publiée en janvier 1996. Seulement 5 % des ménages dont le chef est ou a été chômeur et 8 % des foyers ouvriers

n'offrent aucun cadeau de fin d'année. » Lors de ce grand rituel, 90 milliards de francs changent de mains. La distribution des revenus en France, avec la pratique très répandue d'un treizième mois versé en décembre, pousse opportunément à la concentration des cadeaux à Noël.

Même si leur valeur unitaire tend à diminuer puisque les budgets qui leur sont consacrés ne progressent que lentement, les présents sont chaque année plus nombreux. Avantage de la valorisation extrême de l'enfant dans la société ? Pas seulement, puisque seules 28 % des personnes récemment interrogées par CSA Opinion (pour Sélection du Reader's Digest) déclarent réserver les cadeaux aux enfants. « Les présents sont l'un des moyens d'entrer en relation avec l'autre dans une société où il est de plus en plus difficile de le faire, souligne le sociologue Gérard Mermet. Le don, par ailleurs, n'est pas seulement altruiste. C'est une façon d'exister : tout cadeau est porteur d'identité pour celui qui l'offre. Or les gens savent de moins en moins qui ils sont... »

■ **ENTOURAGE PROCHE** Pour Anne Beaufumé chez Co-frencia-Sociovision, une société de conseil spécialisée dans le changement social, les Français multiplient les occasions d'offrir car ils font partie de réseaux plus larges. « Lorsqu'on fait parler les gens de leur "entourage proche", on s'aperçoit qu'ils englobent sous cette ex-



pression beaucoup plus de monde qu'il y a dix ans, souligne-t-elle. Nous sommes plus solidaires, plus ouverts aux autres, et les cadeaux symbolisent ce nouveau "moi-nous", qui se substitue au "moi-je". » Denis Stoclet, spécialiste de la distribution, en appelle, lui, aux modifications de la structure familiale qui, par le jeu des remariages et de l'allongement de la durée de la vie, ne cesse de s'élargir. Il n'est pas rare que les enfants aient sept ou huit grands-parents et fêtent quatre fois Noël. Or des flux colossaux de cadeaux descendent des grands-pa-

rents vers les petits-enfants. Pour les ménages de plus de 65 ans, le solde des échanges de cadeaux de Noël est négatif, à hauteur de 3 000 francs.

Joux et jouets n'arrivent qu'au quatrième rang des cadeaux les plus offerts, derrière les vêtements, les équipements de loisirs et l'argent liquide. Dès 9-10 ans, les enfants, garçons en tête, quittent l'univers du jouet pour s'orienter vers l'habillement, les jeux électroniques et les articles de sport. L'argent gagne sans cesse du terrain dans les dons aux enfants. Ver-

se par les parents ou les grands-parents, il témoigne, selon Gérard Mermet, de la difficulté qu'ont les couples bi-actifs à trouver le temps de faire les cadeaux ; de la crainte qu'ont parents et grands-parents de ne pas tomber juste, confrontés à des produits à forte valeur ajoutée technologique qui leur sont étrangers ; de la diffusion de la pratique des cadeaux coûteux nécessitant des contributions multiples.

Le « luxe », acquiesce Denis Stoclet, doit « prendre des aspects plus utilitaires (vêtements, chaussures...) et hors de sa descendance, chacun mesure son budget cadeaux en cherchant à obtenir l'effet maximum pour le prix minimum, espérant que ce prix sera surestimé par celui qui reçoit ». D'où le succès des boutiques de musées ou de la chaîne Nature et découvertes, qui proposent des produits à forte valeur ajoutée ou culturelle, donc « garantis bon goût », à des prix raisonnables.

Confrontés au casse-tête du toujours plus de cadeaux dans une enveloppe à peu près stable, les Français pratiquent massivement la politique de l'autruche. Les achats de Noël se font chaque année plus tardivement. Chez Carrefour, il a fallu attendre la mi-décembre pour que les ventes liées à Noël commencent à décoller. A 55 %, souligne le cabinet Deloitte & Touche, les Français prévoient même d'attendre janvier pour se plier aux achats rituels. Le Père Noël aura du retard. Il attend les soldes.

Pascal Krémer

## Le pire cadeau que j'aie jamais reçu...

● Marie, 55 ans : « Je me souviens bien du moment où je l'ai jeté à la poubelle. C'était une assiette de Normandie, avec des coquillages en relief, offerte par des amis de la famille qui ont une maison remplie d'objets abominables de ce genre. Ça m'a fait drôle, tout de même, de la jeter, parce qu'ils sont gentils. J'aurais peut-être dû la donner pour une tombola d'école primaire. »

● Pierre, 42 ans : « Tous les ans, ma belle-mère m'offre le prix Goncourt. Donc ça dépend du Goncourt... »

● Marie, 37 ans : « Je devais avoir dix-huit ans. Ma mère m'avait offert "Anais, Anais". Le summum du ringard, uniquement pour jeunes filles mièvres. Ça sent le patchouli. Une preuve qu'elle ne me connaissait pas, comme ma belle-mère aujourd'hui, qui m'offre des gilets trop courts, blancs, ceinturés. Tous les ans, je sais que son cadeau sera à côté de la plaque, parce qu'elle a une image fautive de moi. »

● Farid, 27 ans : « Elle peint, ma belle-mère. Une fois, en visite chez elle, j'ai voulu l'encourager. Juste pour saluer l'effort, je lui ai dit "Il

est bien, ton paysage". Elle m'a répondu "Tu le veux ?" Elle l'a fait encadrer en doré, en énorme. C'est une huile, un champ de blé couché par le vent avec une petite ferme au fond. Je ne l'accroche que quand elle vient. »

● Jean-Louis, 43 ans : « J'étais étudiant, j'avais pas trop de sous à l'époque. Le moindre cadeau me faisait plaisir. Les propriétaires de ma chambre de bonne, avec qui j'avais sympathisé, m'avaient invité à déjeuner. Un gros paquet m'attendait. A l'intérieur, une boîte en fer blanc. Une boîte à je-ne-sais-quoi. Sans rien dedans. Purement décorative, avec un truc écrit dessus. J'ai eu du mal à ne pas montrer ma déception. Dans ma chambre de huit mètres carrés, j'avais pas franchement d'égagères à décorer. »

● Stéphane, 29 ans : « Il y a vingt ans, une de mes tantes avait offert une Barbie à ma sœur, et moi, j'avais eu Ken ! J'avais jamais commandé ça au Père Noël ! Avec le recul, je trouve ça drôle. Il y aurait eu un chien dans la famille, elle lui aurait offert le chien de Barbie... Récemment, j'ai aussi un oncle qui m'a offert un livre sur le basket... que j'avais écrit. En fait, j'étais

content de voir qu'il était bien distribué dans les grands magasins. »

● Grégoire, 29 ans : « Mon grand-père, quand j'ai eu dix ans, a commencé à me donner un chèque à Noël. Je ne supportais pas ça. A tel point que je n'ouvrais pas l'enveloppe. Je crois bien qu'une fois je ne l'ai même pas encalssé. Pour moi, Noël, c'est un cadeau, même un truc en plastique qui dure trois jours, mais un petit paquet au pied du sapin, qu'on déballe en saccageant le papier. Un chèque, c'est du mépris. »

● Thomas, 25 ans : « Il y a deux ou trois ans, des amis m'ont offert un cadeau ramené de Tunisie. Des babouches en peau de bébé chameau. Je ne les ai jamais mises. Des bébés chameaux aux pieds ! »

● Françoise, 56 ans : « Le pire des cadeaux, c'est le sac à main. Moi, un sac, je mets des mois pour le trouver. Il faut que je puisse tout ranger dedans, qu'il ait des petites poches intérieures, qu'il soit confortable à porter. Il n'y a que moi qui puisse le choisir. Parfois, je vois des hommes en acheter. Je me retiens de leur dire... Mes enfants et mon mari m'en ont offert un bleu, tout petit, avec des anses métalliques qui

me faisaient mal. Il a fallu que je m'en serve un peu. Je n'aurais jamais osé aller le changer. »

● Isabelle, 34 ans : « J'avais sept ou huit ans. Dans une de mes chaussures, j'ai trouvé un morceau de charbon. J'ai pleuré, pleuré ! Evidemment, je pensais que c'était le Père Noël. En fait, mes frères avaient voulu me punir de mon mauvais caractère. Ma petite sœur, elle, elle avait des cadeaux. Moi je n'avais rien à débiter. Et en prime, on m'a fait la morale. Cette année, je me venge. Ils auront tous du charbon. »

● Michèle, 33 ans : « Une année, ma belle-mère m'a offert un pèse-personne. Histoire de dire "Les belles-filles, va falloir être nickel jusqu'à cinquante ans, pas vous laissez aller"... J'étais tellement vexée qu'au bout de deux mois il était cassé. »

● Jérôme, 32 ans : « Il n'y a plus de cadeaux abominables parce que je m'arrange pour qu'on sache ce que je veux. Je le dis à ma femme, qui fait semblant d'avoir des idées quand ses parents lui posent la question. »

P. Kr.

## La vogue des « cadeaux personnalisés » sur ordinateur

UNE VACHE déstressante en caoutchouc à la main, Pierrick achève ses achats de Noël dans les rayons de la boutique « étoiles », au troisième étage des Galeries Lafayette. Le 25 décembre approche dangereusement et le jeune homme cherche toujours le cadeau « rigolo » qu'il compte offrir à ses amis de vingt ans. Le porte-cravates rotatif avec lumière incorporée ? La potiche laquée coquille d'œuf ? La pince crabe en écaille et strass « Alexandre » ? Trop cher, pas assez branché. L'âme en peine, Pierrick erre au milieu des articles de mode avant de retrouver la souris au rayon des gadgets. Il caresse une grenouille compacteur de canettes et se décide enfin pour un stylo-sardine. « C'est mignon, et c'est toujours utile, un stylo. »

Plus moderne qu'un antiquaire du Louvre et mieux chauffée que la caverne d'Ali-Baba, la boutique « étoiles » offre surtout, à quelques heures de Noël, une dernière chance aux petits budgets comme aux acheteurs en panne d'idées : des centaines de cadeaux potentiels pour tous les âges et pour tous les goûts y sont soigneusement

rassemblés. Pour tous ceux qui ne trouveraient pas leur bonheur en flânant dans les rayons, Karen se charge d'établir des « listes de cadeaux personnalisés » en fonction de trois critères : âge, sexe et épaisseur du portefeuille. Avec un budget de cinquante francs, son ordinateur propose ainsi, pour un homme entre vingt et trente ans, une série de porte-clés « lumineux », « animaux » ou « dégivrants », des couteaux de poche ou des dessous-de-verre « hologramme ». A une princesse qui a dépassé la cinquantaine, le logiciel recommande plutôt les « peignoirs éponge Christian Lacroix », les « combinettes noires à dentelle » ou les colliers de perles.

■ **CIREUSES À CHAUSSURES** « Ce qui marche le mieux, c'est les cadeaux à petits prix, reconnaît Karen, les gadgets un peu design en métal, les cendriers aspirateurs de fumée ou les cireuses à chaussures. » Gros succès aussi des corbeilles que l'on remplit soi-même de boules de bain parfumées ou des « shampoings solides », « qui moussent quand on frotte sur la tête ». Pour ses plus

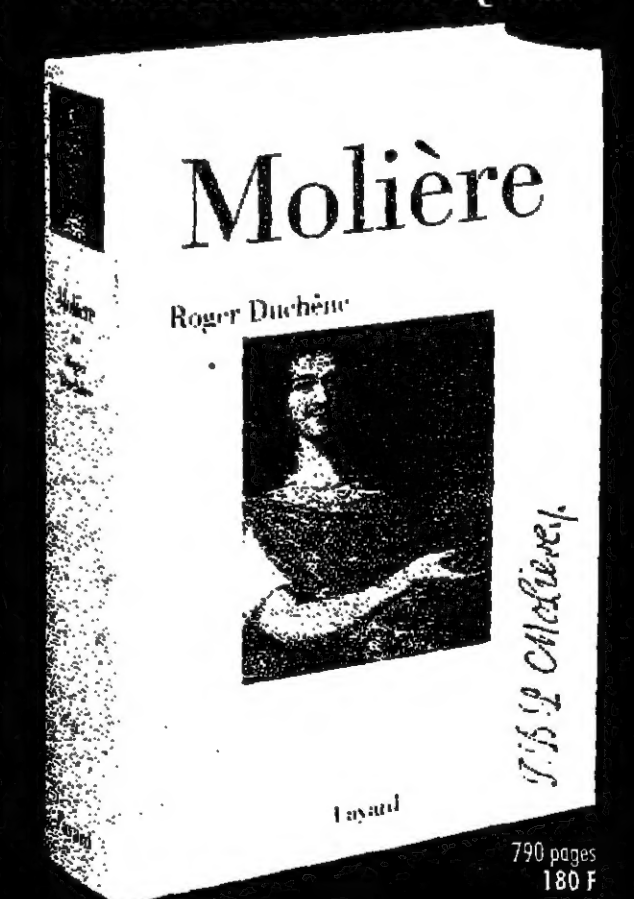
jeunes visiteurs, la boutique propose enfin une séance photo sur les vrais genoux du Père Noël. « Le plus délicat, c'est avec les petits de deux ou trois ans, explique le Père Noël. Ils sont effrayés par ma barbe. »

A l'étage inférieur, les « consultants » du service Mode plus proposent elles aussi des idées de cadeaux à leurs clients pressés. « Une habituelle nous a un jour demandé trente-deux cadeaux identiques pour une réception, avec un budget de 300 francs par personne, raconte une hôtesse. On lui a fait un assortiment de carafes de vin, de seaux à champagne, avec des bouteilles, des coupes, et des bouchon anti-bulles. »

Pour cette clientèle de « médecins, de chirurgiens et de chefs d'entreprise », le service Mode plus se charge aussi de la sélection des articles de Noël. « On ne leur apporte pas tout le magasin, résume une employée. On sélectionne des articles en fonction de leurs goûts. Ça leur évite de circuler dans les rayons. C'est une bonne idée, mais ça se faisait déjà en Amérique. »

Alexandre Garcia

GRAND PRIX  
DE L'ACADÉMIE FRANÇAISE  
DE LA BIOGRAPHIE (LITTÉRAIRE)  
PRIX PIERRE-GEORGES CASTEX  
DE L'ACADÉMIE DES SCIENCES  
MORALES ET POLITIQUES



Merveille d'érudition prudente et de passion raisonnée, la somme de Roger Duchêne n'oublie rien, ni la légende, ni les faits.

Jean-François Josselin, Le Nouvel Observateur

FAYARD



## La crise de la MNEF lui aurait fait perdre près de 10 % de ses adhérents

Des incidents informatiques retardent le traitement des dossiers

Les révélations publiques sur les dysfonctionnements au sein de la Mutuelle nationale des étudiants de France (MNEF) auraient entraîné

une désaffection des adhérents. Ce climat de crise est accentué par des difficultés informatiques qui réveillent les soupçons sur les condi-

tions dans lesquelles ont été vendues les filiales spécialisées de la mutuelle à un prestataire de services extérieur.

LES REMOUS suscités par les révélations en cascade sur les « affaires » de la Mutuelle nationale des étudiants de France (MNEF) n'ont pas tardé à se traduire dans les chiffres. Depuis la rentrée universitaire, cet organisme aurait enregistré une perte, évaluée entre 7 % et 10 %, des affiliations au régime de Sécurité sociale étudiants ainsi qu'aux différentes prestations complémentaires. Cette baisse, aux conséquences financières non négligeables, accentue un climat de crise aggravé, depuis le mois de juillet, par les ratés dans la mise en place d'un nouveau système informatique.

Effectuée dans des conditions sans doute trop rapides, l'opération de basculement a provoqué des retards importants dans le traitement des cartes d'assurés sociaux et le remboursement des prestations. Ces difficultés renforcent les soupçons qui pèsent sur le fonctionnement de la mutuelle, déjà sous le coup des enquêtes de la Cour des comptes, de l'Inspection générale des affaires sociales (IGAS), de la brigade financière de la police judiciaire, à la suite de l'ouverture d'une information judiciaire, et, depuis peu, de l'Inspection des finances.

La décision de remplacer le système informatique de la MNEF a été prise, en 1997, par l'ancien directeur général Olivier Spithakis. Les filiales spécialisées du groupe, Mindsoft et Prestintel, ont alors été cédées à un prestataire de services extérieur, la société Consult SA via une holding financière (HFC), dirigée par Jean-Claude Cohen à Marseille. Cette entreprise, dans laquelle la MNEF a pris 44 % des parts, assure, selon son responsable, le traitement des prestations complémentaires de 4 400 000 personnes appartenant à 74 mutuelles. Pour remplacer le système obsolète

de la MNEF, Consult a adapté son logiciel Premuni pour tenir compte du passage à l'euro, du bogue de l'an 2000 ainsi que des nouvelles prescriptions de la Caisse nationale d'assurance-maladie dans la gestion du régime obligatoire de Sécurité sociale. Alors qu'une mission de ce type s'échelonne habituellement sur une durée de dix-huit mois à deux ans, le bas-

culé, à la fin du mois de novembre, est, sur ce point, accablant. Selon les éléments de cet audit, publiés dans *Le Parisien* du 16 décembre, la société de services se propose d'apporter des solutions d'urgence, moyennant une dépense supplémentaire de 7 millions de francs dans une installation qui a déjà coûté 13,5 millions.

A la fin du mois de décembre,

### Enquête de police sur la Mutuelle du Sud-Est

Le parquet de Marseille (Bouches-du-Rhône) a ouvert, le 6 août, une enquête préliminaire sur la Mutuelle interprofessionnelle du Sud-Est et de la Corse (Misec), selon une information publiée par *L'Édition*. Cette structure a été présidée, à partir de 1987, par le directeur général de la MNEF, Olivier Spithakis, visé, comme d'autres personnes gravitant autour de ces deux mutuelles, par l'enquête préliminaire et l'information judiciaire ouvertes à Paris sur les affaires de la MNEF. Prononcée le 26 mai par le tribunal de grande instance de Marseille, la liquidation de biens de la Misec avait conduit à la nomination d'un mandataire, Martine Bonardi. A l'issue de son audit, M<sup>me</sup> Bonardi a signalé au parquet de Marseille « un endettement excessif et des dysfonctionnements au sein de la gestion de la Misec ». Les enquêteurs du SRP de Marseille limitent leurs investigations à la seule Misec, dont les liens avec la MNEF n'existent que par personnes interposées. Il n'existerait, à ce jour, aucun lien financier direct avec la mutuelle étudiante.

Malgré ce climat peu favorable, la présidente de la mutuelle, Marie-Dominique Linale, se veut elle aussi rassurée. Comme elle l'a confirmé en assemblée générale, les élections de renouvellement des instances, sur la base d'un fichier normalement constitué, seront engagées à partir du 6 janvier après des quel-ques 300 000 adhérents mutualistes. Après le dépôt des listes le 20 janvier et la réunion d'une commission de contrôle assistée de quatre personnalités indépendantes, le vote devait intervenir entre le 15 et le 27 février avec la proclamation des résultats le 17 mars. Si d'ici là aucun élément extérieur ne vient troubler ce calendrier.

Michel Delberghe

## Revers pour la chancellerie à propos des nominations de juges à Paris

LE CONSEIL supérieur de la magistrature (CSM) a infligé, lundi 21 décembre, un camouflet au ministère de la justice en repoussant la proposition de nomination avancée par les services d'Elisabeth Guigou pour l'un des deux postes de premier juge d'instruction actuellement vacants à Paris. La candidature d'Isabelle Chaussade, ancienne secrétaire générale de la Commission nationale du contrôle des interceptions de sécurité et juge à Paris, avait été préférée à celle du juge d'instruction Eva Joly, spécialisée dans les affaires financières, au risque de la contraindre à quitter l'instruction du fait des règles applicables en matière d'avancement dans la magistrature (*Le Monde* du 10 décembre).

Réagissant à la publication de la liste des candidats proposés par le ministère, M<sup>me</sup> Joly, en poste au tribunal de Paris depuis 1989 et à la galerie financière depuis 1993, avait adressé un courrier à M<sup>me</sup> Guigou et au CSM le 18 novembre pour protester contre l'absence de son nom dans cette vague de promotions.

Estimant qu'elle est « en charge de dossiers particulièrement lourds, qui demandent une très forte implication », la magistrate qui instruit

notamment le dossier de l'affaire Elf affirmait que « l'éventuel report à une date ultérieure de cette promotion [risquait], en raison de la règle traditionnelle des dix ans, de la contraindre à quitter les fonctions de l'instruction spécialisée en matière financière à Paris, alors que des procédures importantes [étaient] en cours d'achèvement dans le cabinet dont [elle] assure la charge ». M<sup>me</sup> Joly faisait référence à une règle implicite, mise en place par l'ancien CSM afin de favoriser la mobilité des magistrats, qui veut qu'un juge restant en poste dans une même juridiction ne peut bénéficier d'un avancement après dix ans.

### PAS DE COMMENTAIRES

Une telle décision du CSM, dont l'avis conforme est nécessaire pour la nomination des juges du siège, est rare. En 1997, seulement sept propositions de candidature sur neuf cent trente-deux ont ainsi été repoussées. La chancellerie, qui s'est donnée pour règle de ne pas commenter les avis du CSM, se contente de constater aujourd'hui qu'un avis négatif a été donné sur le nom de M<sup>me</sup> Chaussade, « magistrat dont la carrière est remarquable ». Deux

noms seront proposés au prochain mouvement de promotions prévu au printemps 1999 afin de pourvoir les deux postes de premier juge d'instruction toujours vacants à Paris.

Concernant l'autre poste actuellement vacant, le ministère avait déjà dû faire face à une controverse au début du mois de décembre. Afin de ne pas être taxé de « discrimination syndicale », la chancellerie avait proposé la candidature de Georges Fenech, ancien président de l'Association professionnelle des magistrats (APM, droite). Mais M. Fenech allait se retrouver brusquement plongé au centre de deux polémiques : l'une concernant la parution, dans la revue de l'APM, dont il était directeur de la publication, d'écrits à caractère antisémite (*Le Monde* du 1<sup>er</sup> décembre) ; l'autre se rapportant à un voyage au Gabon effectué avec un groupe de magistrats et d'avocats dont l'impartialité est discutée, pour surveiller le bon déroulement du scrutin présidentiel (*Le Monde* du 9 décembre). Le ministère avait alors décidé de retirer la proposition de nomination de Georges Fenech.

Jean-Michel Dumay

## La réforme des lycées suscite des réactions plutôt négatives

MALGRÉ les vacances scolaires et la proximité de Noël, le projet de « charte pour la réforme des lycées » de Claude Allègre, présenté lundi 21 décembre (*Le Monde* du 22 décembre), continue à susciter des réactions, plutôt négatives (lire également l'analyse page 11). L'organisation de lycées, la FIDL, regrette de ne pas avoir été consultée : « Ne sommes-nous pas ceux qui sommes dans la rue ? », demande-t-elle - et déplore l'absence d'améliorations en matière d'emplois du temps. Elle approuve cependant certaines mesures de la charte comme les travaux personnels encadrés. Pour l'Union nationale lycéenne (UNL), le projet de Claude Allègre est « un recul dans l'optique d'une transformation du lycée en profondeur ».

Parmi les politiques, Claude Gaudin (DL) ne ménage pas ses critiques au ministre de l'éducation : « M. Allègre vient de se mettre sous les pattes du mammoth. (...) C'est Camosax, sous la pression des seuls intérêts électoraux du Parti socialiste, pour le

SNES c'est la restauration et pour l'avenir de notre système éducatif, c'est l'immobilisme assuré ».

Les syndicats minoritaires d'enseignants sont tout aussi sévères. FO « appelle les personnels à ne pas se laisser dupier par une tentative de faire passer une réforme dont tout le monde sait qu'elle est massivement rejetée ». Le syndicat CGC du secondaire (USLC-CNGA) s'interroge des conséquences des allègements de programme sur le niveau du baccalauréat. Quant à la FEP-CFDT (enseignement privé), elle « ne peut qu'exprimer sa déception de ne pas voir prise en compte l'évolution nécessaire du métier d'enseignant ». Du côté des parents, la FCPE se demande « où va le ministre ? » : « Que de déclarations trompeuses pour rien ou si peu, que de promesses réitérées avec conviction pour finalement céder au corporatisme et aux tenants de l'immobilisme », a-t-elle déclaré dans un communiqué publié mercredi 23 décembre. Enfin, la Fédération des parents d'élèves de l'enseignement public (FPEP) consi-

dère que ce « projet provisoire » devrait permettre « d'assurer l'égalité des chances tout en maintenant un haut niveau d'exigence ». La FPEP, elle, regrette que « l'horaire prévu pour l'enseignement des langues vivantes paraisse tout à fait insuffisant ». Ces réactions n'ont pas troublé le ministre de l'éducation, Claude Allègre, qui répondait, mardi 22 décembre, aux questions des députés à l'Assemblée nationale. « Il semble que l'ensemble des associations de parents d'élèves et des syndicats d'enseignants adhèrent aux principes [de la réforme] et je m'en réjouis », a-t-il dit. Rappelant ces principes - notamment « l'allègement des horaires de cours au profit de l'aide aux élèves, la création d'une vraie filière littéraire, la rénovation de l'enseignement scientifique » -, M. Allègre a déclaré dans les couloirs de l'Assemblée, selon l'AFP : « Il semble que tout le monde se rallie à ça. Vous ne voulez pas que je boude mon plaisir, quand même ».

Béatrice Gurrey

## Les logements vacants seront taxés dans huit agglomérations

Paris, Bordeaux, Lille, Lyon et Nice concernées

LE SECRÉTARIAT d'Etat au logement a annoncé, mardi 22 décembre, la parution, dans les prochains jours, d'un décret fixant la liste des agglomérations où s'appliquera, dès janvier 1999, la nouvelle taxe sur les logements vacants. Instaurée par la loi de lutte contre les exclusions du 29 juillet 1998, la nouvelle taxe concerne tous les propriétaires d'un logement inoccupé depuis deux ans. Pour en être exonérés, ils devront apporter la preuve que la vacance est « indépendante de leur volonté ».

Les agglomérations concernées, retenues parmi les 29 de plus de 200 000 habitants, sont au nombre de huit : Paris, Lille, Bordeaux, Toulouse, Lyon, Montpellier, Cannes-Grasse-Antibes et Nice. Au total, le nouveau texte touche 700 communes totalisant, selon le secrétariat d'Etat au logement, 610 000 logements vacants.

Pour établir cette liste, les services de Louis Besson ont travaillé à partir du fichier de la taxe d'habitation qui, théoriquement, n'est acquittée que lorsque le logement considéré est habité. Ces 700 communes ont toutes des taux de

vacance supérieurs à la moyenne qui est de 10,2 % des logements dans les agglomérations de plus de 200 000 habitants.

L'idée d'instaurer une taxe sur la vacance a longtemps cheminé avant d'aboutir, en juillet. Défendue depuis des années par le Haut Comité pour le logement des personnes défavorisées que Louis Besson a présidé entre 1992 et 1995, réclamée à grands cris par les associations proches de l'abbé Pierre comme de Droit au logement (DAL), elle avait été envisagée puis abandonnée par le gouvernement Juppé sous la pression des parlementaires et des petits propriétaires. Après le changement de gouvernement, l'idée était réapparue, défendue assez mollement par Louis Besson, soucieux de ne pas braver les petits propriétaires contre son futur « statut du bailleur privé ». Il finira par se laisser convaincre, notamment par les parlementaires socialistes.

### EXONÉRATIONS

Dans les 700 communes concernées, tous les logements non soumis à la taxe d'habitation depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1997 seront redevables de la taxe. Elle sera égale à 10 % de la valeur locative du logement la première année d'imposition (3 000 F en moyenne à Paris), 12,5 % la deuxième et 15 % à compter de la troisième. Certains propriétaires pourront en être exonérés : ceux qui occupent leur logement pendant au moins trente jours par an et ceux qui pourront invoquer un motif de vacance « indépendant de leur volonté » - logement mis en vente ou en location mais ne trouvant pas preneur ou nécessitant des travaux lourds de rénovation.

Pour le gouvernement, l'objectif est moins de prélever un nouvel impôt que d'inciter les propriétaires à louer leurs logements, insistent dans l'entourage de Louis Besson. Après le bâton, la carotte : dans les huit agglomérations concernées, les propriétaires qui décideront de remettre en état un logement locatif recevront une prime forfaitaire de 20 000 francs qu'ils ajouteront à la subvention normale de l'Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat (ANAH). Une seule condition : entrer dans le nouveau secteur conventionné créé par Louis Besson (*Le Monde* du 18 décembre), autrement dit, accepter de plafonner son loyer.

Christine Garin

### DÉPÊCHES

■ SCOUTS D'EUROPE : l'inspection générale du ministère de la jeunesse et des sports doit commencer, mercredi 23 décembre, une enquête sur les scouts d'Europe, dont le président est reçu le même jour par le ministre Marie-George Buffet. Les vérifications porteront sur le fonctionnement de cette organisation, les garanties offertes aux enfants en termes de sécurité physique et morale, et l'encadrement. La question de l'agrément accordé à cette formation ne sera abordée qu'à l'issue de la mission.

■ MARCHÉS PUBLICS : le président (PS) de la région Ile-de-France, Jean-Paul Huchon, a rendu public, mardi 22 décembre, un rapport d'audit commandé au mois de mars sur les marchés publics. Il a indiqué que les procédures avaient été modifiées et qu'il avait été mis fin aux irrégularités. Le conseil régional entend tourner la page de deux ans de polémiques sur le programme de rénovation des lycées franciliens mis en œuvre sous la présidence de l'ancien ministre (RPR) Michel Girard.

■ ASSASSINAT : une quatorzième personne a été tuée, mardi 22 décembre, à Marseille (Bouches-du-Rhône) dans le cadre des règlements de comptes qui sévissent dans la région marseillaise depuis le 11 septembre. L'homme a été atteint par plusieurs balles de gros calibre tirées d'une moto sur laquelle se trouvaient deux individus casqués.

■ AGRESSION : un convoyeur de fonds de la société Brink's a été mortellement touché de plusieurs balles, mardi 22 décembre, à la sortie d'un supermarché à Ris-Orangis (Essonne). Les agresseurs ont pris la fuite avec un butin estimé à plusieurs centaines de milliers de francs.

**DETAILLANT - GROSSISTE**  
 **VEND AUX PARTICULIERS**  
Toutes les grandes marques aux meilleurs prix

**MATELAS • SOMMIERS**  
tous les relevés - toutes dimensions  
SWISSFLEX - TRÉCA - EPÉDA - PIRELLI  
SINORIS - DUNLOPILLO - BULTEX - etc...  
Garantie 5 et 10 ans

**Canapés - Salons - Clic-Clac...**  
CUIRS - TISSUS - ALGANTARA  
Stalder - Deviller - Coulon - Sauter etc...  
5500 m2 d'exposition  
LIVRAISON GRATUITE SUR TOUTE LA FRANCE

**MOBECO**  
• 239 à 247, rue de Belleville  
Paris 19<sup>ème</sup> - M<sup>°</sup> Télégraphe  
• 50, avenue d'Italie  
Paris 13<sup>ème</sup> - M<sup>°</sup> Place d'Italie  
**01.42.08.71.00**  
7 jours sur 7  
**VENTES PAR TEL. POSSIBLE**

les plus belles perles du monde

**MIKIMOTO**  
3 place Vendôme - Paris  
Tél. 01 47 40 11 21

هكذا مات الابن



logements vacants  
seront taxés  
huit agglomérations

## Le nouveau TGV-Ouest ira jusqu'à Rennes

Le ministre des transports, Jean-Claude Gayssot, a donné satisfaction aux Bretons en rendant publiques les variantes de tracé envisagées : la future ligne à grande vitesse contournera Le Mans, ce qui permettra un gain d'une demi-heure entre Paris et la capitale régionale

**RENNES**  
de notre correspondant régional

Josselin de Rohan parle d'« un beau cadeau de Noël ». Le président (RPR) du conseil régional de Bretagne avait fait du projet de ligne à grande vitesse entre Le Mans et Rennes son principal cheval de bataille. Il a été exaucé par le ministre communiste des transports Jean-Claude Gayssot, qui a rendu publiques, mardi 22 décembre, les hypothèses de tracé retenues, manifestant ainsi la volonté de l'Etat de réaliser la nouvelle ligne. En revanche, prenant acte des « vives oppositions » suscitées par le projet de ligne à grande vitesse reliant Sablé, au sud-ouest du Mans, et Angers, le ministre a décidé d'abandonner cette partie du TGV-Ouest.

Concernant la « branche bretonne », le gouvernement a suivi les recommandations du comité de pilotage en charge du dossier depuis le lancement des études préliminaires en 1994. M. Gayssot n'a pas tranché parmi toutes les hypothèses de prolongement de la ligne à grande vitesse, qui s'arrête actuellement à Connerre, au nord du Mans. Toutefois, le ministre « prend acte d'une étude qui montre l'intérêt technique et économique » du contournement du Mans. Le TGV arrivant de Paris devrait donc poursuivre sa route vers Rennes en passant au nord de la ville. Puis, entre Le Mans et Laval, deux options doivent encore faire l'objet d'études complémentaires. Les modalités de raccordement de la ligne TGV aux voies classiques à Sablé feront aussi l'objet de nouvelles études.

La ligne devrait ensuite continuer vers Rennes en contournant Laval au nord, avant de passer au sud de Vitre. La variante choisée, qui passe au sud du Pertre, est plus coûteuse et moins rapide que l'option nord, mais elle est plus respectueuse de l'environnement. L'entrée dans

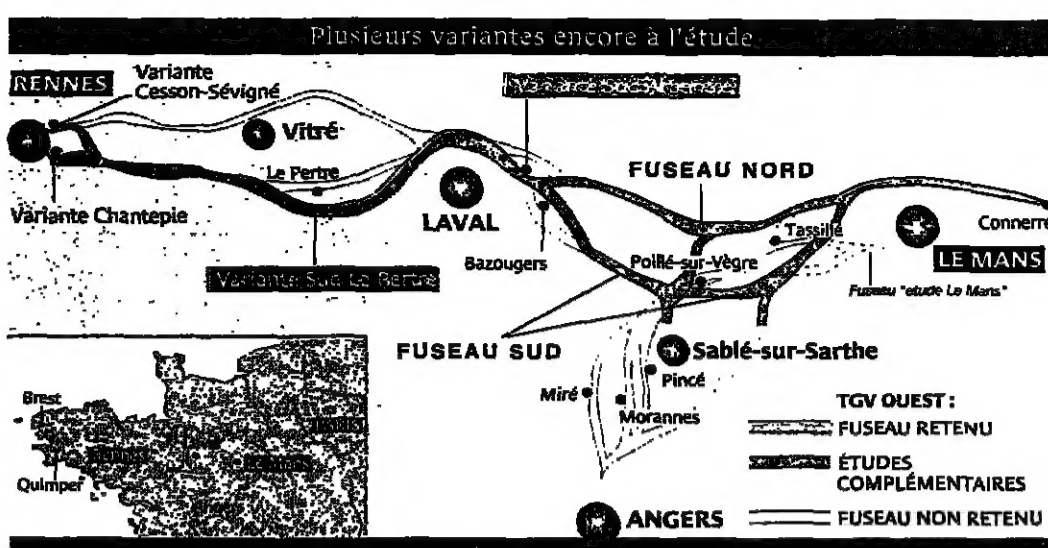
Rennes est en suspens : les deux hypothèses envisagées seront étudiées, ainsi qu'une troisième, dite « centrale ». Ces études complémentaires (qui concernent des fuseaux larges de 600 mètres à 1 kilomètre, et non des tracés précis) devront être réalisées avant la fin 1999.

### CADRE DE VIE

Le ministre ne fixe aucune date pour le début des travaux, et n'aborde pas la question - essentielle - du financement, le coût étant estimé à environ 10 milliards de francs. En écartant définitivement certains fuseaux, M. Gayssot réduit le nombre de contestataires (associations de défense de l'environnement et riverains) qui, depuis le lancement du projet inscrit en 1992 au schéma national des TGV, craignent de voir le train à grande vitesse dénigrer leur cadre de vie.

« Les positions gagneront en intensité mais perdront en étendue », résume Claude Champaud, président de la commission « transport par fer » au conseil régional.

Mais surtout, M. Gayssot tranche définitivement en faveur du TGV tant attendu par les élus bretons.



Le slogan « Brest et Quimper à trois heures de Paris » a en effet fini par faire l'unanimité parmi les élus de la région. Certes, le temps de trajet entre Paris et Rennes sera écourté : une heure trente, au lieu de deux aujourd'hui. « Ce n'est pas à Rennes que le TGV bénéficiera en premier lieu, mais aux autres villes

bretonnes », dit M. de Rohan. Le président de la région, rendant hommage à « une Bretagne unie » autour du TGV. Au nom des socialistes, Jean-Yves Le Drian estime qu'« un pas décisif vient d'être fait ». Les partisans du TGV n'oublient pas, en outre, de réclamer la réalisation du « barreau sud » en Ile-de-France, qui permettrait de rallier les grandes villes européennes sans passer par Paris.

Autre avantage de la solution TGV pour les Bretons : l'allègement du trafic sur la ligne actuelle Le Mans-Rennes devrait permettre de développer le transport de marchandises. C'est cet argument qui a décidé les élus écologistes au conseil régional à se prononcer en faveur de la ligne à grande vitesse.

Si les Bretons manifestent leur satisfaction, le ton est plus contrasté chez les voisins des Pays de la Loire. Les élus sarthois, rejoints par le président (RPR) de la région,

François Fillon, maire de Sablé et qui demeure député de cette circonscription, ont toujours vigoureusement combattu le contournement du Mans et tout projet de ligne nouvelle. Dans un communiqué, François Fillon regrette que « la forte mobilisation des élus mancelaux et plus généralement sarthois contre le contournement du Mans n'ait pas suffi à faire abandonner ce projet ». « Si le TGV contourne Le Mans, nous risquons d'être moins bien desservis qu'à l'heure actuelle », explique Roland du Luart, président (UDF) du conseil général de la Sarthe.

### INQUIÉTUDES DES SARTHOIS

Les Sarthois proposent une autre solution : le train pendulaire, qui, selon eux, permettrait de raccourcir le temps de trajet entre Le Mans et Rennes sans construire de ligne nouvelle, donc sans dégrader l'environnement. Les inquiétudes des

Sarthois (encore exprimées vigoureusement en début de semaine par Jean-Claude Boulard, député PS et président de la communauté urbaine du Mans) et du président de la région ont été entendues. Le ministre des transports précise en effet que la SNCF « a pris l'engagement de maintenir le niveau de desserte actuelle [du Mans] quelle que soit la solution retenue ». De plus, une étude spécifique sur le train pendulaire est demandée à la SNCF et à Réseau ferré de France (RFF). M. Gayssot accède ainsi, dans un souci d'apaisement, aux demandes répétées des élus de la Sarthe, de la Mayenne et de M. Fillon, par ailleurs porte-parole du RPR.

« Les Angevins ont une bonne desserte », plaide Roland du Luart. « Le train roule déjà à 220 kilomètres à l'heure entre Le Mans et Angers. Construire une ligne TGV coûterait cher et ne permettrait de gagner que quelques minutes ! » La position sarthoise n'est cependant pas partagée par tous les Ligériens. Les élus d'Angers et de Nantes étaient, eux, favorables à la construction d'une nouvelle ligne TGV, qui aurait desservi les deux villes. Une option pour laquelle s'est battu notamment le président du district de Nantes, Jean-Marc Ayrault (PS). Il a récemment reproché à M. Fillon sa position qui, selon lui, affaiblit la métropole régionale. Mais le président de la région entend poursuivre son combat contre les nouvelles lignes TGV. Prêt à s'associer aux études proposées par M. Gayssot, il demande que « la décision définitive sur le contournement du Mans ne soit prise que lorsque toutes les études complémentaires seront réalisées ».

Gaëlle Dupont

## Et le safran empourpra de nouveau le causse du Quercy

**RODEZ**  
de notre correspondant

Apicius, gastronome romain, disait du safran qu'« il est bon pour faire aller le ventre, et qu'il empêche toutes les maladies, la peste et tous les refroidissements ». Douze siècles après, les croisés rentrant de Palestine plantaient les bulbes de ce *Crocus sativus*. Les jardins du Quercy, entre causse et vallée autour de Cajarc (Lot), gardent mémoire de ce temps fleuri d'Orient, jusque dans les lieux-dits « La Safrannière ».

Le safran a cependant cédé l'espace au moutonnement des troupeaux, au maraichage, à la vigne et aux chênes porteurs de truffes. Quelques parcelles ont résisté, au fond d'un jardin familial ou à l'angle d'un champ. A l'automne, le crocus ouvre ses mâchoires d'un tendre violet piqué de fines langues vermeilles. Christian Agrech, professeur de cuisine et passionné d'épices, a recensé les plantations quasi endémiques et sauvages, si non encore exploitées par un jardinier amoureux qui, au jour de Noël, offre un peu de son safran à côté d'un bloc de foie gras.

Aidé par Pascal Hélin, technicien à la chambre d'agriculture du Lot, Christian Agrech n'a pas seulement fouillé la terre en quête des bulbes à préserver. Il a parcouru les archives avec la volonté de réinscrire le safran dans la culture locale. Une muséographie a apporté la caution scientifique à cette histoire de For rouge du Quercy, qui va du XIII<sup>e</sup> au XIX<sup>e</sup> siècle.

### NOUVELLES PLANTATIONS

Ensuite, la mode des épices et des plats colorés a vécu « et il est bien difficile d'identifier un véritable commerce du safran ; on peut seulement imaginer une production traditionnelle et familiale comme le persil ou la ciboulette », explique Pascal Hélin. Vingt-cinq petites safrannières ont été recensées sur le canton de Cajarc et ses environs ; certaines contenaient plus de trois mille bulbes.

Les nouvelles plantations ont commencé cette année. Près de cent trente propriétaires, séduits de voir le causse s'empourprer sous les soleils d'octobre, ont réintroduit le bulbe ; une dizaine, parmi eux, s'y

consacrent de façon presque professionnelle. Ils rivalisent avec les quelques producteurs du Gâtinais, mais moins sûrement avec les grands pays que sont l'Iran, la Grèce, le Maroc. Le safran y est payé 6 francs le gramme à l'exportation, quand il se négocie ici à 150 francs, le prix d'un précieux bijou.

Et pour cause : les fleurs s'épanouissent à l'automne jusqu'en novembre, elles sont coupées le matin du bout des doigts. Puis, délicatement, on va séparer la partie la plus hautement colorée du pistil. Enfin, au contraire d'une technique réputée qui consiste à le sécher au soleil - l'incarnat s'y perd au profit d'une teinte plus terreuse -, les producteurs du Quercy vont le torréfier afin qu'il libère ses puissants arômes et conserve l'éclat de son rouge : la couleur de fabrique signe la marque déposée « Sativus safran du Quercy ».

La première cueillette vient d'avoir lieu. Sur la balance de la coopérative de Cajarc, on a pesé 250 grammes de condiment : il faut 1 mètre carré pour cultiver cinquante bulbes, et cent cinquante fleurs pour produire 1 gramme de safran, conditionné en petites fioles de verre renfermant 0,3 gramme d'or vendu 70 francs - ce qui suffit, en cuisine, à la préparation de trois plats. Un parfumeur de Grasse est venu sur place acheter 8 kilos de fleurs pour expérimenter leurs fragrances.

Cependant, on sait bien, ici, que jamais cette épice, fût-elle de meilleur goût et plus vivement colorée que les importations, ne pourra générer une activité à part entière. Pascal Hélin confie « vivre dans l'espoir d'occuper rapidement un créneau agro-touristique » en inscivant le safran en complément d'autres produits du territoire tels que le vin de Cahors, le canard gras ou la truffe. Quelques chefs du Lot ont emboîté le pas et sont déjà passés en cuisine en préparant le pot-au-feu ou la tripe d'oie safranés.

Elian da Silva



## 3 LES MÉDECINS EN ÉTAT D'URGENCE

Depuis trente ans, les équipes chirurgicales de l'hôpital Broussais à Paris ont multiplié les premières dans le domaine des opérations à cœur ouvert ou des greffes pour sauver et prolonger la vie. A l'heure de la vidéo-chirurgie, ces opérations ont un coût élevé, que la société se doit d'assumer

**T**OUT d'un coup, il change de regard. Il y a quelques minutes, il grimacait encore dans l'ascenseur, disait « Bonjour médium », pour faire rigoler les infirmières, inspectait le planning. « Ah oui, je sais, les plus hautes autorités commencent à appeler le genre d'un grand publicitaire passe aujourd'hui », il arpentait la salle bleue où flottaient un grand silence et une odeur amère, s'enrouffait dans le bloc numéro 2, puis le 3, glissait un mot gentil à Mireille, la surveillante-femme-orchestre, pensait pouvoir parler de ces années où, le vendredi, il opérât la nuit des brebis après avoir sauvé des vies.

Il y a quelques minutes, l'homme aux cheveux blancs, au visage d'adolescent, réfléchissait encore à l'incroyable puissance du centre de réanimation, à quelques mètres de là. Il se disait que ça allait faire drôle de démentager, quitter ces murs, leur histoire, trente ans d'aventure. Il se le disait, mais le voilà qui franchit l'entrée du bloc numéro 4. Les paires d'yeux entre masques et bonnets se figent sur lui. Il s'approche de Didier, le chirurgien, qui, d'une voix douce et posée, lui murmure : « Petit problème ». Il se penche sur le champ opératoire, scrute le cœur que l'on a ralenti et qui semble à l'agonie, prend une pince, touche à la périphérie de ce qui, à la lumière crue, apparaît énorme et intouchable : un cœur endormi.

L'homme repose l'instrument, recule de quelques mètres. « Place à l'orte ». Réfléchit. Quelques secondes, seulement. Dit : « Bon ! ». Une jeune fille au teint pâle sort immédiatement une blouse, accélère ses gestes, aide le professeur Alain Deloche à s'habiller. « Vous gardez sur vous votre portable, monsieur ? ». L'homme roule des yeux, se frotte les mains, enfle des gants, change de respiration, fixe du regard un coin de la pièce, silencieux. « Le portable, monsieur ? ».

Alain Deloche hurle, comme pour expulser un mélange d'angoisse et de colère : « Ouais, je le garde ! ». Car l'homme est en colère. Il faut qu'il parle, pendant qu'il met ses lunettes grossissantes. Il faut qu'il rale pendant qu'il s'empare des instruments. Qu'il rale, qu'il gueule, oui, de toute sa force, de toute sa voix pour que ses yeux ne quittent pas cette écorchure, cette infime tête d'épingle sur l'aorte d'où s'échappe la vie. « La lumière est mauvaise », le change, tout de suite, répond l'infirmière. « Baissez cette table, elle est beaucoup trop haute ! ». On ajuste la table à la bonne hauteur. « Canule coronaire ». Silence. « Canule coronaire, excusez-moi, je parle français, non ? ». L'infirmière rattrape sa seconde de retard.

Alain Deloche s'assure auprès de l'autre chirurgien : « L'asophage, tu l'as vu ? ». « Oui, je l'ai vu », répond celui-ci. « On prend de l'air, pas mal, dans la veine », alerte une infirmière qui surveille le cœur et le poumon artificiel. « Ça va, le débit est bon », assure le patron. Didier, le chirurgien, tient au bout de sa pince un fil et un minuscule haméon. « On va faire un X ou un U », lui dit Deloche. Les deux hommes semblent au sommet de leur concentration. La sonde-aspirateur caresse le cœur, alterne des bruits de succion et de casseroles qui bout. « Analyse de coagulation ». Une infirmière prélève du

sang, enfonce le flacon dans une machine, le résultat s'affiche automatiquement.

« Vas-y, très doucement ». Lentement, les doigts du chirurgien exécutent trois fois, quatre fois, le mouvement du fil et de l'aiguille. Aucun tremblement, aucune hésitation, le geste dure une fraction de seconde, presque invisible, irréel : la pince semble effleurer seulement. « Glace pilée ». A la cuiller, on étale les cristaux qui se mettent à fondre au contact du cœur. Il reste la valve à remplacer, Alain Deloche lève les yeux, s'adresse à un interne venu en observateur : « Là, on est entré dans la spirale. C'est comme si on venait de faire un tête-à-tête en voiture sur une route de montagne. On a frôlé à temps, la baignole barre la route. Si un camion surgit, on est foutus. ». Les deux chirurgiens se comprennent à demi-mot. L'aorte est recouverte. Alain Deloche s'apprête à prendre le relais. « Allez, je vais la changer, moi, la valve ».

Tout commence ici, rue Didot à Paris, dans un vieux bâtiment en brique rouge, le pavillon Leriche de l'hôpital Broussais. Après la guerre, outre-Atlantique, le chirurgien américain Blalock vient de sauver un garçon souffrant de la malformation congénitale de « l'enfant bleu » par un geste simple : un court-circuit. Le mythe du cœur intouchable s'effondre.

**A** PARIS, l'homme qui domine la chirurgie, le professeur François de Gaudart d'Allaines, comprend l'importance de la révolution. « Allez vers le cœur ! », ordonne-t-il à son héritier, Charles Dubost. Celui-ci réalise la première opération à cœur ouvert en 1958. Pierre Bellemare lance une campagne, « Vous êtes formidables », au micro d'une station de radio périphérique en 1962, et récolte des fonds auprès du grand public.

1968, Dubost réalise aussi la première greffe du cœur en Europe. Il s'entoure de chirurgiens-chercheurs dans une ambiance à la fois studieuse et anticonformiste. Le patron est autoritaire, mais stimulant. Il parvient à retenir dans son service un jeune interne brillant, Alain Carpentier. L'homme deviendra un de ces chercheurs qui ne seulement cherchent, mais trouvent, pour répondre à la formule du général de Gaulle. A partir des années 80, il multiplie les pre-

mières mondiales dans le domaine de la greffe, puis des prothèses de réparation des valves cardiaques. Celui qu'on nomme « le Platini de la chirurgie » passe de l'implantation d'un cœur artificiel à une greffe cœur-poumon-foie avec agilité et un culot soigneusement évalué. Un style est né : la « french correction ». Le professeur Carpentier refuse les offres américaines. L'homme est habité par l'ambition de faire vivre l'école où il s'est épanoui. Dix chirurgiens, cent quatre-vingts médecins, infirmières, aides-soignantes, s'activent jour et nuit dans cinq blocs opératoires, un centre de réanimation, ainsi qu'aux quatre étages d'un ensemble qui comprend quatre-vingt-dix-neuf lits.

Sur l'écran de son ordinateur, le chirurgien Sylvain Chauvaud regarde les images d'un CD-ROM qu'il a mis au point avec le professeur Alain Deloche, principal adjoint d'Alain Carpentier. « On décrit une opération de A à Z d'une manière claire et simple », explique le praticien. Le CD-ROM est destiné aux chirurgiens des pays en voie de développement. « Leur niveau théorique est bon, mais ils ont peu de pratique », explique-t-il.

L'école de Broussais a l'habitude d'exporter son savoir-faire. La semaine passée encore, une trentaine d'Américains applaudissaient à la fin d'une conférence sur les techniques valvulaires. Le Liban, l'Algérie, l'Amérique du Sud, ont bénéficié d'un transfert direct de technologies. Depuis trois ans, sous la houlette d'Alain Deloche, qui fut aussi fondateur de Médecins du monde, le centre de cardiologie a accouché d'une association humanitaire, la Chaîne de l'espoir, destinée aux enfants souffrant de malformation. Sylvain Chauvaud pianote sur son ordinateur. Il est allé opérer et enseigner au Cambodge, au Kazakhstan, au Vietnam, au Sénégal, comme tous ses confrères de Broussais. L'objectif est de doter les pays de véritables structures qui vivraient ensuite leur vie. Ce matin, il a opéré Julio, quatre ans, venu du Mozambique, pris en charge par l'association.

Car l'âme et l'art du centre de Broussais est de s'ouvrir au monde et de s'exposer toujours. Opérer le clochard et le roi Baudouin, le prisonnier de Fresnes et Danielle Mitterrand. Faire de la chirurgie de routine et le nouveau bond en avant. Être visionnaire, repousser les limites du possible et sauver le nouveau-né de quelques jours comme le patient octogénaire. « On n'est jamais dans le chirurgicalement correct, sourit Sylvain Chauvaud. C'est un peu la tradition de la maison d'être anti-dogmatique. Nous sommes tous des individualités très différentes, avec sa manière de voir particulière, mais on compose une équipe. Comment dirais-je... Ici, on ne disjoncte pas totalement, mais il règne une liberté. L'idée nouvelle, si elle apparaît furtive, d'embrasse on ne la jette pas, on la passe à la moulinette critique. »

Alain Deloche, lui, dit que « l'innovation, c'est comme les coups de

porte-t-il. De toute façon, je suis contre la peine de mort ». Pour lui, une nouvelle vie commence ici. Après avoir été interne, puis chef de clinique assistant, le voilà désormais à diriger seul une opération. « Je n'imaginais pas à quel point c'était stressant. Ceci dit, au moindre doute, je passe un coup de fil, et il y a trois personnes qui descendent dans la seconde. C'est ce qui est impressionnant ici, le sérieux et la disponibilité des gens. » Il dit qu'il n'aurait jamais pu tenir sans éprouver le coup de cœur pour la « grande maison ». « Vous vous rendez compte, quinze ans d'études, et maintenant je recommence comme un débutant et je sais que l'apprentissage sera long... »

Il ne se lasse pas d'être « bluffé » par cette école : « C'est bouillonnant d'idées, c'est considérable d'activité. » Il travaille quatre-vingts heures par semaine, est payé 18 000 francs par mois, mais, dit-il, les yeux brillants, « Je me nourris tout le temps : ici une réunion de staff, là l'énorme production de publication, au laboratoire une recherche sur une molécule pour lutter contre la resténose, au bloc expérimental, des expériences sur des moutons ».

Après le succès de la vidéo-chirurgie, qui permet d'intervenir en pratiquant seulement de petites incisions, l'équipe de Broussais poursuit sa recherche de grande simplification des interventions, « moins longues, moins traumatisantes », explique Sylvain Chauvaud. Un patient, maintenant, peut sortir au quatrième jour après l'opération. La méthode de la « moulinette critique » prévaut toujours : « Nous nous mettons nous-mêmes en contestation. Ce n'est jamais agréable, mais c'est comme ça

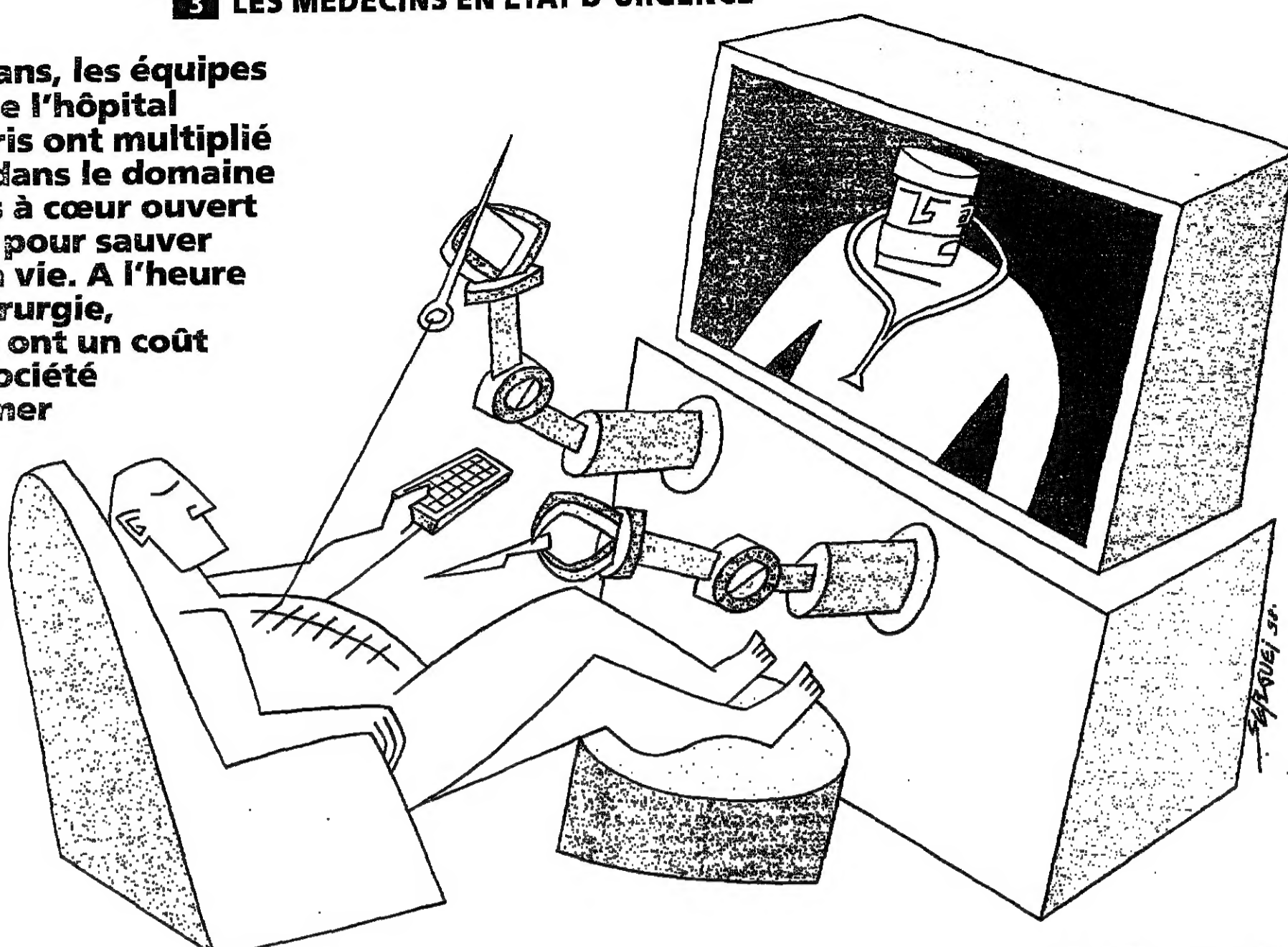
qu'on grandit ». Le nouveau virage stratégique est l'assistance d'un robot, mis au point par un fabricant américain. Le chirurgien a désormais les yeux rivés sur un microscope binoculaire. Ses doigts, aux manettes d'une console, commandent une main articulée, d'un centimètre de diamètre, enfoncée dans le thorax du patient. « On atteint la même précision que dans les interventions classiques », précise Sylvain Loumel. Surtout, l'équipe chirurgicale dispose d'une vision agrandie et tridimensionnelle de la région cardiaque explorée. « Tous ceux qui y ont touché pensent que c'est l'avenir. »

**L'**ÉQUIPE de Broussais se fait à l'idée d'avoir à quitter la rue Didot pour s'installer au troisième étage de l'hôpital Georges-Pompidou, dont la construction s'achève dans le 13<sup>e</sup> arrondissement de Paris. L'heure est à la fusion, au regroupement. « À la constitution de masses critiques, précise Alain Deloche. En France, nous ne devons pas rater ce rendez-vous ». Une sonnerie de téléphone retentit. « C'est le cabinet de Jospin qui demande des nouvelles de M<sup>re</sup> T., vous savez, la patiente qui a quatre-vingt-deux ans », dit l'assistant du service au professeur Deloche. Celui-ci prend la communication, assure que tout se passe bien.

En raccrochant, il confie : « C'est vrai qu'aujourd'hui on est capables de faire une greffe cœur-poumon, et ça coûte un million de francs. Les octogénaires, même, on peut en sauver de plus en plus et cela à un prix. Nous sommes les prestataires de la nation. J'entends le discours des politiques sur le déficit de la Sécurité sociale, j'ai envie de dire : quels sont les besoins des Français après l'éducation, si ce n'est pas la santé, le droit à la vie ? Les ministres veulent réduire le déficit, OK. Mais quelle sera la décision de l'un de ces ministres quand sa mère sera hospitalisée chez nous et que je lui confirmerai que, oui, c'est possible, on peut l'opérer ? » Il réfléchit à cette équipe, à son histoire, aux jeunes espoirs et aux ancêtres, il lâche au détour d'une phrase, presque à voix basse : « Ici, il y a un lien humain extrêmement mystérieux ».

Dominique Le Guillaudoux

FIN



## L'école du cœur



مكتبات الأصل

# Hommage au Chiapas par Yvon Le Bot

L'INSURRECTION dans le Chiapas est une révolte contre l'oubli, une « guerre contre l'oubli » disent les zapatistes. Une lutte pour la reconnaissance. Un combat pour le respect, la fin du mépris. Pour une vie digne – et non pour le pouvoir.

Au début des années 90, après la chute du mur de Berlin, après l'effondrement du communisme et la désarticulation des mouvements révolutionnaires en Amérique latine, en Amérique centrale notamment, nombre de proches des zapatistes ont tenté de les dissuader de poursuivre dans la voie de l'insurrection. « Vous êtes fous, leur disaient-ils. Vous êtes seuls maintenant, vous n'avez aucune chance de prendre le pouvoir, vous allez vous faire écraser. » Ils ne comprenaient pas, dit l'un des dirigeants indiens zapatistes, que l'on peut lutter pour autre chose que le pouvoir. Pour la dignité, pour la vie.

L'idée de sacrifice, de martyre n'était pas absente de cette folie que fut le soulèvement. L'idée qu'il faut risquer de mourir pour vivre et pour que d'autres puissent vivre dans la dignité. Les combattants zapatistes s'attendaient à laisser la vie dans cette action désespérée. Avec l'espoir que leur sacrifice attirerait l'attention de l'opinion nationale et internationale sur le sort des communautés indiennes. Après les affrontements des premiers jours, les choses ont pris heureusement une autre tournure. Notamment parce qu'une partie de la société civile mexicaine, tout en manifestant de la sympathie pour les insurgés, s'est prononcée contre la poursuite du conflit armé.

Les zapatistes ont découvert que la société civile ne voulait pas de la logique sacrificielle qui était la leur. Ce qui les a amenés à réfléchir. « On s'était préparés dix ans à mourir. A partir du 2 janvier [les zapatistes se sont soulevés le 1<sup>er</sup> janvier 1994], on a vu qu'on n'était pas morts, qu'il fallait vivre et on a commencé à improviser », lit-on dans *Le livre zapatiste*. « Il faut tenter de vivre. » Depuis lors, les zapatistes refusent l'engagement de la violence. Ils ont multiplié les initia-

tives, les rencontres, les dialogues, les marches, les lettres et les communiqués. Parfois aussi, ils se sont réfugiés dans le silence. Un silence qui, pendant des siècles, a été pour les indiens une arme de la résistance, de la préservation de la mémoire et qui, maintenant, a aussi une autre dimension, une autre qualité. Alors que, dans le passé, il contribuait à maintenir les indiens dans les marges, dans l'exclusion, il les propulse aujourd'hui au centre du débat public. On n'a jamais autant parlé de la question indienne au Mexique que durant le premier semestre 1998, dans la période que l'on a appelée du « silence zapatiste ».

Le mouvement zapatiste a poussé le plus loin le renversement de perspective déjà opéré par les mouvements indiens qui se sont développés depuis les années 60 dans l'ensemble de l'Amérique la-

L'insurrection dans le Chiapas est une révolte contre l'oubli, une lutte pour la reconnaissance, un combat pour le respect, pour une vie digne – et non pour le pouvoir

tine : dans les Andes, en Amazonie, en Amérique centrale. Le passage de la soumission à l'émancipation, de la résistance passive à l'affirmation de soi, de l'acceptation de la dépendance à l'action autonome, de la reproduction de la tradition à la production d'une identité inscrite dans la modernité, du racisme intériorisé à la revendication à la fois de l'égalité et de la différence.

1992 a cristallisé ce basculement. Alors que les gouvernements et les secteurs dirigeants célébraient cinq siècles de domination coloniale et néocoloniale, les mouvements indiens prenaient congé de cinq cents ans de conduites défensives et réactives et manifestaient, à l'échelle continentale, l'entrée déjà bien amorcée dans une période de valorisation de l'identité indienne. C'est précisément cette année-là, le 12 octobre 1992 plus exactement, que les zapatistes, sans s'af-

ficier encore comme tels, font pour la première fois irruption sur la scène publique, de manière hautement symbolique. Plusieurs milliers de représentants des communautés indiennes défilent dans San Cristobal de Las Casas, déboulonnant au passage la statue du fondateur de cette ville coloniale, symbole de l'oppression. Une marche pacifique et silencieuse qui préfigure et annonce l'insurrection et la prise de parole de 1994.

Et c'est une parole neuve qui se fait alors entendre, une parole libérée des statuts de commandeurs, une parole joyeuse et décapante. Qui en appelle à une mémoire débarrassée de l'image négative de l'indien, de la honte de soi. A l'offre de « pardon » du gouvernement, l'un des premiers communiqués de Marcos répond en interpellant l'ensemble de la nation : « De quoi avons-nous à être

provocations contre leurs « municipalités autonomes ». Les communautés indiennes du Chiapas souhaitent que soit mis un terme au cycle de la mort, de la tragédie, de la fatalité. Ya basta. Elles demandent que le souvenir des morts nourrisse la dignité et l'espoir des vivants, et non le désir de vengeance. Elles veulent un monde où la mémoire permette de dépasser le passé, où le souvenir enrichisse le présent et l'avenir. La « memoria colectiva, otra manera de nombrar el mañana », dit Marcos dans l'un de ses derniers communiqués.

Ce travail de la mémoire est aujourd'hui à l'œuvre, autant que dans les communautés mayas du Chiapas, dans les communautés-sœurs du Guatemala que je voudrais associer à cet hommage. Au ya basta zapatiste fait écho le nunc-a mas du rapport de la commission de la vérité dirigée par Mgr Gerardi, assassiné en avril deux jours après la présentation de ce rapport. Un travail admirable qui n'a malheureusement pas été mentionné lors du débat occasionné par l'arrestation de Pinochet.

C'est aussi à un texte élaboré par des indiens d'une communauté maya du Guatemala que je fais appel pour conclure, une « prière pour se souvenir des morts », « un discours d'appel des âmes » qui actualise la traditionnelle énumération des ancêtres et y incorporant les morts et les disparus des récentes années de violence : « Venez aussi, vous les âmes de ceux qui furent exécutés, mais ligotés derrière le dos ou attachés à un arbre, de ceux qui furent déchirés à l'arme blanche ou transpercés de balles, de ceux qui furent sortis de leurs foyers, exilés de leurs îles pour être jetés dans les ravins et les rivières. Vous les âmes de ceux dont les jours furent brisés, dont la naissance fut interrompue, vous êtes déjà là dans la brume, dans les nuages. Vous êtes parmi nous, nous sommes parmi vous. »

Yvon Le Bot est directeur de recherche au CNRS, membre du Centre d'analyse et d'intervention sociologique de l'école des hautes études en sciences sociales.

## Le Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05  
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Tél. : 206 806 F  
Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-90  
Internet : http://www.lemonde.fr

EDITORIAL

## Pékin : l'aveu de faiblesse

LES lourdes peines de prison que le régime de Pékin vient d'infliger à des meneurs de l'opposition prodémocratique chinoise se valent une éclatante démonstration de force. Elles constituent, en réalité, un extraordinaire aveu de faiblesse.

Comment ce gouvernement, qui dispose d'une énorme machine policière, d'une armée qui a fait la preuve de sa froide résolution et qui n'est pas immédiatement menacé par la faillite économique, peut-il se sentir fragile au point d'embastiller les représentants bien modérés d'un mouvement contestataire qui, au mieux, ne représente qu'une frange minoritaire de la population ? Le feu courbe-t-il sous les braises d'une agitation sociale dont on ne soupçonnerait pas l'étendue, aveuglés qu'on est les Occidentaux par l'indéniable essor économique chinois des vingt dernières années ?

L'opacité dans laquelle le régime chinois fonctionne interdit de répondre à ces questions. Force est pourtant de constater que le gros maillon de la répression est singulièrement disproportionné par rapport aux motivations contestataires qu'il cherche à écraser.

En pareilles circonstances, il est toujours tentant d'expliquer un tel durcissement par quelque querelle de politique intérieure, d'hypothétiques « libéraux » dominant par là des gages à des « conservateurs » d'arrière-garde. Bien que ce débat existe en Chine, comme ce fut le cas en URSS au sein de la perestroïka, il a, pour le moment, été tranché à Pékin. Il serait vain d'y recher-

cher, à ce jour, quelque fracture fondamentale à propos du dogme du monopole du pouvoir garanti au parti unique, aujourd'hui encore dit « communiste ». Son chef, Jiang Zemin, a tenu à dissiper toute ambiguïté à ce sujet en célébrant le vingtième anniversaire de l'ouverture de l'ère des réformes post-maoïstes introduites par feu Deng Xiaoping. La Chine, a-t-il cru pouvoir promettre, restera sous un régime de dictature léniniste « pour cent ans ». Il n'est pas le premier patron d'une oligarchie marxiste à prononcer cette incantation. Mais il ne saurait être assez naïf pour se laisser abuser lui-même par cette conviction à l'heure où le progrès économique a créé sur son pays de colossales pressions pour une évolution du système politique vers un certain pluralisme.

Les sentences exorbitantes qui frappent les tenants d'une telle évolution visent à satisfaire l'obsession qu'a le régime d'être le seul maître à bord dans ce processus. Ce souci d'éviter une répétition de la dislocation de la défunte autorité soviétique serait louable si le mode de gouvernement autoritaire n'entraînait lui-même, par les phénomènes classiques de corruption et de gabegie qu'il engendre, les tensions qu'on sait déjà très vives alors que la croissance économique ralentit. La reprise en mains constitue surtout une gifle à ceux qui, en Occident, s'imaginaient que Pékin renverrait l'ascenseur des concessions reçues en matière de droits de l'homme. A ceux-là, il faut bien montrer à nouveau l'évidence : la raison du plus fort règne toujours en Chine, sans partage et dans sa déraison.

Le Monde est édité par la SA LE MONDE

Président du directoire, directeur de la publication : Jean-Marie Colombani  
Directeur : Jean-Marie Colombani / Dominique Auby, directeur général : Noël-Jean Bergeon, directeur général adjoint

Directeur de la rédaction : Edwy Plenel  
Directeurs adjoints de la rédaction : Thomas Ferrera, Pierre Georges, Jean-Yves Lhormeau  
Directeur artistique : Dominique Ruyter  
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fourment  
Rédaction en chef :

Alain Frachon, Eric Lardoux (Éditoriaux et analyses) ; Laurent Gribelme (Supplément et contenu spécial) ; Michel Kébas (Débat) ; Erik Le Boucher (Documentaire) ; Patrick Lemaire (France) ; Franck Nouët (Sécher) ; Claire Maudou (Entreprises) ; Jacques Bédou (Asie/Pacifique) ; Jeanne Sarragane (Culture) ; Christian Maudou (Services de rédaction) ; Rédacteur en chef technique : Eric Auzan

Médecin : Robert Solé

Directeur exécutif : Erik Pulicani / Directeur délégué : Anne Chamaudot  
Conseiller de la direction : Alain Kollin / Directeur des relations internationales : Daniel Vermet / Partenariats audiovisuels : Bernard Le Gendre

Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Michel Noblecourt, vice-président

Anciens directeurs : Hubert Benoit-Méry (1944-1946), Jacques Fauvet (1946-1983), André Laurens (1983-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lacomme (1991-1994)

Le Monde est édité par la SA Le Monde

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.  
Capital social : 965 000 F. Actionnaires : Société civile Les Rédacteurs du Monde.  
Fonds constant de placement des personnels du Monde : Association Hubert-Benoit-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde Entreprises, Le Monde Investisseurs, Le Monde Presse, le Monde Prévoyance, Claude Bernard Participations.

IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

## La « radiofication » des kolkhozes

« CHAQUE MAISON paysanne doit avoir son poste de TSF ! » Tel est le slogan que viennent de lancer les *lesvénis*. Le journal signale à ce propos que les autorités de la capitale ont décidé de créer avant 1950 un vaste réseau de radiodiffusion dans tous les villages de la province de Moscou. Dès cette année, environ cinq cents kolkhozes ont été équipés, et l'on espère que l'exemple sera suivi sur toute l'étendue de l'URSS.

Il ne s'agit pas de mettre les citoyens de l'URSS en relation avec le monde extérieur, de leur donner la possibilité d'apprendre grâce aux ondes ce qui se passe à l'étranger. La « radiofication » des kolkhozes, comme on dit à Moscou, est destinée à isoler encore davantage les Russes de l'univers en propagant jusque dans les coins les plus reculés le « journal parlé » de Radio-Moscou.

Ce que l'on cherche à développer, c'est la radio collective grâce à des haut-parleurs installés dans les villages, comme ils le sont déjà dans les villes, dans les usines, dans les gares, dans tous les lieux publics. Quant à la radio individuelle, on est beaucoup moins disposé à en faciliter l'usage. La plupart des appareils mis en vente ne peuvent prendre que les émissions de Radio-Moscou et de ses succursales dans les diverses Républiques. On les a mis à la portée de toutes les bourses. Les autres appareils à plusieurs lampes, grâce auxquels il est possible de capter les émissions étrangères, sont relativement très chers, et en dehors de Moscou et des grandes villes il est très difficile de s'en procurer.

A. P.  
(24 décembre 1948.)

Le Monde SUR TOUS LES SUPPORTS

Télématique : 3615 code LEMONDE  
Documentation sur Minitel : 3617 code LMDOC  
ou 08-36-29-04-56

Le Monde sur CD-ROM : 01-44-08-78-30  
Index et microfilms du Monde : 01-42-17-29-33

Le Monde sur CompuServe : GO LEMONDE  
Adresse Internet : http://www.lemonde.fr

Films à Paris et en province : 08-36-68-03-78

## Claude Allègre a-t-il vendu son âme au diable ?

Suite de la première page

Il a prouvé à la face de l'opinion publique qu'elle était incontrôlable.

Ce retournement, dicté par des impératifs politiques, le condamne-t-il à son tour à l'immobilisme ? La réforme des lycées n'aurait-elle plus de réforme, que le nom ? C'est ce que semblent dire les autres syndicats d'enseignants, comme le SGEN-CFDT et le SE-FEN, qui avaient jusqu'à présent soutenu M. Allègre. Le ministre de l'Éducation avait reçu, sinon un blanc-seing, du moins un satisfecit de ces organisations pour mener à bien des changements qu'elles jugeaient nécessaires, que ce soit dans les lycées

ou dans l'organisation de la gestion des enseignants. Ces syndicats se réjouissaient également que l'ombre du SNES ne plane pas systématiquement sur tous les projets de réforme.

Leur déception est à la mesure de ce que fut leur espoir. Considérés comme des partenaires mineurs durant la dernière semaine de négociations entre M. Allègre et le SNES, informés tardivement du texte de la réforme et qui plus est destinés, dans un premier temps, d'une version qui n'était pas la bonne, le SGEN-CFDT et le SE-FEN ont peut-être tendance à estimer un peu vite que Claude Allègre a vendu son âme au diable.

Certes, ils ont raison de regretter qu'une fois de plus l'enseignement professionnel ne figure pas dans la « Charte pour la réforme des lycées », sinon pour être renvoyé à une « charte spécifique proposée à une concertation particulière ». Le moment n'aurait-il pas été bien choisi pour prendre une mesure symbolique en faveur de cet enseignement dont les textes ministériels se contentent de répéter à l'envi qu'il est « d'égalité dignité » avec les autres filières ?

M. Allègre se serait-il senti ligoté par les négociations qu'il mène depuis des mois avec le principal syndicat d'enseignants de la filière professionnelle, le Snetpa ?

Bien sûr, les organisations syndicales autres que le SNES sont en droit de déplorer que rien ne soit dit dans la charte sur le service des enseignants. L'un des principaux leviers de la réforme résidait en effet dans une nouvelle façon de travailler des professeurs, qui réserveraient une partie de leur temps à une aide plus personnalisée aux élèves. Il est trop facile de s'abriter derrière une hypothétique négociation sur les 35 heures dans la fonction publique et une énième mission aux contours flous menée par le recteur Bancel sur « les conditions de vie et de travail des enseignants » pour ne pas aborder le vif du sujet dans la charte du lycée.

Enfin, chacun aura pu remarquer le décalage entre les déclarations tonitruantes de M. Allègre sur les allègements et la refonte des programmes et la modestie des objectifs que fixe la charte dans ce domaine : le conseil national des programmes n'est appelé

qu'à « veiller à une évolution des programmes, à amener des changements progressifs, continus, souvent de petite ampleur ».

Pour autant, plusieurs ferments de changements, voire des mesures significatives, demeurent dans le projet que M. Allègre soumet maintenant à la concertation générale. Ainsi de l'aide personnalisée aux élèves de seconde les plus en difficulté ou des « travaux personnels encadrés » (TPE) qui permettront aux lycéens de première et de terminale de travailler dans un autre cadre que celui du cours magistral. Inscrits dans l'emploi du temps et portant au moins sur deux disciplines, les TPE obligeront les enseignants à travailler de façon transversale, ce qui leur est réclamé depuis des années.

M. Allègre a-t-il payé trop cher ces avancées ? Seul le résultat final le dira. Et surtout les lycéens, qui ne manqueront pas de juger sur pièces le lycée que M. Allègre leur propose pour « le XXI<sup>e</sup> siècle ».

Sandrine Blanchard et Béatrice Gurrey

## L'AUTRE TERRORISME

Sans aucun mandat de l'ONU, l'armée des États-Unis a bombardé l'Irak, faisant des victimes dans la population civile. C'est là une grave violation du droit international, que la France doit non seulement « déplorer », mais condamner clairement. C'est aussi une forme de terrorisme, qui tue des innocents, et ce terrorisme est perpétré par un État qui se dit le grand défenseur des droits de l'homme. Est-ce acceptable ?

Père Michel Lelong  
Paris

## EURO OU EUROS ?

Lors de l'adoption du mot euro pour désigner la future monnaie unique, il a été décidé que ce mot serait invariable. Cette décision a été prise pour éviter la diversité des marques du pluriel dans les différentes langues européennes. Les photographies des futurs billets montrent des billets de 10 euro, 100 euro, 500 euro... Pourquoi donc la

brochure éditée par le ministère des finances indique-t-elle au-dessous de ces photos les légendes de 10 euros, 100 euros, 500 euros ? Pourquoi dans la quasi-totalité de la presse, y compris la presse financière, parle-t-on toujours de la conversion des francs en euros au lieu de euro ? Encore une brillante exception française de plus ? Ou une ignorance regrettable des gens qui prétendent nous informer ?

Maurice Monge  
Clamart (Hauts-de-Seine)

## RECTIFICATIF

### MONOD

Dans notre article « Un symbole des ruptures du capitalisme français » (*Le Monde* du 23 décembre), nous avons écrit par erreur qu'à l'instar d'autres dirigeants d'entreprise M. Jérôme Monod avait été mis en examen. Le président du conseil de surveillance de Suez-Lyonnaise des eaux n'a jamais été mis en examen.

## AU COURRIER DU « MONDE »

### LES OUBLIÉS DU CACHEMIRE INDIEN

Dans votre article sur le Cachemire indien (*Le Monde* du 8 décembre), vous écrivez : « Le Cachemire est le seul État indien à majorité musulmane. » Cette information, certes exacte et communément reprise par toute la presse, est cependant tout à fait insuffisante. (...)

Le Cachemire indien, l'État de « J & K » (Jammu et Kashmir), amputé de territoires conquis par le Pakistan et par la Chine, se divise en deux parties très différentes : à l'Ouest, les plaines du Cachemire proprement dit, plaines fertiles et de basse altitude. La population y est majoritairement musulmane sunnite, avec des poches de populations chinoises, notamment vers le centre de cet État, autour de Kar-gil. La moitié orientale de cet État est faite, elle, de hauts plateaux himalayens, avec des plaines situées

à 4 000 m et des sommets à plus de 7 000 m. Cette région, inaccessible pratiquement neuf mois sur douze en raison de son relief et de son altitude, est peuplée de populations « cousines » des Tibétains et est largement bouddhiste.

S'il est vrai que le Cachemire indien est majoritairement musulman, il n'est pas moins vrai que plus de la moitié du territoire de cet État est peuplée majoritairement par des bouddhistes. Ces derniers se sentent « colonisés » par leurs voisins musulmans, qui possèdent pratiquement tous les commerces. Aussi souhaitent-ils le maintien de l'administration directe par Delhi, à la différence de leurs voisins cachemiris musulmans. Il est temps de rendre compte et ensuite, peut-être, de faire droit à ces revendications vaudant de ces populations bouddhistes, qui vivent de plus dans une extrême précarité.

Thierry Marres  
Roux-Miroir (Belgique)



## DISPARITION

## Françoise Proust

## Une pensée de la résistance

LA PHILOSOPHE Françoise Proust est morte, mardi 15 décembre, à Paris, à l'âge de cinquante et un ans des suites d'une longue maladie.

Une pensée contre, en conflit avec l'état de choses existant, une pensée de la non-réconciliation, un refus du compromis ou de la transaction, bref un refus de tout ce qui se donne comme règle ou droit, une pensée de la vie à la justice. Quel est le ton de cette pensée, le ton de cette vie ? Un entrecroisement singulier d'audace et de fragilité, une tension mobile entre persévérance et impatience. Comment, affrontés à la mort de Françoise Proust redoutée mais néanmoins brutale, ne pas rappeler sa définition de la vie : « Une résistance à l'irrésistible qu'est la mort » ? Si telle est la vie, dans ce combat mené depuis tant d'années, Françoise Proust fut une grande vivante.

Cette œuvre, car il s'agit bien d'une œuvre, aujourd'hui brisée en plein essor, élabore une pensée de l'histoire et du politique en consonance avec la modernité. Trois ouvrages, *Kant et le ton de l'histoire* (Payot, 1991), *L'histoire à contretemps* (Cerf, 1994), *De la résistance* (Cerf, 1997), ponctuent ce trajet. Il s'agit d'une lecture de Kant qui a pour objet d'en faire apparaître une dimension cachée, « une *parthénologie transcendantale* », une théorie des affects de nature à donner naissance à une critique de la sensibilité historique. Pour ce Kant relu à partir de Walter Benjamin, non seulement l'histoire existe, mais elle a un « ton » qui serait celui du contre-temps ; aussi nous enseigne-t-elle à distinguer entre un phénomène et un événement. Comment distinguer l'événement, signe d'histoire, « point étoilé » qui indique « que les recommencements et les aurores sont toujours possibles », sinon par le ton ?

## BOULES DU TEMPS

Prendre l'histoire et la politique à rebours. De là l'exigence d'une autre analyse de la temporalité avec pour catégorie centrale celle d'interruption. Benjamin ne serait-il pas le philosophe moderne de la temporalité ? L'expérience dans la modernité est celle du vide, vidée qu'elle est de l'horizon d'espérance qui lui donnait sens. Le temps serait entrelacé, formerait des boucles et des arabesques. N'est-ce pas cette doubleure du temps qui rend possible l'expérience historique, à savoir, un lambeau messianique d'espace et de temps ?

Plutôt une pensée du contre. Dans son dernier grand livre, *De la résistance*, magnifiquement écrit, la pensée de Françoise Proust s'élargit jusqu'à une pensée du contre-temps. Pour elle, à la différence de Spinoza, l'être « ne ferait pas le plein ». Deux propositions dessinent les contours de cette pensée d'un être différentiel et agonistique. L'être suscite son contre-être et le contre-être double l'être. Nouvelle pensée, car s'y donne à voir une expérience philosophique. Tel Rosenzweig, découvrant sur le champ de bataille, en 1914, le toujours tu de la philosophie, à savoir le rapport du philosophe à sa propre mort, Françoise Proust, sur « le front de la maladie » invente une pensée de la résistance qui est aussi une pensée de la liberté. Il faut lire ces pages où elle nous invite à distinguer entre la mortalité et la mort et accuse Heidegger de faire passer la mort « à la trappe ».

Ceux qui eurent la chance de connaître Françoise Proust savent combien le Collège international de philosophie fut pour elle un lieu de résistance. Résistance contre l'Université, qui lui accorda un strapontin mais refusa scandaleusement la place qu'elle méritait ; résistance contre la doxa de ceux qui, sous prétexte de débattre fabriquent un nouveau dogmatisme. Un combat exemplaire. Mais, plus encore, l'invention d'un geste, d'une originalité exemplaire. Sous le signe du messianisme au sens de Benjamin, qui ne consiste pas à transformer le monde par la violence, mais simplement à le remettre un peu à l'endroit.

Miguel Abensour

## AU CARNET DU « MONDE »

## Naissances

18 décembre 1998.  
Appelez-moi Clara.

Clara, Laure, Françoise, Milena  
FROELIGER.

Mes maritimes :  
A.I. Brivary, A. Bardon, C. Paes,  
T. Raulilly.  
Mes parisiens :  
F. Pourzadoux, P. Sujobert, P. Gephagon.

Mon adresse :  
75, avenue Jean-Jaurès,  
93120 La Courneuve.

Catherine et Laurent HAYNEZ  
ont le bonheur d'annoncer la naissance de

Guillaume.

le 9 décembre 1998, à Paris.

28, avenue de l'Europe,  
92300 Levallois-Perret.

## Familliales

Angelika et Michel  
LAURENÇON

ont l'honneur et le plaisir d'annoncer à  
leurs amis les fiançailles de leur fils,

Fabien LAURENÇON,

avec

M<sup>me</sup> Dorothea BOHNEKAMP.

La cérémonie s'est déroulée au mois  
d'octobre en Westphalie.

Nos vœux de bonheur les plus chaleureux  
aux accompagnants.

## Décès

Jean-Louis et Michèle Bernadac,  
M<sup>me</sup> Guy Peralut,  
ont le triste devoir d'annoncer le décès de

Auguste BERNADAC,

survenu le 15 décembre 1998, dans sa  
quatre-vingt-dixième année.

Les obsèques ont eu lieu à Liglet  
(Vienne).

323, corniche Kennedy,  
13007 Marseille.

Dorcas et Albert.

Raisy et Dominique,  
sa sœur et son beau-frère,  
David et Gabriel,  
ses neveux ont aimé.  
Sa famille et ses nombreux amis,  
ont la douleur de faire part du décès  
accidentel, le dimanche 20 décembre 1998,  
à l'âge de quarante-deux ans, de

David BIVAS,

journaliste.

Les obsèques auront lieu le jeudi 24  
décembre, à 10 heures, au nouveau cimetière  
communal d'Asnières, rue Secus-Valérie.

C'est peu donné  
que donner de ce qu'on a,  
la véritable don,  
c'est donner de soi.

Toulouse. Metz.

M. et M<sup>me</sup> Michel Chilstein  
et leurs enfants,  
M<sup>me</sup> Chilstein-Moumouliou  
et ses enfants,  
Parents et alliés,  
ont la douleur de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Riva CHILSTEIN,

veuve de Chaptal CHILSTEIN,  
fondatrice de l'Ecole Bialik.

survenu le jeudi 17 décembre 1998, à l'âge  
de quatre-vingt-dix ans.

Les obsèques ont eu lieu à Toulouse, le  
vendredi 18 décembre, dans la plus stricte  
intimité.

M<sup>me</sup> Renée Ciavatti,  
son épouse,  
M. et M<sup>me</sup> Jean Ciavatti  
et leurs enfants,  
M. et M<sup>me</sup> Pascal Ciavatti  
et leurs enfants,  
M<sup>me</sup> Catherine Ciavatti,  
ses enfants et petits-enfants,  
ont la douleur de faire part du décès de

Jean CAVATTI,

ingénieur ECP.

survenu le 15 décembre 1998.

La cérémonie religieuse sera célébrée  
le 30 décembre, à 10 h 30, en l'église  
Saint-Roch, 256, rue Saint-Honoré,  
Paris-1<sup>er</sup>, et l'inhumation aura lieu dans  
l'intimité au cimetière du Père-Lachaise.

Cet avis tient lieu de faire-part.

## ARTELANO

Membres  
responsables  
et créateurs  
associés  
associés  
associés

Guérison  
Mogador  
de  
Olivier  
GAGNÈRE

54, rue de Bourgogne 75007 Paris  
Tél. 01 44 18 00 00 • Fax 01 44 18 04 00

## - Palleport (Haut-Garonne).

## Décès

nous a quittés.

Michèle, Julien, et tous ceux qui  
l'aiment, ne l'oublieront jamais.

J'ai l'honneur de ne pas  
Te demander ta main.

Ne gravons pas nos noms  
au bas d'un parchemin.

M<sup>me</sup> Etienne GASPARD,  
son épouse,  
M. et M<sup>me</sup> Georges GASPARD,  
et leurs enfants,  
M. et M<sup>me</sup> Claude Delanet  
et leur fille,  
M. et M<sup>me</sup> Dominique Pedrosa  
et leurs enfants,  
M. et M<sup>me</sup> Guillaume Cazals  
et leurs enfants,  
M<sup>me</sup> Estelle GASPARD,  
M. Christian Defez,  
ses frères, sœur,  
belles-sœurs et beaux-frères,  
Et toute la famille,  
ont la profonde douleur de faire part du  
décès de

M. Etienne GASPARD,  
chevalier de l'ordre national du Mérite,

survenu le 21 décembre 1998, dans sa  
soixante-troisième année.

Une messe est célébrée en sa mémoire  
le samedi 26 décembre, à 14 heures, en  
la basilique Notre-Dame-du-Saint-  
Cordon, à Valenciennes (Nord).

57, boulevard Waneau,  
59300 Valenciennes.

Michel Hagège,  
son épouse,  
Mélanie et Adrien Hagège,  
ses enfants,  
Paul et Germaine Taxil,  
ses parents,  
Les familles Hagège et Taxil,  
ont la douleur de faire part du décès de

Catherine HAGÈGE,  
née TAXIL,  
professeur.

survenu le 21 décembre 1998, à l'âge de  
quarante-sept ans, après cinq ans de  
combat sublimé contre un cancer.

Une célébration sera prononcée le jeudi  
24 décembre, à 10 h 45, en l'église Saint-  
Symphorien, place Saint-Symphorien, à  
Versailles, suivie de l'inhumation au ci-  
metière des Gonaards.

Cet avis tient lieu de faire-part.

M<sup>me</sup> Christian Lacombrade,  
née Henriette Vidal,  
M. Gérard Lacombrade,  
M. Daniel Lacombrade,  
et M<sup>me</sup> dila Marie-Laure Medova,  
M. Francis Lacombrade,  
M<sup>me</sup> Marie-Hélène Lacombrade,  
ont la douleur de faire part du décès, sur-  
venu en sa quatre-vingt-quatrième an-  
née, de

professeur  
Christian LACOMBRADÉ,  
professeur honoraire de l'université  
de Toulouse Le Mirail,  
ancien directeur de l'UPES  
à la Faculté des lettres  
de Toulouse (1963-1975),  
chevalier de l'ordre national du Mérite,  
commandeur du 1<sup>er</sup> ordre  
des Palmes académiques.

Selon les volontés du défunt, les ob-  
sèques ont été célébrées dans l'intimité  
familiale, en l'église de Vire-sur-Loire,  
le jeudi 17 décembre 1998.

« Si nous mourons avec Lui,  
avec Lui nous vivrons. »  
saint Paul.

129, avenue des Minimes,  
31200 Toulouse.

Sa famille  
a la tristesse d'annoncer le décès de

Gabrielle LAGENTE,  
née SACTY,

survenue à Chartres, le 20 décembre 1998,  
dans sa quatre-vingt-seizième année.

Jean MALAQUAIS

nous a quittés le 22 décembre 1998.

Ses proches remercieront tous ceux qui,  
par leur présence comme par leur parole,  
l'ont accompagné dans sa longue épreuve.

Elisabeth et Dominique Malaquais,  
20 A, quai du Seignin,  
Genève 1201 (Suisse).

Nancy MEYER,  
née BAUL.

Ses enfants,  
Ses petits-enfants,  
Les familles Meyer, Baer, Perrault,  
Gouineau, Grullinger, Hauser, Spira,  
ont la tristesse de faire part de son décès,  
dans sa centième année.

Ils appellent le souvenir de son mari.

Jean MEYER,  
maître imprimeur.

79, rue Lemerier,  
75017 Paris.

Le président de l'université Paris-III-  
Sorbonne nouvelle.

Et les membres de l'UFR de littérature  
et linguistique françaises et latines,  
ont la tristesse de faire part du décès de  
leur collègue et ami

Jean-Pierre NERAUDAU,

survenu le 20 décembre 1998.

## - Colette Picard,

## son épouse,

Olivier et Paul Picard,  
Didier et Elisabeth Picard,  
Pierre et Catherine Sergé,  
Yves et Christine Picard,  
Sébastien Picard,  
Christophe et Mameila Picard,  
ses enfants,  
Ses petits-enfants,  
Ses arrière-petits-enfants,  
Evelyn Picard et ses enfants,  
sa belle-sœur et ses neveux,  
ont la douleur de faire part du décès de

Gilbert PICARD,  
professeur honoraire à la Sorbonne,  
correspondant de l'Institut,  
officier de la Légion d'honneur,  
commandeur du Nichan-Iftikhar,  
officier de l'ordre de la République  
et du Mérite culturel de Tunisie,

survenu le 21 décembre 1998, à l'âge de  
quatre-vingt-cinq ans,

et lui associent le souvenir de sa fille,

Christine.

La cérémonie religieuse sera célébrée  
le samedi 26 décembre, à 9 h 30, en  
l'église Sainte-Jeanne-d'Arc de  
Versailles.

12, rue Albert-Joly,  
78000 Versailles.

L'UFR de philosophie de l'univer-  
sité Paris-1,

à la grande tristesse d'apprendre la dispa-  
rition de

Françoise PROUST,  
agrégée de philosophie,  
docteur ès lettres,  
professeur en classes préparatoires  
à Paris,

qui a fait pendant de longues années par-  
tie de notre communauté universitaire.  
(Lire et contre.)

M. et M<sup>me</sup> Beaufumé,  
M<sup>me</sup> Michèle Raclet,  
ses enfants,  
Patrick et Nadine Beaufumé,  
Christine et Gérard Goldstein,  
Daniel Beaufumé et Fabienne,  
Bruno Beaufumé,  
ses petits-enfants,  
et neveux,  
ont la douleur de faire part du décès, le  
19 décembre 1998, à l'âge de quatre-  
vingt-trois ans, de

M<sup>me</sup> veuve Jean RACLOT,  
née Simone MAUREL,  
diplômée du Conservatoire de musique  
de Paris,  
professeur de piano.

Les obsèques seront célébrées, ce mer-  
credi 23 décembre, en l'église Saint-  
Charles de Montreuil. L'inhumation aura  
lieu au cimetière de Clichy (Seine-Saint-  
Denis), le jeudi 24 décembre, à 11 h 30.

M<sup>me</sup> Michèle Raclet,  
résidence Septentrion,  
3, rue Lavoisier,  
93500 Pantin.

M. et M<sup>me</sup> Beaufumé,  
13, rue Prosper-Tillet,  
93880 Enghien-les-Bains.

M<sup>me</sup> Jean Raguin,  
M. et M<sup>me</sup> Jacques Raguin,  
M. Pierre Raguin,  
ses frères et belles-sœurs,  
ses neveux et nièces,  
Ses petits-neveux et petites-nièces,  
font part du retour à Dieu du

R.P. Yves RAGUIN,  
de la Compagnie de Jésus.

survenu à Taipei (Taïwan), le 9 décembre  
1998, dans sa quatre-vingt-septième an-  
née.

Une messe d'action de grâce sera célé-  
brée en sa mémoire le vendredi 22 janvier  
1999, à 19 h 15, en l'église Saint-Ignace,  
33, rue de Sévres, Paris-6<sup>e</sup>.

## Vous pouvez

## nous transmettre

## vos annonces la veille

## pour le lendemain

## jusqu'à 17 h

## - Catherine Trautmann,

ministre de la culture  
et de la communication,  
François Barré,  
directeur de l'architecture  
et du patrimoine.

L'ensemble du personnel  
de la direction de l'architecture  
et du patrimoine,  
rendent hommage à la mémoire de

Jean-Claude Ivan  
YARMOLA,  
architecte en chef  
des Monuments historiques,

décédé le 19 décembre 1998,

et s'associent à la tristesse de sa famille  
et de ses proches.

Le président de la Compagnie des  
architectes en chef des Monuments his-  
toriques,  
Les architectes en chef des Monuments  
historiques,  
ont la douleur de faire part du décès de

Jean-Claude Ivan YARMOLA,  
architecte en chef  
des Monuments historiques,  
architecte conseil  
du gouvernement du Canada,  
architecte consultant des Nations unies,

survenu le 19 décembre 1998, dans sa  
soixante-sixième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée  
le lundi 28 décembre, à 10 h 30, en  
l'église Sainte-Marguerite du Vésinet  
(Yvelines).

## Remerciements

M<sup>me</sup> Jacques Hurin,  
Pierre-Yves Hurin,  
Jean-Philippe Hurin,  
et leur famille,

très sensibles aux témoignages de sym-  
pathie, vous adressent leurs très sincères  
remerciements.

M<sup>me</sup> B. Hurin,  
89, boulevard du Montparnasse,  
75006 Paris.

## Nino FERRER

nous a quittés le 13 août 1998.

Kino Fazzari,  
son épouse,  
Pierre et Arthur,  
leurs enfants,  
remercient chaleureusement tous ceux  
et celles qui ont manifesté leur attachement  
à son souvenir.

## Anniversaires de décès

- En ce huitième anniversaire du décès de

Rob WESTHOFF,

une affectueuse pensée est demandée à  
tous ceux qui l'ont connu et aimé, en  
union avec les pensées qui seront dites à  
son intention.

## CARNET DU MONDE

## - TARIFS 98 -

## TARIF à la ligne

DÉCÈS, REMERCIEMENTS,  
AVIS DE MESSE,  
ANNIVERSAIRES DE DÉCÈS  
109 HT

TARIF ABONNÉS 95 F HT

NAISSANCES, ANNIVERSAIRES,  
MARIAGES, FIANÇAILLES  
500 F TTC FORFAIT 10 LIGNES

Toute ligne suppl. : 60 F TTC

THÈSES - ÉTUDIANTS : 67 F HT

COLLOQUES - CONFÉRENCES :  
Nous consulter

☎ 01.42.17.39.80 • 01.42.17.39.80  
Fax : 01.42.17.31.36

Les lignes en capitales grasses  
sont facturées sur la base de deux  
lignes. Les lignes en blanc sont  
obligatoires et facturées.

## - Il y a vingt ans, le professeur

## Max-Fernand JAYLE

(1913-1978)

nous quitte.

Découvrir de l'hypoglycémie en 1938,  
il devient aveugle en 1941 lors d'une ex-  
plosion de laboratoire. Surmontant ce  
handicap, il restera un enseignant hors  
pair, un chercheur infatigable. Il met au  
point les données fondamentales pour sur-  
veiller les grossesses à risque et invente la  
voie percutanée pour les hormones sé-  
rétiques.

Une pensée est demandée à tous ceux  
qui sont restés fidèles à son souvenir.

## - Le 24 décembre 1986 disparaissait

M. Tobias GOTTESFELD.

Son épouse, ses enfants et ses petits-  
enfants appellent son souvenir.

## Pierre de LESTAPIS

est toujours présent.

« La mort n'est qu'un bûcher de bûches  
qui brûlent de quelques autres. »  
Yvon Beguin.

## - Il y a huit ans,

Pierre FERRON,  
ancien combattant d'Indochine,  
engagé volontaire de la Résistance,  
citation à l'ordre de la division,  
croix de guerre 1939-1945,

a quitté les siens.

Une pensée toute particulière est  
demandée à tous ceux qui l'ont aimé et  
estimé.

## Cours

CENTRE DU MARAIS-MESQUÉ  
41, rue du Temple - 01-42-77-58-19  
Cours de chant : opéra, variétés, piano,  
guitare, violon (m : Suzuki)  
Tous niveaux : adultes, enfants,  
nouvelles inscriptions : janvier 1999.

## Communications diverses

- Maisons de l'éthique : pour lire et  
deux heures de réflexion éthique sur  
biblique et la morale au sixième siècle.  
Professeur Jacques Beaudis. Tél. :  
01-47-97-30-22.

## Soutenances de thèse

- Dominique Régnier a soutenu, le  
11 décembre 1998, à l'université Paris-V,  
sa thèse de doctorat en psychologie : « In-  
vestissement des valeurs à l'adoles-  
cence : différenciation, rôle des per-  
sonnes significatives ». La jury, composé  
de Pierre Costin, Hector Rodriguez-Torad,  
directeur de thèse, Patrick Gosselin, Henri  
Lebailly et Françoise Barraud, lui a décer-  
né la mention « très honorable avec féli-  
citations ». A l'unanimité.

## SOUTENANCES DE THÈSE

67 F HT la ligne

Tarif Étudiants 98

## LES PUBLICATIONS

DU Monde

Un ancien numéro

vous manque ?

(Commande et envoi à domicile)

3615 LEMONDE

## Abonnez-vous au Monde

Jusqu'à  
360 F

d'économie  
soit



# PLUS FORT PLUS RENTABLE

**TOTAL** franchit une nouvelle étape en se rapprochant de PetroFina. En unissant les forces et les ressources des deux sociétés, **TOTAL** se fixe trois objectifs :

- renforcer l'Exploration-Production en croissance soutenue,
- accroître la compétitivité du Raffinage-Distribution en Europe,
- allier une chimie de spécialités en plein développement à une pétrochimie très performante de dimension mondiale.

**TOTAL** qui devient **TOTAL FINA** poursuit sa politique de croissance et de productivité. **TOTAL FINA** sera un major européen et le **5ème pétrolier mondial, fort de 69 000 collaborateurs, présent dans plus de 100 pays.**

Cette opération sera créatrice de valeur pour les actionnaires grâce aux nombreuses synergies qui auront un impact positif sur la rentabilité du Groupe.

## Actionnaires de TOTAL Assemblée générale mixte du 14 janvier 1999

Les actionnaires de TOTAL sont convoqués  
en Assemblée Générale Extraordinaire et Ordinaire à 10 heures à l'Espace Havas  
136 avenue Charles-de-Gaulle 92200 Neuilly sur Seine  
Au cas où cette Assemblée ne pourrait valablement délibérer, faute de quorum, les actionnaires seraient à nouveau  
convoqués pour le mardi 26 janvier 1999 à 10 heures avec le même ordre du jour.

N° VERT 0 800 624 624



LA CROISSANCE S'EXPLIQUE



## ENTREPRISES

LE MONDE / JEUDI 24 DÉCEMBRE 1998

**DÉFENSE** Le groupe britannique GEC a annoncé mardi 22 décembre qu'il allait séparer ses activités civiles de ses activités de défense et d'aéronautique, déjà regroupées au

sein de GEC Marconi. ● CETTE OPÉRATION permet à la fois à GEC de participer plus facilement à la restructuration en cours dans l'industrie internationale de la défense et

de gagner encore un peu de temps pour choisir un allié. ● LES NÉGOCIATIONS annoncées par GEC le 3 décembre avec d'autres industriels de la défense « progressent bien et

ont confirmé la valeur considérable qui peut être générée de la participation au processus global de consolidation », indique le groupe dans un communiqué. ● MAIS L'INCERTI-

TUDE reste totale sur le choix du partenaire de GEC, qui pourrait être aussi bien British Aerospace qu'un américain comme Northrop-Grumman ou le français Thomson-CSF.

# GEC sépare ses activités civiles et militaires en vue de futures alliances

En procédant à sa réorganisation, le groupe britannique cherche surtout à gagner du temps. Il repousse au mois de janvier la décision, plus stratégique, du choix d'un partenaire industriel

**LONDRES**  
de notre correspondant à la City  
General Electric Company (GEC) qui, depuis le début du mois de décembre, faisait miroiter à la Bourse ses projets de fusion, a finalement provoqué la déception. Mardi 22 décembre, le groupe britannique a seulement annoncé qu'il allait séparer ses activités civiles et militaires, déjà regroupées au sein de GEC Marconi. Une opération qui devrait faciliter un regroupement ultérieur dans le secteur de la défense, actuellement en pleine restructuration. Mais son directeur général, George Simpson, n'a pas levé le voile sur le choix de son futur partenaire : britannique, européen ou américain. Il n'a même pas précisé comment se déroulera cette réorganisation.

« La séparation peut prendre une ou plusieurs formes et améliorera la capacité de GEC à créer de la valeur pour ses actionnaires en conduisant la restructuration de l'industrie internationale de la défense », indique le communiqué publié mardi par GEC. « Le message est clair : GEC est prêt à négocier une alliance. Mais on ne sait pas comment ou quand cette création de deux pôles, l'un civil, l'autre militaire, va intervenir », indique Mark Davies Jones, analyste auprès de Salomon Smith Barney, pour qui, « visiblement, GEC a indiqué ainsi son refus de prendre le train de la restructuration en marche, d'arriver sur place quand les règles ont été fixées par d'autres ».

### AUCUN PRÉTENDANT EXCLU

Cette réaction de la dernière heure est-elle destinée à faciliter un arrangement avec un américain, comme Lockheed-Martin ou Northrop-Grumman, en vue de dominer le marché des équipements de l'OTAN, voire avec le français Thomson-CSF ? GEC veut-il simplement éviter d'être marginalisé au moment où British Aerospace (BAE), première entreprise de défense européenne, et l'allemand DASA négocient une fusion ? Vain ou vers une alliance entre GEC Marconi et BAE, l'intégration toutefois délicate sur le plan intérieur britannique, Tony Blair privilégiant une solution à trois avec DASA ? Toutes sont les questions que se pose la City au lendemain de cette décision, qui, de l'avis général, n'exclut aucun partenaire potentiel.

Voici Lord Simpson, directeur gé-

néral de GEC depuis septembre 1996, à l'heure de vérité. Il vient d'achever une épuisante course d'obstacles. Une année et demie de restructurations aux forces pour recréer le groupe hérité de son prédécesseur, le fondateur Lord Weinstock. Atteint de gigantisme, il était en butte aux critiques des milieux financiers.

En août 1997, Simpson prenait tout le monde par surprise en annonçant sa volonté de se désengager de certaines de ses sociétés communes, dont l'ex-GEC-Alstom (devenu Alstom), et de se concentrer sur le militaire, l'aéronautique, l'électronique et les télécommunications.

La City reconnaît que Simpson, dont la mission au départ était assez vague - remodeler GEC -, a réussi sa prestation en façonnant le nouveau groupe autour de GEC Marconi, point-clé de cette stratégie. Sous la houlette de son directeur général, Peter Gershon, le pôle défense n'a cessé d'améliorer sa production grâce au programme de réduction des coûts, et une meilleure gestion de la qualité et de la

production à long terme. Le produit de l'introduction en Bourse d'Alstom, en juin, a été utilisé à de nouvelles acquisitions, comme la firme texane d'électronique Tracor, ou l'alliance nouée avec l'italien Alenia Difesa. GEC, qui dispose d'une riche trésorerie, pourrait en cas de besoin continuer à céder des actions Alstom, dont il détient encore 24 %.

### IMPLANTÉ OUTRE-ATLANTIQUE

Autre atout de GEC Marconi, celui d'être sans doute l'un des rares groupes de défense européens à être bien implantés sur le marché des États-Unis, qui représente près de 40 % de son chiffre d'affaires. Peter Gershon a tissé d'excellents contacts au Pentagone, et Lord Simpson a su courtoiser les investisseurs institutionnels d'outre-Atlantique qui considèrent GEC, restructurée de fond en comble, comme une valeur mêlant dynamisme et solidité financière.

Dans cette tâche, il a pu compter sur deux puissants parrains, les banques d'affaires Merrill Lynch et Morgan Stanley dont il est devenu l'un des entrepreneurs européens

favoris. Comme l'attestent le rachat à Siemens de sa participation de 40 % dans l'entreprise de télécommunications GPT, ou la remise à flot de l'électronique industrielle, dans le pôle civil, l'heure est également au recentrage sur un nombre réduit d'activités.

Ecossais, épicurien affable, Simpson a réussi la gageure de sabrer dans l'ensemble hétéroclite dont il a hérité sans inspirer la crainte dans le haut état-major et en éliminant en douceur les hommes-liges de Weinstock, propulsé à un poste purement honorifique. Clients, fournisseurs et subordonnés ont éprouvé sa capacité de séduction et de fermeté alternées. Malgré ces atouts, il demeure toutefois bien des interrogations à son sujet.

Ainsi, le groupe reste pénalisé par les luttes de clans et les querelles de personnes. La perspective d'un rapprochement avec BAE a terni ses relations avec son « bras droit » : le directeur financier, John Mayo, favorable à un rapprochement international et qui ne veut pas entendre parler d'une intégration verticale « anglo-américaine ».

Marc Roche

## La difficulté de contenter l'actionnaire privé et le gouvernement

OU VA George Simpson, le directeur général de GEC ? Il faudra encore attendre pour savoir si le deuxième fournisseur des armées britanniques décide de tenter une aventure américaine, de jouer la carte européenne, ou de fusionner avec son compatriote British Aerospace (BAE) pour créer un ensemble capable de construire aussi bien des avions et des missiles que l'électronique dont ils ont besoin pour fonctionner. Les interrogations de Lord Simpson illustrent la difficulté rencontrée par les entreprises de défense pour passer des intentions aux actes, en raison de la nature très particulière de leurs activités.

Toute alliance doit en effet satisfaire à la fois l'actionnaire de l'entreprise - les deux grands groupes britanniques, entièrement privés et cotés, y sont particulièrement attentifs - et l'État, client puissant qui exerce une tutelle sur les choix stratégiques de ses fournisseurs. Cela est vrai partout : il y a quatre ans, Washington avait très officiellement invité ses industriels à fusionner, pour faire face à la dégradation des budgets militaires.

Les consignes données par le gouvernement britannique ont, elles aussi, été très claires. Dans une allocution prononcée il y a un an devant les chefs d'entreprise, le ministre de la défense, George Robertson, avait manifesté sa préférence pour un renforcement de l'industrie

européenne : « Je crois en un mélange de saine compétition et de coopération entre Américains et Européens dans le meilleur intérêt de tous. Mais la réalité est que, si l'industrie européenne ne répond pas à ce défi, il n'y aura plus de compétition », avait-il déclaré. (Le Monde des 19 et 20 octobre 1997).

C'est donc avec satisfaction que le gouvernement de Tony Blair suivait les négociations entreprises par BAE et l'allemand DaimlerChrysler Aerospace (DASA). L'État a d'ailleurs conservé une « golden share » dans le groupe d'aéronautique, naguère nationalisé, qui lui donne un droit de regard sur ses grandes décisions. La perspective d'un rapprochement BAE-DASA correspondait parfaitement aux engagements pris par le gouvernement britannique en faveur de l'Europe de l'aéronautique et de la défense. La création d'un groupe germano-britannique aurait pu en être l'embryon.

### LES AMÉRICAINS ET LEURS AMIS

Seul inconvénient de ce projet, il laissait de côté l'industrie française, elle-même en train d'achever sa restructuration nationale par le biais de la privatisation de Thomson-CSF et du rapprochement Aerospatiale-Matra. Et cela sous un prétexte troublant : la confusion des rôles au sein de l'État français, à la fois donneur d'ordres et actionnaire de ses industriels.

Vision politique en France, vision purement boursière outre-Manche ? La réalité est bien plus compliquée.

Aujourd'hui, les velléités de GEC de s'inviter aux discussions BAE-DASA, au nom de la préservation des intérêts de ses actionnaires, ne satisfont pas grand monde. Ni le gouvernement britannique, ni l'industriel allemand, dont un porte-parole a rappelé, mardi, la priorité donnée aux restructurations européennes plutôt qu'aux regroupements nationaux. L'industrie française, de son côté, s'inquiète des répercussions qu'entraînerait la création d'une forteresse britannique.

L'arbitre de la partie se trouve peut-être de l'autre côté de l'Atlantique. Les règles régissant les alliances dans l'industrie américaine de la défense ont été revues au mois de novembre. Selon l'agence Bloomberg, des fusions avec des industriels issus de pays « amis » seraient désormais acceptées par le Pentagone. Le Royaume-Uni figure en tête de ces pays amis, répertoriés dans une liste où se trouvent aussi la Norvège, les Pays-Bas, l'Australie et le Canada. La liste regroupant les pays de moindre confiance, elle, reste secrète. La diffusion de cette information, au lendemain de la décision de GEC, n'est sûrement pas le fruit du hasard.

Anne-Marie Rocco

## Bouygues Télécom lourdement déficitaire en 1998

**LE PREMIER CONSEIL** d'administration de Bouygues depuis l'entrée dans le capital d'Artemis (la holding personnelle de François Pinault) a été l'occasion d'une remise à plat de la politique du groupe dans le téléphone. Devant les trois nouveaux administrateurs - François-Henri Pinault, Patricia Barbizet et Serge Weinberg - cooptés pour représenter François Pinault au conseil, la direction a expliqué, mardi 22 décembre, sa stratégie et ses prévisions dans Bouygues Télécom.

Les pertes dans cette activité s'annoncent beaucoup plus lourdes que prévu : elles devraient atteindre 765 millions de francs pour Bouygues en 1998, au lieu des 650 millions présentés auparavant. L'an prochain, le déficit atteindrait 1,3 milliard pour le groupe, alors

que le groupe le chiffrerait seulement à 700 millions il y a quelques mois. Il maintient, cependant, ses prévisions d'équilibre de l'activité « mobile » en 2001.

Selon Bouygues, cette révision brutale est la rançon du succès. Bouygues Télécom compte à la fin de cette année 1,35 million d'abonnés, soit 630 000 de plus que prévu. Pour faire face à l'explosion du marché du mobile en France, il a dû accélérer la construction de sa couverture nationale, qui a été achevée en novembre avec huit mois d'avance sur le calendrier initial. Bouygues a décidé d'amortir les coûts de construction de ce réseau à partir du début du second semestre de cette année et non à

partir d'octobre, se conformant en cela aux recommandations de la Commission des opérations de Bourse (COB). Ses amortissements plus rapides se traduiraient par un surcoût de 115 millions.

### RECAPITALISATION POSSIBLE

L'an prochain, Bouygues prévoit que la situation sera aussi plus difficile. La multiplication des appels de téléphone mobile à téléphone fixe, moins chers que vers le réseau fixe, le prive, comme les autres opérateurs, de recettes. Le manque à gagner est estimé à 300 millions de francs. Parant sur une substitution accrue du téléphone fixe par le mobile, Bouygues a aussi décidé de lancer

de nouveaux investissements de l'ordre de 260 millions de francs pour densifier son réseau.

Pour l'instant, le plan de financement de 23 milliards de francs, dont 15 milliards d'emprunts, pour développer Bouygues Télécom est suffisant, soutient le groupe. 14,6 milliards de francs ont été consommés depuis le démarrage de l'activité. Compte tenu des projets d'expansion de l'an prochain, il n'est pas impossible que Bouygues Télécom ait besoin d'une recapitalisation en l'an 2000.

L'alourdissement des pertes dans la téléphonie mobile va se répercuter sur l'ensemble du groupe. Bouygues, qui a dégagé un résultat net de 755 millions de francs en 1997, exclut d'être en perte en 1999, malgré la prise en compte d'un déficit de 1,3 milliard.

Pour équilibrer sa situation, il avance « une amélioration de ses résultats opérationnels dans les autres secteurs ». Le groupe compte aussi sur des opérations exceptionnelles. L'entrée d'un partenaire dans le capital de la SAUR, sa filiale d'eau et d'électricité, pourrait notamment se traduire par des plus-values. Des discussions sont engagées avec plusieurs groupes dont EDF et l'américain Enton. Elles devraient aboutir au cours du premier semestre de 1999.

Martine Orange

## La Banque centrale européenne a fixé les taux d'intérêt de l'euro

**LA BANQUE** centrale européenne (BCE) a annoncé mardi 22 décembre le niveau de ses taux d'intérêt à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1999. Sans surprise, son taux d'intervention a été fixé à 3 %. « Ce taux de 3 % est historiquement très bas. La BCE ne veut pas donner de signal d'une nouvelle baisse des taux dans un futur proche », a indiqué Wim Duisenberg, le président néerlandais de l'institution. Le conseil de la BCE a aussi fixé les taux directeurs qui berneront le marché monétaire en euro. Le taux de dépôt (Deposit facility) a été établi à 2 % et le taux de prêt marginal (Marginal lending facility) a été fixé à 4,50 %.

Pour éviter des mouvements trop amples sur les marchés monétaires au moment de l'arrivée de l'euro, la BCE va toutefois encadrer, pour une période provisoire de trois semaines se terminant le 21 janvier, son taux principal dans un couloir très étroit formé par un taux plancher qui sera à 2,75 % et un taux plafond à 3,25 %.

Les conditions des premières opérations de financement à plus long terme seront rendues publiques le 12 janvier.

## Les Caisses d'épargne françaises investissent en Italie

**LE CENTRE** national des caisses d'épargne et de prévoyance (Cencep) a annoncé mardi 22 décembre une prise de participation de 6 % dans le capital de la Caisse d'épargne de Gènes et Imperia (Carige), ce qui représente un investissement de 600 millions de francs.

A l'occasion de cette augmentation de capital réservée, la Caisse des dépôts et consignations (CDC) prendra 4 % du capital de Carige. Le reste du capital de Carige est détenu à 61,09 % par la Fondation Caisse d'épargne de Gènes et Imperia, à 5,35 % par l'assureur suisse Baloise, le solde étant coté.

Il s'agit de la première opération de croissance externe jamais réalisée par les Caisses d'épargne françaises à l'étranger.

**DETAILLANT GROSSISTE**  
VEND AUX PARTICULIERS  
Recommandé par Paris par Club Paris Commerce  
**MATELAS & SOMMIERS**  
Tous les matelas : à vis ou à ressorts  
SUSSEX - TREDA - SPEDA - SHOTS  
DUNLOP - BOUTEX - PRESIL - ETC.  
CANAPES, SALONS, CLIC-CLAC  
Cuir - Tissus - Alcantara  
Stano - Colson - Duvivier - Sellen - Etc.  
Vente par téléphone possible  
Livraison gratuite sur toute la France  
**MOBECO**  
247, rue de la Chapelle PARIS 19<sup>ème</sup> Téléphone  
01.42.08.71.00







## AFFAIRES

## INDUSTRIE

● **HONDA** : le constructeur japonais a annoncé, mardi, qu'il commercialiserait dans un an aux États-Unis, en Europe et au Japon une voiture mixte essence-électricité. Le prototype de cette voiture sera exposé en janvier au Salon automobile de Detroit.

● **PEUGEOT** : 12 000 des 18 000 salariés de Peugeot-Sochaux (Doubs) connaîtront quatre jours de chômage technique en janvier, a annoncé la direction. Mais, en raison du succès de la 206, la direction du centre de production Peugeot-Mulhouse a annoncé mardi en comité d'établissement un dispositif permettant d'augmenter de 20 % les capacités de fabrication générant des emplois « non négligeables ».

● **GENERAL MOTORS** : le constructeur automobile a chargé un historien d'enquêter sur les activités de GM et de sa filiale Opel en Allemagne juste avant et pendant la période nazie.

● **BRENTAG** : le groupe Brentag (distributeur de produits chimiques, 641 salariés) vient de conclure avec deux salariés mandats par la CFDT un accord sur les 35 heures qui prévoit notamment la création d'une quarantaine d'emplois ainsi qu'un gel des salaires pendant deux ans.

## SERVICES

● **CARREFOUR** : le groupe français Comptoirs modernes (Carrefour) a annoncé mardi avoir racheté 23 des 110 magasins que détient le PDG de la société, Jérôme Seydoux, dans une interview publiée mercredi par l'hébdomadaire *Ecran total*.

● **AIR FRANCE** : près de deux pilotes sur trois sont hostiles à l'accord (baisse de salaires contre échange d'actions) conclu entre la compagnie et ses personnels navigants, a indiqué mardi, le SPAC, syndicat non signataire. La direction attendait, mercredi 23 décembre, les résultats de la consultation organisée par le SNPL, seul signataire de l'accord.

● **PATHE** : Pathe, qui a aujourd'hui 15 multiplexes en Europe, va en ouvrir 25 autres d'ici la fin 2002 et entend « bâtir un réseau de distribution par étapes », indique le PDG de la société, Jérôme Seydoux, dans une interview publiée mercredi par l'hébdomadaire *Ecran total*.

● **INFORMATIQUE** : les négociations entre le patronat et les syndicats de l'ingénierie informatique sur l'organisation du travail du dimanche dans la perspective du passage à l'euro et à l'an 2000 « se sont soldées par un échec », ont indiqué mardi la CFDT et la CGT.

● **TRANSPORTS** : le transport de marchandises par rail au sein de l'Union européenne dans les années 90 a été marqué par une baisse du trafic intérieur, contrebalancée par une hausse du trafic international, selon une étude réalisée par Eurostat.

● **SITA** : la filiale déchets de Suez Lyonnaise des eaux a annoncé, mardi, le rapprochement de ses activités en Grande-Bretagne avec celles de Northumbrian Water, autre filiale du groupe. Sita reprend la gestion de l'ensemble, qui réalise un chiffre d'affaires supérieur à 300 millions de livres (2,8 milliards de francs).

## FINANCE

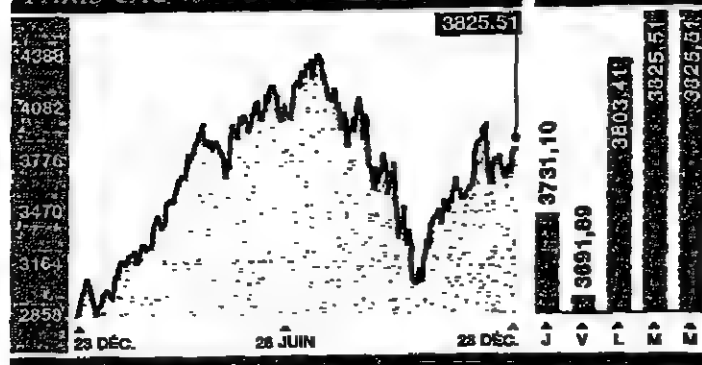
● **JP MORGAN** : l'agence de notation financière Moody's a abaissé mardi la note de la dette à long terme de la banque américaine JP Morgan de Aa3 à A1.

● **BANQUES JAPONAISES** : l'agence de notation financière Standard and Poor's a annoncé mercredi la révision à la baisse des notes de sept grandes banques japonaises : Daiwa Bank, Dai-ichi Kangyo Bank (DKB), Industrial Bank of Japan (IBJ), Sanwa Bank, Sumitomo Bank, Tokai Bank et Sakura Bank.

★ Cotations, graphiques et indices en temps réel sur le site web du « Monde ».

www.lemonde.fr/bourse

## PARIS CAC 40



## Principaux écarts au règlement mensuel

| Hausse         | Cours 23/12 | Var. % 23/12 | Var. % 31/12 |
|----------------|-------------|--------------|--------------|
| IMMOBILICOM    | 1000        | +1,0         | +1,0         |
| TECHNIP        | 1000        | +8,82        | +26,52       |
| ALSTOM         | 1000        | +7,81        | +7,81        |
| LABINAL        | 1000        | +6,33        | +23,58       |
| GROUPE GTM     | 1000        | +6,14        | +14,20       |
| VALEO          | 1000        | +5,83        | +6,58        |
| STRATFOR FACOM | 1000        | +5,75        | +6,98        |
| CHARCOURS      | 1000        | +5,49        | +3,0         |
| DE DIETRIC     | 1000        | +5,40        | +3,88        |
| ESSOR INTL     | 1000        | +5,17        | +24,18       |

## LES PLACES BORSIÈRES

## PARIS

MERCREDI 23 DÉCEMBRE, après avoir ouvert en léger repli, l'indice CAC 40 de la Bourse de Paris s'est ressaisi durant la matinée et affichait une progression de 0,57 % à la mi-journée, à 3 321,10 points. La publication de l'indicateur de consommation des ménages en produits manufacturés en novembre, en hausse de 0,1 % seulement, a conforté l'hypothèse d'un ralentissement de l'activité. Mais la bonne tenue du dollar, stabilisé au-dessus du seuil de 5,60 francs, a soutenu la tendance, dans un marché dominé par la faiblesse des volumes d'échanges, à 13 jours de la mise en place effective de l'euro (4 janvier 1999). L'annonce d'une augmentation de la production de 206 provoquant l'envolée du titre Peugeot (+4,86 %). L'action Rémy Cointreau repassait 4,95 % après les prises de bénéfices observées la veille. En revanche, Bouygues cédait 1,7 % à l'annonce de pertes importantes dans son activité de télécommunication.

## FRANCFORT

LA BOURSE de Francfort était en repli à l'ouverture, mercredi 23 décembre, et l'indice Dax cédait 0,13 % à 4 873,34 points. En cette période « d'habillage des bilans » (« window dressing »), les investisseurs ont délaissé les valeurs les plus exposées aux risques en Asie, tel le producteur de logiciels SAP (-1 %), dont 70 % des ventes sont réalisées hors d'Europe.

## LONDRES

L'INDICE FTSE 100 de la Bourse de Londres a perdu 0,56 %, à 5 843,3 points, mardi 22 décembre, sous l'influence de la baisse de Wall Street en ouverture. Le marché a été peu animé à l'approche des fêtes de fin d'année et de la mise en place de l'euro. Les rumeurs de fusion prochaine entre GEC (-3,6 %) et British Aerospace (-0,1 %) ont affecté les cours des deux titres.

## Indices boursiers

| Europe 12h30  | Cours 23/12 | Var. % 23/12 | Var. % 31/12 |
|---------------|-------------|--------------|--------------|
| PARIS CAC 40  | 3321,10     | +0,57        | +0,57        |
| SBF 120       | 2355,55     | +0,48        | +25,53       |
| SBF 250       | 2401,20     | -0,40        | +23,48       |
| SECOND MAR.   | 1971,61     | -0,34        | +5,79        |
| AMSTERDAM     | 1342,59     | -0,49        | +2,58        |
| BRUXELLES     | 1100,30     | -0,18        | +14,22       |
| FRANCFORT D30 | 4873,34     | -0,13        | +14,83       |
| MADRID IBEX35 | 8074,53     | +0,78        | +35,34       |
| MILAN MIB100  | 3355,1      | +0,29        | +35,34       |
| SUISSE SM     | 3251,42     | +0,15        | +14,82       |
| STOCK 666     | 374,97      | +0,53        | —            |
| EURO STOXX 30 | 2321,09     | +0,78        | —            |
| STOCK 50      | 2375,84     | +0,88        | —            |
| EURO STOXX 50 | 2355,55     | +0,81        | —            |

## Monde

| Monde           |       | Cours 23/12 | Var. % 23/12 | Var. % 31/12 |
|-----------------|-------|-------------|--------------|--------------|
| NEW YORK DJ     |       | 9888,45     | 0,96         | +13,86       |
| SP 500          |       | 1262,84     | 1,28         | +23,95       |
| NASDAQ          |       | 2135,63     | 2,49         | +31,13       |
| BAHIA-ARIZ M.   |       | 2086,69     | 0,91         | +19,38       |
| JOHANNESBURG    |       | 227,32      | 1,63         | +32,07       |
| MEXICO BOLSA    |       |             |              |              |
| SANTO AGRO      |       |             |              |              |
| SAO PAULO BOL.  |       |             |              |              |
| TORONTO FSE 100 |       |             |              |              |
|                 |       |             |              |              |
| ASIE 1000 SET   | 29/12 | 22,90       | 31/12        | 22,90        |
| BANKSTOCK SET   |       | 24,92       | 2,22         | +4,16        |
| HONGKONG H.     |       | 10322,56    | -0,71        | -2,29        |
| SEOUL           |       | 62,80       | -2,32        | -48,35       |
| SINGAPORE SET   |       | 1412,24     | 1,05         | +6,43        |
| SYDNEY ALL O.   |       | 1759,82     | 0,88         | +5,88        |
| TOKYO NIKKEI    |       | 13715,45    | -2,84        | -16,99       |

## ÉCONOMIE

## Légère hausse de la consommation en novembre

LA CONSOMMATION des ménages français a progressé de 0,1 % en novembre, a annoncé, mercredi 23 décembre, l'Insee. Ce chiffre s'explique principalement par le secteur automobile, en hausse de 7,5 % sur le mois. Si l'on exclut l'automobile et les produits pharmaceutiques, la consommation enregistre une chute de 1,4 % en novembre après une augmentation de 2,5 % en octobre. En octobre, la consommation avait baissé au total de 0,9 %. Sur un an, elle a augmenté de 5 %.

■ Les industriels interrogés en décembre par l'Insee prévoient, à titre personnel, une poursuite du ralentissement de l'activité dans les prochains mois, et leurs perspectives générales de production diminuent encore un peu après la forte baisse enregistrée lors des enquêtes précédentes, selon l'enquête dans l'industrie publiée mercredi par l'Insee.

■ Les prix à la consommation en France ont été stables au mois de novembre : sur les trois derniers mois ils reculent de 0,1 %, et l'inflation s'élève à 0,3 % sur un an, selon les chiffres définitifs publiés mercredi par l'Insee.

■ L'indice du salaire horaire de base ouvré a augmenté de 0,5 % au troisième trimestre 1998 en France, soit une hausse de 2 % sur un an, selon les chiffres définitifs de l'enquête trimestrielle sur l'activité et les conditions de la main-d'œuvre du ministère de l'emploi, publiée mercredi.

■ EURO : la Banque centrale européenne a confirmé, mardi 22 décembre, qu'elle fixait à 3,00 % son principal taux d'intérêt au début de 1999. Elle a souligné dans le même temps qu'une nouvelle baisse de taux n'était pas pour tout de suite.

■ ÉTATS-UNIS : la Réserve fédérale américaine a laissé, mardi 22 décembre, ses taux directeurs inchangés, soit 4,75 % pour son taux interbancaire, à l'issue de son dernier comité monétaire de l'année.

■ ITALIE : le taux de chômage s'est établi à 12,6 % en octobre, en légère augmentation par rapport à celui d'octobre 1997, qui était de 12,4 %, a annoncé, mardi 22 décembre, l'Institut national des statistiques. Cependant, le nombre de personnes ayant un emploi a augmenté de 0,9 % entre octobre 1997 et octobre 1998.

■ Les prix à la consommation en Italie sont restés stables en décembre par rapport à novembre, et leur hausse s'élève à 1,5 % en glissement annuel, sur la base de données provisoires. Le gouvernement prévoyait en début d'année un taux d'inflation de 2,5 % en 1998.

■ ALLEMAGNE : la faiblesse de l'inflation s'est accentuée en décembre, les prix à la consommation dans trois États régionaux de l'Ouest (la Hesse, le Bade-Wurtemberg et la Bavière) baissant de 0,1 % par rapport à novembre.

■ VIETNAM : le taux d'inflation annuel s'est établi à 9,2 % à la fin décembre au Vietnam, selon des données préliminaires publiées, mercredi 23 décembre, par le département général des statistiques. L'objectif du gouvernement était de maîtriser l'inflation sous la barre des 10 % cette année.

■ ARGENTINE : l'agence de notation Fitch IBCA a maintenu, mardi 22 décembre, la note de la dette en devises de premier rang non garantie à long terme de l'Argentine à BB. En septembre dernier, au plus fort des turbulences sur les marchés financiers, l'agence avait indiqué qu'elle n'envisageait pas une modification des notes de l'Argentine.

■ CORÉE DU SUD : l'agence de notation Fitch IBCA a placé, mardi 22 décembre, la note à long terme de la Corée du Sud BB+ sous révision avec implication positive. Elle souligne que le risque d'un défaut de paiement de la Corée du Sud, dû à une insuffisance de réserves de change, a diminué substantiellement depuis un an.

## Valeur du jour : Alstom profite d'une pluie de commandes

MERCREDI 23 DÉCEMBRE, Alstom devait annoncer la commande d'un paquebot de croisière de 360 cabines pour un montant supérieur à 1,5 milliard de francs. La veille déjà, le groupe avait décroché un contrat de 486 millions de francs pour la fourniture d'un métro à la ville brésilienne de Fortaleza, ce qui avait fait bondir l'action de 7,5 %, à 125,90 francs. A chaque annonce correspond une embellie boursière. En septembre 1998, l'action avait gagné 5,4 % après la signature d'une lettre d'intention pour la réalisation d'une ligne de métro à Shanghai (montant de 1,2 milliard de francs). En octobre, elle avait grimpé de 13 % en quatre séances après l'obtention de la construction d'une centrale au charbon en Turquie (pour 2,1 milliards). Malheureusement, à chaque fois la fièvre est vite retombée et le cours de l'action se négocie toujours à un cours inférieur de 205 francs, le 22 juin 1998.

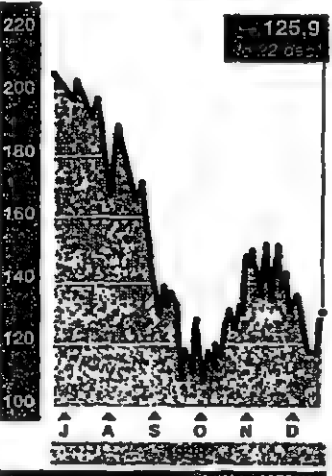
Depuis le début de la vie boursière du groupe (ex-GEC Alstom), les investisseurs boudent le titre. Ils lui appliquent une décote de près de 20 % par rapport à l'action de son principal concurrent, le groupe helvético-suédois ABB. François Ney, le directeur financier d'Alstom, reconnaît qu'une décote se justifie en raison du manque d'anticipation boursière. Toutefois, il s'interroge sur la volatilité du titre alors que les activités d'Alstom ne réservent pas de surprise (le groupe travaille sur des contrats à long terme dans l'énergie, le transport et les équipements navals) et que le consensus

des analystes sur les résultats de l'exercice 1998-1999 est clair (ils attendent un bénéfice de 10 francs par action).

En novembre 1998, Alstom a publié un résultat net semestriel de 120 millions d'euros (790 millions de francs), respectant ainsi les objectifs présentés à l'introduction. A cette occasion, le groupe avait annoncé que ses commandes avaient progressé de 14 %. Mais Pierre Bilger, le président d'Alstom, avait averti les investisseurs : le nombre d'appels de commandes pourrait se réduire en 1999 ainsi que le chiffre d'affaires, d'ici trois à quatre ans.

Le tour de table d'Alstom est aussi stabilisé. Ses deux grands actionnaires, le français Alcatel et le britannique GEC (chacun 23,7 % du capital), se sont engagés à ne pas bouger d'ici au 22 juin 1999. La réorganisation des structures de GEC, qui sépare ses activités civiles et militaires (lire page 14), ne remet donc pas directement en cause l'actionnariat d'Alstom. D'autant qu'il semble peu probable que les grands actionnaires veuillent céder leurs titres aux cours actuels.

Enguérand Renault



## MONNAIES

● Dollar : le billet vert était en léger repli dans les premiers échanges entre banques, mercredi 23 décembre. La devise américaine s'échangeait à 5,60 francs, 1,67 mark et 116,24 yens.

La veille, l'effondrement du marché obligataire japonais avait provoqué une hausse brutale des taux d'intérêt domestiques. Le taux de l'obligation d'Etat à 10 ans passait de 1,50 % à 1,90 %, soit le gain le plus important jamais observé dans l'archipel. Cette progression des rendements obligataires a stimulé les achats de yens. Cependant, à plus long terme, le yen pourrait se déprécier à nouveau face au billet vert. En effet, cette progression des taux au Japon risque d'entraver la reprise de l'activité et d'affaiblir davantage un système bancaire déjà mal en point. En outre, la Réserve fédérale américaine a décidé de laisser ses taux d'intervention inchangés, ce qui contribue à soutenir le cours du dollar.

## Cours de change

| 23/12 12h30 | Cours 23/12 | Cours 22/12 | Cours 21/12 | Cours 20/12 |
|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| FRANCE      | 5,59        | 5,59        | 5,41        | 5,41        |
| DM          | 1,67        | 1,66        | 1,61        | 1,61        |
| YEN 100     | 166,70      | 164,49      | 158,81      | 157,59      |
| YEN 1000    | 1667,00     | 1644,90     | 1588,10     | 1575,90     |
| FLORIN      | 1,88        | 2,21        | 2,17        | 2,17        |
| FR 5        | 1,20        | 1,50        | 2,23        | 2,23        |
| LIBRE       | 0,58        | 0,70        | 0,64        | 0,64        |
| ECU         | 0,85        | —           | 1,43        | 0,63        |
| DOLLAR      | —           | 1,17        | 1,64        | 0,74        |

## Taux d'intérêt (%)

| Taux 23/12   | Taux 22/12 | Taux 21/12 | Taux 20/12 |
|--------------|------------|------------|------------|
| FRANCE       | 2,96       | 3,95       | 4,83       |
| ALLEMAGNE    | 3,25       | 3,93       | 4,92       |
| GDE-BRETAGNE | 6,09       | 4,51       | 4,28       |
| ITALIE       | 3,12       | 4,04       | 5,01       |
| JAPON        | 0,28       | 1,77       | —          |
| ÉTATS-UNIS   | 4,52       | 4,98       | 5,09       |
| SUISSE       | 1,39       | 2,45       | 3,77       |
| PAYS-BAS     | 3,88       | 4,02       | 4,85       |

## Matif

| Cours 12h30   | Volume 23/12 | dernier prix | premier prix |
|---------------|--------------|--------------|--------------|
| Notional \$5  | 2372         | 111,02       | 111,45       |
| Pibors 3 mois | —            | 96,89        | 96,90        |
| MAFS 99       | —            | —            | —            |

## Marché des changes

| Devises 12h30   | Cours 23/12 | Asch 23/12 | Vente 23/12 |
|-----------------|-------------|------------|-------------|
| ALLEMAGNE (100) | 33,58       | 32,2       | 34,6        |
| AUTRICHE (100)  | 16,54       | 15,28      | 16,78       |
| BELGIQUE (100)  | 3,52        | 3,50       | 3,50        |
| CANADA          | 23,25       | 23,10      | 23,10       |
| DANEMARK (100)  | 3,94        | 3,84       | 4,24        |
| ESPAGNE (100)   | 5,61        | 5,30       | 5,80        |
| FINLANDE (100)  | 110,51      | 104        | 115         |
| GDE-BRETAGNE    | 5,42        | 4,57       | 5,82        |
| GRÈCE (100)     | 1,99        | 1,74       | 2,24        |
| IRLANDE         | 3,52        | 3,70       | 3,74        |
| ITALIE (1000)   | 3,38        | 3,13       | 3,83        |
| JAPON (100)     | 16,54       | 15,28      | 16,78       |
| NORVÈGE (100)   | 3,14        | 3,10       | 3,15        |
| PAYS-BAS (100)  | 297,58      | 297        | 297         |
| PORTUGAL (100)  | 3,27        | 2,93       | 3,63        |
| SUÈDE (100)     | 7,07        | 6,6        | 7,5         |
| SUISSE (100)    | 412,21      | 397        | 421         |

## TAUX

● Europe : les marchés obligataires européens étaient en baisse en début de matinée, mercredi 23 décembre. Le cours du contrat notional, qui traduit l'évolution des obligations d'Etat à 10 ans, cédait 18 centimes à 110,70 points. Son équivalent allemand, le contrat bund, était en recul de 21 centimes à 115,04 points.

La forte progression des rendements japonais, mardi, a incité les investisseurs internationaux à se reporter sur les obligations d'Etat nipponnes au détriment des titres européens. En outre, le président de la Banque Centrale Européenne (BCE), Wim Duisenberg, a confirmé, mardi, que « la BCE ne veut pas donner de signal d'une nouvelle baisse des taux dans un futur proche ».

● États-Unis : conformément aux anticipations des investisseurs, la Réserve fédérale américaine a décidé, mardi 22 décembre, de maintenir ses taux directeurs inchangés.







# AUJOURD'HUI

LE MONDE / JEUDI 24 DÉCEMBRE 1998

**SCIENCES** En France, chaque année, environ 3,5 millions d'animaux meurent pour la science. ● SI LES LOIS, dans les pays développés, ont précisé les conditions dans les-

quelles peut être pratiquée l'expérimentation animale, elles ne l'ont pas supprimée pour autant. ● GRÂCE AUX PROGRÈS de la biologie moléculaire et de l'informatique, le

nombre d'animaux utilisés en laboratoire a néanmoins diminué de près de 50 % en vingt ans. Des méthodes alternatives ont vu le jour, parmi lesquelles la culture de cellules ou de

tissus *in vitro*. ● LE MODÈLE ANIMAL reste cependant indispensable à la mise au point de nombreux traitements et diagnostics. Et les souris génétiquement modifiées, qui per-

mettent d'étudier la localisation et la fonction des gènes impliqués dans des maladies héréditaires humaines, représentent un secteur de recherche en pleine expansion.

## Les opposants à l'expérimentation animale se radicalisent

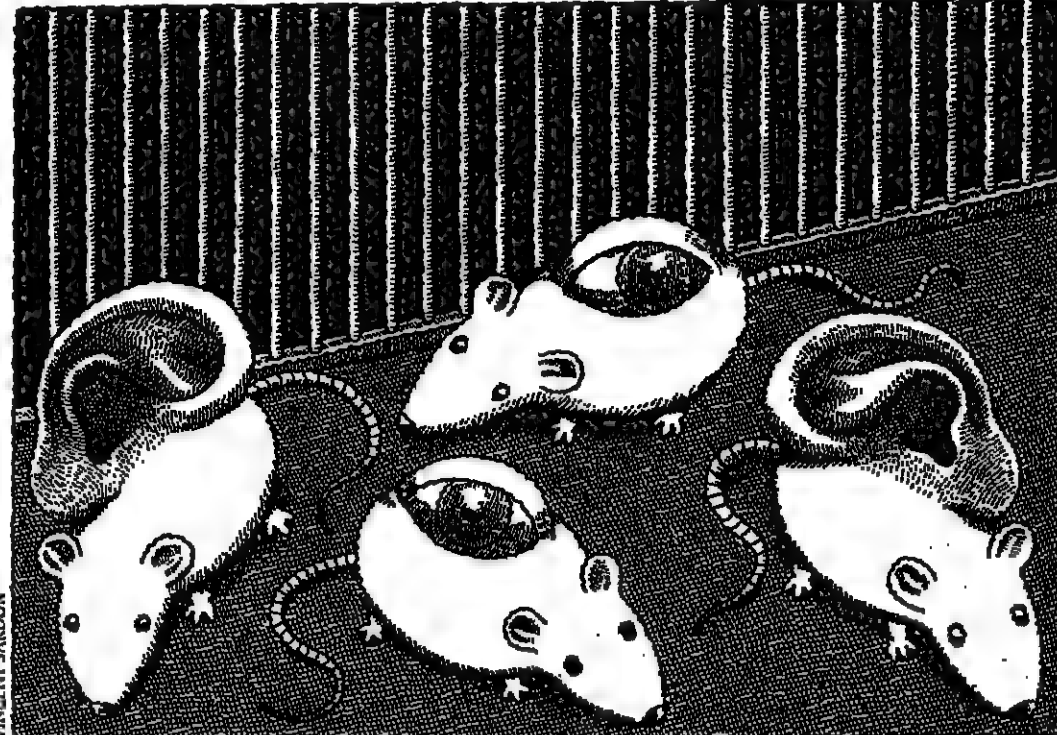
Grève de la faim en Grande-Bretagne, manifestations en Allemagne, l'utilisation des animaux pour la recherche suscite de plus en plus de réticences en Europe. La culture de cellules et les modèles informatiques sont des solutions de remplacement intéressantes, sauf en génétique

**LUNDI 14 DÉCEMBRE**, Barry Horne arrêtait sa grève de la faim, commencée soixante-huit jours plus tôt, sans avoir obtenu gain de cause de la part du gouvernement britannique. Ce citoyen de quarante-six ans, qui purge une peine de prison de dix-huit ans pour plusieurs attentats à la bombe incendiaire commis en 1994, demandait la constitution d'une Commission royale sur l'expérimentation animale (promise par le Parti travailliste avant son arrivée au pouvoir). Il est membre du virulent Animal Liberation Front (ALF), association d'antivivisectionnistes dont les

rope, à réglementer plus précisément l'exercice de l'expérimentation animale. « Ces lois autorisent plusieurs utilisations de l'animal, notamment l'expérimentation sur des animaux vivants, mais les assujettissent à des restrictions telles que l'homme ne peut plus faire "n'importe quoi", comme c'était théoriquement possible dans les siècles précédents. Il s'agit là d'un premier pas vers le respect de l'animal par le droit et la loi », résume Georges Chapouthier, neurobiologiste (CNRS-Paris-VI).

Pour ce spécialiste, auteur de plusieurs ouvrages sur le droit de l'animal, la prise en compte croissante des animaux à la fin du siècle dernier s'explique par les progrès mêmes de la biologie. « Le développement de l'anatomie comparée puis de la physiologie comparée montrait clairement que l'homme occupait dans le monde une place définie à proximité des grands singes, dont il ne se distinguait guère sur le plan strictement biologique », précise-t-il. Avec la théorie de l'évolution, le lien se renforçait encore. L'homme devenait à la fois cousin et ancêtre de l'homme, et son utilisation abusive prenait une tout autre signification.

Un siècle plus tard, les associations de défense des animaux allemands, les lois des pays développés ont considérablement accru les droits de « nos amis les bêtes ». Ou, du moins, les devoirs de l'homme vis-à-vis d'eux. En France, à la loi de 1963 relative à la protection des animaux utilisés pour l'expérimentation animale, s'est ajoutée en 1976 la loi sur la protection de la nature, qui donne aux animaux le statut d'« êtres sensibles », qu'il convient de protéger pour eux-mêmes. Une dizaine d'années encore, et c'est le décret de 1987 (complété en 1988 par trois arrêtés interministériels) qui précise les conditions réglementaires dans lesquelles peut être pratiquée, en laboratoire, l'expérimentation animale.



En 1992, enfin, Hubert Curien, ministre de la recherche et de la technologie, annonce une nouvelle série de mesures. Parmi elles : l'obligation pour les laboratoires d'utiliser des animaux provenant exclusivement d'élevages spécialisés, et la mise en conformité des animaleries avec la réglementation.

Ces mesures de bon sens ont-elles contribué à apaiser les esprits ? Les adversaires de la vivisection ont-ils été sensibles aux résultats de l'enquête nationale menée en 1990 par le ministère de la recherche sur « l'utilisation d'animaux vivants à des fins expérimentales » dans les laboratoires publics et privés, qui faisait apparaître, comparée à une étude précédente datant de 1984, une diminution de 25 % du

nombre d'animaux morts pour la science (3 645 708 en 1990, dont 94 % de rongeurs) ? Ont-ils lu le Livre blanc sur l'expérimentation animale, publié en 1995, dans un louable souci de transparence, par le CNRS et l'Inserm, avec l'objectif de montrer « pourquoi l'expérimentation animale est indispensable et à quel moment elle peut cesser d'être pour céder la place aux approches *in vitro* ou aux essais cliniques » ? Tous ces est-ils que les militants de la protection animale se sont faits en France, ces derniers temps, relativement discrets. Ce n'est pas le cas, on l'a vu, en Grande-Bretagne. Et moins encore en Allemagne.

L'expérimentation sur les animaux vivants remonte à l'Antiquité, mais son usage ne se répand véritablement qu'au XIX<sup>e</sup> siècle, avec le développement de la biologie

Dans ce dernier pays, qui bénéficie dans ce domaine de la réglementation la plus stricte de l'Union européenne, les associations de défense réclament une mise au ban pure et simple de la recherche sur l'animal. Il y a quelques semaines, de violentes protestations ont ainsi accompagné la remise d'un prix prestigieux à Wolf Singer, directeur à Francfort du Max-Planck Institute, pour la recherche sur le cerveau. Le neurobiologiste, qui étudie les propriétés électriques du cerveau des primates dans le but de mieux comprendre certaines affections cérébrales (telles la schizophrénie ou la maladie d'Alzheimer), a déjà reçu plusieurs menaces de mort. Il fut d'ailleurs placé sous protection policière durant toute la cérémonie. Il ne s'agit pas d'un cas isolé. Au point que de nombreux experts redoutent que l'Allemagne ne prenne un vrai retard en matière de recherche biomédicale, si la réglementation nationale devient, comme il en est question, plus sévère encore en matière d'expérimentation animale.

C. V.

Catherine Vincent

## Le bien-être animal passe par l'amélioration des relations sociales

SI LES DROITS de l'animal restent pour partie un slogan moral, une générosité philosophique plutôt qu'une réalité passée dans les lois, la notion de « bien-être » des animaux d'élevage, elle, connaît depuis quelque temps la faveur des experts. Et pour cause : qui dit animal heureux laisse entendre meilleur lait, viande de plus belle qualité, laine plus douce et mieux fournie. Au-delà des considérations éthiques, il en va donc du propre intérêt de l'homme. Au point qu'un colloque tout entier fut consacré il y a deux ans, sous l'égide de l'Institut national pour la recherche agronomique (INRA), à ce thème de recherche.

« D'une notion restrictive - supprimer le mal-être des animaux -, on est passé à une appréciation plus positive touchant à leur confort », résume Dominique Vermeersch (INRA-Rennes). Pour améliorer celui-ci, il existe des recettes simples (meilleures conditions d'hébergement et d'environnement, modalités d'alimentation, soins, hygiène, etc.). Mais d'autres, plus subtiles, fondées sur les liens sociaux que nouent

les animaux entre eux, sont tout aussi essentielles. « Dans toute recherche visant à améliorer le bien-être des animaux, il est impératif de mieux comprendre comment s'établissent les relations privilégiées, souvent hautement sélectives, de l'animal avec son univers social », explique Raymond Nowak (Laboratoire de comportement animal, INRA-Tours-Nouzilly). Ainsi, « le développement d'un comportement maternel adapté détermine pour beaucoup les chances de survie du nouveau-né, en particulier chez les mammifères vivant en plein air (porc, mouton) et ceux ayant des tailles de portée importantes (lapin) ». Chez les ovins, la brebis développe dans les heures qui suivent la parturition un lien sélectif très fort avec son petit. Ce qui non seulement empêche toute possibilité d'adoption, mais entraîne également des problèmes d'adaptation à la traite chez la brebis allaitante.

D'abord dépendant de sa mère, puis d'amitiés plus ou moins particulières, l'animal domestique sera également impliqué dans des liens « hétérospécifiques », en particulier avec

l'homme. Il lui faudra, surtout, apprendre à vivre avec ses congénères. Dans des conditions qui ne lui conviennent pas toujours.

« Dans les systèmes d'élevage actuels, les capacités des animaux à vivre en groupe sont de plus en plus sollicitées en raison de l'augmentation de la taille des troupeaux », précise Alain Boissy (Laboratoire d'adaptation des herbivores au milieu, INRA). Les animaux, dominés par leurs phases de repos et d'alimentation en fonction de l'activité des dominants, il se développe chez les premiers, lorsque les éleveurs réorganisent trop souvent l'agencement des troupeaux, « un véritable état chronique de stress ». De même, que ce soit chez la brebis ou la vache, la séparation de l'herbivore de son groupe provoque à elle seule des réactions d'angoisse que la simple remise en présence de congénères suffit le plus souvent à apaiser. L'animal d'élevage, lui aussi, est un animal social. Il était temps que l'homme s'en aperçoive.

## Des alternatives très performantes mais difficilement généralisables

LA LISTE est longue des découvertes biomédicales pour lesquelles l'expérimentation animale a joué un rôle-clé. Les deux tiers de tous les prix Nobel décernés en médecine depuis le début du siècle y étaient favorables, soulignent ceux qui, dans ce débat passionné, sont partisans de telles expériences. Mais la science a évolué depuis l'époque où Pasteur vaccinait poulets et lapins contre le choléra en les nourrissant du contenu des intestins de leurs congénères morts de la maladie. Grâce à la révolution moléculaire et informatique, l'expérimentation animale a diminué de près de 50 % en vingt ans. Elle représente aujourd'hui moins de 10 % de l'ensemble de la recherche médicale.

Cela ne signifie pas, pour autant, qu'il existe - ou existera - des alternatives à toutes les utilisations de l'animal dans la recherche scientifique. A l'heure actuelle, la France - qui se singularise par son silence sur cette question brûlante dans d'autres pays - utilise environ 3,5 millions d'animaux par an pour la recherche. Plus que tout autre pays de l'Union européenne. Comme partout, la grande majorité de ces animaux est composée de souris et de rats, avec moins de

10 % de lapins, poissons, reptiles, amphibiens, oiseaux, animaux de ferme, chats, chiens et - très rarement - de primates.

La recherche cosmétique n'emploie que 0,1 % de ce contingent. La plus grande partie - soit 45 % - est utilisée pour la mise au point de traitements et des diagnostics, les tests de toxicité pour leur validation et, plus récemment, la fabrication de produits nouveaux dans le domaine de la chirurgie humaine et vétérinaire. La recherche scientifique fondamentale (celle qui travaille sans visées thérapeutiques, dans le seul but d'élargir les connaissances) se place en second, en employant un tiers environ de ces animaux. Le pourcentage restant sert aux tests de sécurité des produits non médicaux - équipement ménager, test de substances chimiques industrielles et agricoles - ou à la création d'autres animaux.

### SPHÉROIDES HUMAINS

Depuis une vingtaine d'années, la technologie moderne a trouvé, pour les remplacer, des solutions qui - au-delà de l'éthique - sont souvent plus rapides, meilleur marché et plus efficaces au plan scientifique. La première est, sans

aucun doute, la culture tissulaire. Elle consiste, sur le fond, à conserver des cellules ou des fragments d'organes vivants *in vitro* (hors de l'organisme). Ces cultures de cellules humaines ou animales peuvent ensuite être utilisées à l'observation du comportement des tissus en situation normale ou face à des produits toxiques. C'est ainsi que les cultures de sphéroïdes (agrégats de cellules ressemblant aux organes) humains du foie et du cerveau sont aujourd'hui largement utilisées pour les tests de toxicité aux premiers stades de la conception d'un médicament. « Après l'investissement de départ, cela coûte 90 % moins cher que des tests sur l'animal. Les tests étant réalisés sur des cellules humaines, ils ont, de surcroît, une valeur prédictive plus fiable », indique Chris Atterwill, responsable de la sécurité du médicament préclinique chez Roche Discovery, à Welwyn (Grande-Bretagne).

L'autre solution de rechange est le modèle moléculaire informatique, qui est devenu la pierre angulaire d'une conception rationnelle du médicament. Il permet de trier rapidement, parmi différentes molécules possibles, laquelle est la mieux adaptée à l'objectif qu'on

s'est fixé. Indirectement, les banques de données, facilement accessibles sur CD-ROM et par le réseau Internet, permettent aussi de réduire les expérimentations animales en évitant les doublons, grâce au regroupement des données.

### GÉNIE GÉNÉTIQUE

Mais, parallèlement à cette tendance générale à la baisse, subsistent deux secteurs en expansion touchant, l'un et l'autre, au génie génétique. Le premier concerne l'utilisation d'animaux transgéniques clonés, chez lesquels les gènes d'une autre espèce - humaine le plus souvent - ont été introduits pour les amener à sécréter des produits « biopharmaceutiques » comme l'insuline, les anticorps monoclonaux (actuellement interdits dans plusieurs pays membres de l'Union européenne, mais pas en France), l'hormone de croissance, des vaccins et même, de plus en plus, des tissus et des organes pour la xénotransplantation en chirurgie. Si ces « bioréacteurs » animaux représentent déjà 13 % de tous les animaux de laboratoire, leur utilisation fait l'objet d'une préoccupation croissante dans l'opinion publique. « D'après

une enquête de la Commission européenne menée en 1996, les gens jugent cette technologie à la fois dangereuse et moralement condamnable », indique Gill Langley, conseil scientifique à la Hadwen Trust, une fondation charitable qui finance la recherche alternative au Royaume-Uni. Le développement de la production de protéines thérapeutiques par des plantes et des bactéries pourrait réduire le recours à la biopharmaceutique animale. Mais cette perspective semble moins vraisemblable pour les xénotransplantations.

Le second secteur en expansion est celui des animaux génétiquement modifiés dans le but d'étudier le rôle des gènes et (ou) de servir à des modèles de maladies. Cette technologie a permis des progrès considérables dans notre compréhension de la génétique. « Sans ces expériences, nous ne comprendrions jamais le génome humain », estime l'oncologue Terry Hamblin, de l'université de Southampton, membre du conseil de la Research Defence Society au Royaume-Uni. Certains défenseurs des animaux sont sceptiques : « Nombre de ces modèles ne se justifient pas », proteste Karen Broadhead, du Fund for Re-

search into Development of Alternatives, dont le siège est au Royaume-Uni.

Il y aura toujours conflit entre le bénéfice humain et le coût animal. Mais « notre société a le devoir de s'assurer que le progrès justifie la souffrance », estime, pour sa part, Michael Balls, chef d'unité au Centre de validation des méthodes alternatives de la Commission européenne à Milan. Un point de vue qui semble utopique à bien des chercheurs. « Personne ne sait à quel point une recherche qui peut paraître aller mille part aujourd'hui », souligne Terry Hamblin. Frankie Trull, président de la Foundation for Biomedical Research, qui, aux États-Unis, prône une recherche animale responsable, l'approuve : « Le principe de la recherche est la quête du savoir pour le savoir. » Selon elle, « la recherche animale restera capitale ». Dans un avenir immédiat, tout au moins.

Sara Abdulla

\* Page réalisée par les rédactions du Monde, d'El País et de la revue scientifique internationale Nature. Traduit de l'anglais par Sylvette Gleize

Kasparov  
côte de jeu

مكتبة الأمل



## Garry Kasparov en quête de jeu

Le numéro un mondial des échecs veut affronter en 1999 son dauphin, l'Indien Anand

IL EST EN QUÊTE. De jeu et de vérité. « Sa » vérité, diront ses détracteurs. Il sait que ses années les plus flamboyantes sont derrière lui. Il est arrivé au sommet et fera tout pour ne pas dévaler trop tôt la pente dans l'autre sens. Il affiche une indestructible confiance en lui, qui confine à la suffisance. Il est champion du monde du jeu des rois. Il a l'un des regards les plus étranges qui se puissent trouver sur cette planète. Il est le meilleur joueur d'échecs de tous les temps. Seule une machine a pu le battre. On l'a lui-même surnommé « The Machine », qualifié de « monstre aux cent yeux qui voit tout ». Il est seul contre tous, et cela lui plaît. Il sait qu'il sera battu un jour, il sait qu'il n'est respecté que parce qu'il est le numéro un. Son titre est son assurance-vie. Comme certains monarques, il parle souvent de lui à la troisième personne. Il est « Kasparov ».

Il est en quête, ce perpétuel globe-trotter, VRP des échecs, tant d'un avion à l'autre comme un cavalier se jouant des barricades et des frontières sur ce gigantesque échiquier qu'est la Terre. Un jour à Buenos Aires, le lendemain à Londres, lundi 21 décembre à Paris pour la présentation d'un accord avec la société française de jeux vidéo Tins. Déjà éditeur du logiciel Virtual Chess, double champion du monde des programmes d'échecs professionnels, Tins compte sortir d'ici un an à dix-huit mois un « simulateur » d'échecs dans lequel le rôle de professeur serait tenu par un Kasparov virtuel.

Le Kasparov en chair et en os est bien là. Son show semble ne jamais vouloir s'achever. Dans cette allée de la somnolente Bourse de Paris, un petit cercle écoute en silence le grand maître charismatique débiter au co-créateur de Virtual Chess, Marc-François Baudot, les coups qu'il a joués contre

lui lors d'une simultané disputée il y a... une dizaine d'années. Et le Russe d'enchaîner sur quelques tests à effectuer sur le futur logiciel de Tins. Quelques considérations sur la richesse des fins de partie, la résolution ou non par l'ordinateur de toutes les finales avec sept pièces... Cet homme ne s'arrête que pour dormir et, là, promis, il ne rêve pas d'échecs.

### FAS DE MATCH AVEC KASPAROV

Autre promesse, cette fois en direction de ses fans et de ses ennemis. Si 1998 l'a peu vu devant un échiquier, il occupera le devant de la scène en 1999. Le public exige de celui qui ne fait plus partie d'une structure officielle un championnat du monde ? « Il y a entre 75 % et 90 % de chances qu'un match ait lieu en 1999 », rétorque-t-il. La proposition qu'a avancée Bessel Kok, le président de la compagnie des téléphones tchèques, de lui faire rencontrer le vainqueur du championnat du monde de la Fédération internationale d'échecs (FIDE), pour la somme de 3 millions de dollars (près de 17 millions de francs), « reste sur la table. Mais, à mon avis, la grande question c'est : est-ce que la FIDE va faire son championnat du monde, et quand, et où ? Jusqu'ici, ce n'est absolument pas clair et, en l'absence de champion du monde FIDE, le match prévu par Bessel Kok ne pourra pas avoir lieu ».

Quant à affronter l'actuel tenant du titre FIDE, son compatriote Anatoli Karpov, Kasparov n'y songe même pas. « Je doute vraiment beaucoup que quiconque mettra de l'argent pour le voir jouer, lance-t-il. On attend un vrai challenge, et tant pour le monde des échecs que pour les sponsors éventuels, Karpov manque trop de crédibilité. Si vous en parlez à d'autres joueurs d'échecs, ils en riront ».



Garry Kasparov garde en travers de la gorge sa défaite de 1997 contre Deep Blue.

En revanche, une rencontre avec le numéro deux mondial, l'Indien Viswanathan Anand, qu'il a déjà battu assez facilement en 1995, mais qui vient d'effectuer une saison 1998 remarquable, sied assez au roi des échecs, qui tire sa légitimité de son seul titre. « Anand est un candidat sérieux. Beaucoup de gens diront qu'il n'y a pas eu de procédure de sélection démocratique. Je ne rejette pas cet argument, mais, d'un autre côté, un match contre Anand obtiendrait facilement des sponsors, affirme Kasparov, qui est aussi un homme d'affaires millionnaire. Et ses résultats des deux dernières années lui valent absolument le droit de me défier pour le titre. Ce sera pour le public la garantie d'assister à un véritable événement, qui sera vu comme un match de championnat du monde entre le numéro un et le numéro deux. Anand n'a encore rien fait savoir, car cette idée n'a que quelques jours, mais, si nous nous entendons, le match pourrait avoir lieu à l'automne prochain ».

Passer par dessus la tête de la FIDE, une organisation qu'il a quittée avec fracas en 1993, ne dérange guère Garry Kasparov, qui n'a aucune estime pour elle et son pré-

sident, le très contesté Kirsan Iloumjinov, par ailleurs président de la république russe de Kalmoukie. « C'est un des plus beaux exemples d'homme politique russe corrompu, assène l'attaquant sans pitié qu'est le champion du monde. On peut être désemparé que cet homme dirige la FIDE, mais, après tout, c'était le choix des délégués... Il a simplement acheté la FIDE et prouvé que les principes des fédérations d'échecs occidentales dépendent directement de la quantité de vodka et de caviar qu'on leur offre. Il a bâti en Kalmoukie un état offshore, où les compagnies russes peuvent s'établir pour ne pas payer d'impôts, ce qui lui garantit des revenus très stables. Il contrôle tout le budget de sa république, qui va dans les sociétés privées qu'il détient ».

### L'ÉCHICHER À L'ÉCOLE

« Je n'invente rien, je ne fais que citer la presse russe. Je dois reconnaître qu'Iloumjinov a effectué un excellent investissement en achetant la FIDE, une organisation internationale qui a son quartier général à Lausanne et un compte en banque qui ne peut être atteint par aucune

enquête émanant de la justice russe... », accuse-t-il encore. Avec le temps, l'« Ogre de Bakou » n'a rien perdu de son mordant et, même s'il reconnaît ne plus avoir la même détermination qu'autrefois, il est prêt à faire un carnage dans les deux très forts tournois auxquels il va participer au cours des deux prochains mois, Wijk aan Zee (Pays-Bas) et Linares (Espagne). Cette magnifique machine à gagner, ce guerrier, tel qu'il aimait à se définir, commence cependant à ranger les armes. Père de deux enfants, il soutient plusieurs programmes visant à instaurer les échecs comme matière obligatoire à l'école. « J'espère que l'héritage que je laisserai aux échecs sera d'avoir aidé ce jeu à pénétrer dans les programmes scolaires. Les échecs aident les enfants à améliorer leurs résultats : ils développent les qualités de logique, l'autodiscipline, le sens des responsabilités, la créativité... » La quête ininterrompue de Garry Kasparov a infléchi son cours. A l'insatiable volonté de tout gagner s'est substituée une part de sagesse.

Pierre Barthélémy

## Petr Korda contrôlé positif à la nandrolone à Wimbledon

LA COMMISSION D'APPEL de la Fédération internationale de tennis (ITF) a sanctionné Petr Korda, mardi 22 décembre, en lui retirant les 99 points et les 94 529 dollars (près de 600 000 francs) gagnés grâce à son quart de finale à Wimbledon, où le joueur a été contrôlé positif à la nandrolone, un stéroïde anabolisant. L'ITF ne retiendra pas d'autres sanctions, car elle a admis que Petr Korda « ne savait pas qu'il avait pris ou qu'il lui avait été administré cette substance interdite ». Le champion des Internationaux d'Australie avait été informé en août et a fait appel. Très souvent blessé au cours de sa carrière, le gaucher tchèque avait obtenu la consécration à trente ans, en janvier 1998, en gagnant son premier tournoi du Grand Chelem à Melbourne. A Melbourne, un porte-parole du comité d'organisation des Internationaux d'Australie a annoncé que Petr Korda, qui avait été testé négatif après sa finale 1998, était bien inscrit au tableau de l'édition 1999, qui se disputera du 18 au 31 janvier. Après quelques suspensions pour usage de cannabis et de cocaïne, ce cas de dopage est le premier aux anabolisants connu dans le tennis.

### DÉPÊCHES

■ **DOPAGE** : Le Sénat a adopté, mardi 22 décembre, à l'unanimité, en seconde lecture, le projet de loi relatif à la lutte contre le dopage en apportant plusieurs amendements au projet adopté par l'Assemblée nationale en première lecture, notamment dans les domaines de « l'alerte médicale », de l'extension de la fouille dans les véhicules et de l'octroi aux fédérations sportives du droit de prononcer des injonctions de soins à titre de peine disciplinaire. Le texte reviendra devant l'Assemblée le 28 janvier.

■ **FOOTBALL** : Laurent Perrière, le nouveau président délégué du Paris-Saint-Germain (Le Monde du 23 décembre), a assuré, mardi 22 décembre, quelques instants après sa nomination, qu'il n'y a « aucune inquiétude pour les comptes du PSG ». Par ailleurs, Jean-Luc Lamarche, qui a annoncé jeudi son intention de démissionner du poste de directeur sportif du RC Lens, pourrait rejoindre le club parisien, où il occuperait les mêmes fonctions.

■ **La police polonaise** a arrêté, mardi 22 décembre, à Cracovie, un supporter, Pawel Michalski, alias « Mielek » (Nounours), dix-neuf ans, soupçonné d'avoir blessé à la tête le joueur italien de Parme Dino Baggio en lui lançant un couteau lors d'un match de Coupe de l'UEFA entre le club italien et le Wisla Cracovie (1-1), le 20 octobre (Le Monde du 23 octobre).

### La défaite contre Deep Blue, une « non-histoire »

« Pour moi, assure Garry Kasparov, ma défaite de 1997 contre Deep Blue est de l'histoire ancienne. Pour les échecs, c'est une non-histoire. La raison ? On a refusé de me transmettre les données de l'ordinateur, ce qui prouve que la valeur de ce match est nulle. On ne peut tirer aucune conclusion de cette expérience scientifique à partir du moment où les données scientifiques ne sont pas révélées. Il faudra que, lors des prochains événements de ce genre, le constructeur donne libre accès à ces données. Malheureusement, Deep Blue a été démantelé, aucun autre constructeur ne s'investit dans ce domaine et il est également impossible à tout journaliste d'enquêter. Il est impossible de vérifier que la machine a joué seule, qu'il n'y a pas eu d'interférence humaine ».

Accusant IBM d'avoir triché d'une façon ou d'une autre, le champion du monde russe met notamment en cause la deuxième et la quatrième parties du match (qui en a compté six au total) où « paranola ou système sans ? » il a repéré des coups « bizarres », qu'aucun des ordinateurs qu'il a testés par la suite n'a rejoints. IBM, qui a réalisé un énorme coup publicitaire avec la complicité involontaire de Kasparov, n'a, selon ce dernier, « aucun intérêt à refaire un match : elle aurait tout à perdre ».

### Biographie

- 13 avril 1963. Naissance, à Bakou (Azerbaïdjan), de Garry Weinstein, d'un père juif et d'une mère arménienne.
- 1969. Il apprend les échecs peu avant son système anniversaire.
- 1970. Décès de son père.
- 1973. Il rejoint les rangs de l'école d'échecs dirigée par l'ancien champion du monde soviétique Mikhaïl Botvinnik.
- 1975. Sa famille décide qu'il prendra le nom de jeune fille - russe - de sa mère. Il devient Garry Kasparov.
- 1976-1977. Champion d'URSS juniors deux années consécutives.
- 1979. Il remporte son premier tournoi de grands maîtres.

- 1980. Il remporte le championnat du monde juniors et obtient le titre de grand maître international.
- 1981. Champion d'URSS (il le sera à nouveau en 1988).
- 1984-1985. Il dispute son premier match de championnat du monde contre le tenant du titre, Anatoli Karpov, le vainqueur étant le premier à remporter six parties. Kasparov est vite mené 5 points à 0. Mais les choses s'équilibrent et, au bout de quarante-huit parties, alors que Karpov est en train d'être remonté au score (5-3), le président de la Fédération internationale des échecs, le Philippin Florencio Campomanes, sous l'influence du ministère des sports soviétiques,

interrompt le match. Celui-ci reprend à zéro quelques mois plus tard et, le 9 novembre 1985, Garry Kasparov devient le treizième champion du monde de l'histoire des échecs en battant Karpov par 13 points à 11.

● 1986-1995. Par cinq fois il défend victorieusement son titre : en 1986, 1987 et 1990 contre Karpov, en 1993 contre le Britannique Nigel Short et en 1995 contre l'Indien Viswanathan Anand. En 1993, il a quitté la FIDE pour créer sa propre fédération, la Professional Chess Association, qui ne survira pas au départ de son principal sponsor, Intel.

● 1996-1997. Deux matches (une victoire, une défaite) contre le superordinateur d'IBM Deep Blue.

## La course autour du monde à la voile va de tempête en cyclone

« SOYEZ SYMPAS les gars, mettez-vous un peu de lumière au bout de ce tunnel, ce serait un joli cadeau de Noël. » Cette pointe d'humour sans doute un peu effrayée de Brad Van Liew, skipper de *Balance-Bar*, résume l'état d'esprit qui sévissait sur la flotte de la course autour du monde à la voile baptisée Around Alone, mardi 22 décembre, lors de la deuxième étape de cette solitaire avec escales entre Le Cap (Afrique du Sud) et Auckland (Nouvelle-Zélande). Des vacances radio ou des messages sur Internet parviennent des paroles impressionnées de marins sur le qui-vive qui se battent dans une immense tourmente. Dans cette partie-là de la planète, ils s'attendaient à du « gros », mais pas à du « monstrueux ».

C'est l'arrière de la flotte qui « déguste » un grain aux allures de cyclone. Les navigateurs doivent conjurer avec des vents de plus de 60 nœuds et les festivités qui vont avec : vagues en forme de montagnes russes et bourrasques capricieuses ou caractérielles. La première « victime » est George Stricker sur le *Class II Rapscallion*.

III. Le sexagénaire américain, qui était reparti pour la troisième fois du Cap après plusieurs avaries, a abandonné après avoir cassé son vit-de-mulet, pièce qui articule la bôme au mât. « Cette course n'est pas pour moi », a-t-il indiqué en guise d'au-revoir.

Jean-Pierre Mouligné, en tête des *Class II*, a confirmé la difficulté du moment sans dramatiser : « C'est inconfortable et stressant, mais la mer est grosse, pas dangereuse, a-t-il écrit, mardi. Une vague, et tout s'envole. » Il faut ranger tout en restant constamment aux aguets. Jean-Pierre Mouligné passe sa vie dans ses vêtements de gros temps et finalement apprécie le grain qui lui permet de distancer Michael Garside, le deuxième, de près de 150 milles : « Mon bateau a l'air plus vite que Magellan-Alpha. Tout va bien. » Mardi, il pointait à un peu moins de 3 000 milles de l'arrivée.

A moins de 2 000 milles du dénouement, la tête de la course n'est pas non plus épargnée par des tempêtes moins énormes, mais tout aussi éprouvantes pour les organismes. Marc Thiercelin, troisième sur *Somewhere*, a raconté avoir dégringolé une vague de 18 mètres : « A chaque surf sur les vagues, je me demande si ça va passer, ça cogne de partout, a expliqué le skipper. Je vais lever le pied.

Je veux arriver entier à Auckland. » Une question de survie.

En tête sur *Fila*, Giovanni Soldini rencontre aussi la tempête, mais avec cette volonté qu'il a héritée depuis le départ du Cap, l'italien ne semble pas vouloir ménager son monocoque, qui poursuit sa route en tête avec une belle cadence. Il dort par quarts d'heure, histoire de ne rien rater, et barre beaucoup. Il déplore trois lattes de grand-voile cassées, pas de quoi, pour l'heure, troubler son sillage parfait. L'italien a un peu plus de 150 milles d'avance sur Mike Golding (*Team-Group 4*), vainqueur de la première étape entre Charleston et Le Cap.

### UN NOËL MOUVEMENTÉ

Isabelle Autissier, elle, remonte vers le nord. Depuis lundi elle a décidé de ramener son *PRB* à Hobart, en Tasmanie, pour réparer le rail de sa grand-voile, pièce maîtresse dans le manœuvrement de la voile. Piètre consolation, la Rochelaise négocie des vents beaucoup plus maniables de 30 à 35 nœuds : « J'avance à plus de 23 nœuds. Il faut que je profite de ce front pour éviter de me retrouver jeudi au sud de la Tasmanie avec la prochaine tempête qui arrive. » Elle doit en effet descendre au-dessous de 44 degrés sud, là où les dépressions ont le plus de force. L'idéal

dans ce détour obligé serait d'arriver dans la baie de l'Aventure le jour de Noël.

Avec des techniciens dépêchés sur place, Isabelle Autissier commencera alors une course contre la montre pour limiter son retard à Auckland. Elle espère une escale ne dépassant pas la journée. « J'aurai trois à cinq jours de retard, déplore-t-elle. Ce sera difficile de gagner l'épreuve. Mais nous n'en sommes qu'à la moitié de l'*Around Alone*. Soldini avait près de trois jours de retard sur Golding lorsqu'il est arrivé au Cap au terme de la première étape. »

Pendant qu'Isabelle Autissier rongera son frein à terre, le trio de tête n'aura pas non plus le temps de célébrer la nativité. Une tempête aussi puissante que celle qui a touché la queue de la flotte s'annonce en rouge sur les écrans météorologiques.

Au menu du réveillon, un front « monstre » encore une fois, venu d'Afrique du Sud avec des vents de plus de 60 nœuds pimentés de deux fronts déboulant de l'Australie de la course ont appelé les skippers à la plus grande prudence. La marine australienne est en état d'alerte depuis une semaine.

Bénédicte Mathieu

### FILMS PHOTOS PEINTURES ENTRETIENS AVEC CHRIS RODLEY

**Lynch**

295 F

ALBUM  
ÉDITIONS CAHIERS DU CINÉMA  
Chez votre libraire



## Palais, usines et marbres romains

La statuaire antique est partout à Rome, dans les rues, au fond d'édifices splendides ou anodins, et même dans une centrale électrique

### ROME

de notre envoyé spécial  
« Êtes-vous allé à Montemartini ? - Non, qu'est-ce ? - Je vais vous le dire. Courez-y ! » Au lieu de nous vanter ses collections parmi les plus riches de la Ville éternelle, l'amie conservatrice d'une galerie romaine nous expédie ailleurs...

En descendant du métro à Garbatella, au-delà de la pyramide de Celsus, nous tombons dans un quartier peu avenant, ni centre ni banlieue, accablé de graffitis du type « Centre social = piraterie ! », « Libérez les drogues ! », strié de vieilles usines. Sur la façade d'un bâtiment jaunasse, une plaque oubliée rappelle que là les apôtres Pierre et Paul se séparèrent avant de se lancer à l'assaut du paganisme. Dans la cour, derrière un bouquet de palmiers, se cache cependant une magnifique manufacture Belle Époque, toute reblanchie de frais. Pour les amateurs d'antiques, c'est depuis quelques mois le *nec plus ultra*, loin du cœur vivant, chic et ancien de la capitale italienne.

### JUBILÉ DE L'AN 2000

La centrale thermo-électrique communale de la route d'Ostie aurait pu être rasée ou réaffectée. On a préféré, sans retirer aucune machine, tuyau ou réservoir, aussi énormes soient-ils - comme si on avait laissé les locomotives dans la gare d'Orsay devenue musée à Paris -, y amener du Capitole, Hercule, Icare, Priape, Agrippine, Septime Sévère, Caracalla ou tel sénateur, athlète ou dame ptolémaïque aux noms perdus. Tous figés depuis deux millénaires dans les plus purs marbres blancs - sauf la mère de Néron, en *basanite*,

### Aux trois coins de Rome



noire bien sûr. Noires également les géantes cuves et chaudières en fonte où se fabriquait la lumière de Rome sous Mussolini, et le long desquelles s'alignent désormais dieux, hommes et animaux qu'illumine le télescope muséographique, historique, artistique, psychologique est total. Le succès de l'an 2000, cette exposition provisoire a bien des chances de s'éterniser...

Autre cadeau du bi-millénaire chrétien, cette fois près de la place Navone et de Saint-Louis des Français, en plein milieu de la Rome habituelle, le palais Renaissance, sinon construit du moins rendu fameux de cette époque par le cardinal Altompe et son fils Roberto, édifice déjà ouvert à 75 % au public. Avec ses fresques de Romanelli, son trompe-l'œil d'argenterie daté 1477, sa chapelle hyperdcorée et dorée, son belvédère surmon-

té du bouquetin cardinalice aux cornes et testicules demeurés. Avec aussi divers fantômes, outre ceux de la curieuse famille Altompe - Melchior de Polignac, qui en ces murs représenta fastueusement la France de Louis XV ; le poète Gabriele d'Annunzio, qui y résida ; l'archevêque XIII puis Franco, qui y visitèrent un collège espagnol abrité là par le Vatican, alors propriétaire des lieux. Avec enfin quelques-uns des chefs-d'œuvre insignes des collections nationales italiennes d'antiquités, provenant notamment des fonds Boncompagni-Ludovisi, Mattei, Altompe, des trésors que l'Europe entière guignait, de Colbert à Napoléon, des tsars de Russie aux rois de Danemark mais qui, par miracle, restèrent ici pour une bonne part.

### LA COMPAGNIE DE JÉSUS

Par exemple, le « trône Ludovisi », unique au monde avec son rival le « trône de Boston », original hellène du V<sup>e</sup> siècle avant J.-C. Ce fauteuil de marbre sur lequel se meuvent cinq femmes, dont la déesse, avec des gestes qu'imita sans vergogne l'Art déco, serait en fait une balustrade derrière laquelle se célébrait le mystère de la naissance d'Aphrodite alias Vénus, dans les vagues chypriotes. Autre groupe monumental, très regardé par les visiteurs français, le cru et cruel *Suicide du Gaulois*, pendant du *Gaulois mourant*, exposé hélas à l'écartement au Musée capitolin : deux copies réalisées pour Jules César, vainqueur de nos ancêtres, à l'image des originaux grecs sculptés pour Attale de Pergame après sa victoire contre nos mêmes ancêtres, envahisseurs de l'Asie Mineure sous le nom de Ga-

lates... Evidemment *in fine* seul l'art est gagnant.

Sans machines obsolètes ni âmes mortes, le froid et grandiose palais Massimo, ancienne école jésuite, élevé en 1883 près de la gare Termini, ferme ce trio muséal romain - parmi d'autres ! - en présentant de nouveau (toujours le jubilé), après trois lustres de désinvolte soustraction à ses admirateurs, une autre partie du patrimoine antique italien, auparavant déployée dans les bains de Dioclétien. La Compagnie de Jésus a donc cédé la place aux peintures païennes qui transformaient les maisons de campagne des femmes de la dynastie augustéenne en paradis infiniment terrestres. La grande salle du nouveau musée résume, elle, à travers bustes et statues en pied, toutes les variantes de la plastique masculine, toutes ses attitudes, adolescentes ou mûres, viriles ou maniérées. Certains marbres ont conservé la coloration d'origine qui leur confèrait l'aspect de la chair.

Les pièces les plus curieuses sinon les plus rares de chez Massimo sont néanmoins en bronze et proviennent du bateau-fantaisie que Caligula faisait flotter sur le lac de Némi pour abriter ses banquets licencieux : gueules de bêtes féroces tenant les anneaux d'amarrage, rambarde à figures de satyres et ménades sur laquelle le jeune César s'appuyait en combinant de nouvelles excentricités politiques, érotiques ou culturelles. Ses descendants se contentent d'installer sagement des marbres dans des entrepôts désaffectés, sur fond de gouvernement centre-gauche.

Jean-Pierre Péroncel-Hugoz



## PARTIR

**■ TEMPLES DE NUBIE.** S'éloigner des hommes et remonter le temps au rythme d'une expédition au Soudan, sur les traces des royaumes de Haute et Basse-Nubie. En préambule Khartoum, au confluent du Nil bleu et du Nil blanc. Puis, en 4x4, départ pour une boucle de douze jours à travers les déserts de Bayuda et de Nubie. Un docteur en égyptologie évoquera la signification des temples, nécropoles et pyramides égarées le long du fleuve. Parmi les sites, Mousawat-es-Sofra, qui passe pour le plus compliqué, Meroc et son temple du soleil, le temple de Soleb, l'un des plus beaux du Soudan, contemporain de celui de Louxor. Final au nouveau musée nubien à Assouan. Un pèlerin de 17 jours, du 24 février au 12 mars et du 7 au 23 avril, 23 950 F par personne en chambre et tente double sur la base de dix à quinze participants. Inscription impérative deux mois avant le départ. \* Traditions et civilisations, tél. : 01-43-36-98-10.

**■ PHILIPPE II À MADRID.** Week-ends de la dernière chance pour aller contempler les trésors de l'exposition Philippe II, prince de la Renaissance au musée du Prado à Madrid. Toiles de Titien, du Corrège, d'Arcimboldo et galerie de portraits. Pour se simplifier la vie, profiter des formules Frantour, souples et modulables. En train, le Talgo relie Paris à la capitale espagnole en douze heures, à partir de 1 620 F, prix pour un A/R en catégorie « tourisme » et une nuit en hôtel deux étoiles (1 750 F en quatre étoiles). Pour une couchette ou un wagon-lit, prévoir un supplément. L'avion est à peine plus cher : de 1 970 F à 2 090 F selon l'hôtel. Nuit supplémentaire à partir de 195 F. L'exposition se termine le 10 janvier. \* Brochure Frantour dans les agences de voyages.

La Chusaz propose en sus une initiation au télémark, et Oz, en Oisans, le *snowblade*, du ski sur planches courtes pour figures de style. On peut être bon skieur alpin mais débuter en surf ou en télémark. Idem pour les fondeurs. Pour participer à l'opération, et bénéficier de deux cours collectifs de l'École de ski français, des remontées gratuites, du prêt de matériel et d'une assurance, il suffit de choisir la station, où l'on passera au moins une nuit, par téléphone au 0883-360-361. Une carte nominative est à retirer, à l'arrivée, à l'office du tourisme de la station. En sus, on obtient une réduction sur le transport SNCF (30 % à 50 % selon le train choisi) et sur la location de voiture chez Avis (de 15 % à 30 %).

La saison s'annonce de bon augure avec des chutes de neige précoces. En janvier, les basses températures maintiennent une neige sèche et légère, donc facile à skier. Les fans le savent, c'est souvent la meilleure de l'année.

Florence Evin

### Carnet de route

● Sites. Centrale électrique Giovanni-Montemartini, 106 via Ostense, tél. : 06-57-43-030 ou 38. Palais Massimo alle Terme, 1 largo di Villa Peretti, tél. : 06-48-90-35-00 ou 07. Palais Altompe, piazza Sant'Apollinare, tél. : 06-52-07-26. Ces trois musées sont fermés le lundi et les autres jours ont différents horaires d'ouverture.  
● Voyagistes. À Paris : Clio, tél. : 01-53-68-82-82 ; à Rome : hôtel Réservation, fax : (de Paris) 00-39-06-69-94-07-03. Renseignements : Office italien du tourisme à Paris, tél. : 01-42-66-66-68.  
● Hôtels. Le Pantheon, 131 via dei Pastini, 00186 Rome, tél. : (de France) : 00-39-06-678-77-46 ; fax : 77-53. A deux pas du Pantheon, un hôtel de charme, calme et traditionnel. Chambre pour deux avec petit déjeuner : 1 450 F.  
● Lectures. Le palais Massimo, par la Surintendance archéologique de Rome, 75 p. Illustrées, version française vendue au musée. *Guide illustré de Rome*, de Daniel Roche, Hermé, 160 p. Le numéro 85/1998 du mensuel *Musard* (tél. : 01-44-84-85-181, consacré à Rome, 33 F franco).

### Ski moins cher en janvier

De l'Épiphanie, le 3 janvier, à la Sainte-Agathe, le 5 février, qui marque le début des vacances scolaires, les prix baissent sur les sommets. Durant un mois, on enregistre des remises de 20 % à 30 %, voire plus, dans les stations-phares du domaine alpin français. Après les fêtes de fin d'année et avant le rush du Mardi gras, au creux de la morte saison, il faut remplir les milliers de lits aménagés à flanc de montagne. D'où la déflation temporaire des tarifs qui sera, de nouveau, à l'affiche en mars dans la plupart des stations jouant la séduction par les prix pour boucler la fin de saison. Les formules décrites incluent le forfait ski et une location d'appartement à partager à plusieurs, voire ponctuellement des remises sur le matériel loué et les cours avec moniteur. Idem à l'hôtel, avec des réductions, moindres, autour de 10 % à 20 %.

Baptisées « Semaines douces » à Montchavin-les-Coches (à partir de 1 140 F en location et 2 780 F en demi-pension, à l'hôtel), « Semaines grand ski » à Avoriaz (à partir de 1 380 F) ou « Semaines exceptionnelles » à

Courchevel (à partir de 1 620 F, pour 7 nuits en appartement à partager ou 3 550 F à l'hôtel avec forfait 3 Vallées et 20 % de réduction sur matériel et cours), les formules se déclinent sur le même thème. Ski France, association regroupant cent stations dans les cinq massifs, tél. : 01-47-42-23-32, envoie gratuitement le *Guide hiver 1998-1999*. Informations aussi sur Minitel (3615 En Montagne) ou sur le site Internet ([ski-france.fr](http://ski-france.fr)), où les promotions de janvier sont chaque jour annoncées. On note que les meilleurs forfaits s'appliquent du 2 au 23 janvier. Les petits prix commencent autour de 1 000 F, en confort trois étoiles pour un appartement à occuper à quatre à Risoul, 1 200 F à La Plagne, 1 500 F à Tignes ; à Flaine, un chalet de 70 mètres carrés pour six se loue 1 550 F par personne ; une formule identique en descendant à l'hôtel oscille de 3 000 à 5 000 F, selon les massifs. De La Mongie, dans les Pyrénées, à Val-d'Isère en Savoie, demi-pension incluse en trois étoiles. On compte de bonnes étapes parmi les quarante-cinq villages de montagne réunis sous un même label, Villages tour, pour se faire connaître et faciliter la commercialisation de leurs établissements deux étoiles, pimpants

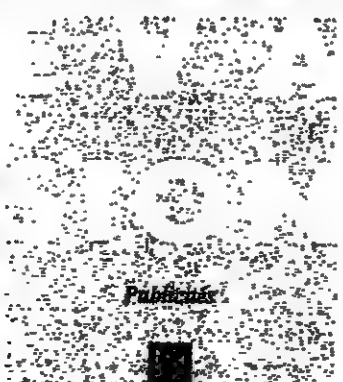
et accueillants (réservation centralisée, tél. : 04-50-54-70-55 aux Houches et agences de voyages). Voilà Arèches-Beaufort et son Hôtel Vallée centenaire affichant, en janvier, 340 F la pension complète, ou l'Hôtel du Nord à Saint-Pierre-de-Chartreuse fixant la demi-pension à 250 F, ou encore l'Oule rouge à Saint-Jean-d'Arves annonçant la semaine à 1 750 F, « cuisine traditionnelle et soignée chaque soir... au coin du feu ». Du 9 au 17 janvier, l'opération Montagnes en fête, mise en place dans une centaine de stations, permet aux débutants de se familiariser gracieusement, durant deux demi-journées, avec le surf, le ski alpin ou de fond. Barèges, Combloux, Chamonix, Valloires, Montgenèvre ou

## BILAN DU MONDE

174 fiches-pays sur votre Minitel

avec les analyses de nos correspondants dans le monde (mises à jour en mai 1998) et les chiffres-clés pour chaque pays

3615 LEMONDE  
rubrique BDM



**VOTRE SEJOUR EN QUEYRAS**  
(300 jours de soleil/an)  
piscine, tennis, baignade, jeux d'enfant  
hébergement : Hôtels 2 ou 3\*  
résidence hôtel ou studios  
St-Véran : plus haute commune  
2040 m, site classé, chalets du XVIII<sup>e</sup>  
Arvieux : 1800 m au pied du fameux  
col de Tizart  
1/2 Pension de 255 à 280 F/jour  
Pension de 317 à 451 F/jour  
résidence à partir de 2 000 F/semaine  
Tél. 04.92.45.82.62  
Se recommander du "Monde"

### Directours

**CARAIBES**  
Hôtel-Club Antigua\*\*\* 9177a : 6 625 F  
"Formule Tout Compris"  
Vol au départ de Paris le dimanche  
avec Air France + 7 nuits sur la base  
"tout compris", pension complète +  
boissons et sports nautiques à volonté.  
Prix par personne en chambre double.  
Validité à partir du 04/01/99. Pas de  
supplément chambre individuelle 150 pour  
enfant de 12 ans + gratuit. (Prix du vol pour  
l'enfant : non compris). Taxes aéroport :  
110 F/personne. Départ des villes de  
Province desservies par Air France : + 450 F.

**NEW YORK "Special Solides"**  
9173a : 1 950 F - 816a : 2 550 F  
Vol au départ de Paris + 3 ou 6  
nuits hôtel NEW YORKER\*\*\*  
Prix base 1 personne (en 1 chambre  
à 2 grands lits). Prix des départs  
entre le 07/01/99 et 04/02/99 inclus.  
Départ Province : + 335 F.  
Taxes aéroport, 3 ce jour : 400 F/personne.  
Bouchées gratuites 01.45.62.62.62  
ou de province au 02.01.63.75.43  
Minitel 3615 Directours (223 F/m)  
Internet : [www.directours.fr](http://www.directours.fr)  
dans la limite des disponibilités.

90, av. des Champs-Élysées, PARIS 8e  
Membre SNAV - Garantie APS

### 05350 MOLINES-EN-QUEYRAS

SATION VILLAGE - ÉTÉ - HIVER  
Soleil - Neige - Tout Ski - Raquettes  
**HÔTEL LE CHAMOIS\*\***  
LOGIS FRANCE 2 chemins  
1/2 pension 280 F - 310 F  
Tél : 04.92.45.83.71 - Fax : 04.92.45.80.58

### SKI DE FOND

Haut-Jura, 3h Paris TGV  
Plus et Libre vous accueillent dans une  
ancienne ferme Comtoise du XIX<sup>e</sup> Grand  
confort, ambiance conviviale, Table d'hôte,  
produits maison et régionaux, chambre avec  
salle de bain + WC. Tarif selon période :  
semaine/pers. 2 800 F à 3 400 F  
tout compris (pension complète + vin  
au repas, matériel et matériel de ski).  
03.91.38.12.51 - LE CRET  
L'AGNEAU - 25600 LA LONGEVILLE

## Vos vacances sont sur Minitel

Special départs immédiats  
prix exceptionnels à saisir  
+ de 1000 offres !  
Vols, séjours, circuits, croisières  
à prix discount !  
+ de 2000 locations, hôtels,  
infos stations, enseignement  
**3617 AIREVASION**  
**3617 AIRVOL**  
**3617 INFONEIGE**

ETASION - renseignements particuliers

ETASION - renseignements particuliers



## Un peu de neige dans l'est

**JEUDI.** Une perturbation peu active traverse rapidement la France. Elle apporte un peu de neige dans les régions de l'est ainsi que sur le relief. Ailleurs, il s'agit d'un passage très nuageux, avec par moments un petit peu de pluie.

**Bretagne, pays de la Loire, Basse-Normandie.** - Les éclaircies, belles le matin, se font de plus en plus rares au fil des heures. Une petite pluie débute en fin d'après-midi, tandis que le vent de sud-ouest commence à se renforcer près des côtes. Il fera de 8 à 10 degrés.

**Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes.** - Nuages et soleil se partagent le ciel. Les nuages prennent le dessus en fin de journée, apportant un peu de brume côtière. Il fera de 4 à 8 degrés.

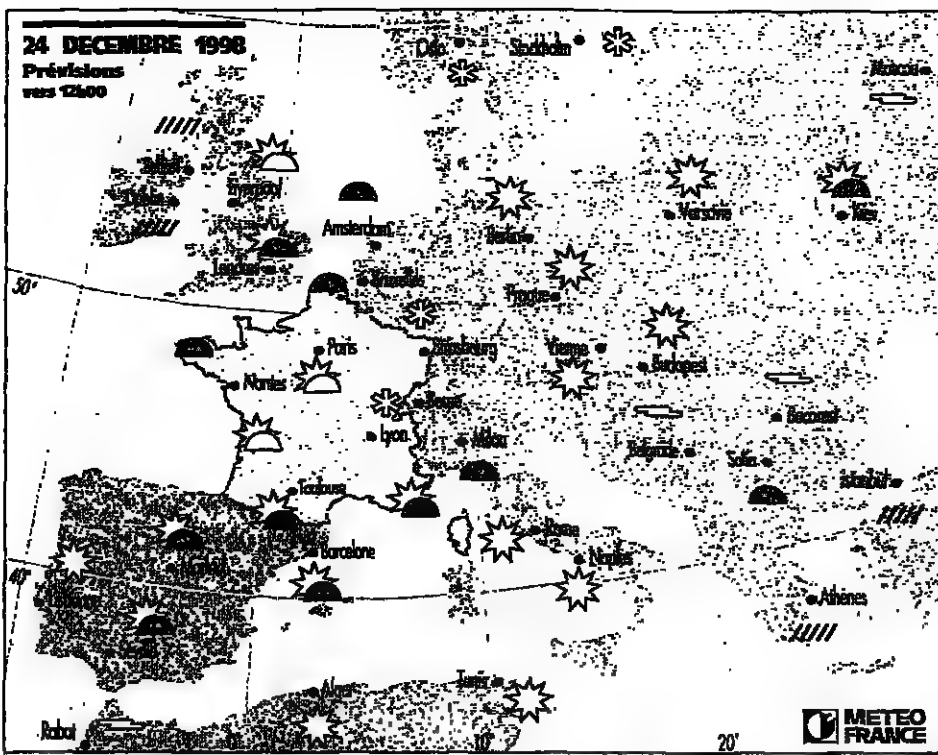
**Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté.** - En Champagne et en Bourgogne, après les petites chutes de neige de la nuit, le temps se remet au beau. Dans les autres régions, le temps est à la neige, mais les quantités

restent faibles. Il fera de 2 à 4 degrés.

**Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées.** - En région Midi-Pyrénées et dans le massif pyrénéen, les nuages dominent. Ailleurs, le soleil brille, avant l'arrivée d'un voile nuageux en fin d'après-midi dans les Charentes et le Poitou. Il fera de 4 à 10 degrés du nord au sud.

**Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes.** - Dans le Limousin, l'Auvergne et la région lyonnaise, la matinée est grise, avec un peu de pluie en plaine, de neige en montagne. De belles éclaircies reviennent ensuite par l'ouest. Dans les Alpes, petites chutes de neige au-dessus de 600 m. Il fera de 2 à 5 degrés.

**Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse.** - Les nuages dominent en toutes régions. Ils donnent par moments quelques gouttes, ainsi qu'un peu de neige sur le relief au-dessus de 800 m. Il fera de 10 à 11 degrés sur le littoral, 6 à 9 dans l'intérieur.



**PRÉVISIONS POUR LE 24 DÉCEMBRE 1998**

Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel. S : ensoleillé; N : nuageux; C : couvert; P : pluie; + : neige.

|                              |         |               |         |             |         |           |            |               |          |            |         |             |         |          |           |             |         |
|------------------------------|---------|---------------|---------|-------------|---------|-----------|------------|---------------|----------|------------|---------|-------------|---------|----------|-----------|-------------|---------|
| <b>FRANCE métropolitaine</b> | NANCY   | 0/3 C         | ATHÈNES | 5/10 P      | PARIS   | 1/10 S    | ST-ETIENNE | 0/3 C         | TOULOUSE | 1/2 C      | TOURS   | 0/3 C       | LYON    | 0/3 C    | MARSEILLE | 0/3 C       |         |
| ALGER                        | 10/15 S | AMSTERDAM     | 4/7 C   | BARCELONE   | 10/15 S | BELGRADE  | 0/3 C      | BERLIN        | 0/3 C    | BIRMINGHAM | 0/3 C   | BUCAREST    | 0/3 C   | BUDAPEST | 0/3 C     | COPENHAGUE  | 0/3 C   |
| DUBLIN                       | 0/3 C   | DURBAN        | 12/18 S | FRANCFORT   | 0/3 C   | GENÈVE    | 0/3 C      | Helsinki      | 0/3 C    | ISTANBUL   | 0/3 C   | KIIV        | 0/3 C   | LISBONNE | 0/3 C     | LIVERPOOL   | 0/3 C   |
| LONDRES                      | 0/3 C   | LUXEMBOURG    | 0/3 C   | MADRID      | 0/3 C   | MILAN     | 0/3 C      | MOSCOW        | 0/3 C    | MUNICH     | 0/3 C   | NAPLES      | 0/3 C   | OSLO     | 0/3 C     | PALMA DE M. | 0/3 C   |
| PRAGUE                       | 0/3 C   | ROME          | 0/3 C   | SEVILLE     | 0/3 C   | SOFIA     | 0/3 C      | ST-PETERSBURG | 0/3 C    | STOCKHOLM  | 0/3 C   | TENEBRE     | 0/3 C   | VARSOVIE | 0/3 C     | VENISE      | 0/3 C   |
| VIENNE                       | 0/3 C   | BRASILIA      | 19/27 S | BUENOS AIRS | 17/30 S | CARACAS   | 23/29 S    | CHICAGO       | 12/14 S  | LIAMA      | 19/27 S | LOS ANGELES | 7/14 S  | MEXICO   | 8/22 S    | MONTREAL    | 10/17 N |
| NEW YORK                     | 5/9 S   | SAN FRANCISCO | 15/23 S | SANTIAGO    | 15/23 S | NEW DEHLI | 0/3 P      | PEKIN         | 0/3 N    | SEOUL      | 0/3 N   | SINGAPOUR   | 25/28 P | SYDNEY   | 20/25 P   | TOKYO       | 5/10 S  |

## LE CARNET DU VOYAGEUR

**HÔTELS.** Les 58 établissements Sofitel d'Europe et des États-Unis, à l'exception des complexes de thalassothérapie, accordent chaque jour des réductions de 24 à 44 % sur le prix des chambres au titre de l'opération « Invitation évasion », jusqu'au 28 février 1999. Les petits déjeuners sont inclus pour deux personnes, ainsi que pour un enfant de moins de douze ans logé avec ses parents. Offre valable tous les jours sur un nombre limité de chambres. Réservation au 01-60-87-90-50.

**FRANCE.** Après l'Hôtel Majestic de Cannes, l'Hôtel Royal de Deauville entre à son tour dans le club très sélect des Leading Hotels of the World auquel adhèrent quelque 320 établissements de luxe dont quinze en France. Un choix qui conforte le groupe Lucien Barrière dans sa politique d'investissement (85 millions de francs en cinq ans pour le seul Royal) destinée à rénover et à moderniser ses établissements.

## JARDINAGE

# Améliorer ces terres argileuses où se plaisent magnolias, sauges et agrumes

**LES SOLS** lourds et argileux ont mauvaise réputation auprès des jardiniers. Difficiles à travailler, ils collent au fer de la pelle-bêche quand ils sont humides et sont durs comme du béton en période estivale. De plus, ils sont lents à se réchauffer au printemps et certaines plantes s'y comportent de façon extrêmement capricieuse, quand elles ne refusent pas purement et simplement d'y pousser.

Voilà pour la réputation. La réalité ? Tout cela est vrai, mais peut être facilement corrigé. Le résultat sera alors stupéfiant. Car les terres argileuses ont aussi quelques qualités, dont l'une des plus intéressantes est de ne pas être délavées par la pluie et donc de ne pas nécessiter des apports importants et réguliers d'engrais.

Ces terres collantes de couleur jaunâtre se rencontrent très souvent aux abords des maisons neuves. Les maçons ont, en effet, plusieurs mauvaises manières quand ils en creusent les fondations : mettre des gravats - bris de parpaings, sacs de ciment vides, etc. - dans le fond de la fouille et

recouvrir le tout en inversant les couches naturelles du sol. La couche superficielle se retrouve ainsi sous la terre tirée du fond qui, bien souvent, est argileuse et incultivable en l'état. On ne saurait donc trop conseiller à ceux qui se font construire une maison de bien surveiller cette étape de la construction.

Améliorer ces terres est simple. Surtout ne pas y incorporer de sable pour les alléger. Bien au contraire, ce mélange se transformerait en un conglomérat proche du mortier. Mais au contraire y épandre de la chaux agricole en grande quantité. Certes, le pH grimpera, mais la chaux a la caractéristique de désagréger l'argile, de l'empêcher de se colmater.

**AUGMENTER L'HUMUS.** Ensuite, il faudra augmenter la quantité d'humus en surface. Surtout ne pas y incorporer de tourbe - à moins d'aller jusqu'à une proportion de deux tiers de tourbe pour un tiers de la terre d'origine, on ne fera que vider son porte-monnaie - argile et tourbe

ne se mélangent pas et la tourbe a tendance à pomper l'eau de la terre pour la retenir.

Ce qu'il faut, c'est, chaque fois que l'on installe une nouvelle plante dans un massif, creuser un trou deux à trois fois plus grand que la motte et le combler avec un mélange fait de terreau ou de compost, d'Or brun et de la terre d'origine. Les proportions à respecter sont d'un tiers pour chacun des composants. Et toujours s'assurer que la terre ne reste pas nue

dans les massifs : un bon paillage fait de terreau, de paille de lin, de feuilles mortes, voire d'écorces de pin, finira par se mélanger aux couches superficielles du sol.

**INTENSIFIER L'ACTIVITÉ.** En quelques années, cette terre deviendra souple, homogène, lieu d'une intense activité d'échanges minéraux et microbiens nécessaires à la bonne croissance des végétaux. Il suffit pour la majorité des plantes cultivées que les

terres premières centimètres du sol soient améliorés.

Pour les plantes à enracinement profond, il n'est évidemment pas question de changer les couches les plus profondes, mais quelques heures surprises attendent alors le jardinier. Cela ne se fait guère, mais les magnolias à feuilles caduques - *Soulangiana*, *Nigra* et *Stellata* - adorent ces terres humides et assez froides en profondeur. Ils y acquièrent un feuillage luxuriant et fleurissent un peu plus tard que dans les terres qui se réchauffent vite, ce qui leur permet d'échapper aux gélées printanières, à la condition d'être plantés jeunes dans un trou amendé au terreau et à l'Or brun.

Les cognassiers du Japon, les seringatés simples et doubles - attention, les doubles sont parfois sans parfum -, les lilas, les berberis, les pyracanthas, les orangers du Mexique, les lauriers-tins, les spirées, les sureaux - superbe variété panachée de blanc -, les osiers, les fuchsias *riccartoni* et *gracilis* et, bien sûr, les rosiers greffés sur *rosa canina* dans les

sols calcaires et multiflora dans les terres acides se plaisent dans ces terres lourdes. Les rosiers y acquièrent un feuillage opulent et les couleurs de leurs fleurs y sont souvent plus soutenues.

Les terres argileuses à tendance acide sont également bonnes pour la culture des agrumes (dans les zones qui s'y prêtent), des érables du Japon, des camélias et des rhododendrons, pour peu que l'on allège ces sols de terre de bruyère et de terreau non calcaire.

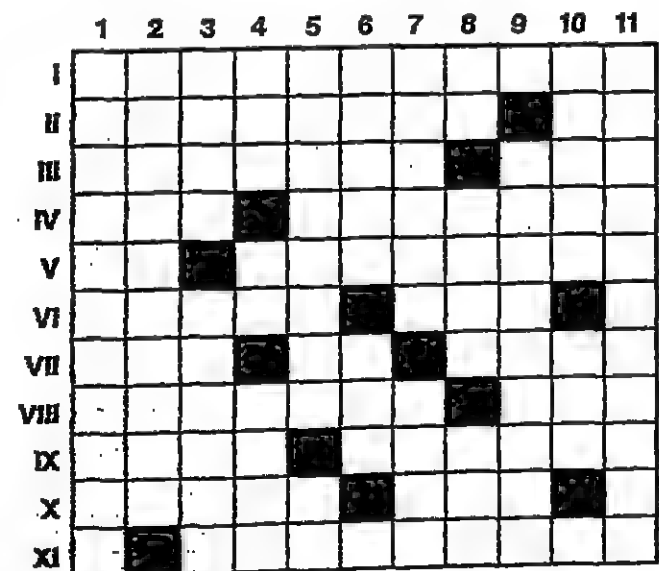
Une grande quantité de plantes vivaces aiment ces terres : le lupin (sauf en présence de calcaire), les delphiniums (les nôtres atteignent 2,50 mètres), les astilbes (reines-des-prés), les hostas, les pivoines et les reines-marguerites. Et, plus surprenant, les sauges officinaux, panachés de jaune, qui peuvent s'y étaler sur 1,50 mètre de diamètre. Quand l'espèce-type, celles qui sont tricolores et celles qui sont pourpres, n'y vit guère plus de deux ou trois ans sans dépérir.

Alain Lompech

## MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 98306

3615 LEMONDE, tapez SOS (2,23 F/min).



### HORizontalement

I. Un bout d'information. - II. Prête à reproduire. Etant donné. - III. Met de l'huile dans les rouages. Grand quand il y a préjudice. - IV. Pour une petite culture. Dépannage en cuisine. - V. Elevé s'il est contre. Prendre son temps. - VI. Capitale pour les Biélorusses. Uni dénué. - VII. L'espace européen. Conjonction. Contribution directe. - VIII. Reçoit le chapeau. Marque le coup. - IX. S'enfuit de Troie son père sur le

dos. Comme un marché rondement mené. - X. Met sur les nerfs. Assure un meilleur coup. - XI. Remis en ordre.

### VERTICALEMENT

I. Pour garder le feu. - 2. Bien entretenir. Si elle sait y faire. - 3. Tête au mur. Son maître est en petite tenue. - 4. On la retrouve dans les pubs. En masse. Donne de la lisibilité. - 5. Portés par le Nippon. Affirmation au Sud. - 6. Habillent

les étoiles. Mauvaise habitude. - 7. Col à pin. Pris en considération. - 8. Article. Craquette ou glapit. Bien arrivés parmi nous. - 9. Hommages de l'auteur. - 10. Fait un visage parfait. Affirmation du Nord. - 11. Au-dessus de la barre dans les comptes.

Philippe Dupuis

### SOLUTION DU N° 98305

#### HORizontalement

I. Marronniers. - II. Allégué. Sua. - III. Sève. Glas. - IV. Tristounets. - V. Ite. Acné. UI. - VI. Cerf. Ib. Ems. - VII. Ee. Aortes. - VIII. Te. Est. Ouf. - IX. Il. Citadin. - X. Oulipo. Niet. - XI. Ness. Notées.

#### VERTICALEMENT

1. Mastication. - 2. Alerte. Eue. - 3. Rivière. Iis. - 4. Rées. Fée. Is. - 5. On. Ta. Scp. - 6. Négociation. - 7. Nulumbo. - 8. Ane. Roant (ornât). - 9. Esse. Etudié. - 10. Ru. Turnéfiée. - 11. Saisissants.

Le Monde est édité par le SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'éditeur.

ISSN 0958-2057

Imprimé au Monde 12, rue M. Guesbroux 94852 Ivry cedex

PRINTED IN FRANCE

## BRIDGE

PROBLÈME N° 1820

**LA VALEUR DES 10.** Pour bien évaluer certaines mains, on doit tenir compte des 10, surtout quand ces derniers sont accompagnés du Valet ou du 9 de la couleur. Dans cette donne, un 10 et un 9 ont permis au Hollandais Leufkens de réussir « 4 Coeurs ».

Ann. : O. don. Tous vu.

### SOLUTION DU N° 1820

#### HORizontalement

I. 1075  
II. AR  
III. 10952  
IV. D633  
V. RD96  
VI. 762  
VII. AV  
VIII. RV74  
IX. AV8  
X. D109854  
XI. A10

#### VERTICALEMENT

1. Mastication. - 2. Alerte. Eue. - 3. Rivière. Iis. - 4. Rées. Fée. Is. - 5. On. Ta. Scp. - 6. Négociation. - 7. Nulumbo. - 8. Ane. Roant (ornât). - 9. Esse. Etudié. - 10. Ru. Turnéfiée. - 11. Saisissants.

Ouest ayant entamé le 9 de Trèfle, comment Leufkens, en Sud, a-t-il gagné QUATRE CŒURS contre toute défense ?

Réponse

Sur l'entame, Leufkens a fourni le 3 de Trèfle et, après avoir pris le Valet d'Est avec l'As, il a rejoué le 10 de Trèfle. Est, en main avec le Roi de Trèfle, a contre-attaqué l'As de Carreau (pour empêcher Sud de défausser l'un de ses deux Carreaux sur la Dame de Trèfle affranchie). Ensuite, il a rejoué le Valet de Carreau pour la Dame de Sud, Ouest a mis le Roi et a joué le 4 de Pique.

Il semblait encore possible que le déclarant perde un Pique puisque Est avait trois atouts et que Sud coupé par le troisième atout si, après avoir tiré l'As de Cœur, le Roi de Cœur et la Dame de Trèfle, il jouait le 10 de Carreau. Mais c'était mal connaître le « coup de l'agonie », dont le mécanisme consiste notamment à obliger l'adversaire à couper et à se faire surcouper.

Ainsi, Leufkens est monté au mort par le Roi de Cœur et, au lieu de tirer l'As de Cœur, il a défaussé un Pique sur la Dame de Trèfle, puis a joué le 10 de Carreau. Est a coupé, Sud a surcoupé, et il est remonté au mort par le précieux As de Cœur afin de défausser son dernier Pique sur le 9 de Carreau.

**LA PETITE PRÉCAUTION.** Voici une donne du dernier tournoi de Bordeaux, où J. Tuffal, en Sud, a dû prendre une petite précaution dès l'entame, au cas où le Roi de Carreau aurait été mal placé.

Ann. : E. don. Pers. vu.

Ouest Nord Est Sud

X... Verrier Y... Tuffal

- - - - - passe 1 SA

passe 6 SA passe passe...

Ouest ayant entamé le 10 de Pique, comment Sud a-t-il joué pour gagner ce PETIT CHELEM À SANS AGOUT contre toute défense ?

Note sur les enchères

Avec sa main de 17 points, Nord préféra conclure directement au chelem à sans atout plutôt que de sonder son partenaire dans les majures.

Philippe Brignon



## CULTURE

LE MONDE / JEUDI 24 DÉCEMBRE 1998

**MUSIQUE** Le Théâtre Gérard-Philippe de Saint-Denis fête Noël au rythme d'Africolor, lors de la traditionnelle nuit malienne, en présence de plusieurs griots. ● CETTE

CASTE de chanteurs et de musiciens, médiateurs de la vie sociale, a bien du mal à résister aux attaques de la modernité. Adulée, parfois couverte d'or et de billets

de banque, elle a subi de plein fouet le choc de l'école et l'apprentissage de l'écriture et aujourd'hui du multipartisme. ● MAMADOU KOUYATÉ, dans un livre devenu

mythique, a défini le griot comme un « sac à paroles, un sac qui ramène des secrets plusieurs fois séculaires ». ● À BAMAKO, au Mali, le studio Oubien produit la majorité

des enregistrements du pays. Nahawa Doumbia, Malienne non griotte, y a enregistré son dernier album en compagnie du guitariste de jazz Claude Barthélémy.

## Le livre et la démocratie menacent la tradition ancestrale des griots

Le Théâtre Gérard-Philippe de Saint-Denis fête Noël au rythme des tambours d'Africolor, en présence de plusieurs griots, médiateurs de la vie sociale, qui ont bien du mal à résister aux attaques de la modernité

ABDOULAYE DIABATÉ est un griot moderne. Un très jeune griot : quarante-sept ans à peine, dans l'enfance de l'art. Abdoulaye Diabaté est prolifique et convaincant, il connaît la musique, c'est son rôle. Il a beau avoir fréquenté l'école coranique, avoir étudié la comptabilité et exercé son métier dans une entreprise publique, il n'en demeure pas moins « le messager, l'annonciateur de bonnes et mauvaises nouvelles, le dépositaire de la mémoire collective, le transmetteur ». Chanteur, joueur de tambour djembé, ce Malien est le fils de Baba Diabaté, président de la puissante Association des griots de Ségou, dans le sud-est malien, et d'Assitan Dembélé, grande chanteuse bambara, qu'il accompagnait, raconte-t-il, dès l'âge de huit ans dans la poussière et les tourbillons des fêtes villageoises.

Voilà pour la lignée. Pour le présent, Abdoulaye Diabaté a décidé de défendre les siens, les griots, un mot galvaudé par la modernité jusqu'à devenir synonyme de chanteur et musicien. Il veut sauver ce qu'il reste de la splendeur d'une tradition, quitte à étaler au grand jour le désarroi de sa caste. Adulée, parfois couverte d'or et de billets de banque par ceux dont ils chantent les louanges - cette intempestive remise de prix sur scène par les messieurs en costume et les dames en boubou brodé est une des attractions de la traditionnelle Nuit malienne du festival Africolor à Saint-Denis -, les griots sont craints car « ils n'ont pas d'interdits ou de totém ». « Ils sont, explique Abdoulaye Diabaté, les seuls à pouvoir et devoir dire ce que pense le peuple, ce que doit faire le roi. »

### CHAIRE D'HISTOIRE

Chanteurs, musiciens (essentiellement joueurs de kora, la harpe, chez les Mandingues, joueurs de ngoni, le luth, chez les Bambaras), le griot travaille le verbe comme le forgeron le métal - tous deux appartenant à la caste des *nyamakala*, les artisans, libres de leur parole. En 1960, l'historien Djibril Tamsir Niane publiait *Soundjata ou l'épopée mandingue*, un livre devenu emblématique en Afrique (*lire ci-dessous*). Ce livre, écrivait-il dans sa préface, « est plutôt l'œuvre d'un griot obscur du village de Dieliba Koro dans la circonscription de Siguiri en Guinée » ; le griot en question est Djeli Mamadou Kouyaté, dont il a transcrit le récit. A défaut d'archives écrites, poursuivait l'ethnologue, c'est le griot qui est le « détenteur de la chaire d'histoire dans son village ».

Au roi peu sage tenté de guer-



Abdoulaye Diabaté, au Masa 97, à Abidjan.

royer avec son voisin, au prince peu avisé qui aurait eu pour envie de répudier sa femme, le griot ou la griotte rappelait la sagesse de ses ancêtres, remontant souvent jusqu'à Soundjata Kelta, fondateur de l'empire mandingue, ou jusqu'aux sources de la civilisation bambara. En retour, le noble auquel le griot généalogiste est attaché de père en fils en vertu des liens de la famille élargie (les Kouyatés aux Keita, les Diabatés aux Traoré, par exemple) offrait une

poule, des bœufs, de l'or, des esclaves, selon l'importance du conseil prodigué, mais aussi selon la beauté de sa musique. « Plus le griot est virtuose, plus grande sera son influence sur l'auditoire », écrit, dans *Les Cahiers de musiques traditionnelles*, Vincent Zanetti, percussionniste suisse initié par la chanteuse malinké Kumba Kouyaté et depuis rattaché au clan Diarra.

En Afrique où, selon l'historien Amadou Hampâté Bâ, « la société

est essentiellement basée sur le dialogue entre les individus et la palabre entre communautés ou ethnies » et où la lignée fonde la culture et les cultes, le rôle du griot - le mot viendrait de l'espagnol *criado*, le crieur public - a longtemps été vital. A tel point que, dit Abdoulaye Diabaté, « au Mali, on l'appelle le djeli, le sang ». Médiateur, animateur social à la voix puissante, le djeli a « le don de tordre le cou ou verbe pour mieux moraliser », poursuit Abdoulaye

Diabaté, pour faire rire, pleurer, ou consolider l'unité et la parenté. Pour arriver à ses fins, il peut avoir « deux langues dans sa bouche » (avoir le droit au mensonge). Sa réputation en pâtira parfois.

Premier choc : l'école, l'apprentissage de l'écriture, le mépris de la civilisation orale dispensé par les missionnaires et les colonisateurs. « Puisque tout est écrit, il n'est alors plus nécessaire de procéder à une très longue initiation, commente Abdoulaye Diabaté. Je ne peux pas dire que le livre est un mal, mais il a tout modifié. » Pour la nouvelle génération, un vieil homme qui meurt n'est plus une bibliothèque qui disparaît. Ce à quoi le griot guinéen Amadou Dramé réplique : « Tu ne lâches pas le poison que tu tiens à la main parce que tu en as un autre sous le pied. » Deuxième choc : la modernité, prônée par les gouvernements africains après l'indépendance. Vincent Zanetti en prend pour exemple la politique, pourtant riche, du président Sékou Touré en Guinée qui, en 1960, souhaitait entendre « les sons nouveaux d'une nation nouvelle » marquant la kora, les cuivres et la

guitare électrique. Ce politicien progressiste, noble d'origine, sollicite ses griots autant pour lui-même que pour la propagande du Parti démocratique guinéen.

De nombreux griots abandonnent alors leurs fonctions diplomatiques traditionnelles. Leurs enfants refusent l'apprentissage, écartant à l'oubli des pans entiers de l'histoire subsaharienne non écrite. Beaucoup deviennent exclusivement musiciens, avant de succomber parfois aux formes commerciales occidentales (le Guinéen Mory Kanté). « Quant aux traditionalistes », poursuit Vincent Zanetti, « ils se murent dans un silence hermétique », négligeant d'organiser leur défense. Les griots sont moqués, accusés de cupidité à cause des liens nourriciers qui les unissent à une noblesse pourtant souvent plus désargentée qu'eux. Ils n'en demeurent pas moins de puissants symboles, capables de gripper la machine sociale urbaine. *Keita I*, film du cinéaste burkinabé Dani Kouyaté (1997) montre ainsi comment un vieux griot sème le désordre mental dans une famille petite-bourgeoise de Ouagadougou et finit par écartier leur enfant de l'école.

### DEVOIR DE NEUTRALITÉ

Les présidents de la République de l'Afrique démocratique contemporaine, nobles pour la plupart - Abou Diouf au Sénégal, Blaise Komparé au Burkina, Alpha Omar Konaré au Mali - avaient pu mettre les griots à leur service. Mais lors de l'arrivée du multipartisme au début des années 90, les griots « traditionalistes » ont été placés devant un nouveau dilemme : « Si un Traoré adhère à un parti, et un autre Traoré au parti rival, comment le griot attaché à la famille Traoré va-t-il réagir ? » En respectant un strict devoir de neutralité, répond Abdoulaye Diabaté. Exit le conseil en communication politique.

Pour avoir chanté les louanges du président Alpha Omar Konaré et de son parti, l'alliance pour la démocratie au Mali (Adema) - y compris lors de « Bouillon de culture », l'émission de Bernard Pivot enregistrée en octobre 1997 à Bamako -, Bakary Soumano, le chef des griots maliens, a vu sa légitimité remise en cause par ses pairs, en particulier par le clan Djeli Baba Sissoko. Appelées à la rescousse, les Kouyatés de Ségou n'ont pas réussi à mettre un terme à la crise grave qui « a éclaté au sein des maîtres de la parole », comme l'écrivait à la mi-novembre le journal malien *L'Observateur*.

Véronique Mortaigne

### Programme

● **Africolor.** Théâtre Gérard-Philippe, 59, boulevard Jules-Guesde. M<sup>e</sup> Saint-Denis-Basilique. Tél. : 01-48-13-70-00. Noël mandingue avec Abdoulaye Diabaté, Amy Koita, Nahawa Doumbia avec le DJ Fred Galliano et le guitariste de jazz Claude Barthélémy, Askia Modibo et African Roots. Le 24 décembre, de 20 heures à l'aube. 50 F.

● **Albums.** Abdoulaye Kouyaté, *Bende*, 1 CD Cobalt/Mélie.

Moriba Koita, *Sorotoutou*, 1 CD Cobalt/Mélie. Mali : la nuit des griots, Ousman Sacko et Yakaré Diabaté en concert, 1 CD Ocora/Harmonia Mundi. Kassé Mady Kouyaté, *Koulamandjara Kela*, 1 CD Mélie. Ami Koita, *Tata Sira*, 1 CD Bolibana/Mélie. El Hadji Djeli Sori Kouyaté, *Anthologie du balafon mandingue*, 1 CD Buda Records/Ades. Kouyaté Sory Kandia, coll. *Epopée du mandingue*, Bolibana/Mélie.

● **Bibliographie.** Jeliya, être griot

et musicien aujourd'hui, Adama Dramé et Ariette Senn-Borloz, éd. L'Harmattan, 366 p., 160 F. Le ministre et le griot, roman de Francis Bebey, éd. Sapia, 189 p., 35 F. *Massa Makan Diabaté*, un griot mandingue à la rencontre de l'écriture, de Chérif Keita. L'Harmattan, 160 p., 90 F. *Cahier de musiques traditionnelles*, n° 3, Musiques et pouvoirs, 1990, Ateliers d'ethnomusicologie/AIMP, Genève.

## Mamadou Kouyaté, « sac à parole »

« JE SUIS GRIOT. C'est moi Djeli Mamadou Kouyaté, fils de Bintou Kouyaté et de Djeli Kedian Kouyaté, maître dans l'art de parler. Depuis des temps immémoriaux, les Kouyatés sont au service des princes Keita du Manding : nous sommes les sacs à paroles, nous sommes les sacs qui renferment des secrets plusieurs fois séculaires. L'art de parler n'a pas de secret pour nous ; sans nous les noms des rois tomberaient dans l'oubli, nous sommes la mémoire des hommes ; par la parole nous donnons vie aux faits et gestes des rois devant les jeunes générations. »

« Je tiens ma science de mon père Djeli Kedian, qui la tient aussi de son père ; l'Histoire n'a pas de mystère pour nous ; nous enseignons au vulgaire ce que nous voulons bien lui enseigner, c'est nous qui détenons les douze portes du Manding. »

Je connais la liste de tous les souverains qui se sont succédé au trône du Manding. Je sais comment les hommes noirs se sont divisés en tribus, car mon père m'a légué tout son savoir : je sais pour quoi tel s'appelle Kamara, tel Keita, tel autre Sidibé ou Traoré : tout nom a un sens, une signification secrète.

« J'ai enseigné à des rois l'histoire de leurs ancêtres afin que la vie des Anciens leur serve d'exemple, car le monde est vieux, mais l'avenir sort du passé. »

Ma parole est pure et dépouillée de tout mensonge : c'est la parole de mon père ; c'est la parole du père de mon père. Je vous dirai la parole de mon père telle que je l'ai reçue ; les griots de roi ignorent le mensonge. Quand une querelle éclate entre tribus, c'est nous qui tranchons le différend car nous sommes les dépositaires des serments que les Ancêtres ont prêtés. »

★ *Soundjata ou l'épopée mandingue*, présentée par Djibril Tamsir Niane. Présence Africaine, 1960.

## Dans les coulisses de Mali K7, studio d'enregistrement de Bamako

### BAMAKO

de notre envoyé spécial  
Torse nu, la tête plongée dans le ventre de son ordinateur, l'ingénieur du son Yves Wernert cherche la source de la panne. Le temps presse. Demain commence l'enregistrement du nouveau disque de Nahawa Doumbia, sous la direction artistique du guitariste de jazz Claude Barthélémy.

Tout est prêt. La chanteuse a soigné sa gorge, maintenue par une nuit passée en plein désert du Niger, lors du Festival international de la mode africaine. Les musiciens sont arrivés à l'heure. Tous équipés de Mobylette, achetées grâce aux cachets gagnés en Europe, ils ne sont plus tributaires des transports en commun, très aléatoires. « Au Mali, la Mobylette est le début de l'émancipation du musicien », souligne Philippe Courath, producteur de Nahawa et directeur du Festival Africolor. Depuis qu'il a choisi de s'installer ici, voilà deux ans, Yves Wernert sait qu'à Bamako il faut savoir composer avec la poussière de terre qui recouvre d'une pellicule

rouge corps, vêtements et circuits électriques. Chaque semaine, l'ingénieur du son démonte son matériel pour le nettoyer.

Situé face à la station Shell de Quinzambougou, un quartier construit à l'époque pour les militaires ayant fait quinze ans d'armée, le studio Oubien est niché dans une blockhouse discrète au fond d'une cour. Un bout de couloir, deux pièces minuscules séparées par une vitre, une console vingt-quatre pistes, quelques bouts de tissu sur les murs, une banquette défraîchie : on est bien loin du confort des studios européens. La majorité des enregistrements effectués au Mali sortent d'ici. C'est le studio le plus ancien de Bamako. Depuis, le chanteur Salif Keita (un noble non griot) a ouvert le sien et deux ou trois home-studios ont également vu le jour.

Ce studio, c'est un rêve de jeunesse de Philippe Berthier, expropriétaire de magasins de disques et manager de groupes rock en France. Il se souvient avoir craqué pour le Mali et sa

musique dans les années 80. « J'ai acheté 200 000 francs de matériel en France que j'ai fait venir ici. A l'époque, il n'y avait que le studio de la radio, un studio stéréo : deux pistes et deux micros. Le guitariste et chanteur Lobi Traoré sera l'un des premiers à l'inaugurer en 1989. « Je l'avais rencontré un soir dans un bar. Il s'accompagnait d'une vieille guitare branchée avec une prise de lampe de chevet. » Lobi, depuis, est un fidèle de la maison, qui passe dire bonjour en ami à Nahawa Doumbia.

### 5 000 CASSETTES PAR JOUR

Après l'ouverture du studio, Philippe Berthier a décidé rapidement de se lancer dans la duplication de cassettes. « J'ai compris très vite que les débouchés en Europe étaient restreints et qu'il fallait donc s'occuper d'abord du marché local avant d'essayer d'exporter. » En 1991, la firme EMI, déjà installée en Côte d'Ivoire, semble vouloir développer ses activités en Afrique. Elle lui propose une association : « Ils ont apporté plus de 100 millions de francs CFA et ainsi

on a pu acheter de vrais duplicateurs ». Des machines qui peuvent fabriquer 5 000 à 6 000 cassettes par jour. En 1995, EMI s'aperçoit que l'Afrique n'est pas un terrain pour elle. Le piratage brouille ses plans d'expansion. Hormis sa filiale en Afrique du Sud, la firme revend toutes ses unités sur le continent. Dans la rue 540, à Quinzambougou, depuis, il y a une plaque jaunie et bleue accrochée sur un mur : « Mali K7 SA - Ali Farka Touré Associé ».

Le bluesman malien a investi dans l'affaire une partie des royalties de *Talkin Timbuktu*, album enregistré en 1993 avec Ry Cooder. Fort de ce nouveau partenaire, Mali K7 tourne à plein régime. Dans l'atelier, situé juste derrière le studio, cinq personnes s'activent autour des bobines qui produisent toujours 6 000 cassettes par jour, des productions maison et celles de nombreux clients locaux ou extérieurs, comme Youssou N'Dour, Mory Kanté ou des sociétés ivoiriennes.

Patrick Labesse



# Psychodrame à la tronçonneuse

Festen. L'application littérale des théories avant-gardistes du jeune cinéma danois

Film danois de Thomas Vinterberg. Avec Ulrich Thomsen, Henning Moritzen, Thomas Bo Larsen, Paprika Steen. (1 h 46.)

A ceux qui doutent encore que le Dogme 95 – ce vœu rigoureux de chasteté cinématographique formulé en 1995 par Lars Von Trier et quelques compères en vue d'épurer le cinéma de ses plus notables artifices – relève au mieux du caudal utopique, au pire d'une désastreuse méprise, on conseillera d'aller voir *Festen*. Ce film est l'occasion idéale de vérifier qu'une forme cinématographique nait d'un besoin d'urgence immédiate, d'une nécessité immanente que de quelque dogme que ce soit, comme l'atteste la très impressionnante réussite des *Idioten* de Lars Von Trier, et le navrant échec auquel nous confronte avec ce film (pourtant Prix du jury au Festival de Cannes) son épigone Thomas Vinterberg.

On peut certes expliquer le phénomène en suggérant que Lars Von Trier serait le Père de cet Oulipo cinématographique, qui ne

semble jusqu'à présent profiter qu'à lui. On peut aussi rappeler, à la suite de Jean-Luc Godard, cette définition de l'œuvre d'art : une pensée qui prend forme. Pour faire apparaître les limites d'un système aussi contraignant que celui du Dogme, quand bien même il rejeterait l'idée même de « l'œuvre » et des considérations esthétiques qui en procèdent au profit de la « vérité » des personnages et de l'action. On n'en soumettra pas moins *Festen*, deuxième long métrage de ce réalisateur de vingt-neuf ans, à la trop vieille question : quelle forme pour quelle idée ?

## LE FOND ET LA FORME

La réponse est, hélas !, assez simple, dès lors que le film, à la suite du Dogme, a ressuscité le rancé dualisme du fond et d'une « forme » réduite à des impératifs techniques : tournage en durée réelle, son synchrone, lumière naturelle, caméra à l'épaule... Il y faudrait donc un argument suffisamment captivant, voire sensationnel, pour pallier toute la richesse des ressources stylistiques dont le film



Ulrich Thomsen dans « Festen », de Thomas Vinterberg.

se prive délibérément. Vinterberg n'a pas lésiné : réunie pour le sixième anniversaire du père fondateur, une famille de la grande bourgeoisie va faire éclater toutes les conventions et se déchirer le triage d'avoir jadis abusé sexuellement de ses enfants. Suspense, retournements de situation, hystérie collective et psychologie au rabais contribuent à mettre ce happening cinématographique au niveau d'une dramatique du same-

di soir un peu poivré. Le déroulement des opérations n'en semble pas moins réglé comme du papier à musique (exposition, conflit, résolution) dans le décor et la durée imposés de la représentation. Gageons qu'on ne perdra pas l'occasion d'évoquer à ce propos l'univers de la tragédie grecque. De cette idée particulièrement mauvaise naît une forme qui ne l'est pas moins, sous le signe du montage *cut*, du faux raccord et de l'instabilité de l'image définie

comme principe. Principe évidemment absurde, qui suppose que les déchirures et les commotions humaines s'expriment plus efficacement par le soubresaut et le tronçonnement permanents des plans. Sous le signe de la redondance plutôt que de la dialectique, cette forme achève de révéler l' inanité d'un projet qui semble s'ingénier à compresser l'univers d'Ingmar Bergman dans la lucarne de MTV.

Jacques Mandelbaum

## NOUVEAUX FILMS

### CUBA MON AMOUR

■ Carlos Marcovich, l'auteur de ce film, en a eu l'idée alors qu'il tournait un vidéo-clip à La Havane pour le compte d'un mannequin mexicain, Fabiola Quiroz. Frappé par la ressemblance entre celle-ci et une jeune Cubaine, Yuliet, intégrée au tournage du clip pour cette raison, le réalisateur décide alors d'évoquer en parallèle la vie des deux jeunes femmes et d'en faire l'objet de son premier long métrage, *entre documentaire et fiction*. L'histoire de ces deux brunes aux yeux clairs est à la fois semblable et différente : toutes deux ont eu une enfance douloureuse, privée de père et de repère, avant que leur itinéraire diverge. Fabiola continue à New York une carrière de mannequin international, Yuliet demeure à Cuba où elle vit au jour le jour d'expédients divers, en se vendant aux touristes, pour un dollar, à l'occasion. Le film requiert la participation des proches des deux jeunes femmes qui, tour à tour, témoignent en leur nom et disent un texte visiblement soufflé par le cinéaste. Ce jeu permanent entre document et fiction, le filmage en caméra portée ainsi que le caractère haché de la narration séduisent un moment et suscitent quelques rapprochements assez réussis. Mais ce parti pris de légèreté insistante, et la manière dont Marcovich dispose comme on se joue d'une réalité qui s'accroche à elle, donne globalement l'impression que le réalisateur a continué avec ce film le tournage de son clip.

### LES PUISSANTS

■ Kevin et Maxwell, deux adolescents, doivent faire face à de très grosses difficultés. L'un est handicapé mais supérieurement intelligent. L'autre est obèse et un peu bête. Le premier n'a pas de père mais une mère, interprétée par Sharon Stone. Le second hérite d'un père criminel, tout juste relâché de prison, et se trouve élevé par des grands-parents joués par Gena Rowlands et Harry Dean Stanton. On l'a compris, tout va rapprocher ces deux enfants solitaires qui uniront leurs forces pour surmonter leurs handicaps respectifs. Le film de Peter Chelsom éprouve consciencieusement tous les poncifs imaginables sur l'enfance malheureuse ou maltraitée, tandis qu'on se demande ce que Sharon Stone, également productrice du film, et surtout Gena Rowlands, sont venues faire là. Le détachement affiché par cette dernière à l'écran semble montrer qu'elle se pose également la question. Samuel Blumenfeld

### LES FOLIES DE MARGARET

■ Adapté d'un livre de l'Américaine Cathleen Schine (*La Niece de Rameau*, paru en traduction française chez Lattès), ce premier long métrage du Britannique Brian Skeet se propose de revisiter la comédie classique américaine en recourant à la littérature libertine française du XVIII<sup>e</sup> siècle. Soit l'histoire de Margaret, romancière américaine férue de culture française, qui trompe l'ennui de son mariage avec un universitaire britannique en situant l'éducation sentimentale des personnages de son roman en cours dans la France du XVIII<sup>e</sup> siècle. Le montage alterné des intrigues sentimentales – celle de la réalité contemporaine new-yorkaise et celle de la fiction romanesque reconstituée – représente la seule liberté de ce film qui enfle les clichés comme des perles. Le résultat, d'une infirme mièvrerie, est aussi éloigné de Gregory La Cava (cité sous forme d'affiche dans le film) que de Rousseau ou de Sade, et exprime tout au plus, compte tenu du nombre de nudités viriles aperçues, l'inclination du réalisateur pour le corps masculin. On suppose qu'il eût traité plus audacieusement la question si son ouvrage ne requerrait aussi manifestement un visa pour Hollywood.

### LE NAIN ROUGE

■ Gratte-papier besogneux dans une étude d'avocats, un nain est amené à rencontrer pour ses affaires une cantatrice dont il tombe amoureux. Si l'on sait que la dame est interprétée par Anita Ekberg (oui, celle qui avait sauté dans la fontaine de Trevi pour *La Dolce Vita*) et que le héros va connaître l'amour physique dans ses bras avant de souffrir de l'inconstance des femmes, on ne peut qu'être favorablement intrigué par l'incongruité de ce film inclassable. Malheureusement, *Le Nain rouge* court après diverses références (de Federico Fellini à Tod Browning, l'auteur de *Freaks*) pour finir par neutraliser l'étrangeté sarcastique et la méchanceté que le début du film semblait promettre, au profit d'un merveilleux sentimental dans lequel il s'enlise irrémédiablement. Jean-François Rauger

### FESTEN

Lire ci-dessus.  
Lire ci-contre.  
LE VOLEUR ET L'ENFANT  
BIMBOLAND  
La critique de ces films paraîtra dans une prochaine édition.

## Les meilleures entrées en France

| RANG | PRÉCÉDENT                | ENTRÉES   | NOMBRE D'ÉCRANS | % d'évolution par rapport à la semaine précédente | TOTAL depuis la sortie |
|------|--------------------------|-----------|-----------------|---|------------------------|
| 1    | Mulan                    | 4 650 399 | 735             | + 11 %  | 2 998 309              |
| 2    | Le Prince d'Égypte       | 1 848 991 | 928             | -   | 848 991                |
| 3    | Couvre-feu               | 1 254 100 | 452             | -   | 554 100                |
| 4    | Mary à tout prix         | 6 144 991 | 397             | - 14 %  | 1 972 487              |
| 5    | Perdus dans l'espace     | 2 126 737 | 384             | - 50 %  | 418 791                |
| 6    | Halloween : 20 ans après | 2 80 154  | 244             | - 40 %  | 258 360                |
| 7    | La vie est belle         | 9 79 594  | 319             | - 16 %  | 5 072 017              |
| 8    | Mookie                   | 2 75 084  | 459             | - 47 %  | 228 888                |
| 9    | L'Ennui                  | 1 57 511  | 52              | -   | 57 511                 |
| 10   | Fournitz                 | 6 49 495  | 225             | - 22 %  | 1 126 153              |

■ période du mercredi 4/12 au dimanche 20/12 inclus

## Le patchwork d'un vieux maître japonais

Le Testament du soir. Une œuvre pleine de verdeur

Film japonais de Kaneto Shindo. Avec Haruko Sugimura, Nobuko Otowa, Kyoko Asagiri, Tomomi Seo. (1 h 52.)

La puissante voiture roule doucement dans le jardin délicat. La vieille dame, comédienne célèbre venue chercher un peu de repos, est accueillie dans sa résidence de campagne par sa fidèle servante flanquée de sa jolie fille. On rouvre les volets, c'est une cerisaie nippone et minimale qui se déploie en douceur. Mais voilà qu'on en sort pour accompagner la jeune fille, découvrir inopinément sa charmante anatomie. Retour à la paisible demeure. Mais voilà qu'arrive à l'improvvisu une ancienne amie de la maîtresse de maison, consœur avec laquelle elle débuta il y a des lustres et qui aujourd'hui a perdu la tête, flanquée de son époux attentionné.

Entre petits gestes et petites déviances, on est de plain-pied dans les élégances un peu fanées d'un certain cinéma japonais. Mais voilà qu'un type à moitié fou fait irruption, hurlant et menaçant de tuer tout le monde avec l'arme qu'il agit hystériquement, et le film fait une embardée vers la re-

constitution onirique de ses visions – en noir et blanc trafiqué –, rebondit sur le burlesque, se crispe sur une scène de poursuite et de bagarre. Plus tard, il y aura le comique impayable d'une cérémonie au commissariat, la violence sourde, tendue sur des vertiges de misère, d'un affrontement entre deux femmes qui soudain tout ce qui devait les séparer rapproche, tout ce qui devait les réunir sépare. La serene terreur d'un suicide construit comme un jeu de patience croisée avec les minimes aléas d'une historiette familiale.

Aujourd'hui âgé de quatre-vingt-six ans, Kaneto Shindo fut dans les années 60 un auteur de référence du cinéma japonais, grâce essentiellement au très lent et très exotique *Le nu* (1960) puis au très frénétique et sensuel *Onibaba* (1964). Depuis, grâce à la petite structure de production qu'il a créée dès 1951, il avait tourné une vingtaine de films dont aucun n'avait atteint les écrans occidentaux. Celui-ci, malgré son titre, n'a de testamentaire que la manière dont il combine les différents registres de ses réalisations précédentes. Le principal regret qu'inspire *Le Testament du soir* tient à la manière inutilement abrupte dont il passe d'une situation à l'autre.

Comme si, sur le thème de la vieillesse, il s'agissait davantage d'une succession de sketches réussis que d'une œuvre conçue comme un tout. Mais sans que ces ruptures de ton aient les vertus de mise en crise du récit qu'on trouve, par exemple, chez un Manoel de Oliveira. A cette réserve près, le film est d'une verdeur savoureuse, d'excellent augure : depuis, Kaneto Shindo a presque terminé son nouveau film.

Jean-Michel Frodon

## « Central do Brasil » distingué par la critique américaine

LA CRITIQUE AMÉRICAINE, dont les distributions de prix de fin d'année sont censées annoncer le résultat des Oscars, a rendu ses premiers verdicts. Succès international après son Ours d'or à Berlin, *Central do Brasil*, du réalisateur brésilien Walter Salles, a reçu le prix du meilleur film étranger de l'Union nationale des critiques des États-Unis. Il devance *La Vie est belle*, donné favori de la soirée des statuettes du 31 mars.

## Bruce Springsteen réunit le E. Street Band pour une tournée

BRUCE SPRINGSTEEN reforme le E. Street Band, la formation qu'il a accompagnée pendant les années 70 et 80 et devrait entamer une tournée mondiale au printemps 1999, a annoncé Jon Landau, le manager du chanteur américain. Bruce Springsteen et le E. Street Band, qui n'ont plus pris la route ensemble depuis la tournée Amnesty International, en 1988-1989, s'étaient retrouvés lors d'un concert unique, improvisé et privé à New York en 1995. En France, le groupe avait fait halte à quatre reprises (1987, 1985, et deux fois en 1988).

Le rocker vient de publier *Tracks* (Columbia/Sony), un coffret rétrospectif de quatre CD comportant inédits et faces B. Avec le E. Street Band, Bruce Springsteen a enregistré ses albums les plus célèbres (*Born to Run*, *The River* et *Born in the USA*).

Par l'auteur d'ARCHIBALD (700 représentations en France)

**LES CINÉMAS DE LA RUE D'ANTIBES**

Comédie satirique

THÉÂTRE DES MATHURINS

01 42 65 90 00 / 01

**ÉTUDIANTS 100 F**

Laura Pels présente au **THEATRE DE L'ATELIER** A partir du 20 janvier

JACQUES WEBER  
LAMBERT WILSON  
BERNARD VERLEY  
Nicolas Bonnefoy, Jean-Philippe Puymartin

**LA CONTROVERSE DE VALLADOLID**

DE JEAN-CLAUDE CARRIÈRE. MISE EN SCÈNE JACQUES LASSALLE

LOCATION OUVERTE 01 46 06 49 24



## « Remix » d'images, construction d'identités

Vingt artistes exposent à Nantes leurs créations, argentiques, numériques, en diapositives ou animées, autour de la fiction et de l'autobiographie

REMD. Musée des beaux-arts, 10, rue Georges-Clemenceau, 44000 Nantes. Tél. : 02-40-41-65-65. Du lundi au samedi, de 10 heures à 18 heures ; vendredi, jusqu'à 21 heures ; dimanche, de 10 heures à 18 heures. 10 F et 20 F. Jusqu'au 5 mars 1999. Catalogue, sous la direction d'Arielle Pélen, 88 p., 160 F.

### NANTES

Il est rare de voir un Musée des beaux-arts, riche en collections picturales, consacrer un espace important à une exposition de photographies. Non pas des photos encadrées sous verre, histoire d'inscrire ces objets dans la continuité du musée, mais des images, argentiques ou numériques, projetées en diapositives ou animées (vidéo), puisées ou scotchées au mur, dans un format qui oscille entre la carte postale et le « tableau » de 4 mètres de haut.

« Ce n'est pas de la photographie, encore moins de l'art... » Telle est la réaction première du public au Musée des beaux-arts de Nantes. Comme si le lieu solennel, voué aux reliques, ne pouvait digérer des images mécaniques dont les sujets plongent le spectateur dans son quotidien. Cette exposition thématique a néanmoins le mérite, même si l'absence d'un texte de présentation ne peut que renforcer les réticences du public, de présenter un échantillon représentatif de « ce qui se fait » en photographie contemporaine.

Vingt artistes – dont une majorité de femmes – ont été réunis. Beaucoup ont autour de trente ans, ce qui traduit un désir des organisateurs de « coller » à l'actualité. Cet ancrage dans l'air du temps est ac-

centué par le titre de l'exposition, « Remix », qui fait référence à la musique techno – modifier un morceau par le biais de rythmiques électroniques. Ici, il s'agit de photos prises, consommées, recyclées. Remixées. Qui s'inscrivent dans la culture de l'image – journaliste, mode, publicité, vie nocturne, archétypes de la consommation, albums de famille, photos intimes, références sexuelles ou identitaires, saynètes reconstituées de la vie quotidienne. Des photos sur les thèmes de l'autobiographie (portraits de proches ou autoportraits) et un mariage ambigu documentaire-fiction. « Une ouverture sur le monde par l'autobiographie », souligne Arielle Pélen, commissaire de l'exposition.

C'est un retour à la figuration dans ce qu'elle a de plus réaliste mais aussi de plus fragile, le plus souvent au moyen de la couleur. Ce n'est pas nouveau, nombre de photos ont déjà été aperçues (Richard Billingham, Valérie Jouve, Beat Streuli, Wolfgang Tillmans, Larry Clark...). Les sujets mettent souvent en scène des filles et garçons dans leur passage délicat de l'enfance à l'adolescence. « Il y a une affirmation générationnelle chez ces jeunes qui font marcher l'industrie culturelle – ils constituent le gros des entrées du film Titanic –, mais n'ont pas d'identité affirmée, tant ils sont issus de plus en plus de familles éclatées », dit Arielle Pélen.

### LE DOUBLE DIGITAL

Cette quête d'identité vaut autant pour les artistes. Elle est en germe chez trois figures « historiques », trois femmes, qui donnent une assise à l'exposition : la surréaliste Claude Cahun (1894-1954) d'abord, née à Nantes, dont sept autoportraits travestis affirment une personnalité libérée ; et puis Cindy



« Sans titre n° 3 », d'Anna Gaskell, 1996.

Sherman et Nan Goldin, deux Américaines autour de quarante-cinq ans, la première pour ses autoportraits « à la manière de », la seconde pour sa *Ballad of Sexual Dependency*, diaporama en musique dans lequel elle tient la chronique de sa vie.

La nouveauté est ailleurs. Chez des jeunes artistes qui s'appuient sur l'album de famille pour ensuite donner une légitimité à leur environnement. La Norvégienne Vibeke Tandberg, fille adoptive, se fait consoler en créant son double digital qui s'imprime à ses côtés dans l'image et lui tient la main. Jennifer Bernstein se transforme en posant à côté de *teen-agers* tout en adoptant leurs tenues de basket. Anna Gaskell reconstitue une énigmatique *Alice au pays des merveilles*. Sophie Rickett saisit trois jeunes filles en train de relever leur robe, dans une ville nocturne, pour unifier comme des garçons – une façon comme une autre de marquer son territoire.

Le problème, pour beaucoup d'œuvres, est le sentiment de les avoir déjà vues cent fois, tant les ca-

drages, poses, détails cernés, matières agrandies, sont stéréotypés, rhétoriques d'un existentialisme fin de siècle, proche du nœudisme. Plus grave est l'impression que les images ne sont pas portées par l'expérience de celui qui les prend et sont plus à ranger au panier des anecdotes, de l'intention, du discours formaté, du gadget visuel. Sans justification.

Où est l'urgence, l'émotion ? Où sont les formes ? Chez Hannah Starkey, Irlandaise de vingt-sept ans qui dresse un tragique portrait de femmes dans l'espace urbain. Et chez la Néerlandaise Rineke Djikstra dont la vidéo, en fin de parcours, convoque : des jeunes garçons et filles, dans des boîtes de nuit de Liverpool ou d'Amsterdam, s'arrêtent devant sa caméra et, au son d'une musique techno – on y revient toujours –, écoutent d'abord, se mettent à danser, s'embrassent. Ils réagissent, les corps deviennent des personnalités, s'affirment. Enfin !

Michel Guerrin

## Les judicieuses interpellations picturales de Jean-Michel Alberola

IL PARLE, JE PEINS. FRAC Picardie, 45, rue Pointin, 80000 Amiens. Tél. : 03-22-91-66-00. Du mardi au samedi, de 14 à 18 heures. Jusqu'au 11 février.

### AMIENS

La question traverse le siècle, ayant été énoncée dès le siècle précédent : une œuvre d'art peut-elle avoir quelque portée politique tout en demeurant une œuvre, sans cé-

der à l'appel de la propagande et aux facilités de l'illustration ? A son tour, après dada, Picasso, le surréalisme, les avant-gardes européennes et américaines, Jean-Michel Alberola l'affronte. Depuis quelques années, ses gouaches et ses dessins abondent en mots, en phrases, en aphorismes. Depuis un an, l'échelle a changé : du papier, il est passé au mur et à la peinture murale. Vieilles hypothèses, que l'on pouvait croire abandonnées. Il la ressuscite.

L'exposition qu'il accomplit à Amiens est exemplaire. Clairement, elle fixe les termes du problème. Clairement, elle propose une façon de le résoudre. Non moins clairement, il apparaît que cette façon est pertinente – autrement dit efficace. A première vue, elle repose sur un changement d'échelle et une liaison très précise du lisible et du visible, des lettres et des formes. Changement d'échelle : Alberola cherche des idées pour des œuvres murales sur de simples morceaux de papier. Alors, approximativement, il détermine les couleurs dominantes – peu nombreuses –, la composition, l'arrangement des mots et des figures, lesquelles peuvent être abstraites ou ne pas l'être. Ce ne sont, à ce stade, qu'expériences sans rien en elles de définitif.

### ÉCHANGES MARQUÉS

Mais ce sont aussi des apostrophes et des aphorismes, des slogans et des appels. Il en est d'immédiatement explicites, tel « Un groupe de paysans et d'ouvriers comme des chiens analphabètes, loin de leur genre humain », ou, sans illusion, « J'ai l'impression de parler à un mur ». Il en est d'allusifs et d'elliptiques. « Encore le vieux rêve de l'âge d'or », « Devenir grain de sable » ou cette constatation indiscutable : « La fluidité des échanges humains n'a plus cours ».

Le sens de ces interpellations n'est pas douteux. Alberola observe son époque – la nôtre – et ses observations le consternent. Il voit des échanges systématiquement marchands, des hommes déshumanisés, des misères qui n'en finissent pas, des utopies inopérantes. Qu'a-t-il à leur opposer ? Ses mots, donc. Mais ses mots magnifiés par le rouge et le jaune ; ses mots que des fragments d'images rendent plus explicites.

Dans le patio du FRAC Picardie, la juxtaposition et l'articulation des peintures murales sont saisissantes, parce que réfléchies, parce qu'en place dans l'espace. Que les rapports chromatiques soient maîtrisés avec aisance, que proportions et dimensions soient justes, ce n'est, si l'on peut dire, que le moindre des mérites de cet en-

semble. Il faut y marcher d'une surface à l'autre, d'un angle à l'autre pour éprouver l'efficacité d'une dialectique de la vision et de la lecture qui ne se relâche à aucun moment. On pourrait dire la chose tout autrement : le bombardement est violent, l'expérience brutale. La visite tourne à la réflexion.

Et celle-ci tourne nécessairement à la politique. Parce que les phrases l'exigent. Parce que les œuvres l'imposent. Mais aussi parce que la peinture murale, en tant que telle, le suggère. Une telle surface échappe au commerce. Elle se conserve sur place, sans échanges, sans spéculations. Ou elle est détruite, par recouvrement ou grattage. Elle s'extirpe donc du circuit des objets d'art, n'ayant aucune valeur marchande et un destin probablement éphémère. Ce statut accroît son autorité, qui serait compromise dans le cas d'un tableau de chevalet. Son message fût-il révolutionnaire, il n'en serait pas moins à vendre, donc récupérable. Ici, rien de tel.

Aussi n'y a-t-il pas d'équivoque. Les œuvres sur papier qu'Alberola a jointes aux peintures murales – gouaches de grand format, cartes à jouer et illustrations retouchées, dessins – relèvent d'autres registres. On y trouve encore des inscriptions, mais joues – « Souvenir de la fin du XX<sup>e</sup> siècle » – ou ironiques – « Rien du tout », « La Cueillette de l'idée fixe ». Les allusions à l'histoire de la peinture ne manquent pas, autour de quatre gouaches intitulées *D'après Giotto* où le peintre se souvient de la fresque – autre art mural –, de ses relations avec l'architecture, de ce qu'il y noue entre couleurs et dessins. Tout cela, en deux espaces distincts, fait de l'exposition une réussite remarquable.

Philippe Dagen

\* Jean-Michel Alberola expose également des œuvres récentes intervenant au sein de deux collections d'art ancien, « Ni poker ni belote » au Musée des beaux-arts de Chartres, jusqu'au 5 janvier, et « Un air connu » au Musée d'art et d'histoire de Genève jusqu'au 17 janvier.

## SORTIR

### PARIS

Neil Haroun Cabaret oriental 1920 Mayodi et Lila sont brillants, plein d'idées et passionnés par la danse orientale qu'ils pratiquent comme ils respirent. Pierre Mechanick, d'après une idée de Mayodi, a eu envie de les mettre en scène, avec la compagnie El-Noujoum, dans le cadre d'un cabaret oriental, à la fois littéraire et subtilement kitsch.

L'orientalisme tel qu'on le concevait en Europe dans les années 20. Loukoums et gâteaux. Le Divan du monde, 75, rue des Martyrs, Paris 18<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Pigalle. Du lundi au dimanche, de 20 h 30. Relâche le jeudi. Tél. : 01-49-87-50-50. 90 F. Jusqu'au 14 janvier.

### Ballet flamenco Antonio Canales

Antonio Canales, assisté du metteur en scène Luis Pasqual, danse *Variations sur la casa de Bernarda Alba* (inspiré du livre de Federico Garcia Lorca). Flamenco pas macho, puisque Canales interprète Alba, et les danseurs se métamorphosent en filles de la fameuse maison ! Ça promet ! La seconde pièce du programme est un hommage à *El Romancero Gitano*, toujours de Lorca. Avec Sara Baras, grande danseuse

flamenco qui tient aujourd'hui le haut du pavé.

Théâtre des Champs-Élysées, 15, avenue Montaigne, Paris 8<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Alma-Marceau. Du lundi au dimanche, de 20 h 30. Relâche les 25 et 29 décembre. Tél. : 01-49-52-50-50. De 60 F à 300 F ; révéillon : de 70 F à 390 F. Jusqu'au 3 janvier.

Le Bel Air de Londres L'Irlando-Anglo-Franco-Américain Dion Boucicault n'est guère connu en France, bien qu'il ait écrit, durant la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, deux cents pièces qui connaissent un succès sans équivalent outre-Manche (et outre-Atlantique). Le Bel Air de Londres est une œuvre de jeunesse, l'exemple de ce « théâtre de salon » qui devait faire la fortune de son auteur, comédie de situation où des personnages inventent et se débattent dans les quiproquos les plus plaisants. Mise en scène d'Adrian Brine et distribution menée, énumérée par : l'extravagant Robert Fitch en aristocrate déjanté-déjanté. Théâtre de la Porte-Saint-Martin, 16, boulevard Saint-Martin, Paris 10<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Strasbourg-Saint-Denis. À partir du 15 décembre. Du mardi au samedi, de 20 h 45 ; le dimanche, à 15 heures. Tél. : 01-42-06-00-32. De 100 F à 280 F. Jusqu'au 30 juin.

## GUIDE

### REPRISES CINÉMA

Les Contrebandiers de Moonfleet de Fritz Lang, avec Stewart Granger, Jon Witherley.

Américain, 1955, copie neuve (1 h 23). La Champo-Espace Jacques-Tati, 5 (01-43-54-51-60).

La Strada de Federico Fellini, avec Giulietta Masina, Anthony Quinn.

Italien, 1954, noir et blanc (1 h 40). Action Ecoles, 5 (01-43-29-79-89).

West Side Story de Robert Wise et Jérôme Robbins, avec Natalie Wood, Rita Moreno, George Chakiris.

Américain, 1960 (2 h 35). Grand Action, d'Orly, 5 (01-43-29-44-40).

### FESTIVALS CINÉMA

Ernst Lubitsch *The Shop Around the Corner* (1940) : le 23, à 16 h 05, 18 h 05, 20 h 05, 22 h 05 ; *Sérénade à trois* (1933) : le 24, à 14 h 05, 16 h 05, 18 h 05, 20 h 05, 22 h 05 ; *Reflet Médicis*, salle Louis-Jouvet, 3, rue Champollion, Paris 5<sup>e</sup>. Tél. : 01-43-54-42-34.

Yasujiro Ozu *Crépuscule à Tokyo* (1957) : le 23, à 15 h 40, 18 h 25, 21 h ; *Bonjour* (1959) : le 24, à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h.

Saint-André-des-Arts, 1, 30, rue Saint-André-des-Arts, Paris 6<sup>e</sup>. Tél. : 01-43-26-48-18.

Jean-Daniel Pollet *L'Amour c'est gal, l'amour c'est triste* (1969) : le 23, à 21 h 45.

Le Palais de la Culture, 100, rue Mouffetard, Paris 5<sup>e</sup>.

Panorama du Western *La Vallée de la peur* (Raoul Walsh, 1946) : le 23, à 16 h, 18 h, 20 h, 22 h ; *La Dernière Chasse* (Richard Brooks, 1955) : le 24, à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h.

Action Christine, 4, rue Christine, Paris 6<sup>e</sup>. Tél. : 01-43-29-11-30.

### ENTRÉES IMMÉDIATES

Le Kiosque Théâtre : les places du jour vendues à moitié prix (+ 16 F de commission par place), Place de la Madeleine et Paris de la gare Montparnasse. De 12 h 30 à 20 heures, du mardi au samedi ; de 12 h 30 à 16 heures, le dimanche.

Cabaret d'Orléans, revue (et corrigée) d'Achille Tonic et Ferdinand Lecomte, mise en scène d'Achille Tonic. Chapiteau Achille Tonic, 43, quai d'Austerlitz, Paris 13<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Austerlitz. Le 23, à 20 h 30. Tél. : 01-44-24-01-00. De 70 F à 130 F.

Eclipse de Barabas, mise en scène de l'auteur. Théâtre équestre Zingaro, 176, avenue Jean-Jaurès, 93 Aubervilliers. M<sup>e</sup> Port d'Aubervilliers. Le 23, à 20 h 30. Tél. : 03-03-80-88-03 (2,23 F/min). 145 F et 240 F.

Keyestine avec la compagnie les Arts Sauts.

Espace chapiteau du Parc de la Villette, parc de la Villette, Paris 19<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Porte-de-la-Villette. Le 23, à 20 h 30. Tél. : 03-03-50-75. 115 F et 140 F.

Fellag *Les Femmes d'Alger*, 37 bis, boulevard de la Chapelle, Paris 10<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> La Chapelle. Le 23, à 20 h 30. Tél. : 01-46-07-34-50. De 70 F à 130 F.

Opéretissimo Françoise Krieff (soprano), Florence Brunold (chant), Hubert Degen (piano).

Théâtre du Tambour-Royal, 94, rue du Faubourg-du-Temple, Paris 11<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Goncourt. Le 23, à 19 h 30. Tél. : 01-

49-06-72-34. De 70 F à 90 F.

La Bayadère Étoiles, premiers danseurs, corps de ballet et orchestre de l'Opéra de Paris. Vello Pärn (direction). Rudolf Noureev (chorégraphie).

Opéra-Bastille, place de la Bastille, Paris 11<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Bastille. Le 23, à 19 h 30. Tél. : 08-36-69-78-68. De 50 F à 405 F. Colette Renard

Théâtre de Dix-Heures, 36, boulevard de Clichy, Paris 18<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Pigalle. Le 23, à 20 h 30. Tél. : 01-46-06-10-17. 150 F.

La Groupe Riche et Pauvre avec la chanteuse Maya

La Vieille Gilie, 1, rue du Puits-de-l'Ermitte, Paris 5<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Monge. Le 23, à 20 h 30. Tél. : 01-42-72-29-61. 70 F.

West Side Story Palais des sports, porte de Versailles, Paris 15<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Porte-de-Versailles. Le 23, à 20 h 30. Tél. : 01-44-68-63-70. De 160 F à 300 F.

Notre-Dame de Paris Palais des congrès, porte Maillot, Paris 17<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Porte-Maillot. Le 23, à 20 h 30. Tél. : 01-40-68-00-00. De 200 F à 300 F. Dinaïa Bengoussi

Centre culturel algérien, 171, rue de la Croix-Nivert, Paris 15<sup>e</sup>. M<sup>e</sup> Boucicault. Le 23, à 20 h 30. Tél. : 01-45-54-95-31. 80 F.

### RÉSERVATIONS

Myung-whun Chung dirige le Chamber Orchestra of Europe.

Cité de la musique, 221, avenue Jean-Jaurès, Paris 19<sup>e</sup>. Les 9 et 10 janvier. Tél. : 01-44-84-44-84. De 140 F à 200 F.

Hommage à Astor Piazzolla par Michel Portal, Richard Galliano et l'Orchestre des concerts Lamoureux.

Salle Pleyel, 252, rue du Faubourg-Saint-Honoré, Paris 8<sup>e</sup>. Le 17 janvier. Tél. : 01-45-01-53-00. De 90 F à 190 F.

Les Belles nuits du Ramadan avec l'Orchestre du Conservatoire de Beyrouth, Houria Akhi, Fadela Al Aissa, Hassan Haffar et les Moushrids d'Alep.

Café de la Danse, 5, passage Louis-Philippe, Paris 11<sup>e</sup>. Du 8 au 20 janvier. Tél. : 01-47-00-57-59. De 80 F à 130 F.

Claude Nouguro Palais des Sports, 1, place de la Porte-de-Versailles, Paris 15<sup>e</sup>. Le 15 janvier. Tél. : 01-44-68-44-68. De 150 F à 290 F.

Le Frigo et la Femme assise de Copi, mise en scène d'Alfredo Arias.

Théâtre national de Chaillot, place du Trocadéro, Paris 16<sup>e</sup>. Du 8 janvier au 28 février. Tél. : 01-53-63-30-00. 120 F et 160 F.

DERNIERS JOURS

27 décembre : Shiro Kuramata, 1939-1991.

Musée des Arts décoratifs, palais du Louvre, 107, rue de Rivoli, Paris 1<sup>er</sup>. Tél. : 01-44-55-57-50. 20 F.

31 décembre : Hommage à François Mitterrand Maison Mansart, 5, rue Payenne, Paris 3<sup>e</sup>. Tél. : 01-48-87-41-03. Entrée libre.

L'Inquiétude d'après Fernando Pessoa, mise en scène d'Alain Rali, avec François Martineau.

Théâtre Molière-Maison de la Poésie, 161, rue Saint-Martin, Paris 3<sup>e</sup>. Tél. : 01-44-54-53-00. 80 F et 120 F.

Pour un oui ou pour un non ? de Nathalie Sarraute, mise en scène de Simohe Benmussa.

Comédie des Champs-Élysées, 15, avenue Montaigne, Paris 8<sup>e</sup>. Tél. : 01-53-23-99-19. De 100 F à 200 F.

Les Variations Goldberg de George Tabori, mise en scène de Daniel Benoin.

Théâtre national de Chaillot, 1, place du Trocadéro, Paris 16<sup>e</sup>. Tél. : 01-53-63-30-00. 20 F et 160 F.



# FILMS DE LA SOIRÉE

**20.30 Monnaie de singe** ■ Norman MacLeod (Euros-Unité, 1991, N., v.o., 80 min.) Ciné Classics

**20.30 Mestura** ■ à Alcatraz ■ Marc Rocco (Euros-Unité, 1995, 120 min.) Ciné Classics

**21.00 Rien ne va plus** ■ Claude Chabrol (France, 1997, 100 min.) Canal +

**21.00 Sexe, mensonges et vidéo** ■ Steven Soderbergh (Euros-Unité, 1988, 100 min.) Ciné Classics

**21.05 Madame Bovary** ■ Claude Chabrol (France, 1991, 137 min.) Canal +

**0.05 Rix amer** ■ Giuseppe De Santis (Italie, 1948, N., v.o., 110 min.) Ciné Classics

**0.25 La Femme** ■ Jean Renoir (France, 1939, N., v.o., 85 min.) Arte

**1.25 Twin Town** ■ George Cukor (Euros-Unité, 1941, N., v.o., 85 min.) Arte

**1.55 Bouda sauvé des eaux** ■ Jean Renoir (France, 1932, N., v.o., 85 min.) Ciné Classics

# GUIDE TÉLÉVISION

## MAGAZINES

**18.30 Nulle part ailleurs.** Invités : Elie Semoun, Rhinocéros, Jean-Pierre Coffe, Alain Ducourrière, Arno Klarsfeld. Canal +

**19.10 Le Rendez-vous.** Invité : Pierre Arditi. Paris Première

**20.00 20 h Paris Première.** Invité : Pierre Arditi. Paris Première

**20.15 Au nom de la loi.** Turbulences, entre répression et tolérance. RTBF 1

**20.45 Les Mémoires de l'Histoire.** Le secret d'Éva : le voyage en Suisse. Arte

**20.45 Les Dossiers de l'Histoire.** Les transsexuels. Histoire

**20.50 > Hors série.** Un été au Grand Hôtel. France 3

**20.55 Combien ça coûte ?** C'est la fête, le chèque de Moscou, Les peintres de villages. France 2

**21.00 Paris modes.** Les sables de Noël. Paris Première

**21.00 Le Grand Journal.** LC

**21.00 Le Magazine de l'Histoire.** Portraits et destins. Invités : Jean-Marie Rouart, Philippe Solers, Laure Adler. Histoire

**21.15 52 sur la Une.** Les traqueurs de chance. TF 1

## DOCUMENTAIRES

**19.00 Connaissance.** Le Thé, un plaisir noir et vert. Arte

**19.25 L'Odyssée bleue.** Un nouvel horizon. France 2

**19.30 Légendes vivantes d'outre-mer.** Les sources au sens large. Odyssée

**19.45 André Previn, de la musique au rire.** Planète

**19.55 Himalaya.** À la rencontre des Dhimal. Odyssée

**20.15 Reportage.** Le Bagne russe. Arte

## MAGAZINES

**20.35 En attendant les extraterrestres...** Planète

**20.50 L'île Maurice, perle de l'océan Indien.** Odyssée

**20.55 Diana.** All You Need Is Love. Téma

**21.25 Tout Spinoza.** Planète

**21.40 L'Albanie d'Enver Hoxha.** Histoire

**21.45 Plans de vol.** Les canyons du ciel. Odyssée

**21.55 Muhammad Ali, au-delà du ring.** Planète

**22.15 Le Temps des cathédrales.** Les nations s'affirment. Odyssée

**22.40 Claude Chabrol.** Isabelle Huppert. Canal +

**22.55 Histoire de Pavlov.** Le my du son 1945-1960. Planète

**23.00 Intégrales coulisses.** Les sables de Noël. France 3

**23.10 Sainte Thérèse au carmel.** Odyssée

**0.05 Bébé génération plus.** Planète

**0.55 Lockerie, dix ans après.** Planète

## DANSE

**21.00 The Tale of a Man.** Chorégraphie : P. Laberg. Musique : Sandström. Enregistré pour la télévision. Par le ballet royal suédois. Muzik

**21.45 Le Lac des cygnes.** Chorégraphie : P. Laberg. Musique : Tchaïkovski. Par le ballet du Deutsche Staatsoper Unter den Linden de Berlin. Enregistré à Berlin en 1996 et transmis simultanément sur France-Musique. Arte

## MUSIQUE

**23.00 Concert de Noël.** Au Palais royal de Bruxelles, le 17 décembre 1998. Par le Chœur d'enfants de Wallonie. RTBF 1

**23.55 Eddy Mitchell à Bercy.** Paris-Bercy 1997. France 3

## TELEFILMS

**20.30 La Vie de Mariamne.** Benoit Jacquot (1 et 2). Festival

**20.40 Seule contre l'injustice.** Chuck Bowman. RTL 9

**20.40 Liaison maléfique.** Devin Warren. 13ème Rue

**20.50 20 000 lieues sous les mers.** Rod Hardy (1 et 2). M 6

**20.55 David.** Robert Markowitz (1 et 2). France 2

**21.25 Un Noël pas comme les autres.** Tom McLoughlin. RTBF 1

**0.30 Un soleil pour l'hiver.** Laurent Carcelles. France 2

## COURTS MÉTRAGES

**0.00 Quartier Tam Tam.** Mohamed Damak. TV 5

## SÉRIES

**19.20 Equalizer.** Que l'enfer soit fait ! 13ème Rue

**20.40 Roméo.** Un gamin infernal. Série Club

**20.55 Blanche.** 19, 10 et 11/11. TMC

**21.00 Star Trek, la nouvelle génération.** Christopher YOUNG. Canal Jimmy

**21.30 Two.** Dangerzone randonnée. Série Club

**22.10 New York Undercover.** Double jeu. Echos et mat. 13ème Rue

**22.15 02.** In excelsis Deo. Série Club

**22.25 Friends.** Celui qui tombe des nues (v.o.). Canal Jimmy

**23.00 37 planète après le Soleil.** Jolly Old St. Dick (v.o.). Série Club

**23.25 Tortues.** Townies (v.o.). Série Club

# NOTRE CHOIX

■ **21.00 Cinéstar 2**  
Sexe, mensonges et vidéo  
Une jeune femme se refuse à son mari, qui a pris sa belle-sœur pour maîtresse. Un copain du mari, perdu de vue depuis longtemps, vient rendre visite au couple et s'installe. Pour pallier son impuissance, il filme en vidéo les confessions sexuelles des femmes qu'il rencontre. Par Steven Soderbergh, les malaises et névroses de la classe moyenne américaine. Palme d'or très controversée du Festival de Cannes 1989. - J. S.

■ **23.05 Canal +**  
Madame Bovary  
Réalisée par Claude Chabrol en 1990, une scrupuleuse et admirable adaptation du roman de Gustave Flaubert, avec des « respirations » et un rythme cinématographique correspondant à la construction narrative de l'auteur. Isabelle Huppert est l'interprète idéale du rôle. - J. S.

■ **0.05 Ciné Classics**  
Rix amer  
Un voyou et sa maîtresse, poursuivis par la police après le vol d'un collier, se mêlent aux travailleurs saisonniers (les mon-diens), qui viennent repiquer le riz dans une exploitation de la vallée du Pô.

Une belle fille sensuelle tombe amoureuse du voyou qui veut en faire sa complice. Enorme succès commercial basé sur un malentendu (la découverte de Silvana Mangano comme « bombe sexuelle »), ce film, réalisé en 1948 par Giuseppe de Santis, est un des plus importants du néoréalisme social. Avec une dimension dramatique et lyrique rappelant le grand cinéma soviétique de Dov-jenko et Donskoi. - J. S.

# PROGRAMMES

## TÉLÉVISION

### TF 1

**18.25 Pluto Dingo.**  
**19.05 Le Bigli.**  
**20.00 Journal.** Météo.  
**20.50 Météo des neiges.**  
**20.55 Combien ça coûte ?**  
**21.15 52 sur la Une.**  
**0.15 Minuit sport.**  
**0.45 Les Divas.**  
**1.55 TF 1 nuit.**

### FRANCE 2

**19.20 1 000 enfants vers l'an 2000.**  
**19.25 L'Odyssée bleue.**  
**19.50 et 20.50 Tirage du Loto.**  
**19.55 Au nom de la loi.**  
**19.55 Le Père Noël est arrivé.**  
**20.00 Journal.** Météo, Point route.  
**20.55 David.**  
**0.05 Journal.** Météo.  
**0.30 Un soleil pour l'hiver.**  
**1.55 TF 1 nuit.**

### FRANCE 3

**18.20 Questions pour un champion.**  
**18.50 Un livre, un jour.**  
**18.52 L'Euro, mode d'emploi.**  
**18.55 19-20 de l'information.** Météo.  
**19.05 Le Kooli de 20 heures.**  
**19.35 Tout le sport.**  
**20.50 > Hors série.**  
**20.50 Un été au Grand Hôtel.**  
**21.00 Intégrales coulisses.**  
**21.55 Eddy Mitchell à Bercy.**  
**Rock and Blue.**

### CANAL +

► En clair jusqu'à 21.00  
**18.25 Flash info.**  
**18.30 Nulle part ailleurs.**  
**20.30 L'Année du cinéma.**  
**21.00 > Soirée spéciale**  
Chabrol - Huppert  
**21.00 Rien ne va plus** ■  
Film : Claude Chabrol.  
**21.05 Les Mémoires de l'Histoire.**  
Le secret d'Éva : le voyage en Suisse.  
**21.05 Madame Bovary** ■  
Film : Claude Chabrol.  
**1.25 Twin Town** ■  
Film : Kevin Allen (v.o.).

## ARTE

**19.00 Connaissance.**  
**19.45 Météo.** Arte info.  
**20.15 Reportage.** Le Barde russe.  
**20.45 Les Mémoires de l'Histoire.**  
Le secret d'Éva : le voyage en Suisse.  
**21.35 Les Contes Photos du siècle.**  
Le Bonser de l'hôtel de ville.  
une photo de Robert Doisneau, 1950.  
**21.45 Musica.** Le Lac des cygnes.  
**0.25 La Femme aux deux visages** ■  
Film : George Cukor (v.o.).

## M 6

**18.40 Astérix et les Gaulois** ■  
Film : Ray Goossens.  
**19.54 Les Six Minutes.** Météo.  
**20.10 Zorro.**  
**20.35 La Famille Toubabien.**  
**20.40 Décrochage info.**  
Politiquement rock.  
**20.50 20 000 lieues sous les mers.**  
Téléfilm : Rod Hardy (1 et 2).  
**0.15 L'Heure du crime.**  
Les 12 coups de minuit.  
**1.05 Les Aventuriers de l'extrême.**  
Namasté, Chantal Mauduit.

## RADIO

### FRANCE-CULTURE

**20.30 Agora.** Pierre Dubois.  
(Les Comtes de fées).  
**21.00 Philharmonie.**  
**22.10 Fiction.** Le Dernier Tzou.  
de Arthur Conan Doyle.  
**23.00 Nuits magnétiques.**  
Entrevues et galop d'essai.  
**0.05 Du jour au lendemain.**

### FRANCE-MUSIQUE

**19.40 Roméo et Juliette.** Ballet de Prokofiev par le Chœur de Radio France et l'Orchestre national de France, dir. Riccardo Muti : Simeon et 2 (extraits).  
**21.45 Le Lac des cygnes.** Ballet de Tchaïkovski. Enregistré à Berlin et transmis simultanément sur Arte, par la Staatskapelle de Berlin, dir. Daniel Barenboim.

### RADIO-CLASSIQUE

**20.15 Les Soirées.** Œuvres de Brahms.  
**20.40 Guillaume Leclerc et l'Ensemble Il Canto Armonico.** Œuvres de Locke, Vivaldi, Biber.  
**22.25 Les Soirées.** (suite). Œuvres de Boccherini, Gazzaniga, Haydn.

# FILMS DU JOUR

**13.45 La Séparation** ■ Vincent (F, 1994, 90 min.). Cinéstar 2

**14.55 Une journée de plaisir** ■ Charles Chaplin (Euros-Unité, 1919, muet, N., 25 min.). Ciné Classics

**15.05 La Passion Béatrice** ■ Bertrand Tavernier (France - Italie, 1987, 130 min.). Cinéstar 1

**15.20 Une vie de chien** ■ Charles Chaplin (Euros-Unité, 1918, muet, N., 45 min.). Ciné Classics

**16.05 Le Kid** ■ Charles Chaplin (Euros-Unité, 1921, muet, N., 35 min.). Ciné Classics

**16.20 Bronco Apache** ■ Brian Aldrich (Euros-Unité, 1954, 90 min.). Ciné Classics

**17.50 Le Chant de Missouri** ■ Vincent Minnelli (Euros-Unité, 1944, v.o., 100 min.). Ciné Classics

**19.10 Tucker** ■ Francis Ford Coppola (Euros-Unité, 1989, 110 min.). Cinéstar 2

**19.15 Monnaie de singe** ■ Norman MacLeod (Euros-Unité, 1991, N., v.o., 75 min.). Ciné Classics

**19.30 Chantons sous la pluie** ■ Stanley Donen et Gene Kelly (Euros-Unité, 1952, 100 min.). Ciné Classics

**20.40 Spartacus** ■ Stanley Kubrick (Euros-Unité, 1960, 185 min.). 13ème Rue

**20.55 Trois places pour le 26** ■ Jacques Demy (France, 1988, 110 min.). Téma

**21.00 Ziegfeld Folies** ■ Vincent Minnelli (Euros-Unité, 1944, v.o., 110 min.). Paris Première

**21.00 Week-end en famille** ■ Josée Frenay (Euros-Unité, 1992, 105 min.). Cinéstar 2

**22.10 Rix amer** ■ Giuseppe De Santis (Italie, 1948, N., v.o., 110 min.). Ciné Classics

**22.25 Le Petit Dinosaur** ■ et la Vallée des Merveilles ■ Don Bluth (Euros-Unité, 1988, 70 min.). Cinéstar 1

**22.50 That's Dancing** ■ Jack Haley Jr (Euros-Unité, 1984, v.o., 105 min.). Paris Première

**23.10 Le Vaisseau fantôme** ■ Michael Curtiz (Euros-Unité, 1941, N., v.o., 90 min.). Arte

**0.10 L'Assassinat du Père Noël** ■ Stanley Kubrick (France, 1941, N., 100 min.). 13ème Rue

**0.20 L'Appât** ■ Anthony Mann (Euros-Unité, 1953, 90 min.). Ciné Classics

**0.25 Adhémor** ■ S. Guitry (F, 1951, N., 105 min.). Festival

**0.50 Némotochka** ■ Ernst Lubitsch (Euros-Unité, 1939, N., v.o., 100 min.). Arte

**0.50 Mission : impossible** ■ Brian De Palma (Euros-Unité, 1996, v.o., 100 min.). Cinéstar 2

**1.15 Une famille aux champs** ■ Charles Chaplin (Euros-Unité, 1919, muet, N., 35 min.). Ciné Classics

**2.40 Au-delà des lois** ■ John Schlesinger (Euros-Unité, 1995, 100 min.). Cinéstar 2

**3.55 Les Yeux de la nuit** ■ John Farrow (Euros-Unité, 1948, N., v.o., 75 min.). Ciné Classics

# GUIDE TÉLÉVISION

## MAGAZINES

**18.00 Stars en stock.** Robert Redford, Mariette Dietrich. Paris Première

**18.30 Le Magazine de l'Histoire.** Invités : Jean-Marie Rouart, Philippe Solers, Laure Adler. Histoire

**18.50 Nulle part ailleurs.** Invités : Michou, Beverly Hills, Jean-Pierre Luminet, Christiane Lacroix, Stéphane Peyron. Canal +

**20.00 20 h Paris Première.** Invité : Guy Bedos. Paris Première

**20.05 Temps présent.** Que s'est-il passé ? Le siècle en images / Paul VI à Jussieu. TSR

**20.50 Un Noël de rêves.** Invités : Catherine Vimeny, Filip, Paul Boyce, Guy Monégat, Patrick Fier. France 2

**22.05 Festival Disney.** La nuit des contes. Disney Channel

**23.00 De l'actualité à l'Histoire.** Universalité, temps et après. Histoire

**0.00 Enquête spéciale.** Les années 90. La mafia des copains. Histoire

**0.00 Le Club.** Patrick Schulmann. Ciné Classics

## DOCUMENTAIRES

**18.00 L'Histoire des grands ballets.** (420). La Sylphide. Muzik

**18.00 Django Legacy.** Muzik

**18.15 Seul contre Saddam.** Planète

**18.30 Le Monde des animaux.** La Reine du lagon. La Cigogne

**18.30 Légendes vivantes d'outre-mer.** Les sources au sens large. Odyssée

**19.00 Voyages, voyages.** Liban. Arte

**19.25 L'Odyssée bleue.** L'île de l'espérance. France 2

**19.25 Incertain Père Noël.** Odyssée

**20.15 La Magie Méliès.** Odyssée

**20.35 Alfonso Cabrera de Vaca.** marquis de Portago. [2]. Planète

## MAGAZINES

**20.40 > Soirée thématique.** Jack London. Arte

**21.40 André Previn, de la musique au rire.** Himalaya. Planète

**21.55 À la rencontre des Dhimal.** Odyssée

**22.35 En attendant les extraterrestres...** Planète

**22.45 Anne-Sophie Mutter.** Mezzo

**22.50 L'île Maurice.** Odyssée

**23.25 Tout Spinoza.** Planète

**23.50 Muhammad Ali, au-delà du ring.** Planète

**0.55 Diana.** All You Need Is Love. Téma

## DANSE

**18.30 La Fleur de pierre.** Ballet. Musique de Prokofiev. Interprété par le ballet du Kirov. Avec Anna Poliakova, Alexandre Gulyaev, etc. Mezzo

## MUSIQUE

**17.15 Spécial Charpentier.** Par la Grande École de la Chambre de Roy, dir. Jean-Claude Malgoire. Muzik

**18.55 Carla Bley** et Steve Swallow. Muzik

**20.45 Quatre saisons à Lille.** Par l'Orchestre national de Lille, dir. Jean-Claude Casadesu. Avec Véronique Sanson. Mezzo

**21.30 Beethoven.** Œuvre en mi bémol majeur, op. 103. Par les solistes de la Philharmonie de Berlin. Muzik

**22.15 Les Trois Ténors.** Enregistré au Champ-de-Mars, à Paris, le 10 juillet 1998. Avec José Carreras, Plácido Domingo, Luciano Pavarotti. Par l'Orchestre de Paris, dir. James Levine. Canal +

**22.15 Jazz à Antibes 1990.** Muzik

## VARIÉTÉS

**22.45 André Rieu et l'Orchestre** Johann Strauss. TF 1

**23.15 L'Africaine.** Opéra de Meyerbeer. Par l'Orchestre de l'Opéra de San Francisco, dir. Maurizio Arena. Muzik

**23.20 Chants de Noël.** RTBF 1

## TELEFILMS

**18.30 Ellis Island.** Les portes de l'espérance. Téma

**20.00 Petit, Porcic Volon.** TV 5

**20.30 L'Orange de Noël.** Jean-Louis Lorenzi. Festival

**22.30 Le Voyage magique au pays du roi Arthur.** Mel Daniels. M 6

**22.45 Un soleil pour l'hiver.** Laurent Carcelles. Festival

## COURTS MÉTRAGES

**23.45 Nuit de Noël** pour femme adultère. 13ème Rue

**0.40 Bloody Olive.** Vincent Bal. Arte

## SÉRIES

**17.35 Beverly Hills.** Joseph Noël. TF 1

**17.45 La Loi de Los Angeles.** La fièvre acheteuse. Téma

**18.30 Magnum.** Amnésie. 13ème Rue

**18.55 L'Insti.** Tu n'as promis. Festival

**19.20 Equalizer.** Le jour de la corde. 13ème Rue

**19.30 Mission impossible.** Le commandant. Série Club

**20.10 Zorro.** Le fantôme du monastère. M 6

**20.20 Happy Days.** Joyeux Noël. Série Club

**23.25 37 planète après le Soleil.** Proud Dick (v.o.). Série Club

**1.25 Scheidat.** La brulure (v.o.). Canal Jimmy

**1.50 High Incident.** Accidents de la vie (v.o.). 13ème Rue

# NOTRE CHOIX

■ **15.40 Planète**  
Jazz Collection  
Présence de Coltrane

A NOUVEAU, le saxophoniste John Coltrane est partout. Un coffret de huit CD de ses enregistrements en quatuor pour le label américain Impulse ! vient d'être publié : Ravi Coltrane, son fils, évoque ses grandes œuvres dans le magazine *Vibrations*, le trompettiste Wynton Marsalis joue sa musique et s'en explique dans le mensuel *Jazz Hot* (ces deux publications datées décembre 1998-janvier 1999). Et sur la chaîne Planète, on peut revoir l'excellent film de Jean-Noël Cristiani, qui date de 1996, issu de la série « Jazz collection ».

Entre 1955, quand il rejoint la formation de Miles Davis, et sa mort, le 17 juillet 1967, des suites d'un cancer du foie, John Coltrane a une vie de musicien qui occuperait dix vies. Il bouleverse le monde musical à chacune de ses avancées. Perpétuellement insatisfait, perpétuellement en quête - « Je ne sais pas ce que je cherche, quelque chose qui n'a pas encore été joué ; je ne sais pas ce que c'est », Coltrane explore les styles (post-bop, balade, big band, free, au-delà du free), se remet en question au contact d'autres saxophonistes, qu'il intègre à ses groupes (Eric Dolphy, Pharoah Sanders, Ornette Coleman, Archie Shepp, Albert Ayler...), pense toujours aux grands maîtres (Duke Ellington), avance vers le futur à travers de dizaines d'enregistrements, et des concerts qui s'enchaînent sans jamais se ressembler. Il a dirigé l'un des groupes les plus célèbres du jazz, avec le contrebassiste Jimmy Garrison, le pianiste McCoy Tyner et le batteur Elvin Jones ; ces deux derniers venant témoigner de la présence intense de Coltrane.

La démarche de Coltrane, sa musique, sa force de travail, sa douceur témoignent de sa vie spirituelle. Il étudie l'islam, les religions d'Afrique, de l'Extrême-Orient, les mystiques, la philosophie, avec, en fond sonore, présent dans toute sa musique, les mélodies des spirituels et du gospel de son enfance dans le Sud rural. Ouvert par le déchantant *Alabama*, le film de Cristiani se conclut par l'une des grandes déclarations d'amour du jazz, *Naima*. Il n'y a alors rien d'autre à entendre que la beauté.

Sylvain Siclier

★ Rediff. : vendredi, 19.35 ; samedi, 22.00 ; dimanche, 18.00.

# PROGRAMMES

## TÉLÉVISION

### TF 1

**13.55 Les Femmes de l'amour.**  
**14.45 Arabesque.**  
**15.35 La loi est la loi.**  
**16.40 Sunset Beach.**  
**17.35 Beverly Hills.**  
**18.25 Pluto Dingo.**  
**19.05 Le Bigli.**  
**20.00 Journal.** Météo.  
**20.50 Un Noël de rêves.**  
**20.55 En attendant le Père Noël.**  
**21.45 Concert.**  
André Rieu et l'Orchestre Johann Strauss.  
**23.55 Présentation**  
des fêtes de la Nativité.  
**0.00 Messe de minuit.**  
**1.50 Avocat d'office.** L'Amour piégé.

### FRANCE 2

**13.55 Derrick.**  
**14.00 Soko.**  
**14.45 Tierset.**  
**16.00 La Chance aux chansons.**  
**16.50 Kung Fu.**  
**17.35 Un livre, des livres.**  
**17.40 Allô maman, c'est Noël.**  
Film : Tom Kopelanski.  
**18.20 1 000 enfants vers l'an 2000.**  
**19.25 L'Odyssée bleue.**  
**19.50 L'Euro.**  
**19.55 Au nom du sport.**  
**19.55 Le Père Noël est arrivé.**  
**20.00 Journal.** Météo.  
**20.50 Un Noël de rêves.**  
**21.00 Spécial théâtre de boulevard.**  
**21.45 > Présentation.**  
**0.00 Messe de minuit.**  
**1.25 La Crèche sauvage.**

### FRANCE 3

**13.25 Le Tour du monde en 80 jours.**  
Téléfilm. Buzz Kulik [2].  
**16.00 Blake et Mortimer.**  
**16.35 Aventures de l'Afrique sauvage.** (4/2).  
**17.45 Le Rado.**  
**18.20 Questions pour un champion.**  
**18.50 Un livre, un jour.**  
**18.52 L'Euro, mode d'emploi.**  
**18.55 19-20 de l'information.** Météo.  
**20.05 Le Kooli de 20 heures.**  
**20.35 Tout le sport.**  
**20.50 Astérix et les Indiens.**  
Film : Gerhard Hahn.  
**22.10 Le Grand Bâtisseur du monde.**  
**22.20 Météo.** Soir 3.  
**23.00 Génération Albatros.**  
**1.25 Tex Avery.**

### CANAL +

**13.35 La Première Neige de Noël.**  
**14.00 Surprises.**  
**14.10 Le Cygne et la Princesse 2** ■  
Film : Richard Rich.  
**15.20 Ilco, le tour du monde en 80 couleurs.**  
**16.10 Jerry Maguire** ■  
Film : Cameron Crowe.  
► En clair jusqu'à 20.40  
**16.25 Flash info.**  
**18.30 Nulle part ailleurs.**  
**20.40 Drôles de pères.**  
Film : Ivan Reitman.  
**22.15 Les Trois Ténors.**  
José Carreras, Luciano Pavarotti et Plácido Domingo.  
**0.14 Pin-up.**  
**0.15 Pour l'amour de Roseanna.**  
Film : Paul Verhoeven (v.o.).  
**1.10 Hockey NHL.**  
**4.50 Scrooged.**  
Film : Brian Desmond Hurst.

## LA CINQUIÈME/ARTE

**13.30 Sur les grandes avenues.**  
Sunset Boulevard.  
**14.30 Noël.</**



## Richard Branson a survolé en ballon la Chine centrale

Il a obtenu à l'arraché l'autorisation de Pékin

LE MILLIARDAIRE britannique Richard Branson a réussi une sorte d'exploit aérodynamique, en obtenant à l'arraché l'autorisation de la Chine de survoler son territoire, dans sa tentative de tour du monde en ballon aérostat sans escale. Son appareil, *ICO Global Challenge*, s'acheminait, mercredi 23 décembre, vers la côte orientale de la Chine, en provenance du Tibet et devait sortir dans la nuit d'un espace aérien chinois qu'il a gentiment violé dans une partie de bras de fer qui aurait pu tourner fort mal. Il avait en effet fallu décaler auparavant les premiers ministres Tony Blair et Zhu Rongji, deux hommes qui n'ont pas que cela à faire, pour éviter que l'armée chinoise ne mette à exécution les menaces voilées des autorités de Pékin d'empêcher l'appareil de pénétrer au Tibet.

Partis le vendredi 18 décembre de Marrakech, Branson et ses deux équipiers, le Suédois Per Lindstrand et l'Américain Steve Fossett, avaient survolé sans encombre la Libye (après que le colonel Kadhafi se fut laissé quelque peu forcer la main pour l'y autoriser), la Turquie et les républiques ex-soviétiques d'Asie centrale avant d'aborder l'Himalaya par l'ouest, via l'Afghanistan, le Pakistan, l'Inde et le Népal. Lundi 23 heures, *ICO Global Challenge* pénétrait en Chine sur une trajectoire bien plus septentrionale que l'autorisation donnée par Pékin à un bref survol de sa partie méridionale (en dessous du 26<sup>e</sup> parallèle). Explication : les Chinois ne veulent à aucun prix voir l'aérostat survoler les zones sensibles (militaires, ethniquement explosives et parsemées de camps de travaux forcés) de son centre montagneux.

Ils ont certes fait savoir qu'ils ne donneraient pas l'ordre d'ouvrir le feu sur l'engin, se distinguant favorablement en cela des forces armées bicolorées qui, en septembre 1995, n'avaient pas hésité à abattre une montgolfière ayant à son bord deux aérostatiers américains, qui furent tués dans l'affaire. Mais l'erreur de routage les indispose et du coup ils se fâchent : Pékin intime l'ordre au ballon de Richard Branson de se poser... à Lhassa, au milieu d'une région culminant à 8 000 mètres d'alti-

tude. Branson fait valoir l'impossibilité dans laquelle il se trouve de diriger l'appareil sans le mettre en péril et - ment-il ou non ? - fait dire à son QG londonien qu'il a « raté » l'aéroport de la capitale tibétaine.

Les échanges vont dès lors bon train entre le 10 Downing Street, l'ambassade de Grande-Bretagne dans le quartier de Jiaoguo men à Pékin, Zhongnanhai, fief du pouvoir chinois, et les aérostatiers suspendus à 10 000 mètres dans les airs.

### « LE PLUS VITE POSSIBLE »

Finalement, Zhu Rongji, chef du gouvernement chinois, homme à qui il revient d'incarner la face bonhomme du régime de Pékin - tâche ardue le jour même où le pouvoir vient d'embailler trois opposants pro-démocratiques - donne à Tony Blair, qui l'en remercie aussitôt, l'assurance que l'engin peut continuer sa route sur l'itinéraire de son choix, à condition qu'il évacue les lieux « le plus vite possible ». L'injonction en l'occurrence était plutôt destinée aux courants d'air qu'aux médias, mais ceux-ci freinent de quelque manière que ce soit la progression de l'aérostat.

Pari pour la première fois gagné, donc, pour Branson et ses deux équipiers, presque onze mois après le coup de Jarnac que Pékin avait infligé à une tentative similaire, par l'équipage du *Breitling Orbiter II* (le Suisse Bertrand Piccard, le Belge Wim Verstraeten et le Britannique Andy Elson), qui a dû se poser en Birmanie faute d'avoir obtenu une autorisation chinoise - laquelle viendrait... après l'atterrissage. Après avoir traversé l'espace chinois à une vitesse de sénateur (60 km/h, à cause de la faiblesse des vents), il reste au trio de *ICO Global Challenge*, pour conclure sans drame cet épisode de sport-spectacle, à éviter un autre obstacle : la Corée du Nord, où, à en croire les services de renseignement du rival sud-coréen, les artificiers du dernier régime communiste pur et dur de la planète s'apprêtent précisément à tester un missile.

Francis Deron

## Le moral des consommateurs se maintient mais celui des industriels s'effondre

LES INDUSTRIELS broient du noir, mais pas les consommateurs : voilà les indications qu'apportent deux statistiques publiées mercredi 23 décembre par l'Insee. La consommation des ménages en produits manufacturés a, en effet, progressé de 0,1 % en novembre. Si la progression mensuelle est donc modeste, sur un an, elle est spectaculaire : + 5 %. En revanche, l'enquête de l'Institut dans l'industrie du mois de décembre fait apparaître que le solde entre les opinions favorables et défavorables des industriels sur les perspectives générales de production s'est encore dégradé. Alors qu'il était positif de 36 points en juillet, il est devenu négatif de 3 points en novembre et de 8 points en décembre. Ces deux indices confirment que si la demande intérieure, tirée par la consommation, est bien orientée, la demande étrangère, dont dépendent largement les industriels, est en voie de ralentissement. L'Insee a par ailleurs confirmé, mercredi, que les prix à la consommation étaient restés stables en novembre (0 %), soit une progression de seulement 0,3 % en glissement annuel.

### DÉPÊCHES

■ **EUROPÉENNES** : François Hollande a refusé de confirmer son éventuelle candidature comme tête de liste PS aux prochaines élections européennes, mercredi 23 décembre, sur RMC. « Je joue un rôle national. Je ne peux pas jouer tous les rôles. Ce serait quand même une ambition (...) démesurée vis-à-vis de mes camarades », a déclaré le premier secrétaire du PS. En revanche, Philippe Séguin, président du RPR, « souhaite être candidat » aux élections européennes, a assuré Nicolas Sarkozy, secrétaire général du RPR, mardi sur LCI.

■ **PHOTOGRAPHES** : une brève échauffourée a opposé, mardi 22 décembre, après-midi à Porto-Vecchio (Corse-du-Sud) des photographes aux vigiles assurant la sécurité du mariage du joueur de football Christian Karembeu et de la « top model » slovaque Adriana Sklenarikova. Des coups ont été échangés alors que des photographes de presse, placés dans la foule sur le chemin séparant la mairie de l'église, s'énervent de ne pouvoir prendre des clichés du couple.

Les reporteurs, qui protestaient de l'exclusivité vendue à l'hebdomadaire *Paris Match* pour la « couverture » de l'événement, ont été écartés sans ménagement par les vigiles.

Tirage du Monde daté mercredi 23 décembre : 476 233 exemplaires

### A NOS ABONNÉS

UN SEUL NUMÉRO  
0/803/022/021

FAIRE SUIVRE  
OU SUSPENDRE  
VOTRE ABONNEMENT

## Patronat et syndicats reconduisent pour un an le dispositif de préretraite contre embauche

L'allocation de remplacement pour l'emploi est étendue à de nouvelles catégories de salariés

MARC BLONDEL a été le premier à se féliciter publiquement de l'accord conclu pour un an, mardi 22 décembre, par le patronat et par les syndicats sur le renouvellement et l'extension de l'allocation de remplacement pour l'emploi (ARPE). « C'est une conquête pour les salariés et une satisfaction pour FO », a-t-il aussitôt déclaré. L'accord conclu mardi soir prévoit en effet une reconduction du dispositif de préretraite contre embauche, qui va bénéficier aux salariés âgés de 58 ans en 1999 et qui a aussi été étendu, sous conditions, aux salariés ayant commencé à travailler dès l'âge de 14 ou 15 ans.

Depuis plus de six mois, FO avait fait de cette extension son principal cheval de bataille, et la délégation patronale avait obtenu l'aval du conseil exécutif du Medef (Mouvement des entreprises de France, ex-CNPF) pour la négocier. Le patronat, et plus particulièrement celui de la métallurgie, s'était engagé à reconduire et à étendre l'ARPE, ce qui constituait la contrepartie de la signature par FO de l'accord signé en juillet sur le

passage aux 35 heures dans ce secteur.

Le patronat, dont la principale réserve à la reconduction de l'ARPE était son coût jugé trop élevé, a essayé, dans un premier temps, de réduire à 60 % du salaire brut l'allocation versée aux salariés cessant leur activité. Face au refus des syndicats, il a accepté de reconduire le dispositif à l'identique pour les salariés nés en 1941, qui pourront partir à 58 ans avec 65 % de leur salaire brut dès lors qu'ils ont accumulé 160 trimestres de cotisations sociales. En revanche, le patronat a obtenu que les salariés qui justifient de 172 trimestres ne puissent partir en retraite anticipée automatiquement, mais à condition qu'ils aient au moins atteint l'âge de 55 ans.

Les partenaires sociaux se sont mis d'accord pour étendre l'ARPE aux salariés âgés de 56 ans et entrés dans la vie active à 14 ans ou à ceux âgés de 57 ans et entrés dans la vie active à 15 ans, dès lors qu'ils totalisent 42 annuités (168 trimestres) de cotisations. Selon les estimations de l'Unedic, environ

50 000 salariés devraient ainsi partir en préretraite en 1999 et permettre un nombre équivalent d'embauches, car « l'ARPE, cela crée deux emplois », résume Michel Jalmain (CFDT). A ce jour, 126 000 salariés sont partis en préretraite grâce à l'ARPE et 115 000 embauches compensatrices ont été réalisées.

### CONTRIBUTION SPÉCIALE

Le coût de ces mesures, en cumulé, est évalué à 12,5 milliards de francs, dont 7,9 milliards pour la reconduction du dispositif et 4,6 milliards pour son extension. Son financement est assuré par le fonds paritaire de l'Unedic, qui sera alimenté pour la première fois par une contribution spéciale des entreprises utilisatrices, fixée à 20 % du salaire annuel brut du préretraité, soit 1,5 milliard de francs. En revanche, il n'y aura pas d'aide financière de l'Etat, le patronat s'étant déclaré hostile.

Dans l'article 7 de l'accord, il est notifié qu'« il ne sera plus admis de nouveaux bénéficiaires dans le dispositif ARPE au-delà du 1<sup>er</sup> jan-

vier 2000 ». Cette mesure coupet devrait entraîner un afflux de demandes. L'ARPE doit en effet être renégociée, avec l'ensemble de la convention Unedic, en 1999. Or, vu la dégradation des comptes de l'assurance-chômage, le patronat se montre réservé sur l'avenir de ce dispositif. Le patronat et tous les syndicats (CFDT, FO, CFE-CGC et CFTC) ont annoncé en séance qu'ils signaient l'accord, à l'exception de la CGT qui a émis un avis favorable mais ne donnera une réponse définitive qu'en début de semaine prochaine.

Le patronat et deux syndicats (CFDT et CFE-CGC) ont aussi reconduit pour un an les conventions de coopération qui permettent aux entreprises embauchant un chômeur depuis au moins huit mois de percevoir à sa place les allocations Assedic. Celles-ci doivent être utilisées pour une durée de douze mois, contre six mois auparavant. FO et la CGT ont refusé de signer cet accord.

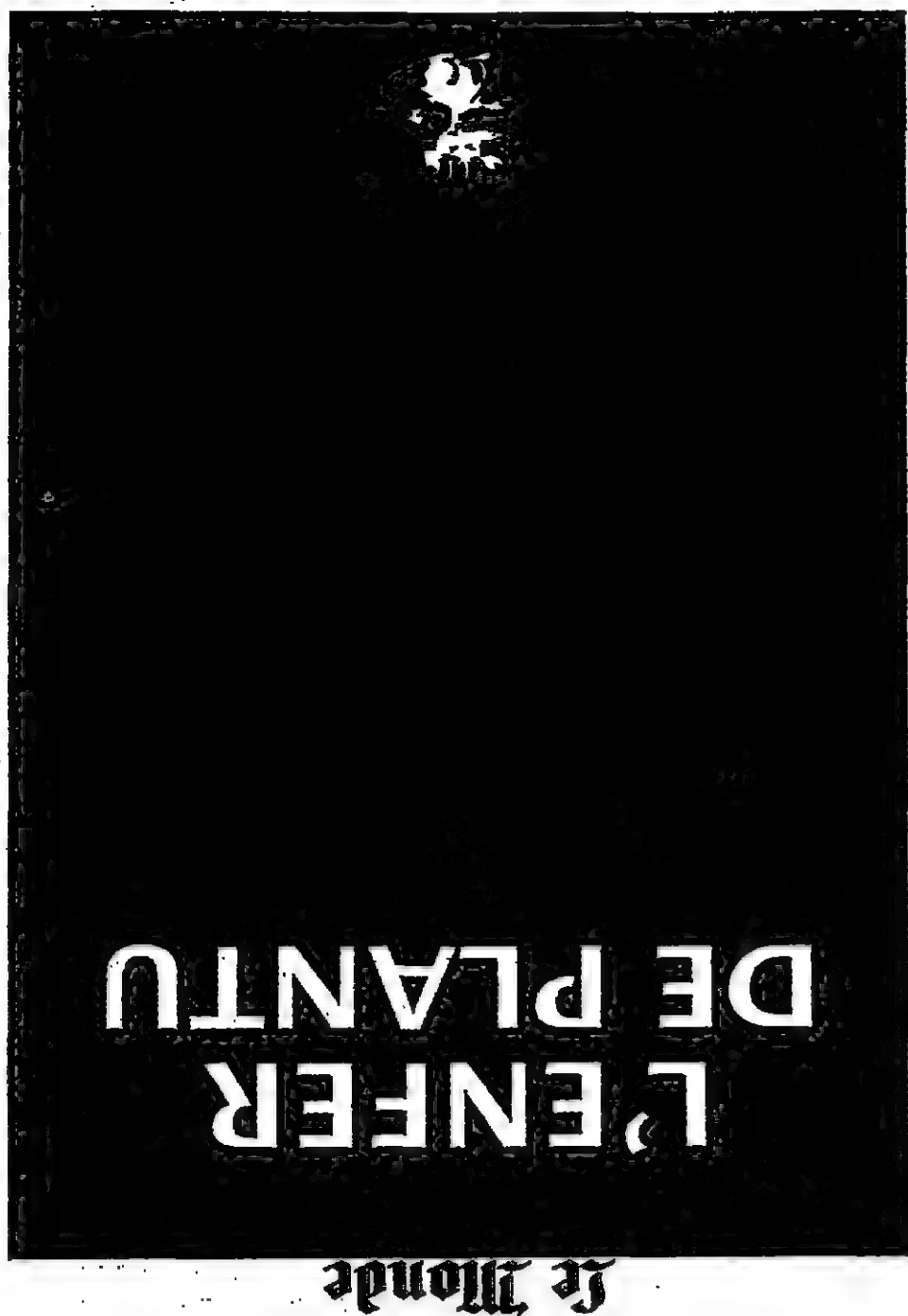
Alain Beuve-Méry  
et Caroline Monnot

مكتبة المكتبة



مكتبة الأصل

luisent pour un  
contre embauche



**Le Monde**

**LES RENDEZ-VOUS DE JANVIER**

**Lundi 4 date 5**

- L'euro existe. Pour la première fois, neuf grands journaux européens s'associent pour publier le premier palmarès européen des fonds de placement.
- Un cahier spécial de 16 pages.

**Mercredi 6 date 7**

- Les professeurs prennent la parole.
- Un cahier spécial de 16 pages.

**Du lundi 4 au vendredi 9**

- Enquête : l'aventure de l'embryon.

**LES NOUVEAUTÉS**

**Dès le 4 janvier**

- La cotation en euros des 600 plus grandes entreprises européennes classées par secteur d'activités.

**Lundi 11 date 12 janvier**

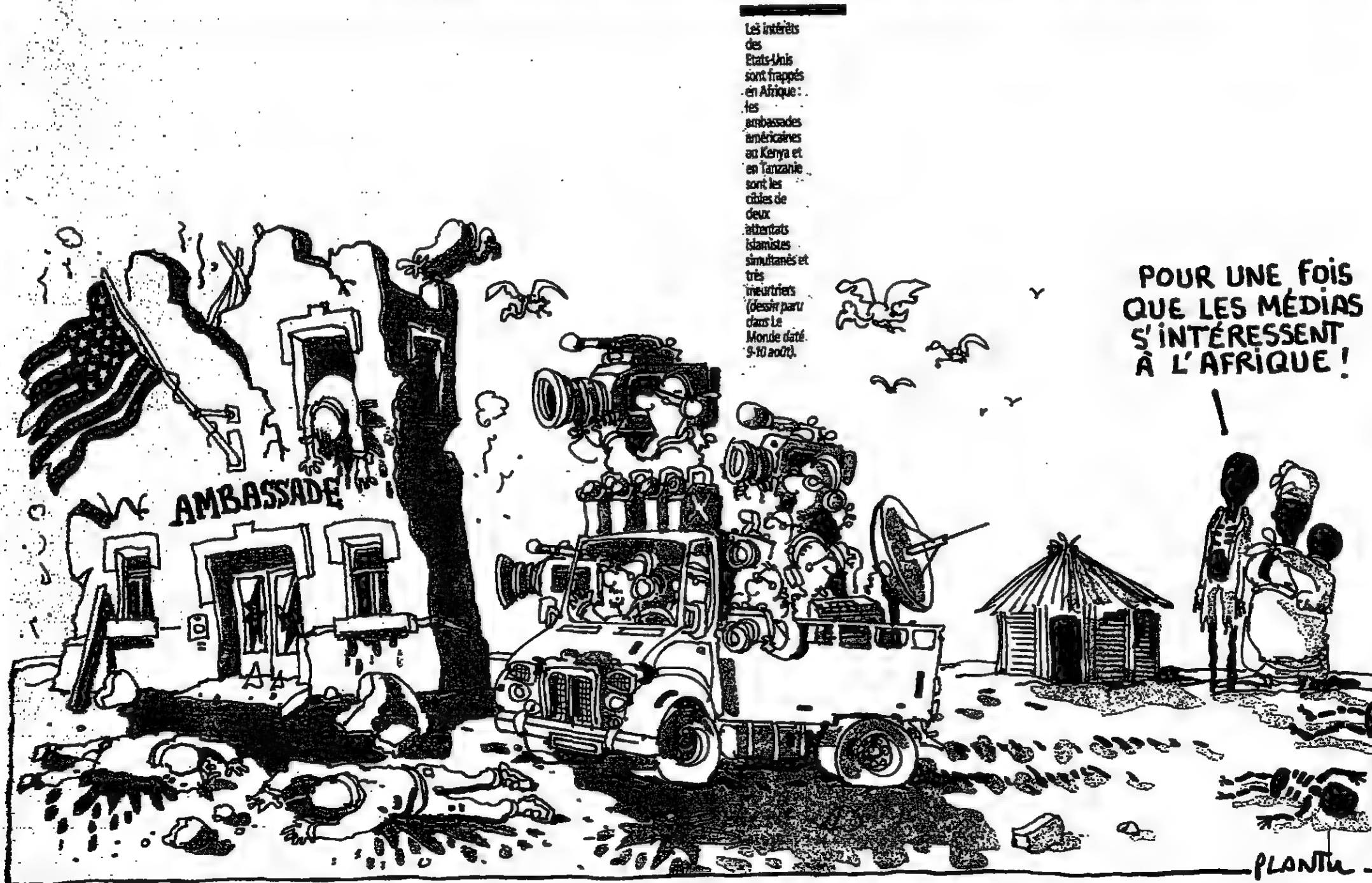
- Une nouvelle formule du « Monde Economie » : les enjeux et les initiatives.

**Mardi 12 date 13 janvier**

- « Le Monde interactif » : un cahier hebdomadaire sur les nouvelles technologies.

Dimanche 27 - Lundi 28 décembre 1998 • Télévision • Radio • Multimédia • Le Monde

LE DESSIN PRÉFÉRÉ DE PLANTU. L'AFRIQUE PROPULSÉE AU CŒUR DE L'ACTUALITÉ MONDIALE... MAIS POUR DES PROBLÈMES QUI LUI SONT ÉTRANGERS



Le joueur de flûte, jeune homme mystérieux, sont d'après L'UNION RICHELIEUX, le 20 août

22 La Monde • Télévision • Radio • Multimédia • Dimanche 27 - Lundi 28 décembre 1998



## PROVOC. PLANTU DÉCHAÎNÉ



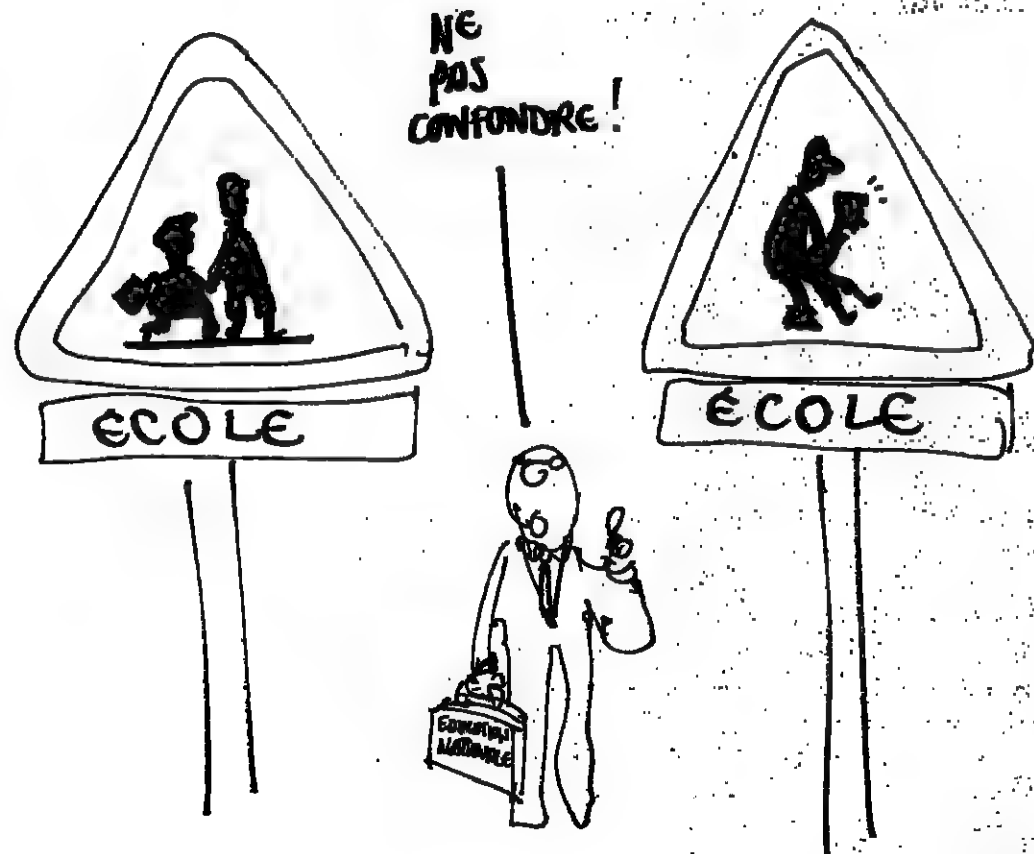
Trois prisons tests devraient bientôt abriter des « parloirs familiaux ». Le projet est en cours d'étude chez Elisabeth Guigou, ministre de la justice.



Les talibans font régner l'ordre islamique en Afghanistan. Les femmes sont obligées de se voiler entièrement et sont exclues de toute activité professionnelle.

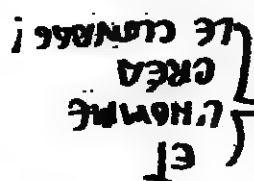
● Télévision ■ Radio ▼ Multimédia  
 Le Monde 2

Ça m'a fait un drôle d'effet. Des Honnêtes, on  
 aimerait bien publier les nouvelles. Je me suis prîné, mais  
 ils insistent : "Allez, bon, c'est sympa. Les nouvelles. Tu  
 dois bien avoir des choses au fond de ta cervelle, peut-être  
 ça sert que je me tienne à dessein des  
 feuilles si c'est pour mentir des nouvelles ?"  
 Ils ont vraiment insisté.  
 Et voilà comment vous vous  
 débrouillez avec cet album de haute  
 précision. Tous les matins, excepté  
 les jours de panne sèche, je propose  
 plusieurs croquis pour la "une",  
 dont la manuscrite a été discutée  
 a la conférence de 7 heures 30. Un seul est retenu.  
 Adieu, les autres ! Au pouvoir !  
 Ce sont les "requis", les "matrimoniaux". Et les  
 "secondaires", destinés pour le plaisir de scandaliser la  
 rédaction en chef. Et les "définitifs", généralement  
 pour me mettre en panne et pour le plaisir de faire  
 rugir mes amis du journal. A la fin, tout ça ?  
 Non, souvent gratuitement (rédacteur en chef) vous  
 proposez ce choix de nouvelles. Et vous offrez vite  
 compréhensible que mon "Esprit" est pauvre de nouvelles  
 informations.

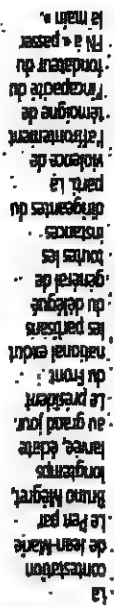


« On ne touche pas à l'enfance. C'est sacré. Ce dessin était évidemment impubliable dans *Le Monde*. Mais ces brouillons décalés font partie de mon remue-méninges matinal. »



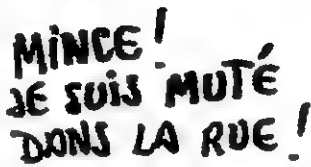


## BIOLOGIE. QUAND L'HOMME SE PREND POUR DIEU



**FRONT NATIONAL, L'EXTRÊME DROITE SE DÉCHIRE EN DIRECT**

## CLAUDE ALLÈGRE. UN MINISTRE SINGULIER



Les demandes les plus fortes sont classiques : davantage de moyens pour l'éducation nationale, moins d'élèves dans les classes, une sécurité assurée à l'intérieur et aux abords des établissements scolaires.

« Citoyen, citoyenne » : le nom est devenu adjectif. Il est à la mode.

## MIRACLE. L'ANNÉE TERRIBLE DE JEAN-PIERRE CHEVÈNEMENT



L'enquête de Sciences et Avenir sur les hôpitaux à risques a précédé de peu le grave incident anesthésique du ministre de l'intérieur. Pour leur part, quelque 60 000 étrangers sans papiers se sont vu refuser un titre de séjour.

« Je n'ai pas pu m'empêcher de croquer ce brouillon de mauvais goût après l'annonce de l'accident opératoire de Jean-Pierre Chevènement. Ce jour-là, j'ai voulu décrier une rédaction en chef sous le choc. »

TU AS  
PENSÉ À  
ÉCRIRE  
AU  
PÈRE NOËL ?

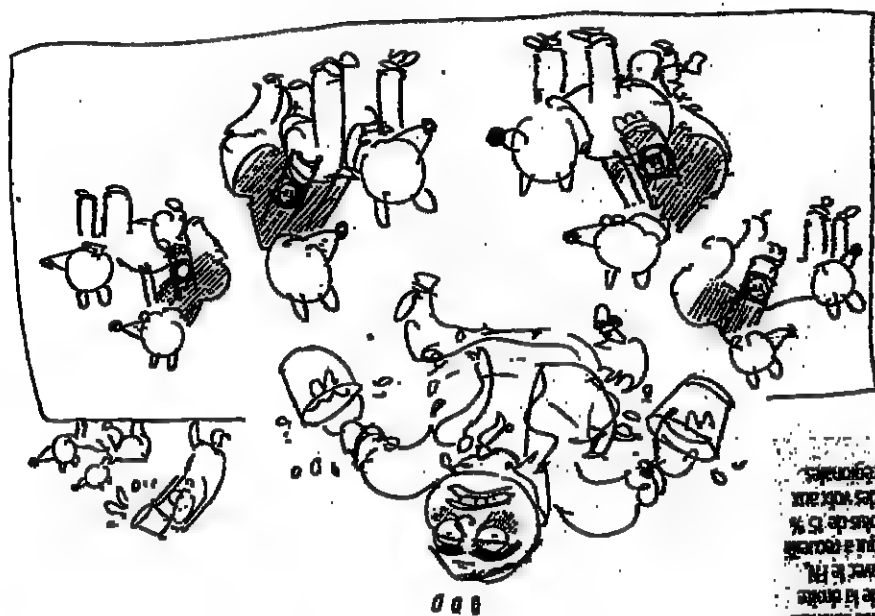
TU AS  
PENSÉ À  
ÉCRIRE  
À  
CHÉVENEMENT  
?



La France, commémore le vote de la Déclaration universelle des droits de l'homme, est soucieuse d'avoir voulu ne pas inviter le président de la République pour ne pas rappeler les aspects économiques de la Déclaration, tandis que l'homme restent toujours dans la plupart des pays du globe.



DROITS DE L'HOMME. UN ANNIVERSAIRE DANS L'ACTUALITÉ



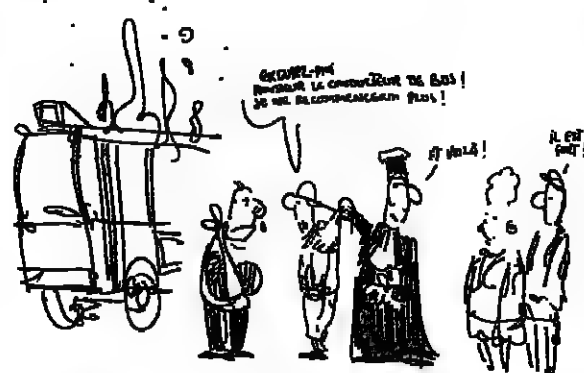
EXTRÊME DROITE. LE FRONT NATIONAL SE PAVANE

# DÉLINQUANCE JUVÉNILE. L'IMPASSE

Plusieurs maires ont signé des arrêtés imposant un « couvre-feu » pour les moins de quinze ans. La justice administrative s'y est opposée.

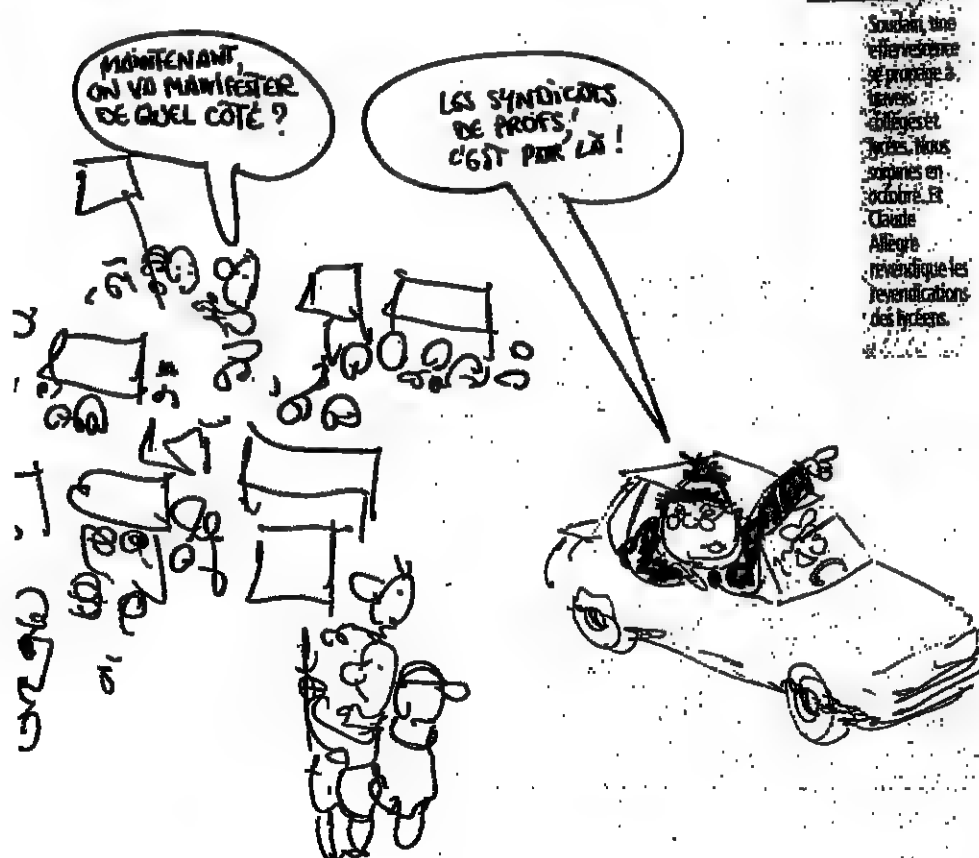


Les autorités judiciaires veulent croire aux vertus de la médiation pénale.



La lutte contre la délinquance passe aussi par la restauration de l'autorité parentale.

# CLAUDE ALLÈGRE. UN MINISTRE SINGULIER

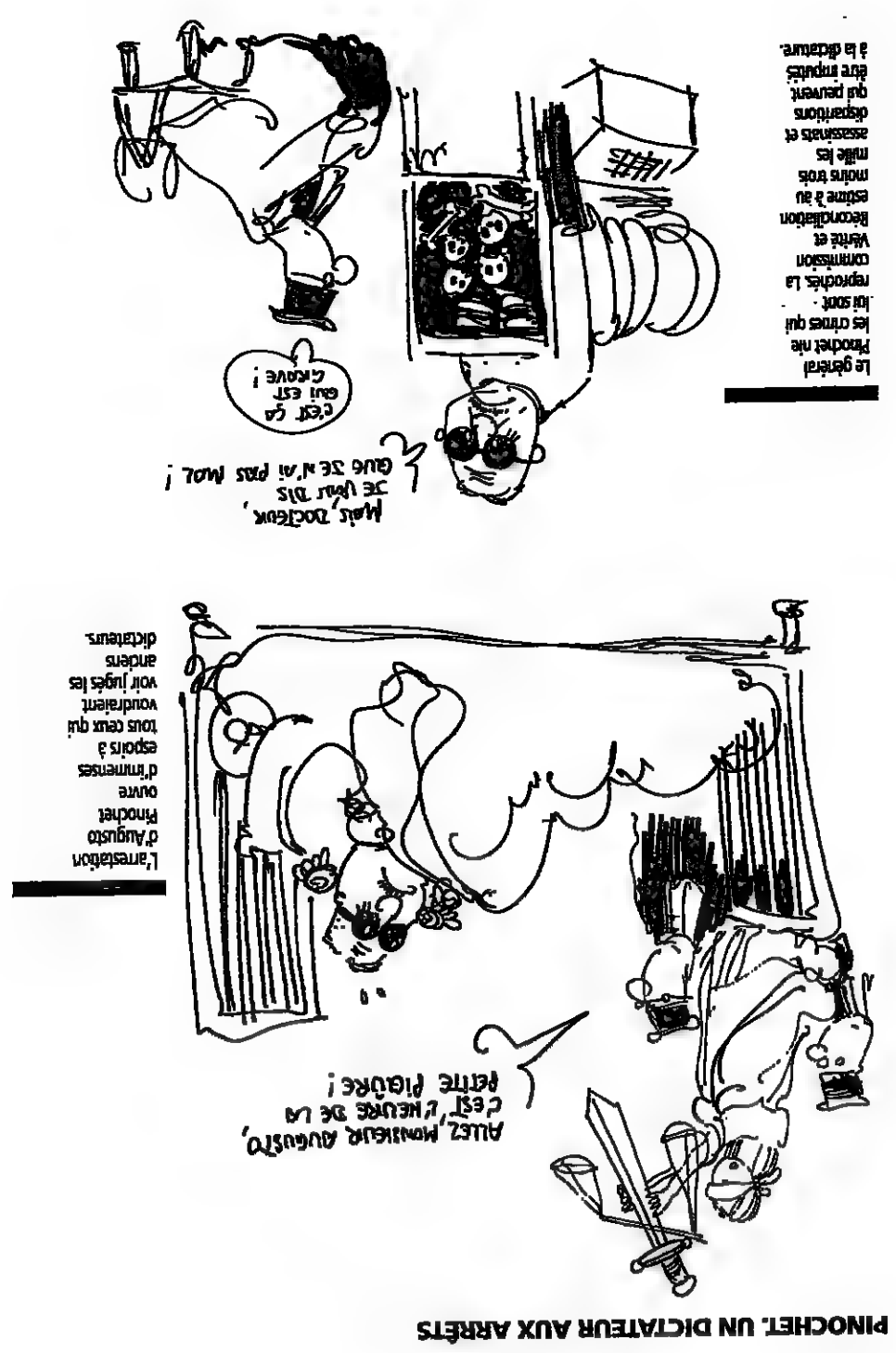
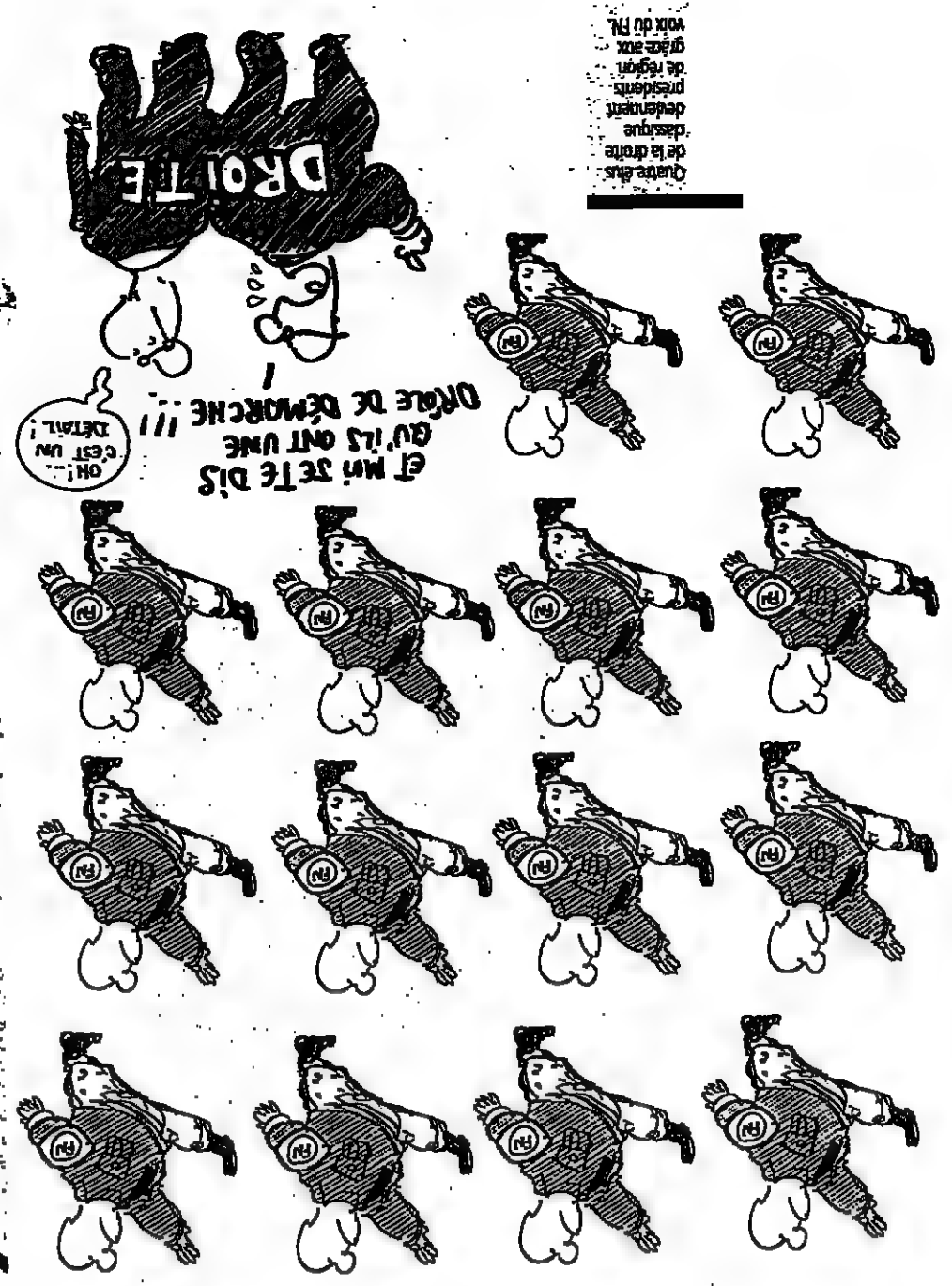


Sous son air effrayant, Claude Allègre n'est qu'un homme simple et bon. Mais, quand il s'agit de défendre les revendications des lycéens, il devient un autre homme.

« C'est un exemple de ratage. Mon brouillon (à gauche) était bien envoyé, mais la rédaction en chef m'a orienté sur un dessin plus mesuré, journalistiquement juste et graphiquement... fadasse (à droite). J'aurais dû mieux défendre mon premier jet. »







PACS. VERS UN MARIAGE-BIS ?



Qu'est-ce qui  
peut donc  
bien réunir  
Jean-Paul II  
et Boris  
Eltsine dans  
un même  
lit ? Le  
PACS ?

« C'était un samedi. Le pape et Eltsine étaient au plus mal. En dessinant ce croquis retenu par la rédaction en chef, j'ai brusquement renoncé à le terminer. Une seconde, j'avais imaginé la tête des lecteurs à l'annonce éventuelle du décès de Jean Paul II ou de celui du président russe durant le week-end. »

CLINTON. LE MONICAGATE



« Le sexe et le pouvoir du président américain possèdent des vertus déflagratoires. Ils ont occupé la "une" des médias de manière omniprésente. J'ai proposé des graffitis un peu rapides qui frôlaient parfois le graveleux. C'est la raison pour laquelle je ne me suis pas battu pour que ces croquis paraissent. »

La liaison  
entre le  
président  
des  
Etats-Unis et  
une jeune  
stagiaire de  
la Maison  
Blanche est  
devenue  
objet  
d'enquête  
pour le  
procureur  
indépendant  
Kenneth  
Starr et les  
médias.



Le jour du  
quatre-vingt-  
troisième  
anniversaire  
du général  
François  
Chambré, la  
Chambre des  
lords a  
poursuivi la  
procédure.



Dans son  
attente de  
l'ancien  
député  
résident à  
l'Assemblée  
nationale, il  
dirige une  
commission  
d'enquête  
sur la  
procédure.

# CLINTON. LE MONICAGATE

Monica  
Lewinsky a  
longtemps  
conservé  
chez elle  
puis remis au  
procureur  
une robe  
bleue tachée  
par la  
sperme du  
président.



L'ami du  
président  
racompte au  
procureur  
ses  
rendez-vous  
avec Clinton.  
Un cigare y a  
servi  
d'accessoire  
érotique.



# PACS. VERS UN MARIAGE-BIS ?

Les Eglises  
répondent  
la  
proposition  
de loi  
visant à  
mettre en  
pacte civil  
de solidarité  
entre deux  
personnes  
qui ne sont  
pas mariées.



La possibilité  
pour deux  
homosexuels  
de « passer »  
provoque  
des  
hostilités,  
plus ou  
moins  
avouées.

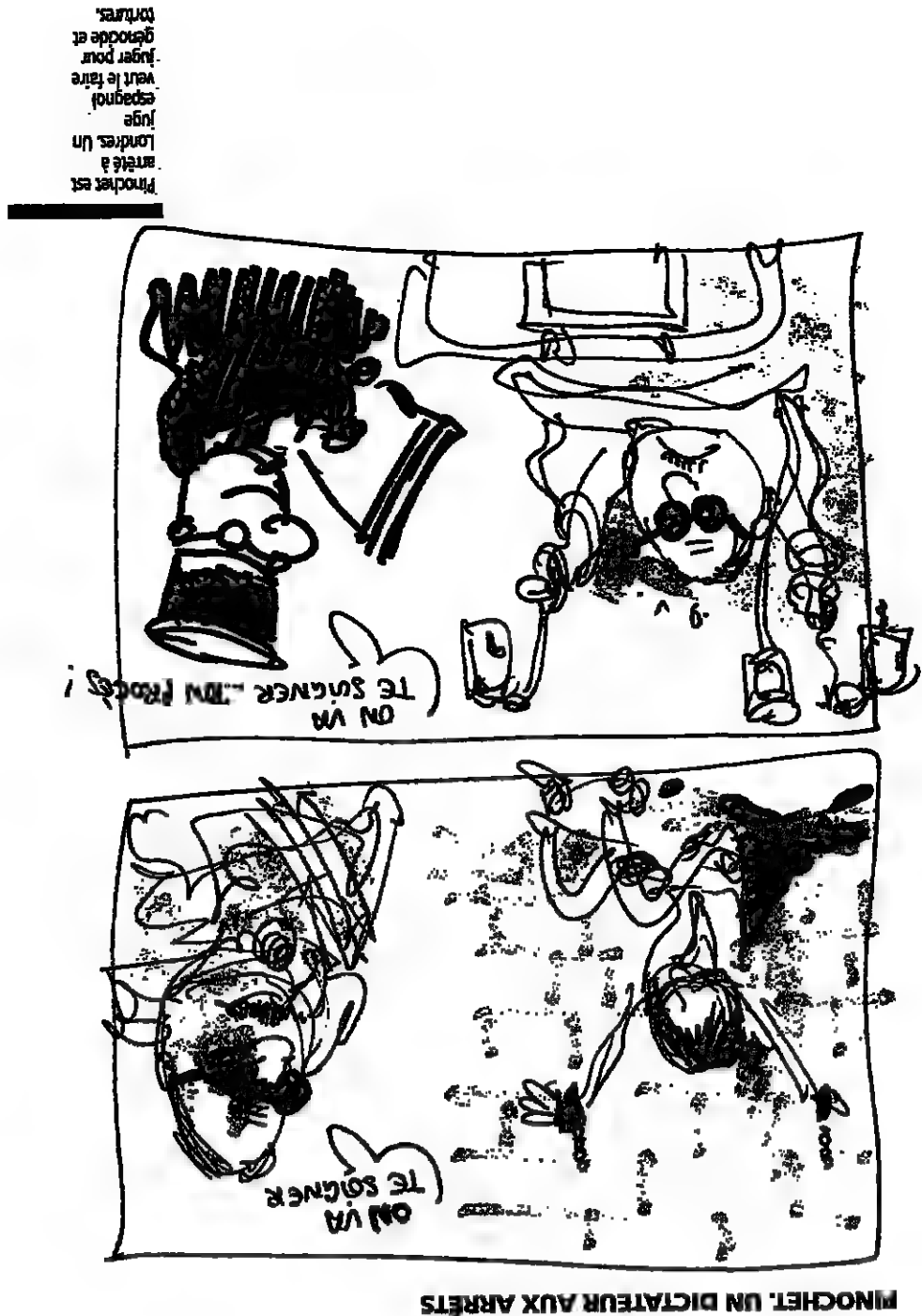
T'aurais quand même  
pu attendre que  
la loi soit votée!







MILOSEVIC, LA POLICE SERBE GUERROIE AU KOSOVO



MINOCHET, UN DICTATEUR AUX ARRÊTS

VIAGRA. LA PILULE BLEUE SUR LE MARCHÉ



La pilule bleue ne présente pas que des avantages. Outre qu'elle est très chère, on reverse quelque cent trente patients victimes d'arrêts cardiaques à travers le monde.



Plutôt que de se confesser devant son pourfendeur, Bill Clinton choisit de faire son mea culpa devant les caméras.

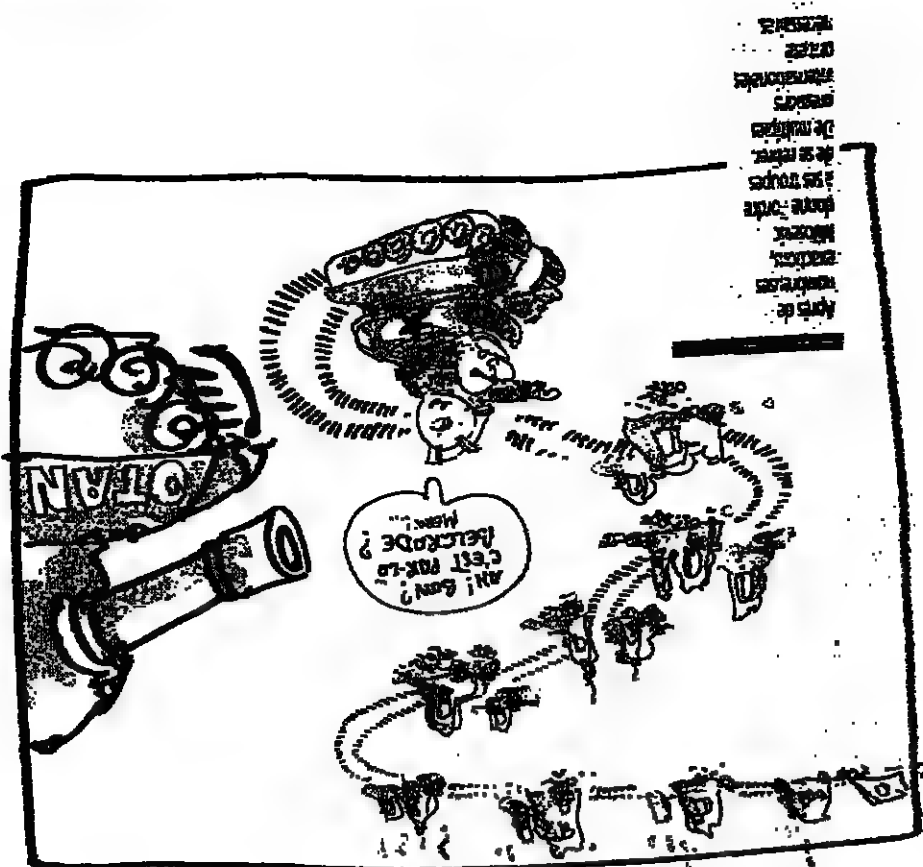
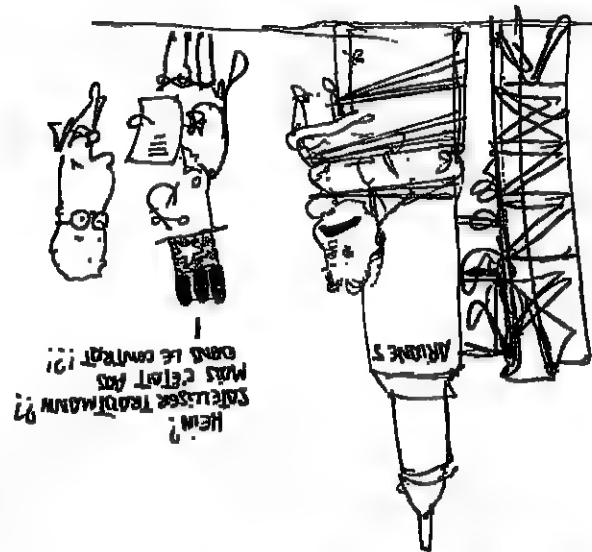


Contre toute attente, le Parti démocrate sort renforcé des élections. L'Amérique semble avoir pardonné à Clinton.



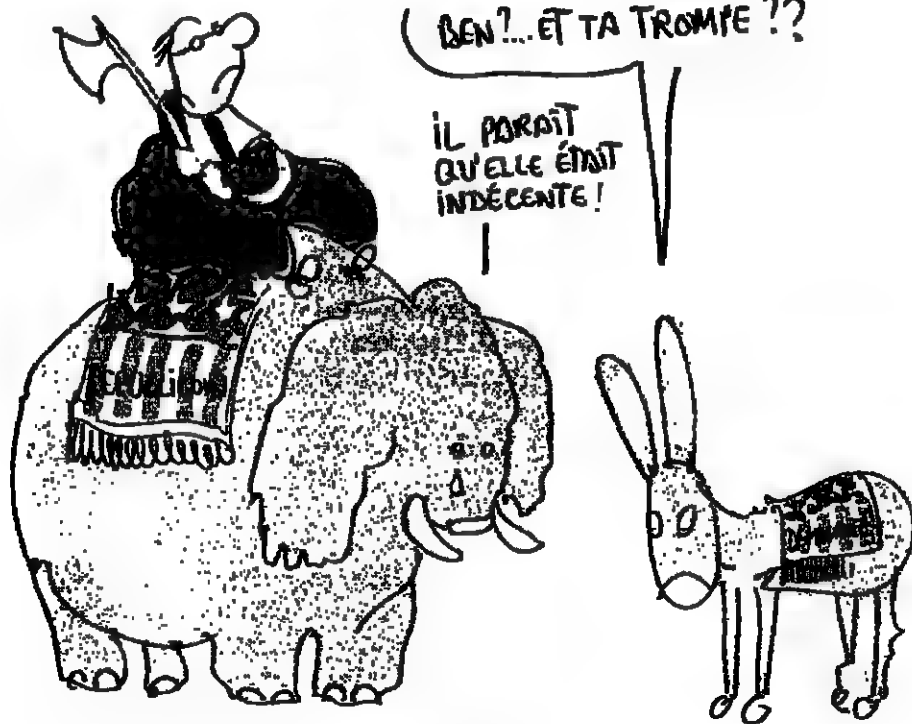


## AUDIOVISUEL LA RÉFORME REPORTÉE



**MILLOSEVIC, LA POLICE SERBE GUERROIE AU KOSOVO**

( BEN?...ET TA TROMPE ??



L'éléphant est le symbole des républicains, qui ont fait du scandale le cœur de la campagne électorale.

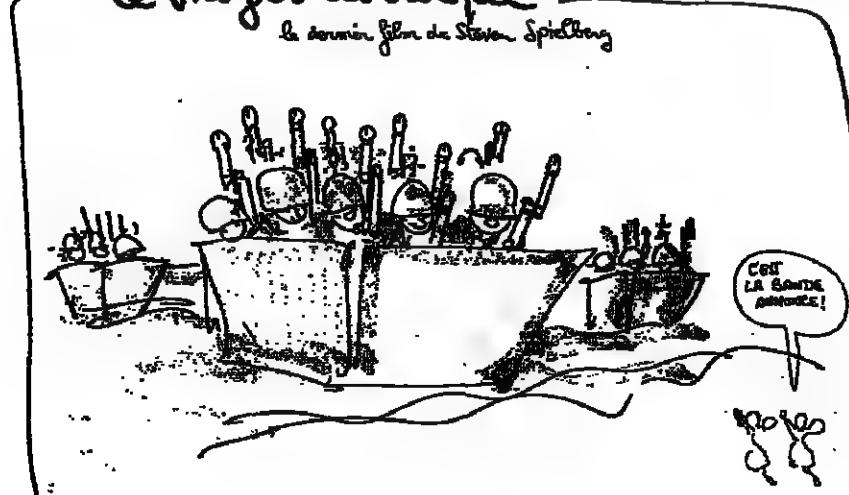
Le cyclone Mitch dévaste une partie du Nicaragua et du Honduras au mois de novembre.



Le Viagra est  
un  
médicament,  
mais aussi  
une affaire  
très rentable  
pour Pfizer,  
son  
fabricant.

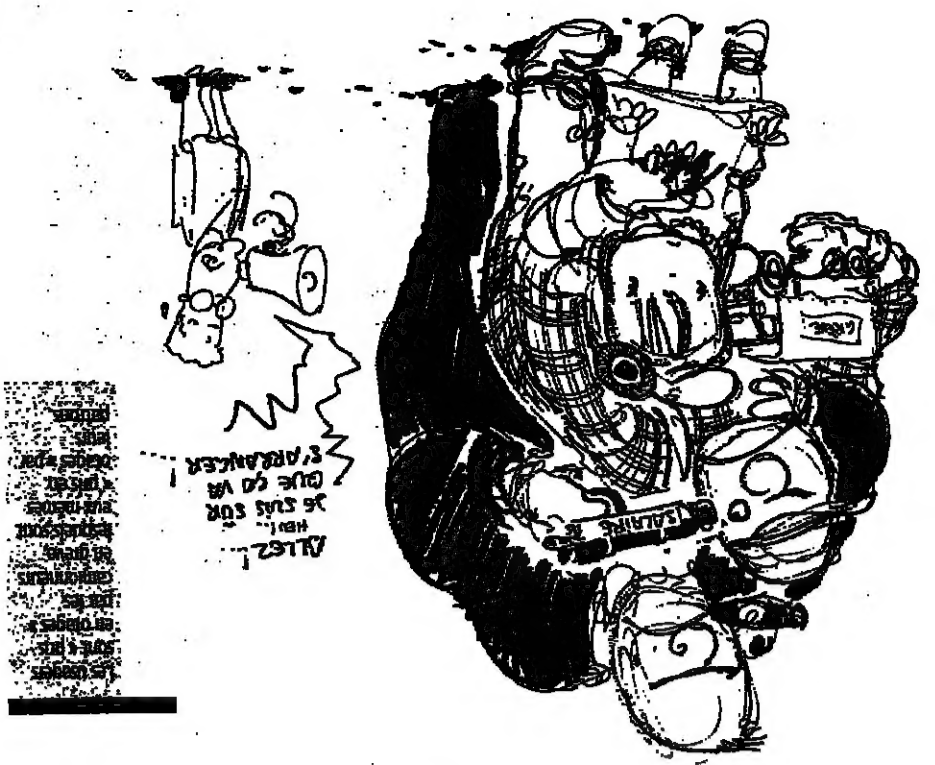
## le viagra débarque

le dernier film de Steven Spielberg

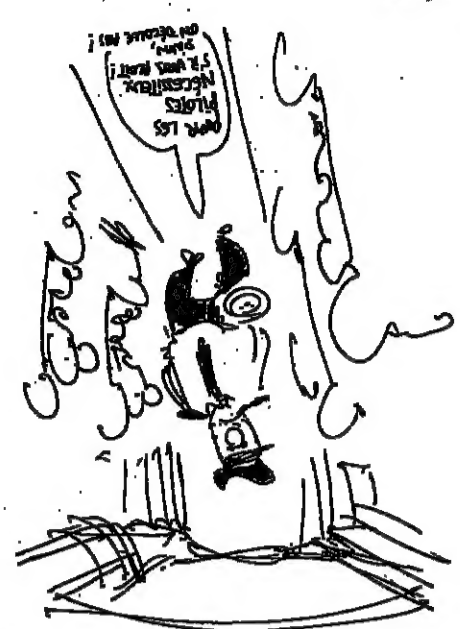


مباحث الفقه





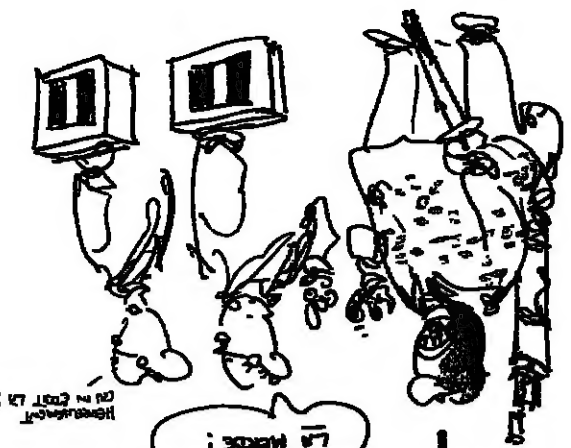
Les médias  
sont en train  
de se faire  
un peu plus  
de place  
pour les  
autres.  
C'est un  
peu plus  
de place  
pour les  
autres.



Les médias  
sont en train  
de se faire  
un peu plus  
de place  
pour les  
autres.  
C'est un  
peu plus  
de place  
pour les  
autres.

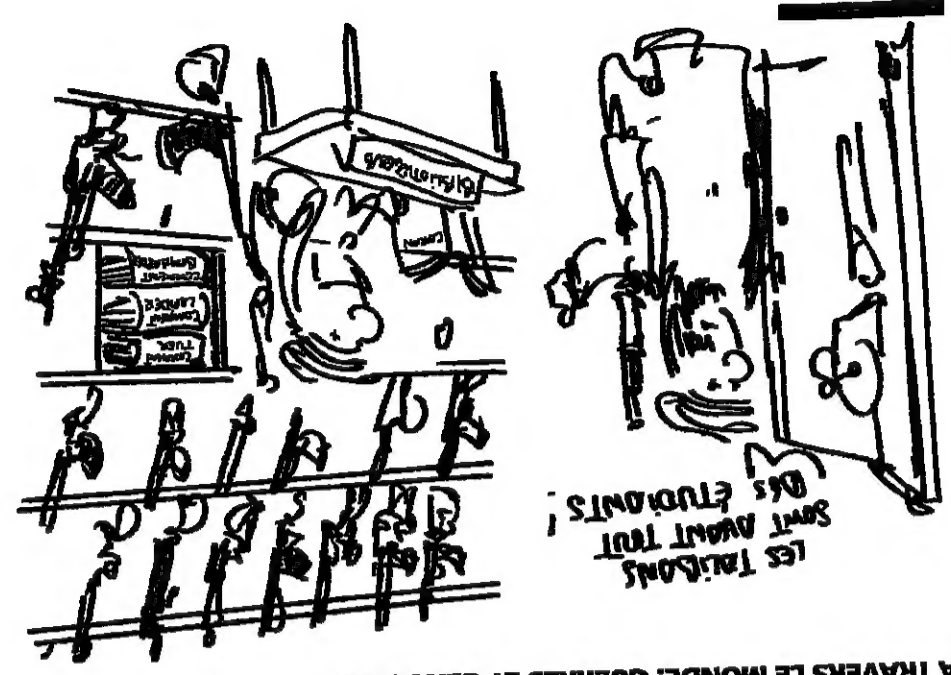
« Quand j'ai pro-  
posé ces dessins,  
les rédacteurs en  
chef m'ont traité  
de poujadou. Je  
l'avais un peu  
cherché... »

TRANSPORTS PUBLICS, GRÈVES ET « PRISES D'OTAGES »



LES TUTSIS, C'EST RIEN  
QUE DE LE MERDE !

Le monde  
est en train  
de se faire  
un peu plus  
de place  
pour les  
autres.  
C'est un  
peu plus  
de place  
pour les  
autres.



A TRAVERS LE MONDE, GUERRES ET GÉNOCIDES

VIAGRA. LA PILULE BLEUE SUR LE MARCHÉ



La mise sur  
le marché  
d'une pilule  
permettant  
de soigner  
certains  
troubles  
érectiles  
suscite  
espoirs et  
inquiétudes.

« LE MONDE », HIÉRARCHIE DE L'INFORMATION

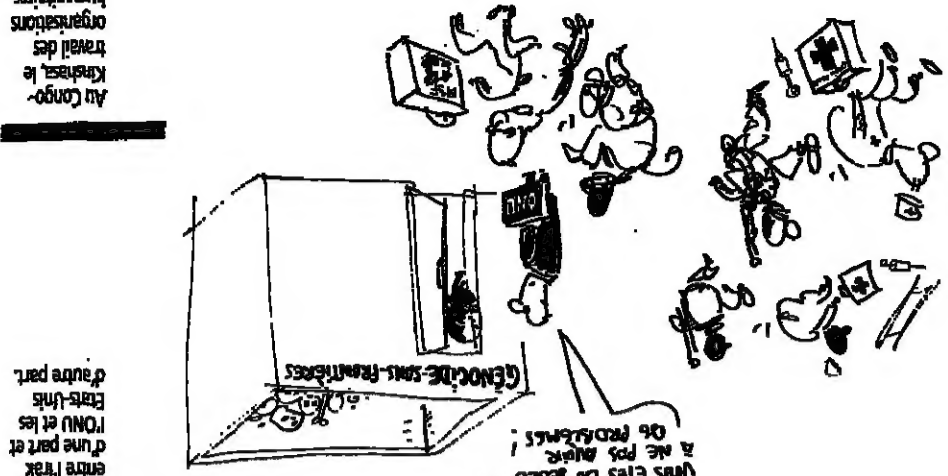


« Fallait-il vraiment publier  
le rapport Starr ? Gros dé-  
bat chez les journalistes.  
Personnellement, je n'avais  
pas de réponse. Edwy Ple-  
nel a tranché. Mais je per-  
siste : un supplément sur la  
famine au Soudan ou sur  
l'embargo contre l'Irak, ce  
serait pas mal, même si ce  
n'est pas très vendeur. »



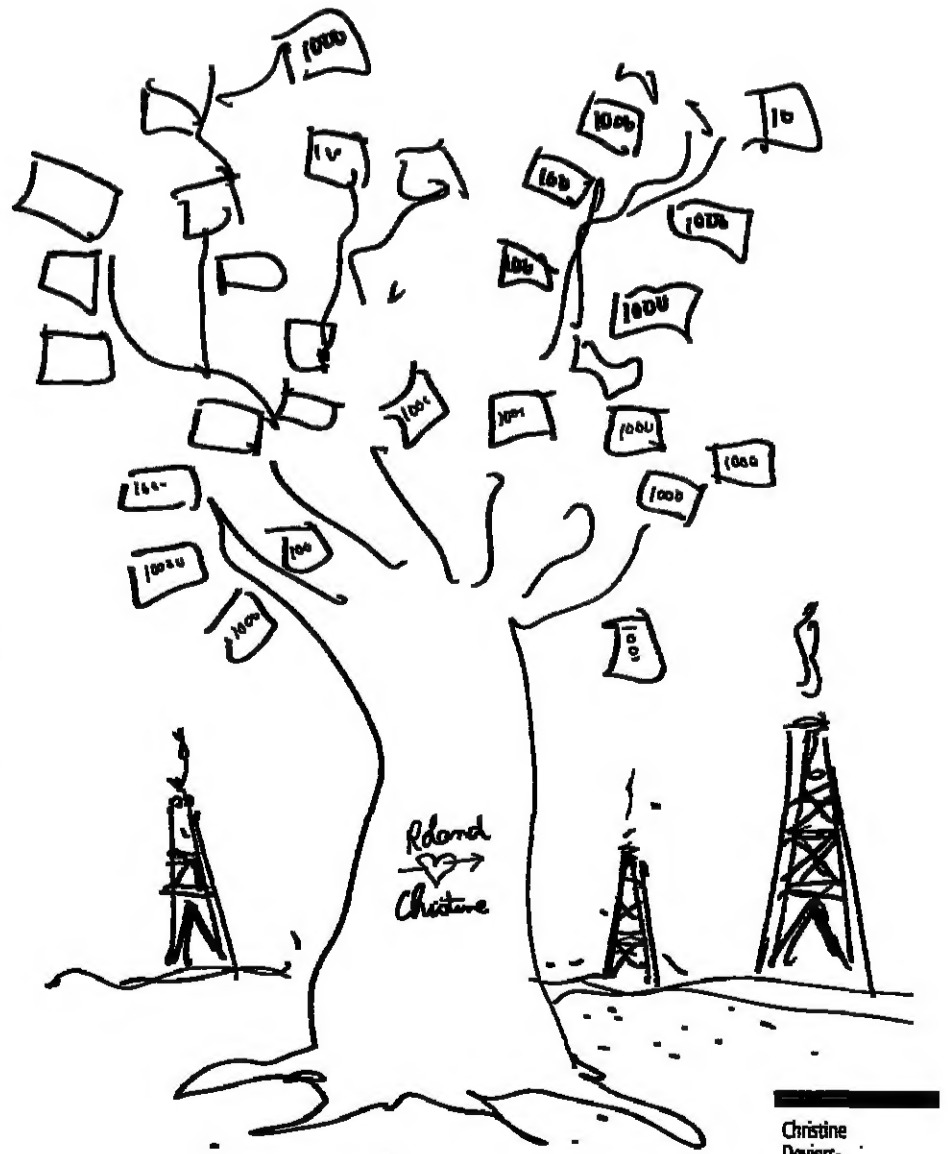
Au Congo-Kinshasa, le travail des organisations humanitaires se heurte à l'attitude de Kabila.

1998 a été témoin d'une part et d'autre part, dans l'entre-tension entre l'ONU et les États-Unis.

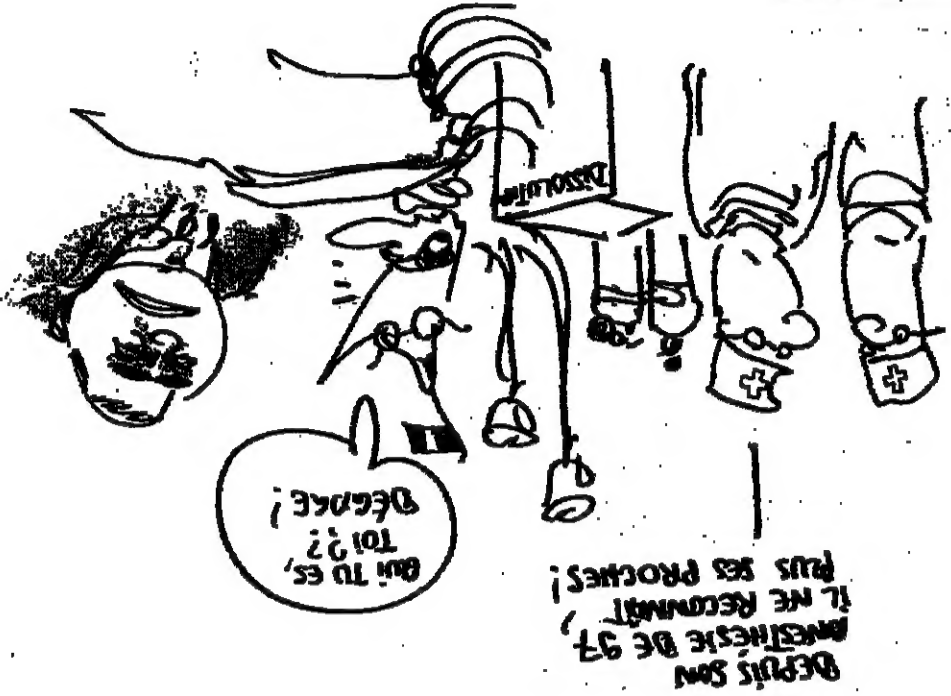
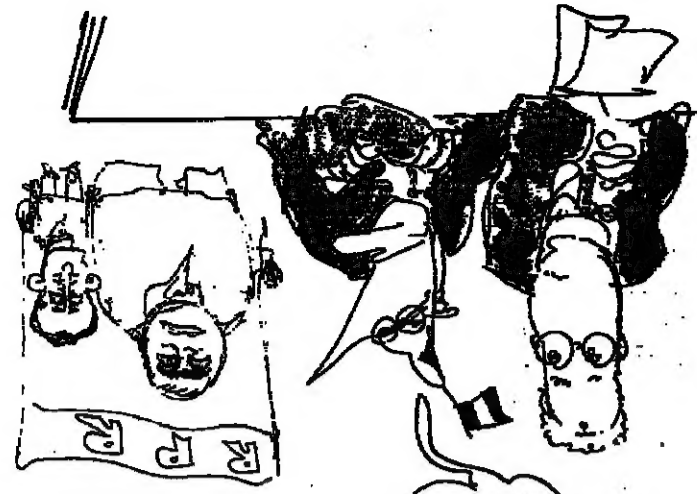


A TRAVERS LE MONDE. GUERRES ET GÉNOCIDES

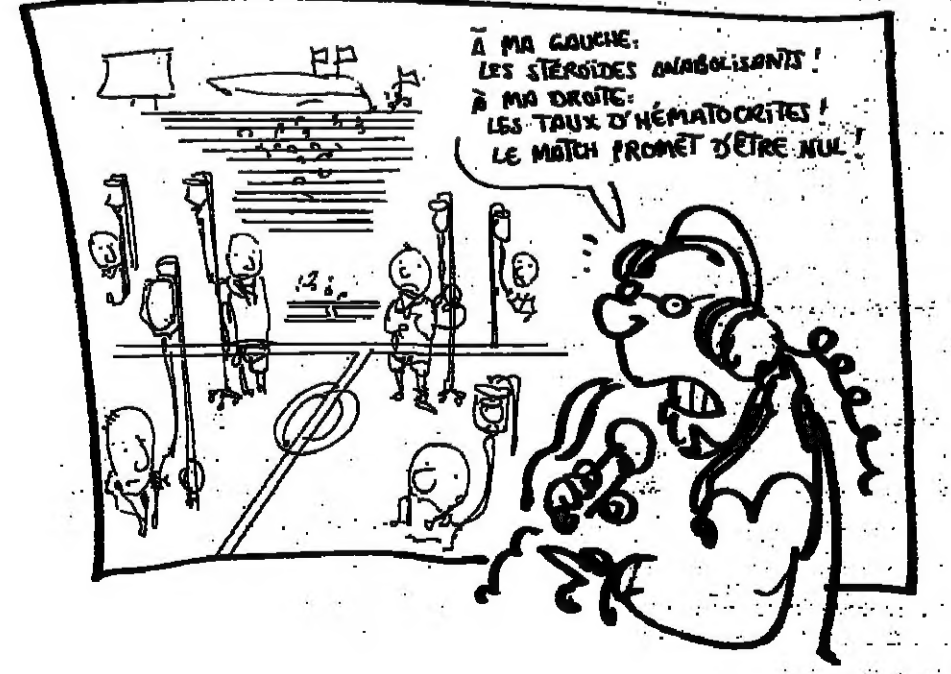
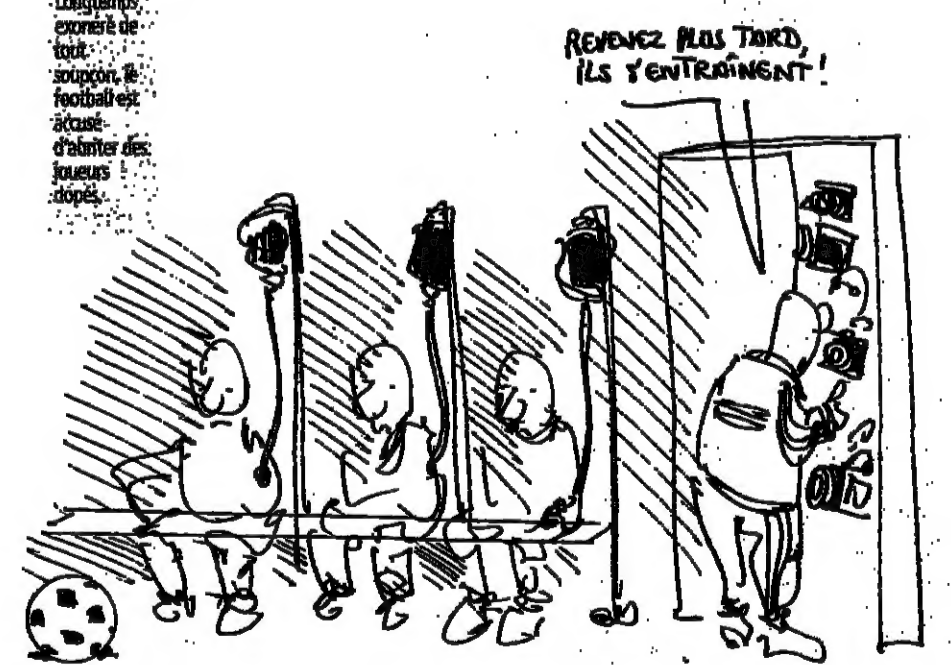
ROLAND DUMAS. LE JURISTE ET LA PUTAIN



Christine Deviers-Joncour, ancienne chargée de mission d'ETI, raconte dans un livre sa liaison avec l'ex-ministre.

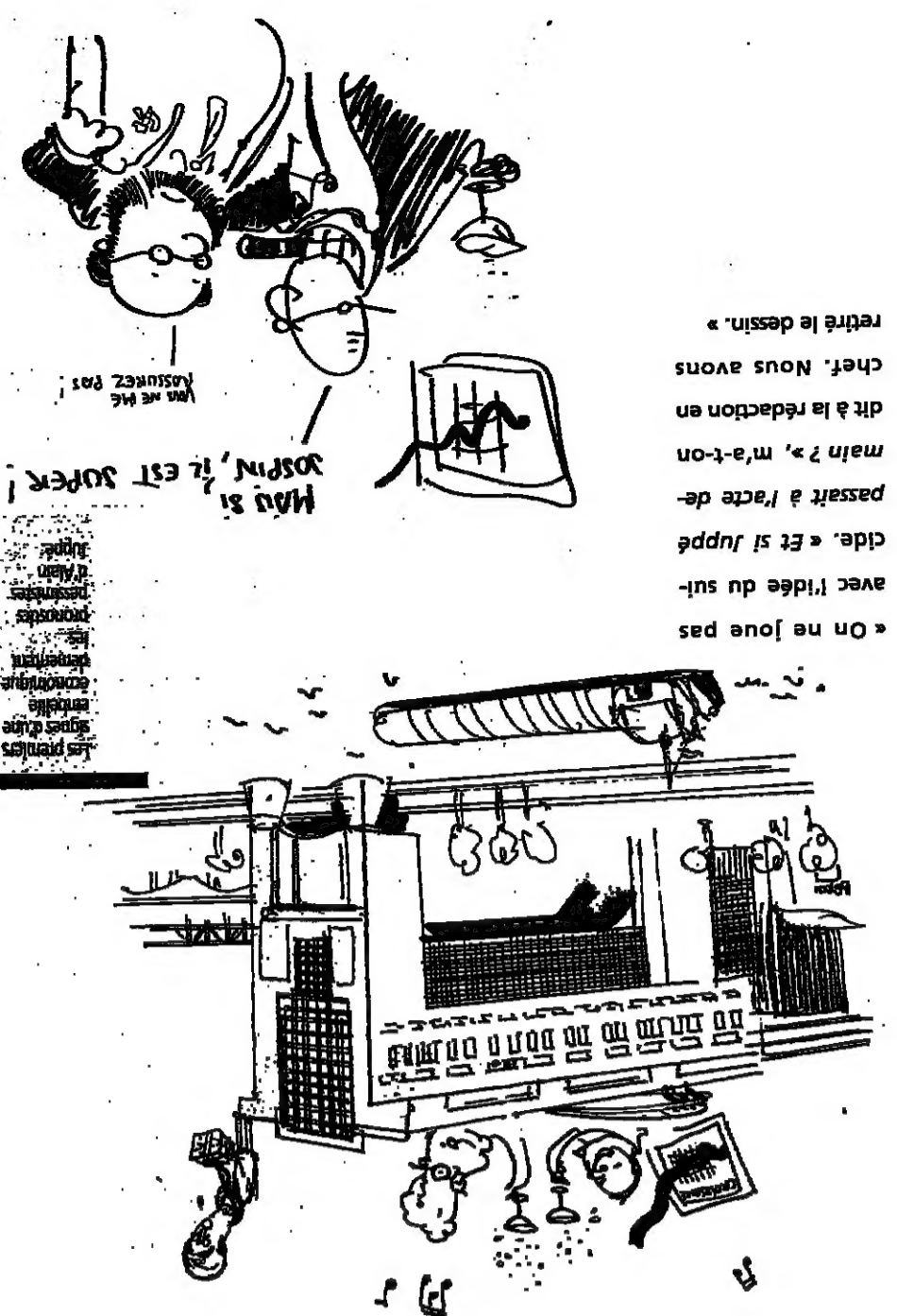


FRANCE. UNE ACTUALITÉ « PLURIELLE »

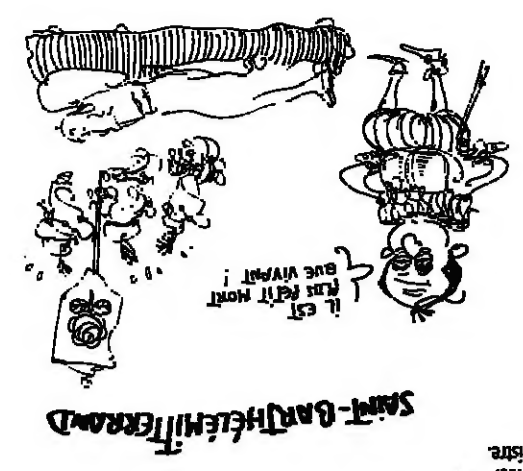


مكتبة الأمل





« J'ai dessiné Mitterrand sur son lit de gisant, puis Rocard debout. Là, j'ai pensé au duc de Guise, dont l'un des assassins avait dit: « Il est plus grand mort que vivant. » Le reste est venu tout seul au bout du crayon: les hauts-de-chausses, la fraise, les mignons sous la bannière du PS... »



Les amis de Mitterrand se déchaînent contre l'ancien ministre.

DOPAGE. EXPLOITS ET FIASCOS EN SÉRIE

« J'y connais rien au foot. Donc, j'ai fait semblant, comme souvent. L'euro, ou les taux d'intérêt, je ne m'y connais pas davantage: je suis un spécialiste de rien qui donne l'impression d'avoir tout compris. Je suis un Canada Dry de journalisme: ça a le goût, le parfum et la couleur du journalisme, mais ce n'est pas du journalisme. Le foot, c'est du Canada Dry avec un peu de Kronenbourg. Bonjour le mélange ! »

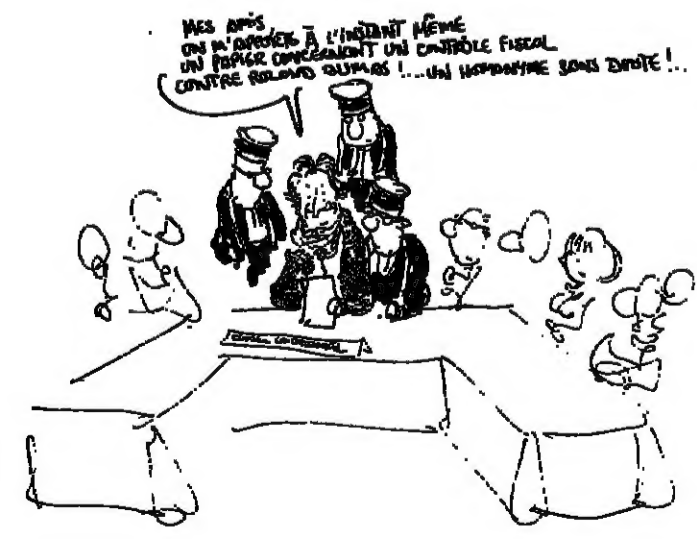


Dans le Tour de France cycliste, l'arrestation d'un joueur de Festina et la saisie de produits dopants entraînent l'élimination de cette formation.

Roland Dumas, président du Conseil constitutionnel, pille sous le poids des attaques et des critiques mais ne rompt pas.

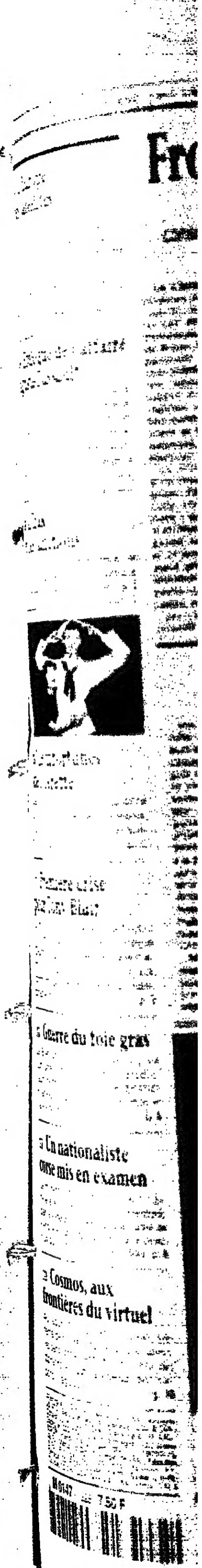
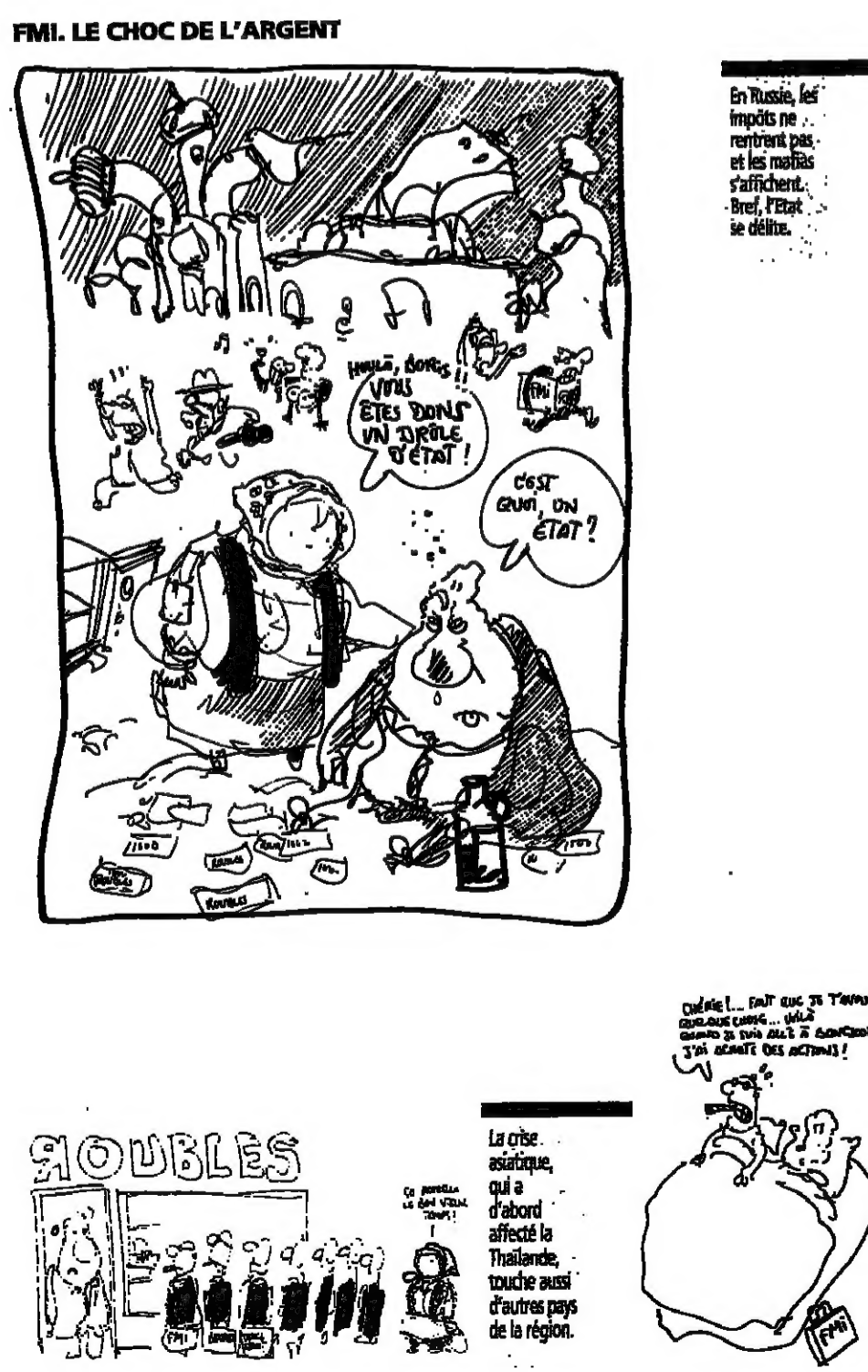
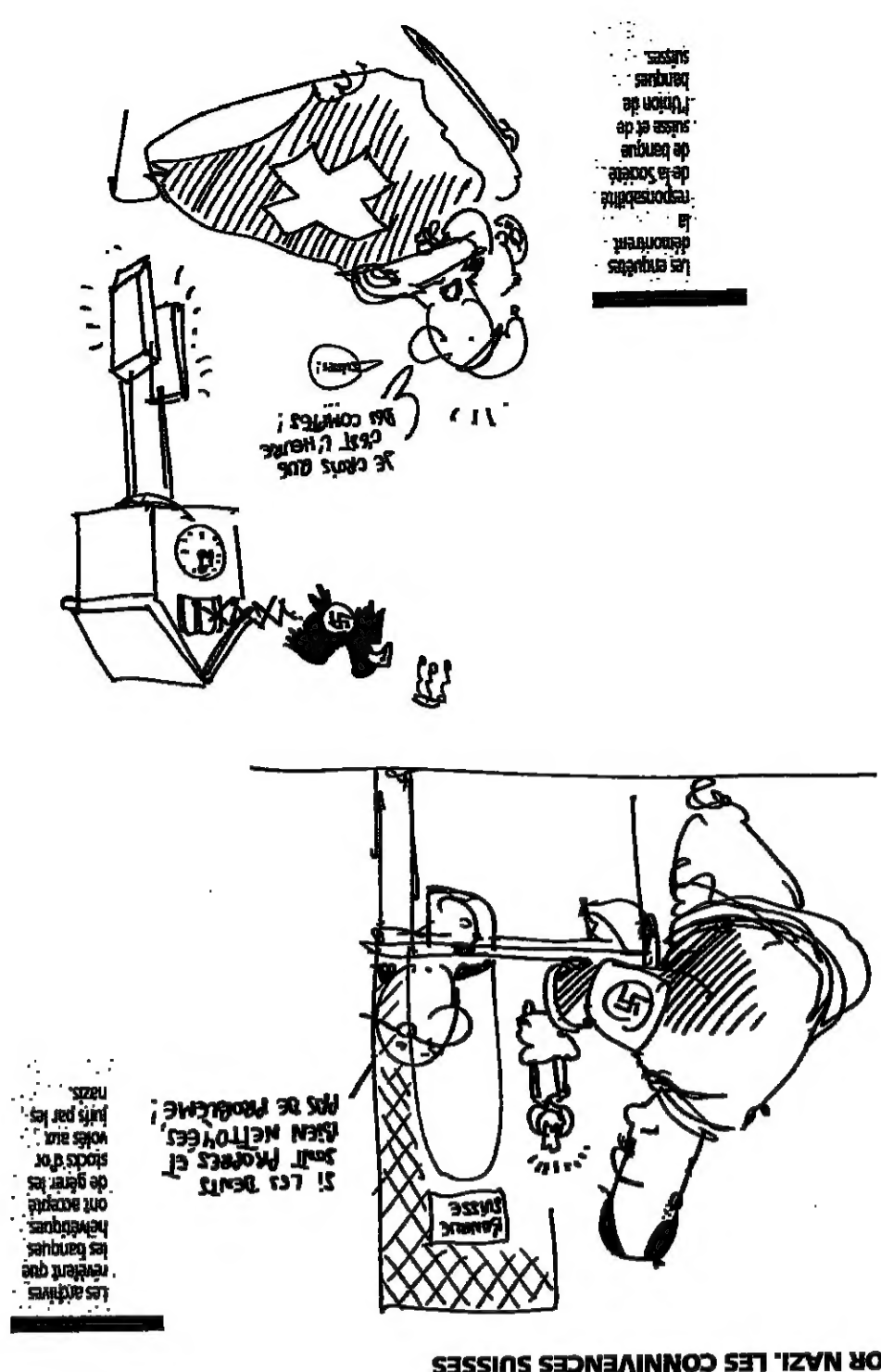


BON!... QU'EST-CE QUE J'AI ENCORE FAIT?



« Le regard, le nez, les lèvres, sont les mêmes. Qu'est-ce qui les distingue donc? La subtilité du sourire chez Dumas? La gravité du sphinx chez Mitterrand? Au bout du compte, pour un réussir un bon Dumas, j'ai proposé un Mitterrand avec une perruque. »





مكتبة الأمل